ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 31 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1972	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 191

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1237

*Περὶ κυρώσεως Συμφωνιῶν ἀφορωσῶν εἰς τὸ Παγκόσμιον Σύστημα Τηλεπικοινωνιῶν διὰ δορυφόρων (*INTELSAT*).*

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦνται καὶ κτῶνται ἰσχὺν νόμου αἱ ὑπογραφεῖσαι ἐν Οὐασιγκτῶνι τὴν 20ὴν Αὐγούστου 1971 Συμφωνίαι ἀφορῶσαι α) εἰς τὸ Παγκόσμιον Σύστημα τηλεπικοινωνιῶν διὰ δορυφόρων INTELSAT καὶ β) εἰς τὴν Συμφωνίαν Λειτουργίας τοῦ Παγκοσμίου Συστήματος Τηλεπικοινωνιῶν διὰ δορυφόρων INTELSAT τῶν ὁποίων τὰ κείμενα ἕπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Σεπτεμβρίου 1972

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΙ
ΣΤΥΛΙΑΝΟΣ ΠΑΤΤΑΚΟΣ
ΝΙΚΟΛΑΟΣ ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ
ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΟΡΕΣΤ. ΓΙΑΚΑΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΑΡΤΑΛΑΣ, ΙΩΑΝ. ΚΟΤΑΗΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΤΚΑΛΑΣ, ΝΙΚ. ΓΚΑΝΤΩΝΑΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΒΑΣ. ΤΣΟΤΜΠΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Σεπτεμβρίου 1972

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

PREAMBULE

Les Etats Parties au présent Accord,

Considérant le principe énoncé dans la Résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies selon lequel les nations du monde doivent pouvoir dès que possible communiquer au moyen de satellites sur une base mondiale et non discriminatoire,

Considérant les dispositions pertinentes du Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes et, en particulier, l'article I qui affirme que l'espace extra-atmosphérique doit être utilisé pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays,

Prenant acte du fait que, conformément à l'Accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites et à l'Accord spécial y afférent, un système commercial mondial de télécommunications par satellites a été mis sur pied,

Désirant poursuivre le développement de ce système de délécommunications par satellites dans le but de parvenir à un système commercial mondial unique de télécommunications par satellites faisant partie d'un réseau mondial perfectionné de télécommunications qui assurera à toutes les régions du monde des services plus étendus de télécommunications et qui contribuera à la paix et à l'entente mondiales,

Résolus à cet effet à fournir pour le bien de l'humanité tout entière, grâce aux techniques les plus avancées dont on dispose, les installations les plus efficaces et les plus économiques possibles, compatibles avec l'utilisation la plus rationnelle et la plus équitable des fréquences du spectre radio-électrique et de l'espace orbital,

Estimant que les télécommunications par satellites doivent être organisées de telle façon que tous les peuples puissent avoir accès au système mondial de satellites et que les Etats membres de l'Union internationale des télécommunications qui le souhaitent puissent y investir des capitaux et participer ainsi à la conception,

à la mise au point, à la construction, y compris la fourniture de matériel, à la mise en place, à l'exploitation, à l'entretien et à la propriété du système.

En vertu de l'Accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE I

(Définitions)

Aux fins du présent Accord :

a. le terme «Accord» désigne le présent accord, y compris ses annexes, mais à l'exclusion des titres des articles, ouvert à la signature des Gouvernements le 20 août 1971 à Washington, et établissant l'organisation internationale de télécommunications par satellites «INTELSAT»;

b. les termes «Accord d'exploitation» désignent l'accord, y compris son annexe, mais à l'exclusion des titres des articles, ouvert à la signature des Gouvernements ou des organismes de télécommunications désignés par les Gouvernements, conformément aux dispositions de l'Accord le 20 août 1971 à Washington ;

c. les termes «Accord provisoire» désignent l'accord établissant un régime provisoire applicable à un système commercial mondial de télécommunications par satellites, signé par les Gouvernements à Washington le 20 août 1964;

d. les termes «Accord spécial» désignent l'accord signé le 20 août 1964 par les Gouvernements ou les organismes de télecommunications désignés par les Gouvernements, conformément aux dispositions de l'Accord provisoire ;

e. les termes «Comité intérimaire des télécommunications par satellites» désignent le Comité institué par l'article IV de l'Accord provisoire ;

f. le terme «Partie» désigne un Etat à l'égard duquel l'Accord est entré en vigueur ou est appliqué à titre provisoire ;

g. le terme «Signataire» désigne une Partie ou l'organisme de télécommunications désigné par une Partie, qui à signé l'Accord d'exploitation et à l'égard desquels ce dernier est entré en vigueur ou est appliqué à titre provisoire ;

h. les termes «secteur spatial» désignent les satellites de télécommunications ainsi que les installations de poursuite, de télémesure, de télécommande, de contrôle, de surveillance et les autres équipements associés, nécessaires au fonctionnement de ces satellites ;

i. les termes «secteur spatial d'INTELSAT» désignent le secteur spatial qui appartient à INTELSAT ;

j. le terme « télécommunication» désigne toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques ;

k. les termes «services publics de télécommunications» désignent les services de télécommunications fixes ou mobiles qui peuvent être assurées par satellites et qui sont accessibles aux fins d'utilisation par le public tels que le téléphone, le télégraphe, le télex, la transmission de fac-similés, la transmission de données, la transmission de programmes de radiodiffusion et de télévision entre des stations terriennes approuvées ayant accès au secteur spatial d'INTELSAT en vue d'une transmission ultérieure au public, ainsi que les circuits loués pour l'une quelconque des utilisations ci-dessus mentionnées ; ces termes excluent les services mobiles d'une catégorie qui n'a pas été fournie en application de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial préalablement à l'ouverture de l'Accord à la signature et qui sont assurés par des stations mobiles opérant directement avec un satellite conçu en tout ou en partie pour assurer des services ayant trait à la sécurité ou au contrôle en vol d'aéronefs, ou à la radionavigation aérienne ou maritime ;

l. les termes «services spécialisés de télécommunications» désignent les services de télécommunications, autres que ceux définis au paragraphe k du présent article, qui peuvent être assurés par satellites, y compris, sans que cette liste soit limitative, les services de radionavigation, de radiodiffusion par satellites destinés à être reçus par le public en général, de recherche spatial, de météorologie et de télédétection des ressources terrestres ;

m. le terme «biens» comprend tout élément, quelle qu'en soit la nature, à l'égard duquel un droit de propriété peut être exercé, ainsi que tout droit contractuel ;

n. les termes «conception» et «mise au point» comprennent la recherche directement liée aux objectifs d'INTELSAT.

ARTICLE II

(Création d'INTELSAT)

a. Tenant dûment compte des principes énoncés ci-dessus dans le Préambule, les Parties créent par le présent Accord l'organisation internationale de télécommunications par satellites «INTELSAT», dont le but principal est de poursuivre à titre définitif la conception, la mise au point, la construction, la mise en place, l'exploitation et l'entretien du secteur spatial du système commercial mondial de télécommunications par satellites établi aux termes de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial.

b. Chaque Etat Partie signe l'Accord d'exploitation conclu conformément aux dispositions de l'Accord et ouvert à la signature en même temps que celui-ci, ou désigne l'organisme de télécommunications, public ou privé, qui signera l'Accord d'exploitation. Les rapports entre tout organisme, agissant en qualité de Signataire, et la Partie qui l'a désigné, sont régis par le droit national applicable.

c. Les administrations et organismes de télécommunications peuvent, sous réserve de leur droit national applicable, négocier et conclure directement les accords de trafic appropriés portant sur l'utilisation qu'ils feront des voies de télécommunications fournies en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation, ainsi que sur les services destinés au public, les installations, la répartition de bénéfices et les dispositions commerciales qui s'y rapportent.

ARTICLE III

(Domaine des activités d'INTELSAT)

a. En poursuivant à titre définitif les activités relatives au secteur spatial du système commercial mondial de télécommunications par satellites, visées au paragraphe a. de l'article II de l'Accord, INTELSAT a pour objectif premier la fourniture, sur une base commerciale et, sans discrimination, à toutes les régions du monde, du secteur spatial nécessaire à des services publics de télécommunications internationales de haute qualité et de grande fiabilité.

b. Sont assimilés aux services publics de télécommunications internationales :

i. les services publics de télécommunications nationales entre des régions séparées par des régions qui ne sont pas sous la juridiction de l'Etat intéressé ou entre des régions séparées par la haute mer ;

ii. les services publics de télécommunications nationales entre des régions qui ne sont reliées par aucune installation terrestre à bande large et qui sont séparées par des obstacles naturels d'un caractère si exceptionnel qu'ils excluent la création viable d'installations terrestres à bande large entre ces régions, à condition que la Réunion des Signataires, compte tenu de l'avis exprimé par le Conseil des Gouverneurs, ait donné préalablement l'autorisation appropriée.

c. Le secteur spatial d'INTELSAT, établit afin d'atteindre son objectif premier, est également iourni sans discrimination aux fins d'autres services publics de télécommunications nationales dans la mesure où cela ne porte pas préjudice à la réalisation de l'objectif premier d'INTELSAT.

d. Le secteur spatial d'INTELSAT peut être, en outre, sur demande et selon des modalités et à des conditions appropriées, utilisé pour les besoins de services spécialisés de télécommunications, internationales ou nationales, autres qu'à des fins militaires, sous réserve que :

i. la fourniture de services publics de télécommunications n'en subisse pas d'effets défavorables ;
ii. les dispositions adoptées soient par ailleurs acceptables des points de vue technique et économique.

e. INTELSAT peut, sur demande et selon des modalités et à des conditions appropriées, fournir des satellites ou des installations connexes distincts du secteur spatial d'INTELSAT aux fins :

i. de services publics de télécommunications nationales à l'intérieur de territoires relevant de la juridiction d'une ou plusieurs Parties ;
ii. de services publics de télécommunications intérnationales entre des territoires relevant de la juridiction de deux ou plus de deux Parties ;
iii. de services spécialisés de télécommunications, autres qu'à des fins militaires ;

sous réserve que l'exploitation efficace et économique du secteur spatial d'INTELSAT n'en subisse pas d'effets défavorables.

f. L'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT aux fins de services spécialisés de télécommunications prévue au paragraphe d du présent article, et la fourniture de satellites ou d'installations connexes distincts du secteur spatial d'INTELSAT, prévue au paragraphe e du présent article, font l'objet de contrats conclus entre INTELSAT et les demandeurs intéressés. L'utilisation des installations du secteur spatial d'INTELSAT aux fins de services spécialisés de télécommunications prévue au paragraphe d du présent article, et la fourniture de satellites ou d'installations connexes distincts du secteur spatial d'INTELSAT aux fins de services spécialisés de télécommunications prévue à l'alinéa iii du paragraphe e du présent article, doivent être conformes aux autorisations appropriées, au stade de la planification, de l'Assemblée des Parties, en application de l'alinéa iv du paragraphe c de l'article VII de l'Accord. l'utilisation d'installations du secteur spatial d'INTELSAT aux fins de services spécialisés de télécommunications implique des dépenses supplémentaires qui résultent des modifications à apporter aux installations existantes ou prévisibles du secteur spatial d'INTELSAT, ou si la fourniture de satellites ou d'installations connexes distincts du secteur spatial d'INTELSAT est demandée pour des services spécialisés de télécommunications conformément à l'alinéa iii du paragraph e du présent article, l'autorisation visée à l'alinéa iv du paragraphe c de l'article VII doit être obtenue de l'Assemblée des Parties dès que le Conseil des Gouverneurs est en mesure d'informer celle-ci en détail du coût estimatif de la proposition, des avantages que l'on peut en attendre, des problèmes techniques ou d'autre nature qu'elle noulève et de ses incidences probables sur les services existants ou prévisibles d'INTELSAT. Une telle autorisation doit être obtenue avant que la procédure de passation des marchés pour l'acquisition des installations concernées ne soit entamée. Avant d'accorder de telles autorisations, l'Assemplée des Parties, suivant les cas, entre en consultation ou veille à ce que des consultations aient lieu avec les institutions spécialisées des Nations Unies directement intéressées par la fourniture des services spécialisés de télécommunications en cause.

ARTICLE IV

(Personnalité juridique)

a. INTELSAT a la personnalité juridique. Elle a toute la capacité requise pour exercer ses fonctions et atteindre ses objectifs, y compris celle :

i. de conclure des accords avec des Etats ou des organisations internationales ;
ii. de contracter ;
iii. d'acquérir des biens et d'en disposer ;
iv. d'ester en justice.

b. Chaque Partie prend toute mesure qui s'impose dans le cadre de sa juridiction afin de donner effet aux dispositions du présent article en fonction de son propre droit.

ARTICLE V

(Principes financiers)

a. INTELSAT est propriétaire du secteur spatial d'INTELSAT et de tout autre bien acquis par INTELSAT. L'intérêt financier dans INTELSAT de chaque Signataire est égal au montant obtenu en appliquant sa part d'investissement, exprimée en pourcentage, à l'évaluation effectuée conformément à l'article 7 de l'Accord d'exploitation.

b. Chaque Signataire a une part d'investissement correspondant à son pourcentage d'utilisation totale du secteur spatial d'INTELSAT par tous les Signataires, déterminée conformément aux dispositions de l'Accord d'exploitation. Toutefois, aucun Signataire, même si son utilisation du secteur spatial d'INTELSAT est nulle, ne doit avoir une part d'investissement inférieure à la part d'investissement minimale fixée par l'Accord d'exploitation.

c. Chaque Signataire contribue aux besoins en capital d'INTELSAT et reçoit le remboursement et la rémunération du capital, conformément aux dispositions de l'Accord d'exploitation.

d. Tous les usagers du secteur spatial d'INTELSAT versent les redevances d'utilisation fixées conformément aux dispositions du présent Accord et de l'Accord d'exploitation. Le taux de redevance d'utilisation du secteur spatial pour chaque catégorie d'utilisation est le même pour tous les demandeurs de capacité du secteur spatial pour ladite catégorie.

e. Les satellites distincts et les installations connexes visés au paragraphe e. de l'article III de l'Accord peuvent être financés par INTELSAT et lui appartenir en tant que partie du secteur spatial d'INTELSAT avec l'approbation unanime de tous les Signataires. Si cette approbation n'est pas donnée, ils sont distincts du secteur spatial d'INTELSAT et financés par ceux qui en font la demande, dont ils deviennent la propriété. Dans ce cas, les modalités financières fixées par INTELSAT doivent être de nature à couvrir intégralement les frais découlant directement de la conception, de la mise au point, de la construction et de la foruniture de ces satellites et des installations connexes distincts de

même qu'une part adéquate des frais généraux et administratifs d'INTELSAT.

ARTICLE VI

(Structure d'INTELSAT)

a. INTELSAT comprend les organes suivants :
i. l'Assemblée des Parties ;
ii. la Réunion des Signataires ;
iii. le Conseil des Gouverneurs ;
iv. un organe exécutif responsable devant le Conseil des Gouverneurs.

b. Sauf dans la mesure où le présent Accord ou l'Accord d'exploitation le prévoit expressément, aucun organe ne prend de décision ou n'entreprend d'action propre à modifier, annuler, différer ou entraver de toute autre manière l'exercice d'une attribution, d'une responsabilité ou d'une fonction attribuée à un autre organe par le présent Accord ou par l'Accord d'exploitation.

c. Sous réserve des dispositions du paragraphe b. du présent article, l'Assemblée des Parties, la Réunion des Signataires et le Conseil des Gouverneurs prennent acte et tiennent dûment compte, chacun en ce qui le concerne, de toute résolution ou recommandation adoptée ou de tout point de vue exprimé par un autre de ces organes lorsqu'il assume les responsabilités ou exerce les fonctions qui lui ont été attribuées par le présent Accord ou par l'Accord d'exploitation.

ARTICLE VII

(Assemblée des Parties

a. L'Assemblée des Parties est composée de toutes les Parties et est le principal organe d'INTELSAT.

b. L'Assemblée des Parties prend en considération les questions relatives à INTELSAT qui intéressent particulièrement les Parties en tant qu'Etats souverains. Elle a le pouvoir de prendre en considération la politique générale et les objectifs à long terme d'INTELSAT qui sont compatibles avec les principes, les buts et le domaine des activités d'INTELSAT, prévus par l'Accord. Conformément aux dispositions des paragraphes b. et c. de l'article VI de l'Accord, l'Assemblée des Parties prend dûment en considération les résolutions, recommandations et vues qui lui sont transmises par la Réunion des Signataires ou le Conseil des Gouverneurs.

c. l'Assemblée des Parties a les fonctions et pouvoirs suivants :

i. dans l'exercice de son pouvoir ayant trait à la considération de la politique générale et des objectifs à long terme d'INTELSAT, elle exprime ses vues ou adopte des recommandations, si elle le juge opportun, à l'intention des autres organes d'INTELSAT ;

ii. elle décide que des mesures doivent être prises pour éviter que les activités d'INTELSAT ne soient en conflit avec toute convention multilatérale générale compatible avec l'Accord et à laquelle au moins deux tiers des Parties ont adhéré ;

iii. elle délibère et statue sur les propositions d'amendement à l'Accord, conformément aux dispositions de l'article XVII de celui-ci ; elle propose des amendements à l'Accord d'exploitation, exprime ses vues et adopte des recommandations à ce sujet ;

iv. elle donne, par voie de règlement général ou de décisions spécifiques, les autorisations relatives à l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT et à la fourniture de satellites et d'installations connexes distincts du secteur spatial d'INTELSAT aux fins de services spécialisés de télécommunications dans le domaine des activités visées au paragraphe d. et à l'alinéa iii. du paragraphe e. de l'article III de l'Accord ;

v. elle examine, afin d'assurer l'application du principe de non-discrimination, les règles générales instituées en application de l'alinéa v. du paragraphe b. de l'article VIII de l'Accord ;

iv. elle étudie les rapports présentés par la Réunion des Signataires et le Conseil des Gouverneurs, concernant la mise en oeuvre de la politique générale, les activités et le programme à long terme d'INTELSAT et exprime ses vues sur ces rapports ;

vii. elle exprime, sous forme de recommandations, en vertu des dispositions de l'article XIV de l'Accord, ses avis sur la mise en place, l'acquisition ou l'utilisation envisagée des installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT ;

viii. elle adopte, en vertu des dispositions de l'alinéa i. du paragraphe b. de l'article XVI de l'Accord, les décisions concernant le retrait d'une Partie d'INTELSAT

ix. elle adopte les décisions concernant les questions relatives aux relations officielles entre INTELSAT et les Etats, qu'ils soient ou non Parties, ou les organisations internationales ;

x. elle examine les réclamations qui lui sont soumises par les Parties ;

xi. elle choisit les experts juridiques mentionnés à l'article 3 de l'annexe C. de l'Accord ;

xii. elle adopte toute décision concernant la nomination du Directeur général conformément aux articles XI et XII de l'Accord :

xiii. elle adopte, conformément aux dispositions de l'article XII de l'Accord, la structure de l'organe exécutif ;

xiv. elle exerce tout autre pouvoir relevant de la compétence de l'Assemblée des Parties conformément aux dispositions de l'Accord.

d. La première session ordinaire de l'Assemblée des Parties est convoquée par le Secrétaire général et a lieu dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Accord. Les sessions ordinaires doivent être organisées par la suite tous les deux ans. Toutefois, l'Assemblée des Parties peut en décider autrement d'une session à une autre.

e. i. En plus des sessions ordinaires prévues au paragraphe précédent, l'Assemblée des parties peut tenir des sessions extra-ordinaires convoquées, soit à la demande du Conseil des Gouverneurs, agissant en vertu des dispositions des articles XIV ou XVI de l'Accord, soit à la demande d'une ou plusieurs Parties sous réserve de l'acceptation d'au moins un tiers des Parties, y compris celles qui ont présenté la demande.

ii. Les demandes de sessions extraordinaires doivent être motivées et adressées par écrit au Secrétaire général ou au Directeur général qui prend les mesures nécessaires pour que la session ait lieu dès que possible conformément aux dispositions du règlement intérieur de l'Assemblée des Parties applicables à la convocation de telles sessions.

f. Pour toute session de l'Assemblée des Parties, le quorum est constitué par les représentants d'une majorité des Parties. Chaque Partie dispose d'une voix. Toute décision sur une question de fond est adoptée par un vote affirmatif émis par au moins les deux tiers des Parties dont les représentants sont présents et votant. Toute décision sur une question de procédure est adoptée par un vote affirmatif émis à la majorité simple des Parties dont les représentants sont présents et votant. Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond est réglé par un vote émis à la majorité simple des Parties dont les représentants sont présents et votant.

g. L'Assemblée des Parties adopte son règlement intérieur qui comprend notamment des dispositions concernant l'élection du président et des autres membres du bureau.

h. Chaque Partie fait face à ses propres frais de représentation lors des réunions de l'Assemblée des Parties. Les dépenses relatives aux réunions de l'Assemblée des Parties sont considérées comme faisant partie des dépenses administratives d'INTELSAT aux fins d'application de l'article 8 de l'Accord d'exploitation.

ARTICLE VIII

(Réunion des Signataires)

a. La Réunion des Signataires est composée de tous les Signataires. Conformément aux dispositions des paragraphes b. et c. de l'article VI de l'Accord, la Réunion des Signataires prend dûment en considération les résolutions, recommandations et vues qui lui sont transmises par l'Assemblée des Parties ou le Conseil des Gouverneurs.

b. La Réunion des Signataires a les fonctions et pouvoirs suivants :

i. elle étudie le rapport et les états financiers annuels qui lui sont soumis par le Conseil des Gouverneurs et exprime à ce dernier ses vues à ce sujet ;

ii. elle exprime ses vues et formule des recommandations sur les amendements proposés à l'Accord en vertu de l'article XVII ci-après ; elle procède à une étude et arrête des décisions, conformément aux dispositions de l'article 22 de l'Accord d'exploitation, en tenant compte de toutes vues et recommandations exprimées par l'Assemblée des Parties ou le Conseil des Gouverneurs, sur les amendements proposés à l'Accord d'exploitation qui sont compatibles avec l'Accord ;

iii. elle procède à une étude et exprime ses vues au sujet des rapports sur les programmes futurs, qui lui sont soumis par le Conseil des Gouverneurs, y compris au sujet des implications financières probables de ces programmes ;

iv. elle procède à une étude et adopte toute décision au sujet des recommandations faites par le Conseil des Gouverneurs concernant l'élévation de la limite visée à l'article 5 de l'Accord d'exploitation ;

v. elle établit, sur recommandation du Conseil des Gouverneurs et aux fins d'orientation de celui-ci, les règles générales concernant :

A. l'approbation des stations terriennes devant avoir accès au secteur spatial d'INTELSAT,

B. l'attribution de la capacité du secteur spatial d'INTELSAT,

C. l'établissement et le réajustement des taux de redevance d'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT sur une base non discriminatoire,

vi. elle prend toutes décisions, en vertu des dispositions de l'article XVI de l'Accord, concernant le retrait d'un Signataire d'INTELSAT;

vii. elle procède à un examen et exprime ses vues au sujet des réclamations soumises par les Signataires, directement ou par l'intermédiaire du Conseil des Gouverneurs, ainsi qu'au sujet de celles soumises, par l'intermédiaire du Conseil des Gouverneurs, par les usagers du secteur spatial d'INTELSAT qui ne sont pas Signataires ;

viii. elle prépare, à l'intention de l'Assemblée des Parties ainsi que des Parties elles-mêmes, les rapports concernant la mise en oeuvre de la politique générale, les activités et le programme à long terme d'INTELSAT ;

ix. elle prend toutes décisions concernant les autorisations visées à l'alinéa ii. du paragraphe b. de l'article III de l'Accord ;

x. elle procède à une étude et exprime ses vues au sujet du rapport sur les dispositions définitives relatives à la gestion présenté par le Conseil des Gouverneurs à l'Assemblée des Parties en vertu des dispositions du paragraphe g. de l'article XII de l'Accord ;

xi. elle procède annuellement à la détermination prévue à l'article IX de l'Accord aux fins de la représentation au sein du Conseil des Gouverneurs ;

xii. elle exerce tous autres pouvoirs relevant de la compétence de la Réunion des Signataires en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation.

c. La première session ordinaire de la Réunion des Signataires est convoquée par le Secrétaire Général à la demande du Conseil des Gouverneurs dans les neuf mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'Accord. Une session ordinaire a lieu par la suite au cours de chaque année civile.

d. i. En plus des sessions ordinaires prévues au paragraphe précédent, la Réunion des Signataires peut tenir des sessions extraordinaires convoquées, soit à la demande du Conseil des Gouverneurs, soit à la demande d'un ou de plusieurs Signataires sous réserve de l'acceptation d'au moins un tiers des Signataires, y compris ceux qui ont présenté la demande ;

ii. les demandes de sessions extraordinaires doivent être motivées et adressées par écrit au Secrétaire général ou au Directeur général qui prend les mesures nécessaires pour que la session ait lieu dès que possible, conformément aux dispositions du règlement intérieur de la Réunion des Signataires applicables à la convocation de telles sessions. L'ordre du jour d'une telle session est limité aux questions pour lesquelles la Réunion des Signataires a été convoquée.

e. Pour toute session de la Réunion des Signataires, le quorum est constitué par les représentants d'une majorité des Signataires. Chaque Signataire dispose d'une voix. Toute décision sur une question de fond est adoptée par un vote affirmatif émis par au moins les deux tiers des Signataires dont les représentants sont présents et votant. Toute décision sur une question de procédure est adoptée par un vote affirmatif émis à la majorité simple des Signataires dont les représentants sont présents et votant. Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond est réglé par un vote émis à la majorité simple des Signataires dont les représentants sont présents et votant.

f. La Réunion des Signataires adopte son règlement intérieur qui comprend notamment des dispositions concernant l'élection du président et des autres membres du bureau.

g. Chaque Signataire fait face à ses propres frais de représentation lors des réunions de la Réunion des Signataires. Les dépenses relatives aux réunions de la Réunion des Signataires sont considérées comme faisant partie des dépenses administratives d'INTELSAT aux fins d'application de l'article 8 de l'Accord d'exploitation.

ARTICLE IX

(Conseil des Gouverneurs : composition et vote)

a. Le Conseil des Gouverneurs est composé :

i. d'un Gouverneur représentant chaque Signatarie dont la part d'investissement n'est pas inférieure à la part minimale déterminée conformément au paragraphe b. du présent article ;

ii. d'un Gouverneur représentant chaque groupe de deux Signataires ou plus qui ne sont pas représentés en vertu de l'alinéa précédent, dont le total des parts d'investissement n'est pas inférieur à la part minimale

déterminée conformément au paragraphe b. du présent article et qui ont convenu d'être ainsi représentés ;

iii. d'un Gouverneur représentant chaque groupe comprenant au moins cinq Signataires qui ne sont pas représentés en vertu des alinéas i. ou ii. du présent paragraphe et qui font partie de l'une des régions définies lors de la Conférence plénipotentiaire de l'Union internationale des télécommunications réunie à Montreux en 1965, quel que soit le total des parts d'investissement détenues par les Signataires qui composent le groupe. Toutefois, le nombre de Gouverneurs appartenant à cette catégorie ne doit pas être supérieur à deux pour une région ou à cinq pour toutes les régions définies par l'Union.

b. i. Pendant la période séparant l'entrée en vigueur de l'Accord de la première session de la Réunion des Signataires, la part d'investissement minimale qui donne le droit à un Signataire ou à un groupe de Signataires d'être représenté au Conseil des Gouverneurs est égale à celle du Signataire qui occupe la treizième place sur la liste établie dans l'ordre décroissant des parts d'investissement initiales de tous les Signataires.

ii. Après la fin de la période visée à l'alinéa i. du présent paragraphe, la Réunion des Signataires fixe annuellement la part d'investissement minimale qui permet à un Signataire ou à un groupe de Signataires d'être représenté au Conseil des Gouverneurs. A cet effet, la Réunion des Signataires s'efforce de maintenir à vingt environ le nombre des Gouverneurs, non compris ceux choisis conformément à l' alinéa iii. du paragraphe a. du présent article.

iii. Aux fins d'effectuer la détermination visée à l'alinéa ii. du présent paragraphe, la Réunion des Signataires fixe la part d'investissement minimale conformément aux dispositions suivantes :

A. si le Conseil des Gouverneurs, au moment d'une telle détermination, comprend de vingt à vingt-deux Gouverneurs, la Réunion des Signataires fixe une part d'investissement minimale égale à celle que détient le Signataire qui, sur la liste en vigueur à ce moment, occupe la place qu'occupait, sur la liste en vigueur au moment de la détermination antérieure, le Signataire choisi à cette occasion.

B. si le Conseil des Gouverneurs, au moment d'une telle détermination, comprend plus de vingt-deux Gouverneurs, la Réunion des Signataires fixe une part d'investissement minimale égale à celle que détient le Signataire qui, sur la liste en vigueur à ce moment, occupe une place au-dessus de celle qu'occupait, sur la liste en vigueur au moment de la détermination antérieure, le Signataire choisi à cette occasion.

C. si le Conseil des Gouverneurs, au moment d'une telle détermination, comprend moins de vingt Gouverneurs, la Réunion des Signataires fixe une part d'investissement minimale égale à celle que détient le Signataire qui, sur la liste en vigueur à ce moment, occupe une place au-dessous de celle qu'occupait, sur la liste en vigueur au moment de la détermination antérieure, le Signataire choisi à cette occasion.

iv. Si l'application des dispositions des sous-alinéas B ou C de l'aninéa iii. du présent paragraphe paraît conduire à un nombre de Gouverneurs respectivement inférieur a vingt ou supérieur à vingt-deux, la Réunion des Signataires fixe une part d'invetissement minimale de telle sorte que dans toute la mesure du possible, le nombre des Gouverneurs soit égal à vingt.

v. Pour l'application des dispositions des alinéas iii. et iv. du présent paragraphe, les Gouverneurs choisis conformément à l'alinéa iii. du paragraphe a. du présent article n'entrent pas en ligne de compte.

vi. Pour l'application des dispositions du présent paragraphe, les parts d'investissement déterminées périodiquement conformément à l'alinas ii. du paragraphe c. de l'article 6 de l'Accord d'exploitation prennent effet à compter du premier jour de la session ordinaire de la Réunion des Signataires qui suit ladite détermination.

c. Dès qu'un Signataire ou un groupe de Signataires remplit les conditions en matière de représentation visées aux alinéas i, ii ou iii du paragraphe a. du présent article, il est en droit d'être représenté au sein du Conseil des Gouverneurs. En ce qui concerne tout groupe de Signataires visé à l'alinéa iii. du paragraphe a. du présent article, l'exercice de ce droit est sujet à réception par l'organe exécutif d'une demande écrite émanant dudit groupe, sous réserve que le nombre des groupes ainsi représentés au Conseil des Gouverneurs n'ait pas, au moment de la réception de la demande écrite, atteint les limites fixées à l'alinéa iii. du paragraphe a. du présent article. Si au moment de la réception d'une telle demande écrite, les limites fixées à l'alinéa iii. du paragraphe a. du présent article sont déjà atteintes au sein du Conseil des Gouverneurs le groupe de Signataires peut présenter sa demande lors de la session ordinaire de la Réunion des Signataires qui suit afin que celle-ci se prononce conformément aux dispositions du paragraphe d. du présent article.

d. A la demande d'un ou plusieurs groupes de Signataires visés à l'alinéa iii. du paragraphe a. du présent article, la Réunion des Signataires détermine annuellement ceux de ces groupes qui seront représentés au Conseil des Gouverneurs ou continueront à l'être. A cette fin, si plus de deux groupes proviennent de la même région, telle que définie par l'Union internationale des télécommunications ou plus de cinq groupes, de toutes les régions définies par ladite Union, la Réunion des Signataires choisit en premier lieu pour chaque région définie par l'Union internationale des télécommunications le groupe ayant le total de parts d'investissement le plus élevé duquel émane une demande écrite conformément au paragraphe c. du présent article. Si le nombre de groupes ainsi obtenu est infèrieur à cinq, d'autres groupes sont choisis dans l'ordre décroissant du total des parts d'investissement de chaque groupe, sans dépasser les limites fixées à l'alinéa iii. du paragraphe a. du présent article.

e. Afin d'assurer une continuité au sein du Conseil des Gouverneurs, chaque Signataire ou groupe de Signataires représenté en vertu des alinéas i. ii. et iii. du paragraphe a. du présent article continue à être représenté, soit individuellement, soit en tant que membre d'un tel groupe, jusqu'à la détermination qui suit, effectuée en vertu des paragraphes b. ou d. du présent article, sans tenir compte des changements qui peuvent intervenir dans sa part d'investissement ou dans celle dudit groupe du fait de tout réajustement des parts d'investissement. Toutefois, la représentation d'un groupe cesse au moment où le retrait d'un ou de plusieurs Signataires dudit groupe ne permet plus à ce dernier d'être représenté au Conseil des Gouverneurs en vertu des dispositions des alinéas ii. ou iii. du paragraphe a. du présent article.

f. Sous réserve des dispositions du paragraphe g. du présent article, chaque Gouverneur a une voix pondérée correspondant à la portion de la part d'investissement du Signataire ou du groupe de Signataires qu'il représente, calculée en fonction de l'utilisation du

secteur spatial d'INTELSAT à des fins de services des catégories suivantes :

i. Les services publics de télécommunications internationales ;

ii. les services publics de télécommunications nationales entre des régions séparées par des régions qui ne sont pas sous la juridiction de l'État intéressé ou entre des régions séparées par la haute mer ;

iii. les services publics de télécommunications nationales entre des régions qui ne sont reliées par aucune installation terrestre à bande large et qui sont séparées par des obstacles naturels d'un caractère si exceptionnel qu'ils excluent la création viable d'installations terrestres à bande large entre ces régions, à condition que la Réunion des Signataires ait donné préalablement l'autorisation appropriée prévue à l'alinéa ii. du paragraphe b. de l'article III de l'Accord.

g. Aux fins d'application du paragraphe f. du présent article, les dispositions suivantes sont prises en considération :

i. au cas où un Signataire bénéficie d'une réduction de sa part d'investissement conformément aux dispositions du paragraphe d. de l'article 6 de l'Accord d'exploitation, la réduction s'applique proportionnellement à tous les types de son utilisation ;

ii. au cas où un Signataire bénéficie d'un accroissement de sa part d'investissement conformément aux dispositions du paragraphe d. de l'article 6 de l'Accord d'exploitation, l'accroissement s'applique proportionnellement à tous les types de son utilisation ;

iii. au cas où un Signataire a une part d'investissement de 0,05 pour cent conformément aux dispositions du paragraphe h. de l'article 6 de l'Accord d'exploitation et fait partie d'un groupe aux fins de représentation au Conseil des Gouverneurs conformément aux dispositions des alinéas ii. ou iii. du paragraphe a. du présent article, sa part d'investissement est considérée comme étant calculée en fonction de l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT pour des services dont les catégories sont énumérées au paragraphe f. du présent article ;

iv. aucun Gouverneur ne peut utiliser plus de quarante pour cent du total des voix pondérées de tous les Signataires et groupes de Signataires représentés au Conseil des Gouverneurs. Dans la mesure où la voix pondérée d'un Gouverneur excède quarante pour cent dudit total, l'excédent est réparti de façon égale entre les autres membres du Conseil des Gouverneurs.

h. Aux fins de fixer la composition du Conseil des Gouverneurs et de calculer la pondération des voix des Gouverneurs, les parts d'investissement déterminées conformément à l'alinéa ii. du paragraphe c. de l'article 6 de l'Accord d'exploitation prennent effet à compter du premier jour de la session ordinaire de la Réunion des Signataires qui suit ladite détermination.

i. Pour toute réunion du Conseil des Gouverneurs, le quorum est constitué soit par la majorité des membres du Conseil des Gouverneurs si cette majorité dispose au moins des deux tiers du total des voix pondérées de tous les Signataires et groupes de Signataires représentés au Conseil des Gouverneurs, soit par le nombre total des Gouverneurs moins trois, quel que soit le total des voix pondérées dont ces derniers disposent.

j. Le Conseil des Gouverneurs s'efforce de prendre ses décisions à l'unanimité. A défaut d'accord unanime, il décide :

i. sur toute question de fond, par un vote affirmatif émis soit par au moins quatre Gouverneurs disposant des deux tiers du total des voix pondérées de tous les Signataires et groupes de Signataires représentés au Conseil des Gouverneurs, en tenant compte de la répartition de l'excédent des voix pondérées visée à l'alinéa iv. du paragraphe g. du présent article, soit par un vote affirmatif émis par au moins le nombre total des Gouverneurs moins trois, quel que soit le total des voix pondérées dont ils disposent ;

ii. sur toute question de procédure, par un vote affirmatif émis à la majorité simple des Gouverneurs présents et votant, chacun disposant d'une voix.

k. Tout différend sur le point de savoir si une question est de procédure ou de fond fait l'objet d'une décision du président du Conseil des Gouverneurs. Une telle décision peut être rejetée par la majorité des deux tiers des Gouverneurs présents et votant, chacun disposant d'une voix.

l. Le Conseil des Gouverneurs peut, s'il le juge utile, créer dès commissions consultatives pour l'aider à remplir ses fonctions.

m. Le Conseil des Gouverneurs adopte son règlement intérieur qui prévoit le mode d'élection du président et de tous les autres membres du bureau. Nonobstant les dispositions du paragraphe j. du présent article, ledit règlement peut prévoir toute procédure de vote que le Conseil des Gouverneurs juge appropriée pour l'élection des membres de son bureau.

n. La première réunion du Conseil des Gouverneurs est convoquée conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Annexe à l'Accord d'exploitation. Le Conseil des Gouverneurs se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire, mais au moins quatre fois par an.

ARTICLE X

(Conseil des Gouverneurs ; fonctions)

a. Le Conseil des Gouverneurs est chargé de la conception, de la mise au point, de la construction, de la mise en place, de l'exploitation et de l'entretien du secteur spatial d'INTELSAT et, conformément au présent Accord, à l'Accord d'exploitation et à toute décision éventuellement prise à cet égard par l'Assemblée des Parties en vertu de l'article VII de l'Accord, de mener à bien toutes autres activités entrepriseas par INTELSAT Afin d'assumer ces responsabilités, le Conseil des Gouverneurs a les pouvoirs et les fonctions relevant de sa compétence en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation, y compris les suivants :

i. il adopte les lignes directrices, les plans et les programmes relatifs à la conception, la mise au point, la construction, la mise en place, l'exploitation et l'entretien du secteur spatial d'INTELSAT et relatifs, le cas échéant, à toute autre activité qu'INTELSAT est autorisée à entreprendre ;

ii. il adopte les procédures, règles et modalités concernant la passation des marchés conformément aux dispositions de l'article XIII de l'Accord, et approuve les marchés ;

iii. il adopte, en matière financière, les lignes directrices et les états annuels et approuve les budgets ;

iv. il adopte les principes généraux et les procédures relatifs à l'acquisition, la protection et la diffusion des droits relatifs aux inventions et renseignements techniques, conformément aux dispositions de l'article 17 de l'Accord d'exploitation ;

v. il formule des recommandations destinées à la Réunion des Signataires en ce qui concerne l'établissement des règles générales visées à l'alinéa v. du paragraphe b. de l'article VIII de l'Accord ;

vi. il adopte des critères et des procédures, conformément aux règles générales qui peuvent être établies par la Réunion des Signataires, pour l'approbation des stations terriennes devant avoir accès au secteur spatial d'INTELSAT, pour la vérification et le contrôle des caractéristiques de fonctionnement des stations terriennes qui ont accès à ce secteur et pour la coordination

de l'accès au secteur spatial d'INTELSAT et de l'utilisation de ce secteur en ce qui concerne lesdites stations terriennes ;

vii. il adopte les conditions régissant l'attribution de la capacité du secteur spatial d'INTELSAT conformément aux règles générales qui peuvent être établies par la Réunion des Signataires.

viii. il fixe périodiquement les taux de redevance d'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT conformément aux règles générales qui peuvent être établies par la Réunion des Signataires ;

iv. il adopte toute mesure appropriée, en vertu des dispositions de l'article 5 de l'Accord d'exploitation. en ce qui concerne le relèvement de la limite visée audit article ;

x. il dirige des négociations avec la Partie sur le territoire de laquelle le siège d'INTELSAT est situé, en vue de la conclusion d'un Accord de siège comportant les privilèges, exemptions et immunités visés au paragraphe c. de l'article XV de l'Accord et présente ledit Accord aux fins de décision à l'Assemblée des Parties ;

xi. il approuve les stations terriennes non normalisées devant avoir accès au secteur spatial d'INTELSAT conformément aux règles générales que la Réunion des Signataires peut établir ;

xii. il détermine les conditions d'accès au secteur spatial d'INTELSAT des organismes de télécommunications qui ne sont pas placés sous la juridiction d'une Partie, conformément aux règles générales établies par la Réunion des Signataires en application des dispositions de l'alinéa v. du paragraphe b. de l'article VIII de l'Accord et conformément aux dispositions du paragraphe d. de l'article V de l'Accord ;

xiii. il prend des décisions en matière de conclusion d'accords portant sur des découverts et en matière d'émission d'emprunts conformément aux dispositions de l'Article 10 de l'Accord d'exploitation ;

xiv. il soumet à la Réunion des Signataires un rapport annuel sur les activités d'INTELSAT ainsi que des états financiers annuels ;

xv. il soumet à la Réunion des Signataires des rapports sur les programmes futurs, y compris les implications financières probables de ces derniers ;

xvi. il soumet à la Réunion des Signataires des rapports et des recommandations sur toute autre question qu'il estime devoir être examinée par la Réunion des Signataires ;

xvii. il fournit tout renseignement demandé par toute Partie ou tout Signataire pour permettre à ladite Partie ou audit Signataire de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord ou de l'Accord d'exploitation ;

xviii. il nomme et révoque le Secrétaire général en vertu de l'article XII et le Directeur Général en vertu des articles VII, XI et XII de l'Accord ;

xix. il désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer, selon le cas, les fonctions de Secrétaire Général par intérim, conformément aux dispositions de l'alinéa i. du paragraphe d. de l'article XII ou de Directeur Général par intérim, conformément aux dispositions de l'alinéa i. du paragraphe d. de l'article XI de l'Accord.

xx. il détermine les effectifs, le statut et les conditions d'emploi de tout le personnel de l'organe exécutif sur recommandation du Secrétaire Général ou du Directeur Général ;

xxi. il approuve la nomination par le Secrétaire Général ou le Directeur Général des hauts fonctionnaires qui relèvent directement de son autorité ;

xxii. il suit la passation des contrats visés à l'alinéa ii. du paragraphe c. de l'article XI de l'Accord ;

xxiii. il fixe les règles intérieures générales et prend des décisions, cas par cas, sur la notification à l'Union internationale des télécommunications, conformément aux règles de procédure de celle-ci, des fréquences qui doivent être utilisées pour le secteur spatial d'INTELSAT

xxiv. il exprime à la Réunion des Signataires l'avis visé à l'alinéa ii. du paragraphe b. de l'article III de l'Accord ;

xxv. il fait part, conformément aux dispositions du paragraphe c. de l'article XIV de l'Accord, de ses vues, sous forme de recommandations et exprime son avis à l'Assemblée des Parties, conformément aux paragraphes d. ou e. du même article, sur les projets de mise en place, d'acquisition ou d'utilisation d'installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT ;

xxvi. il adopte les mesure prévues à l'article XVI de l'Accord et à l'article 21 de l'Accord d'exploitation en cas de retrait d'un Signataire d'INTELSAT ;

xxvii. il exprime ses vues et fait des recomandations au sujet des propositions d'amendements à l'Accord conformément au paragraphe b. de l'article XVII de l'Accord ; il propose des amendements à l'Accord d'exploitation conformément au paragraphe a. de l'article 22 de l'Accord d'exploitation, exprime ses vues et fait des recommandations au sujet des propositions d'amendements à l'Accord d'exploitation conformément au paragraphe b. de l'article 22 de celui-ci.

b. Conformément aux dispositions des paragraphes b. et c. de l'Article VI de l'Accord, le Conseil des Gouverneurs :

i. tient dûment compte des résolutions, des recommandations, et des vues qui lui sont transmises par l'Assemblée des Parties ou par la Réunion des Signataires ;

ii. informe, dans ses rapports à ces organes, l'Assemblée des Parties et la Réunion des Signataires sur les mesures ou décisions prises au sujet de ces résolutions, recommandations et vues en exposant les motifs de ces mesures ou décisions.

ARTICLE XI

(Directeur Général)

a. L'organe exécutif est dirigé par le Directeur Général et sa structure est mise en place six ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord.

b. i. Le Directeur Général est le fonctionnaire de rang le plus élevé du personnel et le représentant légal d'INTELSAT ; il est directement responsable devant le Conseil des Gouverneurs de l'exécution de toutes les fonctions de gestion.

ii. Le Directeur Général agit conformément aux principes directeurs et aux instructions du Conseil des Gouverneurs.

iii. Le Directeur Général est nommé par le Conseil des Gouverneurs, sous réserve de la confirmation de l'Assemblée des Parties. Il peut être relevé de ses fonctions par décisions motivée du Conseil des Gouverneurs agissant de sa propre autorité.

iv. Les considérations principales qui doivent entrer en ligne de compte pour la nomination du Directeur Général et le recrutement des autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent être de nature à assurer les normes les plus élevées d'intégrité, de compétence et d'efficacité. Le Directeur Général et les autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leurs responsabilités envers INTELSAT.

c. i. Les dispositions définitives relatives à la gestion doivent être compatibles avec les buts et les objectifs fondamentaux d'INTELSAT, ainsi qu'avec son cara-

ctère international et l'obligation qui lui incombe de fournir, sur une base commerciale, des services de télécommunications de haute qualité et de grande fiabilité.

ii. Le Directeur Général confie par contrat, pour le compte d'INTELSAT, à un ou plusieurs organismes compétents, des fonctions techniques et d'exploitation, dans toute la mesure du possible en tenant compte des coûts et de façon compatible avec les normes de compétence, de rendement et d'efficacité. Ces organismes peuvent être de diverses nationalités ou avoir la forme d'une société internationale appartenant à INTELSAT et placée sous son contrôle. Ces contrats sont négociés, conclus et gérés par la Directeur Général.

d. i. Le Conseil des Gouverneurs désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer les fonctions de Directeur Général par intérim lorsque le Directeur Général est absent, empêché de remplir ses fonctions ou lorsque son poste devient vacant. Le Directeur Général par intérim détient les compétences attribuées au Directeur Général en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation. En cas de vacance, le Directeur Général par intérim assume ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions d'un Directeur Général nommé et confirmé, dans les meilleurs délais, conformément à l'alinéa iii. du paragraphe b, du présent article.

ii. Le Directeur Général peut accorder à d'autres fonctionnaires de l'organe exécutif les délégations de pouvoirs nécessaires pour répondre aux exigences du moment.

ARTICLE XII

(Gestion pendant la période transitoire et Secrétaire Général)

a. Dès l'entrée en vigueur de l'Accord, le Conseil des Gouverneurs adopte, en priorité, les mesures suivantes :

i. il nomme le Secrétaire Général et autorise le recrutement du personnel nécessaire pour le seconder ;

ii. il prépare le contrat relatif aux services de gestion visé au paragraphe e. du présent article ;

iii. il fait entreprendre l'étude concernant les dispositions définitives relatives à la gestion, visée au paragraphe f. du présent article.

b. Le Secrétaire Général est le représentant légal d'INTELSAT jusqu'a ce que le premier Directeur Général assume ses fonctions. Conformément aux principes directeurs et aux instructions du Conseil des Gouverneurs, le Secrétaire Général a la responsabilité de tous les services de gestion à l'exception de ceux qui sont prévus par le contrat relatif aux services de gestion, conclu en application du paragraphe e. du présent article, y compris ceux mentionnés à l'Annexe A de l'Accord. Le Secrétaire Général tient les Conseil des Gouverneurs pleinement au courant de l'exécution des services de gestion par le contractant conformément à son contrat. Dans toute le mesure du possible, le Secrétaire Général doit être présent ou représenté, sans toutefois y participer, aux négociations des contrats importants, conduites pour le compte d'INTELSAT par le contractant chargé des services de gestion. A cette fin, le Conseil des Gouverneurs peut autoriser le recrutement par l'organe exécutif d'un personnel limité qualifié, sur le plan technique, pour seconder le Secrétaire Général. Le Secrétaire Général ne doit pas s'interposer entre le Conseil des Gouverneurs et le contractant chargé des services de gestion ni exercer de contrôle sur ledit contractant.

c. Les considérations principales qui doivent entrer en ligne de compte pour la nomination du Secrétaire Général et le recrutement des autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent être de nature à assurer les normes les plus élevées d'intégrité, de compétence et d'efficacité. Le Secrétaire Général et les autres membres du personnel de l'organe exécutif doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leurs responsabilités envers INTELSAT. Le Secrétaire Général peut être, par décision motivée, relevé de ses fonctions par le Conseil des Gouverneurs. Le poste de Secrétaire Général est supprimé lors de l'entrée en fonctions du premier Directeur Général.

d. i Le Conseil des Gouverneurs désigne un haut fonctionnaire de l'organe exécutif pour assumer les fonctions de Secrétaire Général par intérim lorsque le Secrétaire Général est absent, empêché de remplir ses fonctions ou lorsque son poste devient vacant. Le Secrétaire Général par intérim détient les compétences attribuées au Secrétaire Général en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation. En cas de vacance, le Secrétaire Général par intérim assume ses fonctions jusqu'à l'entrée en fonctions d'un Secrétaire Général commé par le Conseil des Gouverneurs dans les meilleurs délais.

ii. Le Secrétaire Général peut accorder à d'autres fonctionnaires de l'organe exécutif les délégations de pouvoirs nécessaires pour répondre aux exigences du moment.

e. Le contrat, visé à l'allinéa ii. du paragraphe a. du présent article, est conclu entre la «Communications Satellite Corporation», dénomée dans le présentAccord le contractant chargé des services de gestion, et INTELSAT ; il porte sur l'exécution, pendant une période se terminant à la fin de la sixième année qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Accord, de services de gestion technique et d'exploitation pour le compte d'INTELSAT, ainsi que prévu à l'Annexe B de l'Accord et conformément aux directives énoncées dans ladite Annexe. Ledit contrat contient des dispositions en vertu desquelles le contractant chargé des services de gestion :

i. agit conformément aux principes directeurs et aux instructions pertinentes du Conseil des Gouverneurs ;

ii. est responsable devant le Conseil des Gouverneurs jusqu'à ce que le premier Directer Général entre en fonctions et, ultérieurement, par l'intermédiaire du Directeur Général ;

iii. fournit au Secrétaire Général tous les renseignements nécessaires pour permettre à celui-ci de tenir le Conseil des Gouverneurs au courant de l'exécution des services de gestion par le contractant et pour per mettre au Secrétaire Général d'être présent ou représenté, sans toutefois y participer, aux négociations de contrats importants, conduites pour le compte d'INTELSAT par le contractant chargé des services de gestion.

Le contractant chargé des services de gestion négoeie, attribue, amende et gère les contrats pour le compte d'INTELSAT dans le domaine de ses responsabilités conformément aux dispositions du contrat relatif aux services de gestion ou à des autorisations accordées par le Conseil des Gouverneurs. En vertu du pouvoir conféré par le contrat relatif aux services de gestion, ou sur autorisation du Conseil des Gouverneurs, le contractant chargé des services de gestion signe des contrats pour le compte d'INTELSAT dans le domaine de ses responsabilités. Tous autres contrats sont signés par le Secrétaire Général.

f. L'étude visée à l'alinéa iii du paragraphe a du présent article est entreprise dès que possible et, en tout cas, au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent Accord. Elle est effectuée par le Conseil des Gouverneurs et a pour but de fournir les renseignements nécessaires à l'établissement de dispositions définitives relatives à la gestion de nature à assurer le meilleur rendement et la plus grande efficacité et com-

patibles avec les dispositions de l'article XI de l'accord. L'étude doit notamment tenir dûment compte :

i. des principes énoncés à l'alinéa i. du paragraphe c. de l'article XI et des lignes de conduite formulées à l'alinéa ii. du paragraphe c. de l'article XI de l'Accord ;

ii. de l'expérience acquise pendant la période d'application, d'une part, de l'Accord provisoire et, d'autre part, des dispositions relatives à la gestion pendant la période transitoire prévues au présent article ;

iii. de l'organisation et des procédures adoptées par les organismes de télécommunications dans le monde en ce qui concerne particulièrement l'application des principes directeurs à la gestion ainsi que l'efficacité de la gestion ;

iv. de renseignements analogues à ceux visés à l'alinéa précédent, sur les entreprises multinationales visant à mettre en oeuvre des techniques perfectionnées ;

v. des rapports d'au moins trois experts-conseils en gestion, choisis dans différentes régions du monde.

g. Quatre ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord, le Conseil des Gouverneurs soumet à l'Assemblée des Parties un rapport complet et détaillé qui présente les résultats de l'étude visée à l'alinéa iii. du paragraphe a. du présent article et dans lequel figurent les recommandations du Conseil des Gouverneurs concernant la structure de l'organe exécutif. Il transmet également des exemplaires de ce rapport, dès sa parution, à la Réunion des Signataires ainsi qu'à toutes les Parties et à tous les Signataires.

h. Cinq ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord, l'Assemblée des Parties, après avoir examiné le rapport du Conseil des Gouverneurs visé au paragraphe g. du présent article et pris connaissance de toutes vues exprimées par la Réunion des Signataires au sujet dudit rapport, adopte la structure de l'organe exécutif, laquelle doit être compatible avec les dispositions de l'article XI de l'Accord.

i. Le Directeur Général entre en fonctions à celle des deux échéances suivantes qui survient la première, soit un an avant l'expiration du contrat de services de gestion visé à l'alinéa ii. du paragraphe a. du présent article, soit le 31 décembre 1976. Le Conseil des Gouverneurs nomme le Directeur Général et l'Assemblée des Parties confirme ladite nomination en temps voulu pour que la Directeur Général entre en fonction conformément au présent paragraphe. Dès son entrée en fonctions, le Directeur Général est responsable de tous les services de gestion, y compris l'exécution des fonctions qui étaient exercées jusqu'à cette date par le Secrétaire Général, et du contrôle des services exécutés par le contractant chargé des services de gestion.

j. Le Directeur Général, agissant en vertu des principes directeurs et des instructions pertinentes du Conseil des Gouverneurs, prend toute mesure nécessaire pour assurer la mise en application intégrale des dispositions définitives relatives à la gestion au plus tard à la fin de la sixième année qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

ARTICLE XIII

(Passation des marchés)

a. Sous réserve des dispositions du présent article, les biens et les prestations de services nécessaires à INTELSAT sont obtenus par attribution de contrats, à la suite d'appels d'offres internationaux publics, aux soumissionnaires qui offrent la meilleure conjugaison de qualité, de prix et de délais de livraison optimaux. Les services visés au présent article sont ceux assurés par des personnes morales.

b. S'il existe plus d'une offre répondant auxdites conditions, le contrat est attribué de manière à encourager, conformément aux intérêts d'INTELSAT, une concurrence à l'échelle mondiale.

c. Il peut y avoir dispense de recourir à la procédure des appels d'offres internationaux publics dans les cas expressément visés à l'article 16 de l'Accord d'exploitation.

ARTICLE XIV

(Droits et obligations des membres)

a. Les Parties et les Signataires exercent leurs droits et exécutent leurs obligations découlant de l'Accord d'une manière propre à respecter pleinement et à promouvoir les principes énoncés dans le Préambule et les dispositions de l'Accord.

b. Toutes les Parties et tous les Signataires doivent être autorisés à assister et à participer à toutes les conférences et réunions auxquelles ils sont en droit d'être représentés conformément aux dispositions du présent Accord et de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à toute autre réunion organisée par INTELSAT ou tenue sous ses auspices, conformément aux dispositions prises par INTELSAT pour ces réunions, indépendamment du lieu où elles se tiennent. L'organe exécutif veille à ce que les dispositions arrêtées avec la Partie ou le Signataire invitant pour chaque conférence ou réunion comportent une clause relative à l'admission dans le pays invitant et au séjour pour la durée de ladite conférence ou de ladite réunion des représentants de toutes les Parties et de tous les Signataires en droit d'y assister.

c. Dans la mesure où toute Partie, tout Signataire ou toute personne relevant de la juridiction d'une Partie se propose de mettre en place, d'acquérir ou d'utiliser des installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT pour répondre à ses besoins en matière de services publics de télécommunications nationales, la Partie ou le Signataire intéressé consulte avant la mise en place, l'acquisition ou l'utilisation de telles installations, le Conseil des Gouverneurs qui fait part, sous forme de recommandations, de ses vues quant à la compatibilité technique desdites installations et de leur exploitation avec l'utilisation par INTELSAT du spectre des fréquences radio-électriques et de l'espace orbital pour son secteur spatial existant ou planifié.

d. Dans la mesure où toute Partie, tout Signataire ou toute personne rélevant de la juridiction d'une Partie se propose individuellement ou conjointement de mettre en place, d'acquérir ou d'utiliser des installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT pour répondre à ses besoins en matière de services publics de télécommunications internationales, la Partie ou le Signataire intéressé doit, avant la mise en place, l'acquisition ou l'utilisation de telles installations, fournir tous renseignements pertinents à l'Assemblée des Parties et la consulter, par l'intermédiaire du Conseil des Gouverneurs, afin d'assurer la compatibilité technique desdites installations et de leur exploitation avec l'utilisation par INTELSAT du spectre des fréquences radio-électriques et de l'espace orbital pour son secteur spatial, existant ou planifié ainsi que d'éviter tout préjudice économique considérable au systéme mondial d'INTELSAT. Après une telle consultation, l'Assemblée des Parties, tenant compte de l'avis du Conseil des Gouverneurs, fait part, sous forme de recommandations, de ses vues quant aux considérations énoncées dans le présent paragraphe ainsi qu'à l'assurance que la fourniture ou l'utilisation desdites installations ne pourra compromettre l'établissement de liaisons directes de télécommunications entre tous les participants par le secteur spatial d'INTELSAT.

e. Dans la mesure où toute Partie, tout Signataire ou toute personne relevant de la juridiction d'une Partie se propose de mettre en place, d'acquérir ou d'utiliser des installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INELSAT pour répondre à ses besoins en matière de services de télécommunications spécialisées, nationales ou internationales, la Partie ou le Signataire intéressé doit, avant la mise en place, l'acquisition ou l'utilisation de telles installations, fournir tous renseignements pertinents à l'Assemblée des Parties par l'intermédiaire du Conseil des Gouverneurs. L'Assemblée des Parties, tenant compte de l'avis de ce dernier, fait part, sous forme de recommandations, de ses vues quant à la compatibilité technique desdites installations et de leur exploitation avec l'utilisation par INTELSAT du spectre des fréquences radio-électriques et de l'espace orbital pour son secteur spatial existant ou planifié.

f. Les recommandations de l'Assemblée des Parties ou du Conseil des Gouverneurs, visées au présent article, sont formulées dans un délai de six mois à partir de la date à laquelle la procédure prévue aux paragraphes précédents a été engagée. L'Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.

g. L'Accord ne s'applique pas à la mise en place, à l'acquisition ou à l'utilisation, uniquement à des fins de sécurité nationale, d'installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT.

ARTICLE XV

(Siège d'INTELSAT, privilèges, exemptions et immunités)

a. Le siège d'INTELSAT est situé à Washington.

b. Dans le cadre des activités autorisées par l'Accord INTELSAT et ses biens sont exonérés, par tous les Etats parties à l'Accord, de tout impôt national sur le revenu et impôt direct national sur les biens et de tous droits de douane sur les satellites de télécommunications ainsi que sur les éléments et les pièces desdits satellites qui doivent être lancés en vue de leur utilisation dans le système mondial. Chaque Partie s'engage à agir au mieux pour faire accorder, conformément à la procédure nationale applicable, toutes autres exonérations d'impôts sur les revenus et sur les biens jugées souhaitables en gardant présent à l'esprit le caractère spécifique d'INTELSAT.

c. Toute Partie autre que la Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège d'INTELSAT ou, suivant le cas, la Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège d'INTELSAT, accorde conformément au Protocole ou à l'Accord de siège visés au présent paragraphe, les privilèges, exemptions et immunités nécessaires à INTELSAT, à ses hauts fonctionnaires, aux autres catégories de son personnel spécifiées audit Protocole et audit Accord de siège, aux Parties et aux représentants de Parties, aux Signataires et aux représentants de Signataires ainsi qu'aux personnes participant aux procédures d'arbitrage. En particulier, toute Partie accorde aux personnes visées ci-desuss dans la mesure et dans les cas qui seront prévus par l'Accord de siège et le Protocole visés au présent paragraphe, l'immunité de juridiction pour les actes accomplis, les écrits ou les propos émis dans l'exercice de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions. La Partie sur le territoire de laquelle est situé le siège d'INTELSAT portant sur les privilèges, exemptions et immunités. Le dit Accord comportera une disposition exonérant de tout impôt national sur le revenu les sommes versées par INTELSAT, dans le territoire de ladite Partie, aux Signataires, agissant en cette qualité, à l'exception du Signataire désigné par la Partie sur le territoire de laquelle le siège est situé. Les autres Parties doivent également, dès que possible, conclure un Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités. L'Accord de siège et le Protocole sont indépendants de l'Accord et chacun d'eux prévoit les conditions selon lesquelles il prend fin.

ARTICLE XVI

(Retrait)

a. i. Toute Partie ou tout Signataire peut se retirer volontairement d'INTELSAT. La Partie qui se retire notifie par écrit sa décision au Dépositaire. La décision de retrait d'un Signataire est notifiée par écrit à l'organe exécutif par la Partie qui l'a désigné et ladite notification emporte acceptation par la Partie de ladite notification de la décision de retrait.

ii. Le retrait volontaire, notifié conformément aux dispositions de l'alinéa ci-dessus, prend effet, et le présent Accord ainsi que l'Accord d'exploitation cessent d'être en vigueur à l'égard de la Partie ou du Signataire qui se retire, trois mois après la date de réception de la notification, ou, si la notification le spécifie, à la date de la détermination des parts d'investissement qui suit l'expiration desdits trois mois, conformément aux dispositions de l'alinéa ii. du paragraphe c. de l'article 6 de l'Accord d'exploitation.

b. i. Si une Partie paraît avoir manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord, l'Assemblée des Parties, après avoir reçu une notification à cet effet ou agissant de sa propre initiative et après avoir examiné toute observation présentée par ladite Partie, peut décider, si elle constate qu'il y a eu manquement à une obligation, que la Partie est réputée s être retirée d'INTELSAT. A partir de la date d'une telle décision, l'Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie. L'Assemblée des Parties peut être convoquée en session extraordinaire à cette fin.

ii. Si un Signataire, agissant en cette qualité, paraît avoir manqué à l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes du présent Accord ou de l'Accord d'exploitation, autres que les obligations imposées par le paragraphe a, de l'article 4 de l'Accord d'exploitation, et s'il n'a pas remédié audit manquement dans les trois mois qui suivent la notification écrite qui lui est faite par l'organe exécutif d'une résolution du Conseil des Gouverneurs prenant note dudit manquement, le Conseil des Gouverneurs peut, après examen des observations présentées par le Signataire ou la Partie qui l'a désigné, suspendre les droits du Signataire défaillant et peut recommander à la Réunion des Signataires de décider qu'il est réputé s'être retiré d'INTLESAT Si la Réunion des Signataires, après examen des observations présentées par le Signataire ou la Partie qui l'a désigné, approuve la recommandation du Conseil des Gouverneurs, le retrait du Signataire prend effet à la date de l'approbation et le présent Accord ainsi que l'Accord d'exploitation cessent d'être en vigueur à l'égard du Signataire à partir de cette date.

c. Si un Signataire s'abstient de payer toute somme dont il est redevable, conformément au paragraphe a de l'article 4 de l'Accord d'exploitation, dans les trois mois qui suivent l'échéance, les droits du Signataire en vertu du présent Accord et de l'Accord d'exploitation sont de ce fait suspendus. Si, dans les trois mois qui suivent la suspension, le Signataire n'a pas versé toute les sommes dues ou si la Partie qui a désigné le Signataire n'a pas effectué une substitution conformément au paragraphe f. du présent article, le Conseil des Gouverneurs, après examen de toute observation présentée par le Signataire ou par la Partie qui l'a désigné, peut recommander à la Réunion des Signataires de décider

que le Signataire est réputé s'être retiré d'INTELSAT. La Réunion des Signataires, après examen des observations présentées par le Signataire, peut décider qu'il est réputé s'être retiré d'INTELSAT et, à la date de la décision, le présent Accord et l'Accord d'exploitation cessent d'être en vigueur à l'égard du Signataire.

d. Le retrait d'une Partie, agissant en cette qualité, entraîne le retrait simultané du Signataire désigné par la Partie, ou de la Partie en sa qualité de Signataire, selon le cas, et le présent Accord ainsi que l'Accord d'exploitation cessent d'être en vigueur à l'égard du Signataire à la date où l'Accord cesse d'être en vigueur à l'égard de la Partie qui l'a désigné.

e. Dans tout cas de retrait d'un Signataire d'INTELSAT, la Partie qui a désigné le Signataire assume la qualité de Signataire ou désigne un nouveau Signataire dont la désignation prend effet à la date du retrait, ou se retire d'INTELSAT.

f. Si, pour quelque raison que ce soit, une Partie désire se substituer au Signataire qu'elle a désigné, ou désigner un nouveau Signataire, elle doit notifier par écrit sa décision au Dépositaire; le présent Accord et l'Accord d'exploitation entrent en vigueur à l'égard du nouveau Signataire et cessent de l'être à l'égard du Signataire précédent dès que le nouveau Signataire assume toutes les obligations non satisfaites du Signataire précédent et signe l'Accord d'exploitation.

g. Dès la réception par le Dépositaire ou l'organe exécutif, selon le cas, de la notification d'une décision de retrait conformément aux dispositions de l'alinéa i du paragraphe a. du présent article, la Partie qui la notifie et le Signataire qu'elle a désigné, ou le Signataire pour le compte duquel la notification est donnée, selon le cas, cessent d'avoir tout droit de représentation et de vote au sein des organes d'INTELSAT, quels qu'ils soient, et ils n'acquièrent aucune obligation ou responsabilité après la réception de la notification, sous réserve de l'obligation pour le Signataire, à moins que le Conseil des Gouverneurs n'en décide autrement conformément aux dispositions du paragraphe d. de l'article 21 de l'Accord d'exploitation, de verser sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés avant la réception de la notification et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé ladite réception.

h. Pendant la période de suspension des droits d'un Signataire en vertu de l'alinéa ii. du paragraphe b. ou du paragraphe c. du présent article, le Signataire continue d'assumer toute obligation et responsabilité d'un Signataire découlant du présent Accord et de l'Accord d'exploitation.

i. Si la Réunion des Signataires décide, en vertu de l'alinéa ii du paragraphe b. ou du paragraphe c du présent article, de ne pas approuver la recommandation du Conseil des Gouverneurs selon laquelle le Signataire est réputé s'être retiré d'INTELSAT, la suspension est levée dès la date de cette décision et le Signataire bénéficie aussitôt de tous les droits prévus au présent Accord et à l'Accord d'exploitation, sous réserve que lorsqu'un Signataire. est suspendu conformément aux dispositions du paragraphe c du présent article, la suspension n'est levée que lorsque le Signataire a versé les sommes dont il est redevable en vertu des dispositions du paragraphe a de l'article 4 de l'Accord d'exploitation.

j. Si la Réunion des Signataires approuve la recommandation du Conseil des Gouverneurs visée à l'alinéa ii du paragraphe b. ou au paragraphe c du présent article selon laquelle un Signataire est réputé s'être retiré d'INTELSAT, le Signataire n'assume aucune obligation ou responsabilité après ladite approbation, sous réserve de l'obligation qui revient au Signataire, à moins que le Conseil des Gouverneurs n'en décide autrement conformément aux dispositions du paragraphe d. de l'article 21 de l'Accord d'exploitation, de verser sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés avant ladite approbation et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé celle-ci.

k. Si l'Assemblée des Parties décide, en vertu de l'alinéa i du paragraphe b. du présent article, qu'une Partie est réputée s'être retirée d'INTELSAT, la Partie, en sa qualité de Signataire ou le Signataire qu'elle a désigné, selon le cas, n'assume aucune obligation ou responsabilité après la décision, sous réserve de l'obligation pour la Partie, en sa qualité de Signataire ou pour le Signataire qu'elle a désigné, selon le cas, de verser, à moins que le Conseil des Gouverneurs n'en décide autrement conformément aux dispositions du paragraphe d. de l'article 21 de l'Accord d'exploitation, sa part des contributions en capital nécessaire pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés avant ladite décision et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions qui ont précédé celle-ci.

l. Tout règlement financier entre INTELSAT et un Signataire à l'égard duquel le présent Accord et l'Accord d'exploitation ont cessé d'être en vigueur, sauf dans le cas d'une substitution conformément aux dispositions du paragraphe f. du présent article, doit être effectué conformément aux dispositions stipulées à l'article 21 de l'Accord d'exploitation.

m. i. La notification de la décision de retrait d'une Partie en vertu des dispositions de l'alinéa i. du paragraphe a du présent article est transmise par le Dépositaire à toutes les Parties et à l'organe exécutif, lequel la transmet à tous les Signataires.

ii. Si l'Assemble des Parties décide qu'une Partie est réputée s'être retirée d'INTELSAT conformément aux dispositions de l'alinéa i. du paragraphe b. du présent article, l'organe exécutif en avise tous les Signataires et le Dépositaire, lequel transmet la notification à toutes les Parties.

iii. La notification de la décision d'un Signataire de se retirer conformément aux dispositions de l'alinéa i. du paragraphe a. du présent article, ou du retrait d'un Signataire conformément aux dispositions de l'alinéa ii du paragraphe b. ou des paragraphes c. ou d. du présent article, est transmise par l'organe exécutif à tous les Signataires et au Dépositaire, lequel la transmet à toutes les Parties.

iv. La suspension d'un Signataire, conformément aux dispositions de l'alinéa ii. du paragraphe b. ou du paragraphe c du présent article, est notifiée par l'organe exécutif à tous les Signataires et au Dépositaure, lequel la notifie à toutes les Parties.

v. Le remplacement d'un Signataire, conformément aux dispositions du paragraphe f. du présent article, est notifié par le Dépositaire à toutes les Parties et à l'organe exécutif, lequel le notifie à tous les Signataires.

n. Aucune Partie ou aucun Signataire désigné par celle-ci n'est tenu de se retirer d'INTELSAT en conséquence directe de toute modification du statut de cette Partie vis-àvis de l'Union internationale des télécommunications.

ARTICLE XVII

(Amendements)

a. Toute Partie peut proposer des amendements au

présent Accord. Les propositions d'amendements sont transmises à l'organe exécutif qui les distribue dans les meilleurs délais à toutes les Parties et à tous les Signataires.

b. L'Assemblée des Parties examine toute proposition d'amendement lors de la session ordinaire qui suit la distribution de la proposition par l'organe exécutif ou lors d'une session extraordinaire convoquée antérieurement conformément aux dispositions de l'artilce VII de l'Accord, sous réserve que la proposition d'amendement soit distribuée par l'organe exécutif quatre-vingt-dix jours au moins avant la date d'ouverture de la session. L'Assemblée des Parties examine toutes vues et recommandations concernant une proposition d'amendement qui lui sont transmises par la Réunion des Signataires ou le Conseil des Gouverneurs.

c. L'Assemblée des Parties prend une décision sur toute proposition d'amendement selon les règles de quorum et de vote prévues à l'article VII de l'Accord. Elle peut modifier toute proposition d'amendement distribuée conformément au paragraphe b. du présent article, et prendre une décision sur toute proposition d'amendement qui n'a pas été distribuée en conformité avec ledit paragraphe mais qui se rapporte directement à une proposition d'amendement ainsi distribuée.

d. Un amendement approuvé par l'Assemblée des Parties entre en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe e du présent article après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation, d'acceptation ou de ratification de l'amendement ;

i. soit par les deux tiers des Etats qui étaient Parties à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par l'Assemblée des Parties, à condition que lesdits deux tiers comprennent des Parties qui détenaient, ou des Parties dont les Signataires qu'elles ont désignés détenaient alors au moins les deux tiers du total des parts d'investissement ;

ii. soit par un nombre d'Etats égal ou supérieur à quatre-vingt cinq pour cent du total des Etats qui étaient Parties à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par l'Assemblée des Parties, quel que soit le montant des parts d'investissement qui étaient alors détenues par lesdites Parties ou les Signataires désignés par elles.

e. Le Dépositaire notifie à toutes les Parties, dès leur rèception, les acceptations, les approbations ou les ratifications requises en vertu du paragraphe d. du présent article pour l'entrée en vigueur d'un amendement. Quatre-vingt-dix jours après la date de cette notification, ledit amendement entre en vigueur à l'égard de toutes les Parties y compris celles qui ne l'ont pas accepté, approuvé, ou ratifié, et qui ne se sont pas retirées d'INTELSAT.

f. Nonobstant les dispositions précédentes des paragraphes d. et e du présent article, aucun amendement n'entre en vigueur moins de huit mois ou plus de dix-huit mois après la date de son approbation par l'Assemblée des Parties.

ARTICLE XVIII

(Règlement des différends)

a. Tout différend d'ordre juridique entre des Parties ou entre INTELSAT et une ou plusieurs Parties et relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord ou relatif aux obligations contractées par les Parties en vertu du paragraphe c de l'article 14 ou du paragraphe c. de l'article 15 de l'Accord d'exploitation, doit, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable, être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord. Tout différend d'ordre juridique relatif aux droits et obligations découlant du présent Accord ou de l'Accord d'exploitation entre une ou plusieurs Parties et un ou plusieurs Signataires peut être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord, si la Partie ou les Parties et le Signataire ou les Signataires intéressés y consentent.

b. Tout différend d'ordre juridique relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord ou relatif aux droits et obligations découlant de l'Accord ou relatif aux obligations contractées par des Parties en vertu du paragraphe c. de l'article 14 ou du paragraphe c de l'article 15 de l'Accord d'exploitation, survenu entre une Partie et un Etat qui a cessé d'être Partie, ou entre INTELSAT et un Etat qui a cessé d'être Partie, et qui se produit après que l'Etat a cessé d'être Partie, doit être soumis à l'arbitrage, s'il n'a pu être résolu autrement dans un délai raisonnable. Cet arbitrage a lieu conformément aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord, si l'Etat qui a cessé d'être Partie y consent. Si un Etat cesse d'être Partie ou si un Etat ou l'organisme de télécommunications désigné par un Etat cesse d'être Signataire après la soumission à l'arbitrage d'un différend d'ordre juridique auquel il participait conformément au paragraphe a du présent article, la procédure arbitrale se poursuit jusqu'à sa conclusion.

c. Tout différend d'ordre juridique découlant d'accords entre INTELSAT et une Partie, quelle qu'elle soit, est soumis aux dispositions sur le règlement des différends contenues dans lesdits accords. En l'absence de telles dispositions, ces différends, s'ils ne sont pas résolus autrement, peuvent être soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord si les parties au différend y consentent.

ARTICLE XIX

(Signature)

a. Le présent Accord est ouvert à la signature, à Washington du 20 aoûte 1971, jusqu'à son entrée en vigueur ou jusqu'à l'expiration d'un délai de neuf mois selon que l'une ou l'autre période sera la première à échoir :

i. du gouvernement de tout Etat partie à l'Accord provisoire ;

ii. du gouvernement de tout autre Etat membre de l'Union internationale des télécommunications.

b. Tout gouvernement qui signe le présent Accord peut le faire sans que sa signature soit soumise à ratification, acceptation ou approbation ou en accompagnant sa signature d'une déclaration indiquant qu'elle est soumise à ratification, acceptation ou appropation.

c. Tout Etat visé au paragraphe a du présent article peut adhérer au présent Accord après qu'il aura cessé d'être ouvert à la signature.

d. Aucune réserve ne peut être faite au présent Accord.

ARTICLE XX

(Entrée en vigueur)

a. Le présent Accord entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle il a été signé, sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou soixante jours après la date à laquelle l'ont ratifié, accepté, approuvé ou y ont adhéré les deux tiers des Etats qui étaient parties à l'Accord provisoire lorsque le présent Accord a été ouvert à la signature pourvu que :

i. dans ces deux tiers soient comprises des parties qui détenaient, ou des parties dont les signataires désignés par elles aux fins de l'Accord spécial détenaient au moins deux tiers des quotes-parts en vertu de l'Accord spécial ;

ii. lesdites parties ou les organismes de télécommunications désignés par elles aient en outre signé l'Accord d'exploitation.

Dès le début de la période de soixante jours, les dispositions du paragraphe 2 de l'Annexe à l'Accord d'exploitation entrent en vigueur aux fins d'application des dispositions prévues audit paragraphe. Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'Accord n'entre en vigueur en aucun cas moins de huit mois ou plus de dixhuit mois après la date à laquelle il a été ouvert à la signature.

b. Lorsqu'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion est déposé par un Etat après la date d'entrée en vigueur de l'Accord conformément aux dispositions du paragraphe a du présent article, l'Accord entre en vigueur à l'égard de cet Etat à la date du dépôt.

c. Dès son entrée en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe a du présent article, l'Accord peut être appliqué à titre provisoire à l'égard de tout Etat dont le gouvernement l'a signé sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation s'il en fait la demande au moment de la signature ou ensuite à tout moment avant l'entrée en vigueur de l'Accord. L'application à titre provisoire cesse :

i. soit lors du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Accord par le gouvernement ;

ii. soit à l'expiration de la période de deux ans qui suit la date d'entrée en vigueur de l'Accord, si celui-ci n'a pas été ratifié, accepté ou approuvé par le gouvernement ;

iii. soit dès notification par le gouvernement, avant l'expiration de la période mentionnée à l'alinéa ii. de ce paragraphe, de sa décision de ne pas ratifier, accepter ou approuver l'Accord.

Si l'application à titre provisoire cesse en vertu de l'alinéa ii. ou de l'alinéa iii du présent paragraphe, les dispositions des paragraphes g. et l. de l'article XVI de l'Accord régissent les droits et obligations de la Partie et du Signataire qu'elle a désigné.

d. Nonobstant toute autre disposition du présent article, l'Accord n'entrera en vigueur à l'égard d'aucun Etat et ne sera appliqué à titre provisoire à l'égard d'aucun Etat tant que le gouvernement de cet Etat, ou l'organisme de télécommunications qu'il a désigné conformément à l'Accord n'aura pas signé l'Accord d'exploitation.

e. Lors de son entrée en vigueur, l'Accord remplace l'Accord provisoire et y met fin.

ARTICLE XXI

(Dispositions diverses)

a. Les langues officielles et de travail d'INTELSAT sont l'anglais, l'espagnol et le français.

b. Le règlement intérieur de l'organe exécutif doit prévoir la distribution rapide à toutes les Parties et à tous les Signataires des exemplaires de tous documents d'INTELSAT conformément à leurs demandes.

c. Conformément aux dispositions de la Résolution 1721 (XVI) de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'organe exécutif adresse à titre d'information au Secrétaire général des Nations Unies et aux institutions spécialisées intéressées un rapport annuel sur les activités d'INTELSAT.

ARTICLE XXII

(Dépositaire)

a. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est le Dépositaire de l'Accord, auprès duquel sont déposés les déclarations au titre du paragraphe b. de l'article XIX, les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les demandes d'application à titre provisoire, ainsi que les notifications de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements, de décisions de retrait d'INTELSAT ou des décisions de mettre fin à l'application à titre provisoire de l'Accord.

b. Le présent Accord, dont les textes anglais, espagnol et français font également foi, sera déposé dans les archives du Dépositaire. Celui-ci transmettra des copies certifiées conformes du texte du présent Accord à tous les Gouvernements qui l'auront signé ou qui auront déposé leurs intruments d'adhésion, ainsi qu'à l'Union internationale des télécommunications, et notifiera à tous ces Gouvernements ainsi qu'à l'Union ininternationale des télécommunications les signatures, les déclarations au titre du paragraphe b de l'article XIX de l'Accord, le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les demandes d'application à titre provisoire, le début de la période de soixante jours visée au paragraphe a de l'article XX de l'Accord, l'entrée en vigueur de l'Accord, les notifications de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements, l'entrée en vigueur des amendements, les décisions de retrait d'INTELSAT, les retraits, ainsi que les décisions de mettre fin à l'application à titre provisoire de l'Accord. La notification du début de la période de soixante jours est faite le premier jour de cette période.

c. Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, le Dépositaire fait enregistrer celui-ci auprès du Secrétariat des Nations Unies conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les Plenipotentiaires respectifs, réunis à Washington, ayant présenté ceurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Accord.

FAIT à Washington le 20 aoûte jour du mois de mil neuf cent soixante et onze.

ANNEXE A

FONCTIONS DU SECRETAIRE GENERAL

En vertu du paragraphe b. de l'article XII de l'Accord, le Secrétaire général exerce notamment les fonctions suivantes :

1. il tient à jour les prévisions de trafic d'INTELSAT sur la base des données qui lui sont fournies et convoque des réunions périodiques régionales afin d'estimer les demandes de trafic ;

2. il approuve les demandes d'accès au secteur spatial d'INTELSAT des stations terriennes normalisées, fait rapport au Conseil des Gouverneurs au sujet des demandes d'accès au secteur spatial des stations terriennes non normalisées ; il tient à jour les renseignements relatifs aux dates d'entrée en service des stations terriennes existantes et prévues ;

3. il tient à jour des dossiers, sur la base des rapports soumis par les Signataires, les autres propriétaires des stations terriennes et le contractant chargé des services de gestion, relatifs aux possibilités et aux limitations techniques et opérationnelles de toutes les stations terriennes existantes et prévues ;

4. il tient un bureau de documentation sur les assignations de fréquences aux usagers ; il prend toutes dispositions en vue de la notification des fréquences à l'Union internationale des télécommunications ;

5. il prépare les budgets comportant les dépenses en capital et les dépenses courantes ainsi que les estimations des recettes nécessaires, sur la base des hypothèses en matière de planification approuvées par le Conseil des Gouverneurs ;

6. il recommande au Conseil des Gouverneurs les taux de redevance pour l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT ;

7. il recommande les règles et pratiques comptables au Conseil des Gouverneurs ;

8. il tient des registres de comptabilité qu'il soumet à vérification ainsi que requis par les Conseil des Gouverneurs ; il prépare des états financiers mensuels et annuels ;

9. il calcule les parts d'investissment des Signataires ; il établit les factures des Signataires en ce qui concerne les contributions en capital et celles des usagers pour l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT ; il perçoit les paiements en espèces au nom d'INTELSAT ; il distribue les recettes et effectue tous autres déboursements en espèces au profit des Signataires au nom d'INTELSAT ;

10. il informe le Conseil des Gouverneurs des retards des Signataires dans le paiement de leurs contributions en capital et des retards des usagers dans leurs paiements pour l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT ;

11. il approuve et paye les factures soumises à INTELSAT consécutives à des achats autorisés et à des contrats conclus par l'organe exécutif ; rembourse au contractant chargé des services de gestion les dépenses encourues en ce qui concerne les achats effectués et les contrats conclus pour le compte d'INTELSAT et autorisés par le Conseil des Gouverneurs ;

12. il gère les programmes de prestations sociales destinées au personnel d'INTELSAT et paye les salaires ainsi que les remboursements de frais justifiés destinés au personnel d'INTELSAT ;

13. il investit ou dépose les fonds disponibles, et prélève les sommes nécessaires sur ces investissements ou ces dépôts pour faire face aux obligations d'INTELSAT

14. il tient la comptabilité relative aux biens d'INTELSAT et à leurs amortissements ; il prend toutes dispositions avec le contractant chargé des services de gestion et les Signataires intéressés afin de dresser les inventaires utiles des biens d'INTELSAT

15. il fait des recommandations sur les modalités et conditions des accords d'attribution aux fins d'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT ;

16. il fait des recommandations sur les programmes d'assurances pour la couverture des risques relatifs aux biens d'INTELSAT et, sur autorisation du Conseil des Gouverneurs, prend toutes dispositions afin d'obtenir la couverture nécessaire ;

17. aux fins d'application du paragraphe d. de l'article XIV de l'Accord, il analyse les effets économiques probables qu'auraient sur INTELSAT toutes installations de secteur spatial distinctes de celles du secteur spatial d'INTELSAT et fait rapport au Conseil des Gouverneurs à ce sujet ;

18. il prépare l'ordre du jour provisoire des réunions de l'Assemblée des Parties, de la Réunion des Signataires, du Conseil des Gouverneurs et de leurs comités consultatifs ; il prépare les comptes rendus analytiques provisoires de ces réunions ; il aide les présidents des comités consultatifs à préparer leurs ordres du jour, leurs dossiers et leurs rapports à l'Assemblée des Parties, à la Réunion des Signataires et au Conseil des Gouverneurs ;

19. il prend toutes dispositions en vue d'assurer les services d'interprétation et de traduction, ainsi que la reproduction et la distribution des documents et la préparation des comptes rendus sténographiques des séances ;

20. il tient un répertoire des décisions prises par l'Assemblée des Parties, la Réunion des Signataires et le Conseil des Gouverneurs ; il prépare les rapports et la correspondance ayant trait aux décisions prises au cours des réunions de l'Assemblée des Parties, de la Réunion des Signataires et du Conseil des Gouverneurs ;

21. il contribue à l'interprétation des règlements intérieurs de l'Assemblée des Parties, de la Réunion des Signataires et du Conseil des Gouverneurs, ainsi qu'à l'intreprétation du mandat des comités consultatifs ;

22. il prend toutes dispositions en vue des réunions de l'Assemblée des Parties, de la Réunion des Signataires du Conseil des Gouverneurs et des comités consultatifs ;

23. il fait des recommandations sur les procédures et les règles relatives à la conclusion de contrats et aux achats effectués au nom d'INTELSAT ;

24. il tient le Conseil des Gouverneurs informé de l'accomplissement des obligations des contractants, y compris celles incombant au contractant chargé des services de gestion ;

25. il établit et tient à jour une liste internationale de soumissionnaires pour toutes les acquisitions d'INTELSAT ;

26. il négocie, conclut et gère les contrats nécessaires pour permettre au Secrétaire général d'exécuter les fonctions qui lui sont attribuées, y compris les contrats prévoyant l'assistance à obtenir d'autres organismes afin de remplir les fonctions ainsi attribuées ;

27. il prend toutes dispositions en vue de procurer à INTELSAT les conseils juridiques que peuvent exiger les fonctions du Secrétaire général ;

28. il assure les services d'information publique appropriés ;

29. il prend toutes dispositions pour la convocation de conférences en vue de la négociation du Protocole sur les privilèges, exemptions et immunités visé au paragraphe c. de l'article XV de l'Accord.

ANNEXE B

FONCTIONS DU CONTRACTANT CHARGE DES SERVICES DE GESTION ET DIRECTIVES AU SUJET DU CONTRAT RELATIF AUX SERVICES DE GESTION

1. En vertu de l'article XII de l'Accord, le contractant chargé des services de gestion exerce les fonctions suivantes :

a. il recommande au Conseil des Gouverneurs des programmes de recherche et de mise au point directement liés aux objectifs d'INTELSAT ;

b. en vertu de l'autorisation du Conseil des Gouverneurs :

i. il entreprend des études, des recherches et des travaux de mise au point, directement ou en passant des contrats avec d'autres organismes ou d'autres personnes,

ii. il entreprend des études de systèmes dans les domaines technique, économique et en matière de rationalisation des coûts,

iii. il effectue des essais de simulation de systèmes et évalue les systèmes,

iv. il étudie les demandes potentielles de nouveaux services de télécommunications par satellites et établit des prévisions à cet effet ;

c. il tient le Conseil des Gouverneurs informé de la nécessité d'acquérir des installations pour le secteur spatial d'INTELSAT ;

d. en vertu de l'autorisation du Conseil des Gouverneurs, il prépare et distribue les appels d'offres, y comris les spécifications pour l'acquisition d'installations pour le secteur spatial.

e. il évalue toutes les propositions présentées à la suite d'appels d'offres et fait des recommandations au Conseil des Gouverneurs au sujet de ces propositions ;

f. en application des règles régissant la passation des marchés et conformément aux décisions du Conseil des Gouverneurs :

i. il négocie, passe, amende et gère tous les contrats au nom d'INTELSAT pour des secteurs spatiaux,

ii. il prend toutes dispositions pour assurer les services de lancement et les activités d'appui nécessaires et coopère aux lancements,

iii. il prend les dispositions nécessaires afin de souscrire des contrats d'assurances couvrant le secteur spatial d'INTELSAT ainsi que l'équipement destiné au lancement ou aux services de lancement,

iv. il assure ou fait assurer les services de poursuite, de télémesure, de télécommande et de contrôle des satellites de télécommunications, y compris la coordination des efforts des Signataires et des autres propriétaires de stations terriennes participant à la fourniture de ces services pour la mise en position, les manoeuvres et les essais des satellites,

v. il assure ou fait assurer les services de surveillance des caractéristiques de rendement des satellites, des défaillances, de l'efficacité, ainsi que la surveillance de la puissance des satellites et des fréquences utilisées par les stations terriennes, y compris la coordination des efforts des Signataires et des autres propriétaires de stations terriennes participant à la fourniture de ces services ;

g. il recommande au Conseil des Gouverneurs les fréquences devant être utilisées pour le secteur spatial d'INTELSAT ainsi que les plans d'emplacement des satellites de télécommunications ;

h. il exploite le Centre d'exploitation d'INTELSAT et le Centre de contrôle technique d'engins spatiaux ;

i. il recommande au Conseil des Gouverneurs les caractéristiques de rendement tant obligatoires que non obligatoires pour les stations terriennes normalisées;

j. il apprécie les demandes d'accès au secteur spatial d'INTELSAT des stations terriennes non normalisées ;

k. il attribue les unités de capacité du secteur spatial d'INTELSAT conformément aux conditions adoptées par le Conseil des Gouverneurs ;

l. il prépare et coordonne les plans d'exploitation du système (y compris les études de la configuration du réseau et les plans de secours), ainsi que les procédures, les directives, les pratiques et les normes d'exploitation, en vue de leur adoption par les Conseil des Gouverneurs ;

m. il prépare, coordonne et diffuse les plans d'assignation de fréquences aux stations terriennes qui ont accès au secteur spatial d'INTELSAT ;

n. il prépare et diffuse des rapports relatifs à l'état du système, dans lesquels figurent les plans d'utilisation actuelle et prévue du système ;

o. il distribue aux Signataires et aux autres usagers les informations portant sur les nouveaux services et les nouvelles méthodes de télécommunications ;

p. aux fins du paragraphe d. de l'article XIV de l'Accord il analyse les effets techniques et opérationnels probables qu'aurait sur INTELSAT tout projet d'installations de secteur spatial distinctes de celle du secteur spatial d'INTELSAT, y compris les effets sur les plans de fréquence et d'emplacement, et fait rapport au Conseil des Gouverneurs à ce sujet ;

q. il fournit au Secrétaire général les renseignements nécessaires à l'accomplissement de ses obligations envers le Conseil des Gouverneurs, aux termes du paragraphe 24 de l'Annexe A de l'Accord ;

r. il fait des recommandations relatives à l'acquisition, à la communication, à la diffusion et à la protection des droits afférents aux inventions et aux renseignements techniques conformément aux dispositions de l'article 17 de l'Accord d'exploitation ;

s. il prend toutes dispositions, conformément aux décisions du Conseil des Gouverneurs, en vue de mettre à la disposition de Signataires et de tiers, en vertu de l'article 17 de l'Accord d'exploitation, les droits d'INTELSAT afférents aux inventions et aux renseignements techniques et de conclure au nom d'INTELSAT des accords relatifs aux droits afférents aux inventions et renseignements techniques ;

t. il prend toutes mesures d'exploitation, techniques, financières, administratives, relatives aux achats et toutes mesures connexes destinées à l'exécution des fonctions énumérées ci-dessus.

2. Le contrat relatif aux services de gestion doit comprendre les clauses destinées à permettre l'application des dispositions pertinentes de l'article XII de l'Accord et prévoir :

a. le remboursement par INTELSAT en dollars des Etats-Unis de toutes les dépenses directes et indirectes justifiées et identifiées dûment encourues par le contractant chargé des services de gestion en vertu du contrat ;

b. le paiement au contractant chargé des services de gestion d'une redevance annuelle fixe en dollars des Etats-Unis qui sera fixée par voie de négociation entre le Conseil des Gouverneurs et le contractant ;

c. une révision périodique par le Conseil des Gouverneurs, après consultation avec le contractant chargé des services de gestion, des dépenses prévues à l'alinéa a du présent paragraphe ;

d. le respect des principes généraux et des procédures d'INTELSAT en matière de passation des marchés, conformément aux dispositions pertinentes du présent Accord et de l'Accord d'exploitation, lors de l'appel d'offres et de la négociation de contrats pour le compte d'INTELSAT ;

e. des dispositions relatives aux inventions et aux renseignements techniques compatibles avec les dispositions de l'article 17 de l'Accord d'exploitation ;

f. la participation du personnel technique, choisi par le Conseil des Gouverneurs, en collaboration avec le contractant chargé des services de gestion, parmi les personnes nommées par les Signataires, à l'appréciation des plans et des spécifications de l'équipement destiné au secteur spatial ;

g. le règlement, en vertu des règles de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale, des différends ou des désaccords qui peuvent survenir entre INTELSAT et le contractant chargé des services de gestion dans le cadre du contrat de services de gestion

h. la mise à la disposition du Conseil des Gouverneurs par le contractant chargé des services de gestion des renseignements qui peuvent être requis par tout Gouverneur pour lui permettre en cette qualité de s'acquitter de ses responsabilités.

ANNEXE C

DISPOSITIONS RELATIVES AU REGLEMENT DES DIFFERENDS VISES A L'ARTICLE XVIII DE L'ACCORD ET A L'ARTICLE 20 DE L'ACCORD D'EXPLOITATION

ARTICLE 1

Les seules parties à une procédure d'arbitrage engagée en application des dispositions de la présente Annexe sont celles visées à l'article XVIII de l'Accord et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci.

ARTICLE 2

Un tribunal d'arbitrage composé de trois membres, dûment institué conformément aux dispositions de la

présente Annexe, est compétent pour rendre une sentence au sujet de tout différend dont il peut être saisi en vertu des dispositions de l'article XVIII de l'Accord et de l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci.

ARTICLE 3

a. Soixante jours au plus tard avant la date d'ouverture de la première session ordinaire de l'Assemblée des Parties et de chaque session ordinaire ultérieure de ladite Assemblée, chaque Partie peut soumettre à l'organe exécutif les noms de deux experts juridiques au maximum qui seront disponibles, au cours de la période s'écoulant entre la fin de chaque session et la fin de la session ordinaire suivante de l'Assemblée des Parties, pour assurer la présidence de tribunaux institués en vertu de la présente Annexe ou pour y siéger. Sur la base des noms ainsi soumis, l'organe exécutif établit une liste de toutes ces personnes, y joint toute notice biographique remise par la Partie ayant soumis les noms et distribue ladite liste à toutes les Parties au plus tard trente jours avant la date d'ouverture de ladite session. Si, au cours des soixante jours précédant la date d'ouverture de la session de l'Assemblée des Parties, une personne désignée devient, pour une raison quelconque, indisponible aux fins d'être choisie pour faire partie du groupe d'experts, la Partie ayant soumis le nom de ladite personne peut, au plus tard quatorze jours avant la date d'ouverture de la session de l'Assemblée des Parties, soumettre le nom d'un autre expert juridique.

b. Sur la base de la liste mentionnée au paragraphe a du présent article, l'Assemblée des Parties choisit onze personnes en vue de former un groupe d'experts au sein duquel sont choisis les présidents de tribunaux et choisit un suppléant de chacune de ces personnes. Les membres du groupe d'experts et les suppléants assument leurs fonctions pendant la période de temps stipulée au paragraphe a du présent article. Si un membre devient indisponible aux fins de siéger au groupe d'experts, il est remplacé par son suppléant.

c. L'organe exécutif invite, aussitôt que possible après qu'ils ont été choisis, les membres du groupe d'experts à se réunir en vue d'élire leur président. Pour toute réunion du groupe d'experts, le quorum est atteint lorsque neuf des onze membres sont présents. Le groupe d'experts désigne en son sein le président du groupe qui est élu au scrutin secret à un ou, au besoin, plusieurs tours lorsqu'il a recueilli au moins six voix. Le président du groupe ainsi désigné demeure en fonctions jusqu'au terme de son mandat de membre du groupe d'experts. Les dépenses afférentes à la réunion du groupe d'experts sont considérées comme des dépenses administratives d'INTELSAT aux fins d'application de l'article 8 de l'Accord d'exploitation.

d. Si un membre du groupe d'experts et son suppléant deviennent tous deux indisponibles aux fins de siéger au groupe, l'Assemblée des Parties pourvoit aux sièges vacants sur la base de la liste visée au paragraphe a du présent article. Toutefois si l'Assemblée des parties ne se réunit pas dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent la date à laquelle se produisent ces vacances, le Conseil des Gouverneurs pourvoit aux sièges vacants par choix sur la liste visée au paragraphe a du présent article, chaque Gouverneur disposant d'une voix. Toute personne choisie pour remplacer un membre ou un suppléant qui n'a pu achever son mandat assure les fonctions de ce dernier jusqu'à expiration du mandat de son prédécesseur. Au cas où le siège de président du groupe d'experts devient vacant, les membres dudit groupe y pourvoient par désignation de l'un d'entre eux selon la procédure décrite au paragraphe c. du présent article.

e. En choisissant les membres du groupe d'experts et les suppléants, en vertu des paragraphe b. ou d. du présent article, l'Assemblée des Parties ou le Conseil des Gouverneurs s'efforcent de faire en sorte que la composition du groupe d'experts puisse toujours refléter une représentation géographique adéquate ainsi que les principaux systèmes juridiques représentés parmi les Parties.

f. Tout membre du groupe d'experts ou tout suppléant siégeant à un tribunal d'arbitrage, lors de l'expiration de son mandat, demeure en fonctions jusqu'à la conclusion de toute procédure d'arbitrage dont ledit tribunal est saisi.

g. Si, entre la date d'entrée en vigueur de l'Accord et la constitution du premier groupe d'experts et de leurs suppléants effectuée conformément aux dispositions du paragraphe b. du présent article, un différend juridique surgit entre les parties visées à l'article 1 de la présente Annexe, le groupe d'experts constitué en application des dispositions du paragraphe b. de l' article 3 de l'Accord additionnel sur l'arbitrage du 4 juin 1965 est utilisé en rapport avec le règlement de ce différend. Ledit groupe d'experts agit conformément aux dispositions de la présente Annexe aux fins d'application de l'article XVIII de l'Accord et de l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci.

ARTICLE 4

a. Tout demandeur qui désire soumettre un différend d'ordre juridique à l'arbitrage adresse à chaque défendeur et à l'organe exécutif un dossier contenant :

i. un exposé décrivant en détail le différend déféré à l'arbitrage, les raisons pour lesquelles chaque défendeur est requis de participer à l'arbitrage et les chefs de la demande ;
ii. un exposé énonçant les raisons pour lesquelles l'objet du différend relève de la compétence du tribunal qui sera institué en vertu de la présente Annexe et les raisons pour lesquelles ce tribunal doit retenir les chefs de la demande s'il se prononce en faveur de la partie demanderesse ;
iii. un exposé expliquant pourquoi la partie demanderesse n'a pu régler le différend, dans un délai raisonnable, à l'amiable ou par des moyens autres que l'arbitrage ;
iv. la preuve du consentement des parties dans le cas de tout différend où, en vertu de l'article XVIII de l'Accord ou de l'article 20 de l'Accord d'exploitation, leur consentement est une condition de recours à la procédure d'arbitrage décrite à la présente Annexe ;
v. le nom de la personne désignée par la partie demanderesse pour siéger au tribunal.

b. L'organe exécutif distribue sans délai à chacune des Parties et à chacun des Signataires ainsi qu'au président du groupe d'experts en exemplaire du dossier remis en application du paragraphe a du présent article.

ARTICLE 5

a. Dans les soixante jours qui suivent la date de réception des exemplaires du dossier visé au paragraphe a de l'article 4 par tous les défendeurs, la partie défenderesse désigne une personne pour siéger au tribunal. Dans le même délai, les défendeurs peuvent, conjointement ou individuellement, fournir à chaque partie et à l'organe exécutif un document contenant leur réponse aux exposés visés au paragraphe a de l'article 4,

et comprenant toute demande reconventionnelle découlant de l'objet du différend. L'organe exécutif fournit sans délai au président du groupe d'experts un exemplaire dudit document.

b. Au cas où la partie défenderesse n'a pas procédé à cette désignation au cours du délai accordé, le président du groupe d'experts désigne un expert parmi ceux dont les noms ont été soumis à l'organe exécutif conformément au paragraphe a de l'article 3 de la présente Annexe.

c. Dans les trente jours qui suivent leur désignation, les deux membres du tribunal s'entendent pour choisir, parmi les membres du groupe d'experts constitué conformément à l'article 3 de la présente Annexe, une troisième personne qui assume les fonctions de président du tribunal. A défaut d'entente dans ce délai, l'un des deux membres désignés peut saisir le président du groupe d'experts lequel, dans un délai de dix jours, désigne un membre du groupe d'experts, autre que lui-même, pour assumer les fonctions de président du tribunal.

d. Le tribunal est constitué dès la nomination de son président.

ARTICLE 6

a. Lorsqu'il se produit une vacance au sein du tribunal pour des raisons que le président ou les membres du tribunal restés en fonctions estiment indépendantes de la volonté des parties ou compatibles avec le bon déroulement de la procédure d'arbitrage, le siège vacant est pourvu conformément aux dispositions suivantes :

i. si la vacance résulte du retrait d'un membre nommé par une partie, celle-ci choisit un remplaçant dans les dix jours qui suivent la vacance ;

ii. si la vacance résulte du retrait du président du tribunal ou d'un autre membre du tribunal nommé par le président du groupe d'experts, un remplaçant est choisi parmi les membres du groupe selon les modalités prévues respectivement aux paragraphes c ou b de l'article 5 de la présente Annexe.

b. Si une vacance se produit au sein du tribunal pour toute raison autre que celles prévues au paragraphe a du présent article ou s'il n'est pas pourvu à un siège devenu vacant dans les conditions prévues audit paragraphe, les membres du tribunal restés en fonctions peuvent, à la demande de l'une des parties, continuer la procédure et rendre la sentence du tribunal, nonobstant les dispositions de l'article 2 de la présente Annexe.

ARTICLE 7

a. Le trilunal décide de la date et du lieu de ses séances.

b. Les débats ont lieu à huis clos et tout ce qui est présenté au tribunal est confidentiel. Toutefois, peuvent assister aux débats et avoir communication de tous documents et pièces présentés INTELSAT, les Parties dont les Signataires qu'elles ont désignés et les Signataires dont les Parties qui les ont désignés sont parties au différend. Lorsqu'INTELSAT est partie à la procédure, toutes les Parties et tous les Signataires peuvent y assister et avoir communication de tout ce qui a été présenté.

c. En cas de controverse au sujet de la compétence du tribunal, le tribunal examine cette question en priorité et rend sa décision le plus tôt possible.

d. La procédure a lieu par écrit et chaque partie est habilitée à présenter des preuves écrites à l'appui de son argumentation en fait et en droit. Toutefois, si le tribunal le juge opportun, des arguments peuvent être présentés verbalement et des témoins entendus.

e. La procédure commence par la présentation du mémoire de la partie demanderesse contenant ses arguments, les faits qui s'y rapportent avec preuves à l'appui et les principes juridiques invoqués. Le mémoire de la partie demanderesse est suivi du contre-mémoire de la partie défenderesse. La partie demanderesse peut présenter une réplique au contre-mémoire de la partie défenderesse. Des plaidoiries additionnelles ne sont présentées que si le tribunal l'estime nécessaire.

f. Le tribunal peut connaître des demandes reconventionnelles découlant directement de l'objet du différend et statuer sur de telles demandes, à condition qu'elles relèvent de sa compétence telle que définie à l'article XVIII de l'Accord et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci.

g. Si, au cours de la procédure, les parties parvien nent à un accord, le tribunal consigne celui-ci sous forme d'une sentence rendue avec le consentement desparties.

h. A tout moment de la procédure, le tribunal peut clore celle-ci s'il décide que le différend dépasse les limites de sa compétence telle que définie à l'article XVIII de l'Accord et à l'article 20 de l'Accord d'exploitation, ainsi qu'à l'annexe à celui-ci.

i. Les délibèrations du tribunal sont secrètes.

j. La sentence et les décisions du tribunal sont rendues et motivées par écrit. Elles doivent être approuvées par au moins deux membres du tribunal. Un membre en désaccord avec la sentence rendue peut présenter séparément son opinion par écrit.

k. Le tribunal communique sa sentence à l'organe exécutif qui la distribue à toutes les Parties et à tous les Signataires.

l. Le tribunal peut adopter les règles de procédure complémentaires nécessaires au déroulement de l'arbitrage et compatibles avec celles qui sont établies par la présente Annexe.

ARTICLE 8

Si une partie n'agit pas, l'autre partie peut demander au tribunal de rendre une sentence en sa faveur. Avant de rendre sa sentence, le tribunal s'assure que l'affaire relève de sa compétence et qu'elle est fondée en fait et en droit.

ARTICLE 9

a. Toute Partie dont le Signataire désigné est partie à un différend a le droit d'intervenir et de devenir une partie additionnelle à l'affaire. Cette intervention doit être notifiée par écrit au tribunal et aux autres parties au différend.

b. Dans le cas où toute autre Partie, tout Signataire ou INTELSAT estiment avoir un intérêt appréciable dans le règlement de l'affaire, ils peuvent demander au tribunal l'autorisation d'intervenir et de devenir partie additionnelle à l'affaire. Le tribunal fait droit à cette demande s'il estime que le requérant a un intérêt appréciable au règlement de ladite affaire.

ARTICLE 10

Le tribunal peut, soit à la demande d'une partie, soit de sa propre initiative, nommer les experts dont il estime l'assistance nécessaire.

ARTICLE 11

Chaque Partie, chaque Signataire et INTELSAT fournissent tous les renseignements que le tribunal, soit à la demande d'une partie au différend, soit de sa propre initiative, juge nécessaires au déroulement de la procédure et au règlement du différend.

ARTICLE 12

Avant de rendre sa sentence, le tribunal peut, au cours de l'examen de l'affaire, indiquer toutes mesures conservatoires qu'il juge susceptibles de protéger les droits respectifs des parties au différend.

ARTICLE 13

a. La sentence du tribunal est fondée sur

i. le présent Accord et l'Accord d'exploitation ;

ii. les principes juridiques généralement acceptés.

b. La sentence du tribunal, y compris tout règlement à l'amiable entre les parties visé au paragraphe g de l'article 7 de la présente Annexe, est obligatoire pour toutes les parties, qui doivent s'y conformer de bonne foi. Lorsqu'INTELSAT est partie à un différend et que le tribunal juge qu'une décision prise par l'un de ses organes est nulle et non avenue parce qu'elle n'est autorisée ni par l'Accord, ni par l'Accord d'exploitation ou parce qu'elle n'est conforme à ces derniers, la sentence du tribunal est obligatoire pour toutes les Parties et tous les Signataires.

c. En cas de désaccord sur la signification ou la portée de la sentence, le tribunal qui l'a rendue l'interprète à la demande de toute partie au différend.

ARTICLE 14

A moins que le tribunal n'en décide autrement, en raison de circonstances particulières à l'affaire, les dépens du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont répartis de façon égale de part et d'autre Lorsqu'il y a du même côté plus d'un demandeur ou plus d'un défendeur, le tribunal répartit les dépens entre les demandeurs ou les défendeurs. Lorsqu'INTELSAT est partie à un différend, les dépens qui lui incombent et qui sont afférents à l'arbitrage sont considérés comme une dépense administrative d'INTELSAT aux fins de l'article 8 de l'Accord d'exploitation.

ANNEXE D
DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. Continuité des activités d'INTELSAT.

Toute décision du Comité intérimaire des télécommunications par satellites prise en vertu de l'Accord provisoire ou de l'Accord spécial, et qui est en vigueur à la date où ces accords prennent fin, demeure pleinement en vigueur, sauf dans le cas et jusqu'au moment où elle est modifiée ou rapportée par le présent Accord ou l'Accord d'exploitation ou en conséquence de l'application desdits accords.

2. Gestion.

Durant la période qui suit l'entrée en vigueur de l'Accord, la «Communications Satellite Corporation» continue à assurer la gestion en ce qui concerne la conception, la mise au point, la construction, la mise en place, l'exploitation et l'entretien du secteur spatial d'INTELSAT, conformément aux clauses et conditions de service qui étaient applicables à son rôle de gérant en vertu de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial. Dans l'exercice de ses fonctions, elle est liée par toutes les dispositions pertinentes du présent Accord, et de l'Accord d'exploitation et est soumise en particulier aux lignes directrices et aux décisions particulières du Conseil des Gouverneurs, jusqu'à ce que :

i. le Conseil des Gouverneurs décide que l'organe exécutif est prêt à assumer la responsabilité de l'exécution de la totalité ou de certaines des fonctions de l'organe exécutif aux termes de l'article XII de l'Accord ; la «Communications Satellite Corporation» est alors relevée de la responsabilité qui lui incombe quant à l'exécution de chacune desdites fonctions à mesure que celles-ci sont assumées par l'organe exécutif ;

ii. le contrat de services de gestion visé à l'alinéa ii du paragraphe a de l'article XII de l'Accord entre en vigueur ; les dispositions du présent paragraphe cessent alors d'être en vigueur eu égard auxdites fonctions au titre dudit contrat.

3. Représentation régionale

Entre l'entrée en vigueur de l'Accord et l'entrée en fonctions du Secrétaire général, l'habilitation, aux termes du paragraphe c de l'article IX de l'Accord, de tout groupe de Signataires désirant être représentés au sein du Conseil des Gouverneurs en application de l'alinéa iii du paragraphe a dudit article est sujette à réception par la «Communications Satellite Corporation» d'une demande écrite émanant dudit groupe.

4. Privilèges et immunités.

Les Parties au présent Accord qui étaient parties à l'Accord provisoire confèrent aux personnes et aux organes correspondant qui leur succèdent, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord de siège et du Protocole, selon le cas, ainsi que prévu à l'article XV de l'Accord, les privilèges, les exemptions et les immunités qui étaient conférés par lesdites Parties, immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'Accord, au Consortium international de télécommunications par satellites, aux signataires de l'Accord spécial, au Comité intérimaire des télécommunications par satellites et à ses représentants.

PREAMBULE

Les Signataires du présent Accord d'exploitation :

Considérant que les Etats Parties à l'Accord relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites «INTELSAT» s'engagent par l'Accord à signer le présent Accord d'exploitation ou à désigner un organisame de télécommunications habilité à le signer,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE I

(Définitions)

a. Aux fins du présent Accord d'exploitation :

i. le terme «Accord» désigne l'Accord relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites «INTELSAT» ;

ii. le terme «amortissement» comprend la dépréciation

iii. les termes «éléments d'actif» comprennent tout élément, quelle qu'en soit la nature, à l'égard duquel un droit de propriété peut être exercé, ainsi que tout droit contractuel.

b. Les définitions de l'article 1 de l'Accord s'appliquent à l'Accord d'exploitation.

ARTICLE 2

(Droits et obligations des Signataires)

Chaque Signataire acquiert les droits attribués aux Signataires par l'Accord et par l'Accord d'exploitation et s'engage à satisfaire aux obligations qui lui incombent aux terme desdits accords.

ARTICLE 3

(Transfert des droits et obligations)

a. A la date d'entrée en vigueur de l'Accord et du présent Accord d'exploitation et sous réserve des dispositions d l'article 19 de l'Accord d'exploitation :

i. les droits de propriété, les droits contractuels et tous les autres droits, y compris ceux afférents au secteur spatial, détenus en indivision, à ladite date, par les Signataires de l'Accord spécial, en vertu de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial, sont proptiété d' INTELSAT ;

ii. toutes les obligations contractées et les responsabilités encourues en commun par les Signataires de l'Accord spécial ou pour leur compte, en exécution des dispositions de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial, qui existent à la dite date ou qui résultent d'actes ou d'omissions antérieurs à cette date, deviennent les obligations et les responsabilités d'INTELSAT. Toutefois, le présent alinéa ne s'applique pas à toute obligation ou responsabilité découlant de mesures ou de décisions prises après l'ouverture de l'Accord à la signature qui, après l'entrée en vigueur de l'Accord, n'aurait pu être assumée par le Conseil des Gouverneurs sans obtenir au préalable l'autorisation de l'Assemblée des Parties conformément aux dispositions du paragraphe f. de l'article III de l'Accord.

b. INTELSAT est propriétaire du secteur spatial d'INTELSAT et de tout autre bien acquis par INTELSAT.

c. L'intérêt financier de chaque Signataire dans INTELSAT est égal au montant obtenu en appliquant sa part d'investissement exprimée en pourcentage à l'évaluation effectuée conformément à l'article 7 de l'Accord d'exploitation.

ARTICLE 4

(Contributions financières)

a. Chaque Signataire contribue aux besoins en capital d'INTELSAT, déterminés par le Conseil des Gouverneurs conformément aux dispositions de l'Accord et du présent Accord d'exploitation, au prorata de sa part d'investissement, déterminé en vertu de l'article 6 de l'Accord d'exploitation, et reçoit le remboursement et la rémunération du capital conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord d'exploitation.

b. Les besoins en capital comprennent tous les coûts directs et indirects de conception, de mise au point, de construction et de mise en place du secteur spatial d'INTELSAT et relatifs aux autres biens d'INTELSAT ainsi que les contributions que les Signataires doivent verser à INTELSAT en vertu du paragraphe f de l'article 8 et du paragraphe b de l'article 18 de l'Accord d'exploitation. Le Conseil des Gouverneurs détermine les besoins financiers d'INTELSAT qui doivent être couverts par des contributions en capital des Signataires.

c. Chaque Signataire, en tant qu'usager du secteur spatial d'INTELSAT, de même que tout autre usager, verse les redevances d'utilisation appropriées fixées conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord d'exploitation.

d. Le Conseil des Gouverneurs établit un échéancier des paiements dus en application de l'Accord d'exploitation. Un intérêt calculé à un taux fixé par le Conseil des Gouverneurs est ajouté à tout montant non réglé après la date fixée pour le paiement.

ARTICLE 5

(Limitation du capital)

a. Le total des contributions nettes des Signataires au capital et de l'encours des engagements contractuels en capital d'INTELSAT est soumis à une limite. Il est égal au montant cumulé des contributions en capital versées par les Signataires de l'Accord spécial en application des articles 3 et 4 dudit Accord, et par les Signataires de l'Accord d'exploitation en application de l'article 4 de celui-ci, diminué du montant cumulé du capital qui leur est remboursé en vertu de l'Accord spécial et de l'Accord d'exploitation et augmenté de l'encours des engagements contractuels en capital d'INTELSAT.

b. La limite visée au paragraphe a. du présent article est fixée à 500 millions de dollars des Etats-Unis ou au montant autorisé en vertu des paragraphes c. ou d. du présent article.

c. Le Conseil des Gouverneurs peut recommander à la Réunion des Signataires que la limite en vigueur en vertu du paragraphe b. du présent article soit relevée. Cette recommandation est examinée par la Réunion des Signataires et la limite relevée est applicable dès son approbation par la Réunion des Signataires.

d. Toutefois, le Conseil des Gouverneurs peut relever la limite jusqu'à concurrence de dix pour cent au-delà de la limite de 500 millions de dollars des Etats-Unis ou de toute autre limite supérieure qui peut être approuvée par la Réunion des Signataires en vertu du paragraphe c. du présent article.

ARTICLE 6

(Parts d'investissement)

a. A moins que le présent article n'en dispose autrement, chaque Signataire a une part d'investissement correspondant à son pourcentage de l'utilisation totale du secteur spatial d'INTELSAT par tous les Signataires.

b. Aux fins du paragraphe a du présent article, l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT par un Signataire est déterminée en divisant les redevances d'utilisation du secteur spatial payables à INTELSAT par ledit Signataire, par le nombre de jours pendant lesquels les redevances ont été payables au cours du semestre précédant la date à laquelle prend effet la détermination des parts d'investissement effectuée conformément aux alinéas i, ii ou v du paragraphe c. du présent article. Toutefois, si le nombre de jours pour lesquels des redevances ont été payables par un Signataire pour l'utilisation pendant ce semestre est inférieur à quatre-vingt-dix, ces redevances n'entrent pas en ligne de compte pour la détermination des parts d'investissement.

c. Les parts d'investissement sont déterminées pour prendre effet :

i. dès l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation :

ii. le premier mars de chaque année. Toutefois, si l'Accord d'exploitation entre en vigueur moins de six mois avant le premier mars suivant, aucune détermination n'est effectuée aux fins du présent alinéa pour prendre effet à cette date ;

iii. à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation à l'égard d'un nouveau Signataire ;

iv. à la date à laquelle le retrait d'un Signataire d'INTELSAT devient effectif ;

v. à la date où un Signataire demande qu'une détermination soit effectuée, après que, pour la première fois, des redevances d'utilisation relatives à sa propre station terrienne sont dévenues exigibles, pourvu que cette demande n'intervienne pas moins de quatre-vingt-dix jours après la date où lesdites redevances sont devenues exigibles.

d. i. Tout Signataire peut demander, au cas où la détermination des parts d'investissement effectuée conformément au paragraphe c. du présent article aurait pour résultat de rendre sa part d'investissement supérieure à sa quote-part ou, le cas échéant, à la part d'investissement qu'il détenait immédiatement avant ladite détermination, qu'il lui soit attribué une part d'investissement plus faible, sous réserve que cette part d'investissement ne soit pas inférieure à sa quote-part finale détenue sous le régime de l'Accord spécial ou, le cas échéant, à sa part d'investissement immédiatement avant la détermination. Ces demandes sont déposées auprès d'INTELSAT, et précisent le montant de réduction souhaitée de la part d'investissement. INTELSAT doit informer sans délai tous les Signataires de ces demandes, et il leur est donné suite dans la me-

sure où d'autres Signataires acceptent un accroissement des parts d'investissement.

ii. Tout Signataire peut informer INTELSAT qu'il est disposé à accepter une augmentation de sa part d'investissement en spécifiant dans quelles limites, afin qu'il soit donné satisfaction aux demandes de réduction des parts d'investissement effectuée conformément à l'alinéa i. du présent paragraphe. Jusqu'à concurrence de ces limites, le montant total de la réduction des parts d'investissment demandé conformément à l'alinéa i. du présent paragraphe est réparti entre les Signataires qui ont accepté, conformément au présent alinéa, un relèvement de leurs parts d'investissement au prorata des parts d'investissement qu'ils détenaient immédiatement avant le réajustement applicable.

iii. Si les réductions demandées aux termes de l'alinéa i. du présent paragraphe ne peuvent être entièrement réparties entre les Signataires qui ont accepté un relèvement de leurs parts d'investissement conformément à l'alinéa ii. du présent paragraphe, le total des augmentations acceptées est réparti, jusqu'à concurrence des limites fixées par chaque Signataire qui a accepté un relèvement de sa part d'investissement en vertu du présent paragraphe, à titre de réduction pour les Signataires qui ont demandé la diminution de leurs parts d'investissement en application de l'alinéa i. du présent paragraphe, au prorata des réductions qu'ils ont demandées en vertu dudit alinéa.

iv. Tout Signataire qui a demandé une réduction de sa part d'investissement ou a accepté un accroissement de sa part d'investissement conformément aux dispositions du présent paragraphe est censé avoir accepté la réduction ou l'accroissement de sa part d'investissement déterminé en vertu des dispositions du présent paragraphe, jusqu'à la détermination des parts d'investissement qui suit conformément aux dispositions de l'alinéa ii. du paragraphe c. du présent article.

v. Le Conseil des Gouverneurs établit des procédures appropriées en ce qui concerne la notification des demandes des Signataires quant à la réduction de leurs parts d'investissement conformément aux dispositions de l'alinéa i. du présent paragraphe et la notification des demandes des Signataires qui sont disposés à accepter l'accroissement de leurs parts d'investissement en application des dispositions de l'alinéa ii. du présent paragraphe.

e. Aux fins de fixer la composition du Conseil des Gouverneurs et de calculer la pondération des voix des Gouverneurs, les parts d'investissement, déterminées en vertu de l'alinéa ii du paragraphe c du présent article, prennent effet le premier jour de la session ordinaire de la Réunion des Signataires qui suit ladite détermination.

f. Dans la mesure où une part d'investissement est déterminée, conformément aux dispositions des alinéas iii et v du paragraphe c ou du paragraphe h du présent article et pour autant que le retrait d'un Signataire le requière, les parts d'investissement de tous les autres Signataires sont réajustées dans la proportion de leurs parts d'investissement respectives. Dans le cas de retrait d'un Signataire, les parts d'investissement de 0,05 pour cent fixées conformément aux dispositions du paragraphe h du présent article ne sont pas augmentées.

g. Tous les Signataires sont informés sans délai par INTELSAT des résultats de chaque détermination des parts d'investissement et de la date à laquelle ladite détermination prend effet.

h. Nonobstant toute autre disposition du présent article, aucun Signataire n'a une part d'investissement inférieure à 0,05 pour cent du total des parts d'investissement.

ARTICLE 7

(Réajustements financiers entre Signataires)

a. Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation et, par la suite, lors de chaque détermination des parts d'investissement, des réajustements financiers sont effectués entre les Signataires, par l'intermédiaire d'INTELSAT, sur la base d'une évaluation effectuée conformément au paragraphe b du présent article. Le montant desdits réajustements financiers est déterminé, pour chaque. Signataire, en appliquant à ladite évaluation.

i. Lors de l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, la différence éventuelle entre la quote-part finale que tout Signataire détenait en application de l'Accord spécial et sa part d'investissement initiale déterminée en application de l'article 6 de l'Accord d'exploitation ;

ii. Lors de chaque détermination ultérieure des parts d'investissement, la différence éventuelle entre la nouvelle part d'investissement de tout Signataire et sa part d'investissement antérieure à cette détermination.

b. L'évaluation visée au paragraphe a du présent article est faite de la façon suivante :

i. du coût initial de tous les éléments d'actif, tel qu'il est inscrit dans les comptes d'INTELSAT à la date du réajustement, y compris le capital porté en immobilisation ou les dépenses immobilisées, est soustrait le total :

A. des amortissements cumulés inscrits dans les comptes d'INTELSAT à la date du réajustement et

B. des sommes empruntées et autres sommes dues par INTELSAT à la date du réajustement ;

ii. les résultats obtenus en vertu de l'alinéa i. du présent paragraphe sont réajustés :

A. en ajoutant ou en retranchant, selon le cas aux fins des réajustements financiers lors de l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, une somme représentant l'insuffisance ou l'excès de paiements effectués par INTELSAT, en rémunération du capital, par rapport au montant cumulé dû en vertu de l'Accord spécial, aux taux de rémunération du capital fixés par le Comité intérimaire des télécommunications par satellites, en vertu de l'article 9 de l'Accord spécial, et en vigueur au cours des périodes pendant lesquelles les taux pertinents étaien applicables. Afin d'évaluer la somme représentant toute insuffisance ou tout excés de paiement, la rémunération exigible est calculée mensuellement et se rapporte au montant net des éléments visés à l'alinéa i. du présent paragraphe ;

B. en ajoutant ou en retranchant, selon le cas aux fins de chaque évaluation ultérieure, une autre somme représentant l'insuffisance ou l'excés de paiements effectués par INTELSAT en rémunération du capital depuis la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation jusqu'à la date à laquelle l'évaluation prend effet, par rapport au montant cumulé des sommes dues en vertu de l'Accord d'exploitation, aux taux de rémunération du capital en vigueur au cours des périodes pendant lesquelles les taux pertinents étaient applicables et fixés par le Conseil des Gouverneurs en vertu de l'article 8 de l'Accord d'exploitation. Aux fins d'évaluer la somme représentant toute insuffisance ou tout excés de paiement, la rémunération exigible est calculée mensuellement et se rapporte au montant net des éléments visés à l'alinéa i. du présent paragraphe.

c. Les paiements dus par les Signataires ou à ces derniers, conformément aux dispositions du présent article, sont effectués au plus tard à la date fixée par

le Conseil des Gouverneurs. Un intérêt calculé à un taux déterminé par ledit Conseil est ajouté après cette date à toute somme non réglée sous réserve qu'en ce qui concerne les paiements dus conformément à l'alinéa i. du paragraphe a. du présent article, l'intérêt est ajouté à partir de l'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation. Le taux d'intérêt visé au présent paragraphe est égal au taux d'intérêt fixé par le Conseil des Gouverneurs en application du paragraphe d. de l'article 4 de l'Accord d'exploitation.

ARTICLE 8

(Redevances d'utilisation et recettes)

a. Le Conseil des Gouverneurs fixe les unités de mesure d'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT applicables aux diverses catégories d'utilisation et, s'inspirant des règles générales qui peuvent être formulées par la Réunion des Signataires en vertu des dispositions de l'article VIII de l'Accord, fixe le taux de redevance d'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT. Lesdites redevances ont pour but de couvrir les dépenses d'exploitation, d'entretien et d'administration d'INTELSAT, la constitution du fonds de roulement que le Conseil des Gouverneurs peut juger nécessaire, l'amortissement des investissements effectués par les Signataires dans INTELSAT et la rémunération du capital des Signataires.

b. En vue de l'utilisation d'une capacité disponible pour les besoins de services spécialisés de télécommunications, au titre du paragraphe d. de l'article III de l'Accord, le Conseil des Gouverneurs fixe les redevances à payer par les usagers de ces services. A cet effet, il se conforme aux dispositions de l'Accord et du présent Accord d'exploitation, notamment du paragraphe a. du présent article, et tient compte des dépenses liées à la fourniture des services spécialisés de télécommunications, ainsi que d'une part appropriée des frais généraux et administratifs d'INTELSAT. Dans le cas de satellites ou d'installations connexes distincts financés par INTELSAT au titre du paragraphe e. de l'article V de l'Accord, le Conseil des Gouverneurs fixe les redevances à payer par les usagers de ces services. A cet effet, il se conforme aux dispositions de l'Accord et du présent Accord d'exploitation, notamment du paragraphe a. du présent article, de façon à couvrir en totalité les frais résultant directement de la conception, de la mise au point, de la construction et de la fourniture de ces satellites et installations connexes distincts, ainsi qu'une part appropriée des frais généraux et administratifs d'INTELSAT.

c. Lors de la détermination du taux de rémunération du capital des Signataires, le Conseil des Gouverneurs constitue une provision pour les risques liés aux investissements effectués dans INTELSAT et, tenant compte de cette provision, fixe un taux aussi proche que possible du loyer de l'argent sur les marchés mondiaux.

d. Le Conseil des Gouverneurs prend toute sanction appropriée dans le cas où le paiement des redevances d'utilisation est en retard de trois mois au moins.

e. Les recettes d'INTELSAT sont affectées, dans la mesure où elles le permettent, dans l'ordre de priorité suivant :

i. à la couverture des frais d'exploitation, d'entretien et d'administration ;

ii. à la constitution du fonds de roulement que le Conseil des Gouverneurs peut juger nécessaire ;

iii. au paiement aux Signataires, au prorata de leurs parts d'investissement respectives, des sommes représentant un remboursement du capital d'un montant égal aux provisions d'amortissement fixées par le Conseil des Gouverneurs telles qu'elles sont inscrites dans les comptes d'INTELSAT.

iv. au versement, au bénéfice d'un Signataire qui s'est retiré d'INTELSAT des sommes qui peuvent lui être dues en application des dispositions de l'article 21 de l'Accord d'exploitation ;

v. au versement, au bénéfice des Signataires, au prorata de leurs parts d'investissement respectives, du solde disponible à titre de rémunération du capital.

f. Dans la mesure où les recettes d'INTELSAT ne suffiraient pas à couvrir les frais d'exploitation, d'entretien et d'administration d'INTELSAT, le Conseil des Gouverneurs peut décider de combler le déficit en utilisant le fonds de roulement d'INTELSAT, en concluant des accords portant sur des découverts, en recourant à des prêts ou en demandant aux Signataires de faire des contributions en capital au prorata de leurs parts d'investissement respectives ; ces mesures peuvent se cumuler.

ARTICLE 9

(Transferts de fonds)

a. Les règlements des comptes entre les Signataires et INTELSAT, au titre des transactions financières effectuées en vertu des articles 4, 7 et 8 de l'Accord d'exploitation, doivent être tels qu'ils maintiennent au plus faible niveau possible aussi bien les transferts de fonds entre les Signataires et INTELSAT que le montant des fonds détenus par INTELSAT en sus du fonds de roulement jugé nécessaire par le conseil des Gouverneurs.

b. Tous les paiements intervenant entre les Signataires et INTELSAT, en vertu de l'Accord d'exploitation, sont effectués en dollars des Etats-Unis ou en monnaie librement convertible en dollars des Etats-Unis.

ARTICLE 10

(Découverts et emprunts)

a. Pour faire face à des insuffisances de liquidités, en attendant la rentrée de recettes d'INTELSAT ou des contributions en capital des Signataires conformément aux dispositions de l'Accord d'exploitation, INTELSAT peut avec l'approbation du Conseil des Gouverneurs conclure des accords portant sur des découverts.

b. Dans des circonstances exceptionnelles et afin de financer toute activité entreprise par INTELSAT ou pour faire face à toute responabilité encourue par INTELSAT, en vertu des dispositions des paragraphes a, b ou c de l'article III de l'Accord ou de celles du présent Accord d'exploitation, INTELSAT peut contracter des emprunts sur décision du Conseil des Gouverneurs. L'encours desdits emprunts est considéré comme un engagement contractuel au capital aux fins de l'article 5 de l'Accord d'exploitation. Le Conseil des Gouverneurs, conformément à l'alinéa xiv du paragraphe a. de l'article X de l'Accord, rend compte en détail à la Réunion des Signataires des raisons qui ont motivé sa décision de contracter un emprunt et des modalités dudit emprunt.

ARTICLE II

(Coûts exclus)

Ne font pas partie des dépenses d'INTELSAT :

i. les impôts sur le revenu sur les sommes versées par INTELSAT à tout Signataire ;

ii. Les frais de conception et de mise au point des lanceurs et des installations de lancement, à l'exception des frais occasionnés par l'adaptation des lanceurs et des installations de lancement en rapport avec la conception, la mise au point, la construction et la mise en place du secteur spatial d'INTELSAT ;

iii. les dépenses des représentants des Parties ou des Signataires pour assister aux sessions de l'Assemblée

des Parties, de la Réunion des Signataires, du Conseil des Gouverneurs ou à toute autre réunion au sein d'INTELSAT.

ARTICLE 12

(Vérification des comptes)

Les comptes d'INTELSAT sont vérifiés chaque année par des commissaires aux comptes indépendants nommés par le Conseil des Gouverneurs. Tout Signataire a droit d'accès aux Comptes d'INTELSAT.

ARTICLE 13

(Union internationale des télécommunications)

Outre l'observation du Règlament de l'Union internationale des télécommunications, INTELSAT, lors de la conception, de la mise au point, de la construction et de la mise en place du secteur spatial d'INTELSAT et dans les procédures établies en vue de réglementer l'exploitation du secteur spatial d'INTELSAT et des stations terriennes, tient dûment compte des recommandations et des procédures pertinentes du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique, du Comité consultatif international des radiocommunications et du Conseil international d'enregistrement des fréquences.

ARTICLE 14

(Approbation des stations terriennes)

a. Toute demande d'approbation d'une station terrienne en vue de l'utilisation du secteur spatial d'INTELSAT doit être soumise à INTELSAT par le Signataire dèsigné par la Parties sur le territoire de laquelle la station terrienne est ou doit être située ou, si les stations terriennes sont situées sur un territoire qui n'est pas sous la juridiction d'une Partie, par un organisme de télécommunications dûment autorisé.

b. Le fait que la Réunion des Signataires n'a pas établi des règles générales, conformément à l'alinéa v. du paragraphe b. de l'article VIII de l'Accord, ou le Conseil des Gouverneurs, des critères et des procédures, conformément à l'alinéa vi. du paragraphe a. de l'article X de l'Accord, pour l'approbation des stations terriennes, n'empêche pas le Conseil des Gouverneurs d'examiner toute demande d'approbation d'une station terrienne devant avoir accès au secteur spatial d'INTELSAT ou d'y donner suite.

c. Il incombe à chaque Signataire ou organisme de télécommunications, visé au paragraphe a. du présent article, d'assumer vis-à-vis d'INTELSAT, en ce qui concerne les stations terriennes pour lesquelles il a présenté une demande, la responsabilité de faire respecter les règles et normes prévues dans le document d'approbation que lui a dressé INTELSAT à moins que, dans le cas où un Signataire a présenté la demande, la Partie qui l'a désigné n'accepte d'assumer ladite responsabilité pour certaines ou toutes stations terriennes qui ne sont pas la propriété dudit Signataire ou ne sont pas exploitées par celui-ci.

ARTICLE 15

(Attribution de parts d'utilisation du secteur spatial)

a. Toute demande d'attributtion de capacité du secteur spatial d'INTELSAT est soumise à INTELSAT par un Signataire ou, dans le cas d'un territoire qui n'est pas sous la juridiction d'une Partie, par un organisme de télécommunications dûment autorisé.

b. Conformément aux conditions établies par le Conseil des Gouverneurs en application des dispositions de l'article X de l'Accord, l'attribution de capacité du secteur spatial d'INTELSAT est faite au Signataire ou, dans le cas d'un territoire qui n'est pas sous la juridiction d'une Partie, à l'organisme de télécommunications dûment autorisé qui a soumis la demande.

c. Il incombe à chaque Signataire ou organisme de télécommunications auquel une attribution a été faite en application du paragraphe b. du présent article, la responsabilité de respecter les conditions établies par INTELSAT au sujet de ladite attribution, à moins que, dans le cas où la demande a été présentée par un Signataire, la Partie qui l'a désigné n'accepte d'assumer ladite responsabilité pour des attributions faites au bénéfice de certaines ou de toutes stations terriennes qui ne sont pas la propriété dudit Signataire ou ne sont pas exploitées par celui-ci.

ARTICLE 16

(Passation des marchés)

a. Tous les contrats d'achat de fournitures et de préstations de services requis par INTELSAT doivent être attribués conformément aux dispositions de l'article XIII de l'Accord, de l'article 17 de l'Accord d'exploitation et aux procédures, réglementations et modalités fixées par le Conseil des Gouverneurs en application des dispositions de l'Accord et du présent Accord d'exploitation. Les services visés au présent article sont ceux qui sont assurés par des personnes morales.

b. L'approbation du Conseil des Gouverneurs est requise avant.

i. le lancement des demandes de propositions ou des appels d'offres concernant des contrats dont la valeur prévue est supérieure à 500.000 dollars des Etats-Unis ;

ii. la passation de tout contrat dont la valeur est supérieure à 500.000 dollars des Etats-Unis.

c. Dans l'une quelconque des circonstances suivantes, le Conseil des Gouverneurs peut décider que l'acquisition de biens et la fourniture de prestations de services s'effectuent autrement que sur la base de réponses à des appels d'offres publics internationaux.

i. lorsque la valeur estimative du contrat ne dépasse pas50.000 dollars des Etats-Unis ou tout montant supérieur que la Réunion des Signataires peut fixer sur la base des propositions du Conseil des Gouverneurs ;

ii. lorsque la passation d'un marché est requise d'urgence pour faire face à une situation exceptionnelle mettant en cause la viabilité de l'exploitation du secteur spatial d'INTELSAT ;

iii. lorsque les besoins sont d'une nature essentiellement administrative et qu'il est plus indiqué d'y satisfaire sur place ;

iv. lorsqu'il existe une seule source d'approvisionnement répondant aux spécifications nécessaires pour faire face aux besoins d'INTELSAT, ou lorsque le nombre des sources d'approvisionnement est limité de telle sorte qu'il ne serait ni possible ni de l'intérêt d'INTELSAT d'engager les dépenses et de consacrer le temps nécessaires au lancement d'un appel d'offre public international, sous réserve qu'au cas où il existe plus d'une source d'approvisionnement, elles aient toutes la possibilité de présenter des soumissions sur un pied d'égalité.

d. Les procédures, réglementations et modalités visées au paragraphe a. du présent article doivent prévoir la fourniture en temps opportun de renseignements complets au Conseil des Gouverneurs. Sur demande de tout Gouverneur, le Conseil des Gouverneurs doit être en mesure d'obtenir, en ce qui concerne tous les contrats, tous renseignements nécessaires pour permettre audit Gouverneur de s'acquitter de ses responsabilités en cette qualité.

ARTICLE 17

(Inventions et renseignements techniques)

a. Dans le cadre de tous travaux effectués par elle ou en son nom, INTELSAT acquiert en ce qui concerne les inventions et renseignements techniques les droits, et rien de plus que les droits, nécessaires dans l'intérêt commun d'INTELSAT et des Signataires en tant que tels. Dans le cas de travaux effectués sous contrat, ces droits sont obtenus à titre non exclusif.

b. Aux fins du paragraphe a. du présent article, INTELSAT, tenant compte de ses principes et de ses objectifs, des droits et obligations des Parties et des Signataires en vertu de l'Accord et du présent Accord d'exploitation ainsi que des pratiques industrielles généralement admises, s'assure pour elle-même, dans le cadre de tous travaux effectués par elle ou en son nom et comportant une part importante d'étude, de recherche ou de mise au point :

i. le droit d'avoir communication sans redevance de toutes les inventions et de tous les renseignements techniques résultant des travaux effectués par elle ou en son nom ;

ii. le droit de communiquer, de faire communiquer à des Signataires et à toutes autres personnes relevant de la juridiction de toute Partie, d'utiliser, d'autoriser et de faire autoriser des Signataires et de telles autres personnes à utiliser ces inventions et renseignements techniques :

A. sans redevance relativement au secteur spatial d'INTELSAT et à toute station terrienne fonctionnant en liaison avec celui-ci ;

B. à toute autre fin, selon des modalités et à des conditions équitables et raisonnables, qui sont définies entre les Signataires ou toutes autres personnes relevant de la juridiction de toute Partie et le propriétaire ou l'auteur desdites inventions et desdits renseignements techniques ou tout autre organisme ou personne dûment autorisé ayant une part de la propriété desdites inventions et desdits renseignements techniques.

c. Dans le cas de travaux effectués sous contrat, l'application des dispositions du paragraphe b. du présent article est fondée sur la conservation par les contractants de la propriété des droits aux inventions et renseignements techniques résultant de leurs travaux.

d. INTELSAT s'assure également pour elle-même le droit, selon des modalités et à des conditions équitables et raisonnables de communiquer, de faire communiquer à des Signataires et autres personnes relevant de la juridiction de toute Partie, d'utiliser, d'autoriser et de faire autoriser des Signataires et de telles autres personnes à utiliser les inventions et les renseignement techniques directement utilisés dans l'éxécution de travaux effectués en son nom mais non compris parmi ceux envisagés au paragraphe b. du présent article, dans la mesure où la personne qui a exécuté ces travaux est habilitée à accorder ces droits et où cette communication et cette utilisation sont nécessaires aux fins de l'exercice effectif des droits obtenus aux termes dudit paragraphe b.

e. Le Conseil des Gouverneurs peut dans des cas particuliers lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, accorder une dérogation aux principes stipulés à l'alinéa ii. du paragraphe b. et au paragraphe d. du présent article lorsque, au cours des négociations, il est démontré au Conseil des Gouverneurs que l'absence d'une telle dérogation nuirait à l'intéret d'INTELSAT et que dans le cas stipulé à l'alinéa ii. du paragraphe b, le respect desdits principes serait incompatible avec les obligations contractuelles antérieures contractées de bonne foi par un éventuel contractant vis-à-vis d'un tiers.

f. Le Conseil des Gouverneurs peut également, dans des cas particuliers, lorsque des circonstances exceptionneles le justifient ; accorder une dérogation au principe stipulé au paragraphe c. du présent article lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

i. quand il est démontré au Conseil des Gouverneurs que l'absence d'une telle dérogration nuirait à l'intérêt d'INTELSAT

ii. quand le Conseil des Gouverneurs décide qu'INTELSAT doit être en mesure de s'assurer que les brevets sont protégés dans tout pays ;

iii. lorsque, et dans la mesure où, le contractant n'est ni à même ni désireux d'assurer une telle protection dans un délai approprié.

g. En décidant si, et sous quelle forme, il doit accorder une dérogation conformément aux dispositions des paragraphes e. et f. du présent article, le Conseil des Gouverneurs tient compte de l'intérêt d'INTELSAT et de tous les Signataires et des avantages financiers à escompter pour INTELSAT de cette dérogation.

h. En ce qui concerne les inventions et renseignements techniques dont les droits ont été acquis en vertu de l'Accord provisoire et de l'Accord spécial, ou sont acquis aux termes de l'Accord et du présent Accord d'exploitation, autrement qu'en vertu du paragraphe b. du présent article, INTELSAT, dans la mesure où elle est en droit de le faire et sous réserve du remboursement de tout paiement exigé d'elle dans l'exercice dudit droit, peut sur demande :

i. communiquer ou faire communiquer lesdites inventions et lesdits renseignements techniques à tout Signataire, sous réserve du remboursement de tout paiement effectué par elle ou exigé d'elle dans l'exercice dudit droit de communication ;

ii. mettre à la disposition de tout Signataire le droit de communiquer, de faire communiquer à des Signataires et toutes autres personnes relevant de la juridiction de toute Partie, d'utiliser, d'autoriser ou de faire autoriser des Signataires et de telles autres personnes à utiliser lesdites inventions et lesdits renseignements techniques :

A. sans redevance relativement au secteur spatial d'INTELSAT ou à toute station terrienne en liaison avec celui-ci ;

B. à toute autre fin, selon des modalités et à des conditions équitables et raisonnables définies entre les Signataires ou d'autres personnes relevant de la juridiction de toute Partie et INTELSAT ou le propriétaire ou l'auteur desdites inventions et desdits renseignements techniques ou tout autre organisme dûment autorisé ayant une part de la propriété desdites inventions et desdits renseignements techniques et sous réserve du remboursement de tout paiement effectué par elle ou exigé d'elle dans l'exercice desdits droits.

i. Dans la mesure où INTELSAT acquiert le droit en vertu des dispositions de l'alinéa i. du paragraphe b. du présent article d'avoir communication des inventions et des renseignements techniques, elle tient chaque Signataire qui le demande au courant de la disponibilité et de la nature générale de ces inventions et renseignements techniques. Dans la mesure où INTELSAT acquiert des droits en vertu des dispositions du présent article pour mettre des inventions et des renseignements techniques à la disposition de Signataires et de toutes autres personnes relevant de la juridiction de Parties, elle met lesdits droits à la disposition, sur demande, de tout Signataire où de toute personne qu'il a désignée.

j. La communication, l'utilisation et les modalités et conditions de communication et d'utilisation, de toutes les inventions et de tous les renseignements te chniques dans lesquels INTELSAT a acquis tous droits, s'effectuent sans discrimination à l'égard de tous les Signataires ou des persones qu'ils ont désignées.

ARTICLE 18

(Responsabilité)

a. INTELSAT, tout Signataire, en tant que tel et, lorsqu'il agit dans l'exercice de ses fonctions et dans les limites de ses attributions tout haut fonctionnaire ou employé de l'un d'eux, tout représentant auprès des différents organes d'INTELSAT, n'encourent aucune responsabilité à l'égard de tout Signataire ou d'INTELSAT et aucune action en dommages-intérêts ne peut être intentée contre eux par suite de tout arrêt, retard ou mauvais fonctionnement des services de télécommunications fournis ou qui doivent être fournis conformément à l'Accord ou au présent Accord d'exploitation.

b. Si INTELSAT ou tout Signataire, en tant que tel, est tenu en vertu d'un jugement définitif rendu par un tribunal compétent ou d'un compromis adopté ou approuvé par le Conseil des Gouverneurs, de verser une indemnité frais. et dépens inclus résultant d'une activité poursuivie ou autorisée par INTELSAT, conformément à l'Accord ou au présent Accord d'exploitation, et dans la mesure où l'indemnité ne peut être versée par un tiers ou en exécution d'un contrat d'assurance ou d'autres dispositions financières, les Signataires, nonobstant toute limite visée à l'article 5 de l'Accord d'exploitation, doivent verser à INTELSAT la partie non réglée de ladite indemnité au prorata de leur part d'investissement respective à la date à laquelle le paiement par INTELSAT de ladite indemité est devenue exigible.

c. Si une demande d'indemnité est présentée à un Signataire, celui-ci doit, aux fins de remboursement par INTELSAT en vertu du paragraphe b. du présent article, informer sans délai INTELSAT et la mettre en mesure de donner des avis, d'émettre des recommandations sur les moyens de défense ou de régler le différend et, dans les limites prescrites par le régime légal en vigueur pour le tribunal auprès duquel l'action est intentée, d'intervenir ou de se substituer audit Signataire.

ARTICL 19

(Rachat)

a. Conformément aux dispositions des articles IX et XV de l'Accord provisoire, le Conseil des Gouverneurs établit, le plus tôt possible et au plus tard trois mois après la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, conformément aux dispositions du paragraphe d. du présent article, la situation financière au sein d'INTEL SAT de chaque signataire de l'Accord spécial à l'égard duquel, en tant qu'Etat, ou à l'égard de l'Etat duquel, l'Accord, lors de son entrée en vigueur, n'est pas entré en vigueur ou n'est pas appliqué à titre provisoire. Le Conseil des Gouverneurs informe par écrit chacun desdits signataires de sa situation financière et du taux d'intérêt y afférent. Ce taux d'intérêt doit être proche du loyer de l'article sur les marchés mondiaux.

b. Un Signataire peut accepter l'évaluation de sa situation financière et du taux d'intérêt dont il a été informé, conformément au paragraphe a. du présent article, à moins que le Conseil des Gouverneurs et ledit Signataire n'en décident autrement. INTELSAT verse audit Signataire, en dollars des Etats-Union ou en toute autre monnaie librement convertible en dollars des Etats-Unis et, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent ladite acceptation ou dans les délais plus étendus dont il peut être convenu, le montant ainsi accepté accompagné des intérêts sur ledit montant dus de la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation jusqu'à la date du paiement.

c. Si un différend apparaît entre INTELSAT et un Signataire sur le montant ou le taux d'intérêt et si le différend ne peut être réglé à l'amiable dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle ledit Signataire a été informé de sa situation financière, conformément aux dispositions du paragraphe du présent article, la somme proposée portant intérêt au taux fixé constitue l'offre permanente d'INTELSAT pour règler le différend et les fonds correspondants sont mis en réserve a la disposition dudit Signataire. A condition de convenir d'un tribunal mutuellement acceptable, INTELSAT soumet le différendà l'arbitrage si le Signataire en exprime la demande. Après notification du jugement du tribunal, INTELSAT verse au Signatere la somme allouée par le tribunal en dollars des Etats-Unis ou en toute autre monnaie librement convertible en dollars des Etats-Unis.

d. La situation financière visée au paragraphe o du présent article, est établie de la façon suivante :

i. la somme obtenue en application des dispositions du paragraphe b. de l'article 7 de l'Accord d'exploitation à la date d'entrée en vigueur dudit Accord est multipliée par la quote-part finale dudit signataire aux termes de l'Accord spécial ;

ii. de ce résultat est soustraite toute somme due par ledit signataire à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d' exploitation.

e. Aucune disposition du présent article n'a pour effet

i. ni de libérer un Signataire visé au paragraphe a du présent article, de sa part de toute obligation contractée collectivement par les signataires de l'Accord spécial ou pour leur compte à la suite d'actes ou d'omissions préalables à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation et découlant de l'exécution de l'Accord provisoire et de l'Accord special ;

ii. ni de priver un tel Signataire de tout droit qu'ila acquis en tant que Signataire, que nonobstant son retrait il conserve après l'expiration de l'Accord spécial pour lequel il n'a pas reçu de compensation en vertu des dispositions du présent article.

ARTICLE 20

(Réglement des différends)

a. Tout différend d'ordre juridique relatif aux droits et obligations de Signataires entre eux ou entre un ou plusieurs Signataires et INTELSAT, découlant de l'Accord ou du présent Accord d' exploitation, est soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord s'il n'a pas été résolu autrement dans un délai raisonnable.

b. Tout différend du même ordre, se produisant entre un Signataire et un Etat ou un organisme de télécommunications qui a cessé d'être Signataire ou entre INTELSAT et un Etat ou un organisme de télécommunications qui a cessé d'être Signataire et qui se produit après que ledit Etat ou ledit organisme de télécommunications a cessé d'être Signataire, est soumis à l'arbitrage s'il n'a pas été résolu autrement dans un délai raisonnable ; sous réserve que les parties au différend en conviennent, cet arbitrage s'effectue dans les formes prévues à l'Annexe C de l'Accord. Si un Etat ou un organisme de télécommunications cesse d'être Signataire après l'introduction d'une procédure d'arbitrage dans laquelle il est impliqué, l'arbitrage est poursuivi jusqu'à sa conclusion conformément aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord ou, le cas échéant, aux autres dispositions en vertu desquelles l'arbitrage a lieu.

c. Tout différend d'ordre juridique découlant d'accords et de contrats qu'INTELSAT aurait conclus avec

un Signataire est soumis aux dispositions sur le règlement des différends contenues dans lesdits accords et contrats. En l'absence de telles dispositions, un tel différend, s'il n'a pas été résolu autrement dans un délai raisonnable, est soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe C de l'Accord.

d. Si, à la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation, un arbitrage est en cours, en application de l'Accord additionnel sur l' arbitrage du 4 juin 1965, les dispositions de ce dernier Accord restent en vigueur en ce qui concerne ledit arbitrage jusqu'à sa conclusion. Si le Comité interimaire des télécommunications par satellites est partie audit arbitrage, INTELSAT se substitue à lui en tant que partie au différend.

ARTICLE 21

(Retrait)

a. Dans les trois mois qui suivent la date d'effet du retrait d'INTELSAT d'un Signataire en vertu de l'article XVI de l'Accord, le Conseil des Gouverneurs informe ledit Signataire de l'évaluation qu'il a faite de sa situation financière dans INTELSAT à la date à laquelle le retrait prend effet et des modalités proposées pour le règlement ainsi qu'il est prévu au paragraphe c. du présent article.

b. La notification prévue au paragraphe a. du présent article comprend un relevé :

i. de la somme à verser par INTELSAT au Signataire, obtenue en multipliant la valeur, calculée conformément au paragraphe b. de l'article 7 de l'Accord d'exploitation, à la date à laquelle le retrait prend effet, par la part d'investissement du Signataire à ladite date ;

ii. des sommes à verser par le Signataire à INTELSAT en vertu des dispositions des paragraphes g, j ou k de l'article XVI de l'Accord, représentant sa part de contribution en capital au titre d'engagements contractuels expressément autorisés, soit avant la date de réception, par l'autorité compétente, de la notification de sa décision de retrait, soit avant la date à laquelle son retrait prend effet, accompagné d'un projet d'échéancier des paiements pour faire face auxdits engagements contractuels ;

iii. de toute somme due à INTELSAT par ledit Signataire à la date à laquelle le retrait prend effet.

c. Les sommes visées aux alinéas i. et ii. du paragraphe b. du présent article doivent être remboursées par INTELSAT au Signataire dans des délais du même ordre que ceux durant lesquels les autres Signataires sont remboursés de leurs contributions en capital ou dans des délais plus courts que le Conseil des Gouverneurs peut estimer convenables. Le Conseil des Gouverneurs fixe le taux d'intérêt à verser au Signataire ou par celui-ci en ce qui concerne toute somme qui peut rester due à tout moment.

d. En évaluant les sommes visées à l'alinéa ii. du paragraphe b. du présent article, le Conseil des Gouverneurs peut décider de dégager totalement ou partiellement le Signataire de son obligation de verser sa part des contributions en capital nécessaires pour faire face à la fois aux engagements contractuels expressément autorisés et aux responsabilités découlant d'actes ou d'omissions préalables, soit à la réception de la notification de la décision de retrait, soit à la date à laquelle le retrait prend effet, conformément à l'article XIV de l'Accord.

e. A moins que le Conseil des Gouverneurs n'en décide autrement, en vertu du paragraphe d. du présent article, aucune disposition du présent article n'a pour effet :

i. ni de libérer un Signataire, visé au paragraphe a. du présent article, de sa part de toute obligation non contractuelle d'INTELSAT préalable, soit à la notification de la décision de retrait, soit à la date à laquelle le retrait prend effet et qui résulte d'actes ou d'omissions découlant de l'exécution de l'Accord et du présent Accord d'exploitation ;

ii. ni de le priver de tout droit qu'il a acquis en tant que Signataire, que nonobstant son retrait il conserve après la date à laquelle ce retrait prend effet et pour lequel il n'a pas reçu de compensation en vertu des dispositions du présent article.

ARTICLE 22

(amendements)

a. Tout Signataire, l'Assemblée des Parties ou le Conseil des Gouverneurs peut proposer des amendements à l'Accord d'exploitation. Les propositions d'amendements sont transmises à l'organe exécutif qui les distribue dans les meilleurs délais à toutes les Parties et à tous les Signataires.

b. La Réunion des Signataires examine toute proposition d'amendement lors de la session ordinaire qui suit la distribution de la proposition par l'organe exécutif ou lors d'une session extraordinaire convoquée antérieurement conformément aux dispositions de l'article VIII de l'Accord, sous réserve que la proposition d'amendement soit distribuée par l'organe exécutif quatre-vingt-dix jours au moins avant la date d'ouverture de la session. La Réunion des Signataires examine toutes vues et recommandations concernant une proposition d'amendement qui lui sont transmises par l'Assemblée des Parties ou le Conseil des Gouverneurs.

c. La Réunion des Signataires prend une décision sur toute proposition d'amendement selon les règles de quorum et de vote prévues à l'article VIII de l'Accord Elle peut modifier toute proposition d'amendement distribué conformément au paragraphe h. du présent article et prendre une décision sur toute proposition d'amendement qui n'a pas été distribuée en conformité avec ledit paragraphe mais qui se rapporte directement à une proposition d'amendement ainsi distribuée.

d. Un amendement approuvé par la Réunion des Signataires entre en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe e. du présent article après réception par le Dépositaire de la notification d'approbation de l'amendement ;

i. soit par les deux tiers des Signataires qui étaient Signataires à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par la Réunion des Signataires, à condition que lesdits deux tiers comprennent des Signataires qui détenaient alors au moins les deux tiers du total des parts d'investissement ;

ii. soit par un nombre de Signataires égal ou supérieur à quatre-vingt-cinq pour cent du total des Signataires qui étaient Signataires à la date à laquelle l'amendement a été approuvé par la Réunion des Signataires, quel que soit le montant des parts d'investissement qui étaient alors détenues par lesdits Signataires.

La notification d'approbation d'un amendement par un Signataire est transmise au Dépositaire par la Partie intéressée. Ladite transmission vaut acceptation de l'amendement par la Partie.

e. Le Dépositaire notifie à tous les Signataires, dès leur réception, les approbations requises en vertu du paragraphe d. du présent article pour l'entrée en vigueur d'un amendement. Quatre-vingt-dix jours après la date de notification, ledit amendement entre en vigueur à l'égard de tous les Signataires y compris ceux qui ne l'ont pas accepté, approuvé ou ratifié, et qui ne se sont pas retirés d'INTELSAT.

f. Nonobstant les dispositions des paragraphes d. et edu présent article, aucun amendement n'entre en

vigueur plus de dix-huit mois après la date de son approbation par la Réunion des Signataires.

ARTICLE 23

(Entrée en vigueur)

a. L'Accord d'exploitation entre en vigueur à l'égard d'un Signataire à la date à laquelle l'Accord, conformément aux paragraphes a. et d., ou b. et d. de l'article XX de l'Accord. entre en vigueur à l'égard de la Partie intéressée.

b. L'Accord d'exploitation est appliqué à titre provisoire à l'égard d'un Signataire à la date à laquelle l'Accord, conformément aux paragraphes c. et d. de l'article XX de l'Accord, est appliqué à titre provisoire à l'égard de la Partie qui est Signataire ou qui a désigné ledit Signataire.

c. L'Accord d'exploitation reste en vigueur aussi longtemps que l'Accord.

ARTICLE 24

(Dépositaire)

a. Le Couvernement des Etats-Unis d'Amérique est le Dépositaire du présent Accord d'exploitation dont les textes anglais, espagnol, français font également foi. Le présent Accord d'exploitation est déposé dans les archives du Dépositaire, auprès duquel sont également déposées les notifications d'approbation des amendements, de substitution d'un Signataire conformément aux dispositions du paragraphe f. de l'article XVI de l'Accord et de retrait d'INTELSAT.

b. Le Dépositaire transmet des copies certifiées conformes des textes du présent Accord d'exploitation à tous les Gouvernements et à tous les organismes de télécommunications désignés qui l'ont signé, ainsi qu'à l'Union internationale des télécommunications, et notifie à tous ces Gouvernements, aux organismes de télécommunications, désignés ainsi qu'à l'Union internationale des télécommunications les signatures du présent Accord d'exploitation, le début de la période de soixante jours visée au paragraphe a. de l'article XX de l'Accord, l'entrée en vigueur du présent Accord d'exploitation, les notifications d'approbation des amendements et l'entrée en vigueur des amendements au présent Accord d'exploitation. La notification du début de la période de soixante jours est faite le premier jour de cette période.

c. Lors de l'entrée en vigueur du présent Accord d'exploitation, le Dépositaire fait enregistrer celui-ci auprès du Secrétariat des Nations Unies conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés à cette fin ont signé le présent Accord d'exploitation.

FAIT à Washington le 20 août jour du mois de mil neuf cent soixante et onze.

ANNEXE

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. Obligations des Signataires

Chaque Signataire de l'Accord d'exploitation qui était ou dont la Partie qui l'a désigné était partie à l'Accord provisoire, voit porter à son débit ou à son crédit le montant net de toutes sommes qui, en application de l'Accord spécial, étaient dues à la date d'entrée en vigueur de l'Accord, par ladite partie en sa qualité de signataire de l'Accord spécial, ou par le signataire de l'Accord spécial désigné par elle.

2. Constitution du Conseil des Gouverneurs

a) A compter du début de la période de soixante jours mentionnée au paragraphe de l'article XX de l'Accord, et par la suite à intervalles d'une semaine, la «Communications Satellite Corporation» doit notifier à tous les signataires de l'Accord spécial et aux Etats ou organismes de télécommunications désignés par les Etats et à l'égard desquels l'Accord d'exploitation entre en vigueur ou s'applique à titre provisoire, à la date d'entrée en vigueur de l'Accord, la part initiale estimée d'investissement de chacun des Etats ou organismes de télécommunications concerné en vertu des dispositions de l'Accord d'exploitation.

b) Au cours de ladite période de soixante jours, la «Communications Satellite Corporation» effectue les préparatifs administratifs nécessaires à la convocation de la première réunion du Conseil des Gouverneurs.

c) Dans les trois jours qui suivent la date d'entrée en vigueur de l'Accord, la «Communications Satellite Corporation», agissant conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Annexe D de l'Accord :

i. informe tous les Signataires, à l'égard desquels l'Accord d'exploitation est entré en vigueur ou est appliqué à titre provisoire, du montant de leur part initiale d'investissement fixée conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord d'exploitation ;

ii. informe tous les Signataires des dispositions prises en vue de la première réunion du Conseil des Gouverneurs qui sera convoqué au plus tard trente jours après l'entrée en vigueur de l'Accord.

3. Règlement des différends

Tout différend d'ordre juridique qui se produit entre INTELSAT et la «Communication Satellite Corporation» au sujet des prestations de services fournis par la «Communications Satellite Corporation» à INTELSAT, et qui survient entre la date d'entrée en vigueur de l'Accord d'exploitation et la date à laquelle prend effet le contrat préparé en vertu des dispositions de l'alinéa ii. du paragraphe a. de l'article XII de l'Accord, est soumis à l'arbitrage conformément aux dispositions de l'Annexe C. de l'Accord s'il n'a pas été résolu autrement dans un délai raisonnable.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Τὰ Κράτη-Μέλη τῆς παρούσης Συμφωνίας

Λαβόντα ὑπ' ὄψιν τὰς τεθείσας ἐν τῇ ὑπ' ἀριθ. 1721 (XVI) 'Αποφάσει τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν 'Ηνωμ. 'Εθνῶν, ἀρχάς, καθ' ἃς αἱ ἐπικοινωνίαι μέσῳ δορυφόρων δέον ὅπως καταστοῦν προσιταὶ τοῖς 'Εθνεσι τῆς Γῆς, εὐθὺς ὡς τοῦτο, καταστῇ ἐφικτόν, ἐπὶ παγκοσμίου βάσεως καὶ ἄνευ διακρίσεων,

Λαβόντα ὑπ' ὄψιν τὰς συναφεῖς διατάξεις τῆς Συνθήκης ἐπὶ τῶν διεπουσῶν τὰς δραστηριότητας τῶν Κρατῶν 'Αρχῶν διὰ τὴν ἐξερεύνησιν καὶ χρησιμοποίησιν τοῦ 'Εξωτέρου Διαστήματος, περιλαμβάνοντος τὴν Σελήνην καὶ ἕτερα Οὐράνια Σώματα, καὶ εἰδικώτερον τὸ ἄρθρον 1, ὁρίζον ὅτι τὸ 'Εξώτερον Διάστημα χρησιμοποιεῖται ἐπ' ἀγαθῷ καὶ ἐν τῷ συμφέροντι ἁπασῶν τῶν χωρῶν,

Σημειώσαντα ὅτι, κατόπιν τῆς Συμφωνίας δι' ἧς ἐθεσπίσθησαν Προσωρινὰι Συμφωνίαι δι' ἓν Παγκόσμιον 'Εμπορικὸν Σύστημα Δορυφόρων 'Επικοινωνιῶν καὶ τῆς σχετικῆς εἰδικῆς Συμφωνίας, ἱδρύθη ἓν παγκόσμιον ἐμπορικὸν σύστημα δορυφορικῶν τηλεπικοινωνιῶν,

'Επιθυμοῦντα τὴν συνέχισιν τῆς ἀναπτύξεως τοῦ ρηθέντος συστήματος δορυφορικῶν τηλεπικοινωνιῶν, μὲ στόχον τὴν ἐπίτευξιν ἑνὸς ἑνιαίου παγκοσμίου ἐμπορικοῦ συστήματος δορυφορικῶν τηλεπικοινωνιῶν, ὡς τμήματος ἑνὸς βελτιωμένου παγκοσμίου τηλεπικοινωνιακοῦ δικτύου, παρέχοντος εὐρυτάτας τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας ἁπάσαις ταῖς περιοχαῖς τῆς Γῆς καὶ συμβάλλοντος εἰς τὴν παγκόσμιον εἰρήνην καὶ κατανόησιν,

'Αποφασίσαντα ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ, ὅπως παρέχουν ἐπ' ἀγαθῷ ὁλοκλήρου τῆς ἀνθρωπότητος, διὰ τῆς πλέον προηγμένης διαθεσίμου τεχνολογίας, τὰς κατὰ τὸ δυνατὸν πλέον ἀποτελεσματικὰς καὶ οἰκονομικὰς εὐκολίας, συμβιβαστὰς τῇ ἀ-

ρίστη καὶ δικαιωτάτη χρησιμοποιήσει τοῦ φάσματος ραδιοσυχνοτήτων καὶ τοῦ τροχιακοῦ διαστήματος.

Πεπεισμένα ὅτι αἱ δορυφορικαὶ τηλεπικοινωνίαι χρήζουν ὀργανώσεως κατὰ τρόπον ἐπιτρέποντα, ἀπάσοις τοῖς λαοῖς, προσχώρησιν εἰς τὸ παγκόσμιον δορυφορικὸν σύστημα καὶ τοῖς Κράτεσι ἐκείνοις, Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν τοῖς ἐπιθυμοῦσι ἐπένδυσιν εἰς τὸ σύστημα μετὰ τῆς ἀπορρεούσης ἐκ ταύτης συμμετοχῆς, εἰς τὸν σχεδιασμόν, ἀνάπτυξιν, κατασκευήν, περιλαμβανομένης τῆς προμηθείας ἐξοπλισμοῦ, ἐγκατάστασιν, λειτουργίαν, συντήρησιν καὶ κυριότητα τοῦ συστήματος,

Συμφώνως τῇ Συμφωνίᾳ θεσπίσασα Προσωρινὰς Συμφωνίας δι' ἓν Παγκόσμιον Ἐμπορικὸν Σύστημα Δορυφορικῶν Ἐπικοινωνιῶν,

Συμφωνοῦν ὡς ἀκολούθως :

Ἄρθρον I.

(Ὁρισμοί)

Ἐπὶ τῷ τέλει τῆς παρούσης Συμφωνίας :

α) «Συμφωνία» νοεῖται ἡ παροῦσα Συμφωνία, περιλαμβανομένων τῶν Παραρτημάτων αὐτῆς ἀλλ' ἀποκλειομένων ἁπάντων τῶν ἐν τοῖς ἄρθροις τίτλων, ἡ ἀνοιγεῖσα πρὸς ὑπογραφὴν ὑπὸ Κυβερνήσεων, εἰς Washington τὴν 20 Αὐγούστου 1971, δι' ἧς ἱδρύεται ὁ Διεθνὴς Ὀργανισμὸς Τηλεπικοινωνιῶν διὰ Δορυφόρων «INTELSAT».

β) «Συμφωνία Λειτουργίας» νοεῖται ἡ Συμφωνία, περιλαμβανομένου τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς, ἀλλ' ἀποκλειομένων ἁπάντων τῶν ἐν τοῖς ἄρθροις τίτλων, ἡ ἀνοιγεῖσα πρὸς ὑπογραφήν, εἰς Washington τὴν 20ὴν Αὐγούστου 1971 ὑπὸ Κυβερνήσεων ἢ ὑπὸ Τηλεπικοινωνιακῶν Φορέων ἐξουσιοδοτημένων ὑπὸ Κυβερνήσεων, συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς παρούσης Συμφωνίας,

γ) «Προσωρινὴ Συμφωνία» νοεῖται ἡ ὑπογραφεῖσα ὑπὸ Κυβερνήσεων εἰς Washington τὴν 20ὴν Αὐγούστου 1964. Συμφωνία, ἡ θεσπίζουσα Προσωρινὰς Συμφωνίας δι' ἓν Παγκόσμιον Ἐμπορικὸν Σύστημα Δορυφορικῶν Ἐπικοινωνιῶν,

δ) «Εἰδικὴ Συμφωνία» νοεῖται ἡ κατὰ τὴν 20ὴν Αὐγούστου 1964 ὑπογραφεῖσα Συμφωνία, ὑπὸ Κυβερνήσεων ἢ ὑπὸ Τηλεπικοινωνιακῶν Φορέων ἐξουσιοδοτημένων ὑπὸ Κυβερνήσεων, συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας,

ε) «Προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ Δορυφορικῶν Ἐπικοινωνιῶν» νοεῖται ἡ συμφώνως τῷ ἄρθρῳ IV τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας συγκροτηθεῖσα Ἐπιτροπή,

στ) «Μέλος» νοεῖται τὸ Κράτος δι' ὃ ἡ Συμφωνία ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ ἢ ἔτυχεν προσωρινῆς ἐφαρμογῆς,

ζ) «Συμβαλλόμενος» νοεῖται Μέλος, ἢ Τηλεπικοινωνιακὸς Φορεὺς ἐξουσιοδοτημένος ὑπὸ Μέλους, ὅστις ὑπέγραψε τὴν Συμφωνίαν Λειτουργίας καὶ δι' ὃν αὕτη ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ ἢ ἔτυχεν προσωρινῆς ἐφαρμογῆς,

η) «Διαστημικὸς Τομεὺς» νοεῖται οἱ τηλεπικοινωνιακοὶ δορυφόροι καὶ τὰ μέσα ἀνιχνεύσεως, τηλεμετρίας, τηλεκατευθύνσεως, ἐλέγχου, παρακολουθήσεως καὶ συναφῆ τοιαῦτα, ὡς καὶ ἐξοπλισμὸς ἀπαιτούμενος πρὸς ἐνίσχυσιν τῆς λειτουργίας τῶν ρηθέντων δορυφόρων,

θ) «Διαστημικὸς Τομεὺς INTELSAT» νοεῖται ὁ διαστημικὸς τομεὺς κυριότητος τοῦ INTELSAT,

ι) «Τηλεπικοινωνίαι» νοοῦνται οἱαδήποτε ἐνσύρματος, ἀσύρματος, ὀπτικὴ ἢ δι' ἑτέρου ἠλεκτρομαγνητικοῦ συστήματος μεταβίβασις, ἐκπομπὴ ἢ λῆψις σημείων, σημάτων, γραπτῶν, εἰκόνων καὶ ἤχων ἢ πληροφορία οἱασδήποτε φύσεως,

ια) «Τηλεπικοινωνιακαὶ Ὑπηρεσίαι διὰ τὸ Κοινὸν» νοοῦνται σταθεραὶ ἢ κινηταὶ τηλεπικοινωνιακαὶ ὑπηρεσίαι, δυνάμεναι νὰ παρασχεθοῦν ὑπὸ δορυφόρων καὶ αἱ ὁποῖαι διατίθενται πρὸς χρῆσιν ὑπὸ τοῦ Κοινοῦ, τοιαῦται ὡς, τηλεφωνία, τηλεγραφία, τέλεξ, τηλαυτογραφία, μεταβίβασις δεδομένων, ἐκπομπὴ ραδιοφωνικῶν καὶ τηλεοπτικῶν προγραμμάτων μεταξὺ ἐγκριθέντων πρὸς προσχώρησιν εἰς τὸν διαστημικὸν τομέα τοῦ INTELSAT ἐπιγείων σταθμῶν, πρὸς περαιτέρω διαβίβασιν πρὸς τὸ Κοινόν, καὶ ἐκμισθωμένα κυκλώματα δι' οἱονδήποτε τῶν ἀνωτέρω σκοπῶν ἀλλ' ἀποκλειομένων τῶν κινητῶν ἐκείνων ὑπηρεσιῶν τοῦ μὴ προβλεπομένου τύπου, ὑπὸ τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας καὶ Εἰδικῆς Συμφωνίας πρὸ τοῦ ἀνοίγματος πρὸς ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, αἵτινες ἐξυπηρετοῦνται μέσῳ κινητῶν σταθμῶν λειτουργούντων κατ' εὐθεῖαν μετὰ δορυφόρου τινός, μελετηθέντος ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει πρὸς ἐξυπηρέτησιν ὑπηρεσιῶν ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἀσφάλειαν ἢ τὸν ἔλεγχον ἀεροπορικῶν πτήσεων ἢ ἀεροπλοηγήσεων ἢ θαλασσίων ραδιοπλοηγήσεων,

ιβ) «Ἐξειδικευμέναι Τηλεπικοινωνιακαὶ Ὑπηρεσίαι» νοοῦνται τηλεπικοινωνιακαὶ ὑπηρεσίαι, δυνάμεναι νὰ παρασχεθοῦν ὑπὸ δορυφόρων, ἕτεραι τῶν ὁριζομένων ἐν τῇ παραγράφῳ ια' τοῦ παρόντος ἄρθρου, περιλαμβανόμεναι, ἀλλὰ μὴ προοριζόμεναι, εἰς ὑπηρεσίας ραδιοπλοηγήσεως, ὑπηρεσίας δορυφορικῶν ἐκπομπῶν πρὸς λῆψιν ὑπὸ τοῦ εὐρυτέρου Κοινοῦ, ὑπηρεσίας ἐρεύνης διαστήματος, μετεωρολογικὰς ὑπηρεσίας καὶ ὑπηρεσίας ἐντοπισμοῦ γιήνων πλουτοπαραγωγικῶν πηγῶν,

ιγ) «Περιουσία» νοεῖται οἱοδήποτε ἀντικείμενον πάσης φύσεως ἐφ' οὗ ἀσκεῖται δικαίωμα κυριότητος, ὡς καὶ τὰ ἐκ συμβάσεων ἀπορρέοντα δικαιώματα, καί,

ιδ) «Σχεδιασμὸς καὶ ἀνάπτυξις» περιλαμβάνει ἔρευνα ἀμέσως συνδεομένη πρὸς τοὺς σκοποὺς τοῦ INTELSAT.

Ἄρθρον II.

(Ἵδρυσις τοῦ INTELSAT)

α) Ἐν πλήρει συμμορφώσει πρὸς τὰς τεθείσας ἐν τῷ Προοιμίῳ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀρχάς, τὰ Μέλη διὰ τῆς παρούσης ἱδρύουν τὸν Διεθνῆ Ὀργανισμὸν Τηλεπικοινωνιῶν διὰ Δορυφόρων «INTELSAT», τοῦ ὁποίου ὁ κύριος σκοπὸς εἶναι ἡ συνέχισις καὶ προώθησις, ἐφ' ὁριστικῆς βάσεως, τοῦ σχεδιασμοῦ, ἀναπτύξεως, κατασκευῆς, ἐγκαταστάσεως, λειτουργίας καὶ συντηρήσεως τοῦ Διαστημικοῦ τομέως τοῦ Παγκοσμίου Ἐμπορικοῦ Συστήματος Δορυφορικῶν Τηλεπικοινωνιῶν, ὡς οὗτος ἱδρύθη συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας καὶ τῆς Εἰδικῆς Συμφωνίας.

β) Ἕκαστον Κράτος-Μέλος ὑπογράφει ἢ ὁρίζει Τηλεπικοινωνιακόν τινα Φορέα, δημόσιον ἢ ἰδιωτικόν, ἵνα ὑπογράψῃ τὴν Συμφωνίαν Λειτουργίας τὴν συναγομένην ἐν συμμορφώσει πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τὴν ἀνοιγομένην πρὸς ὑπογραφὴν κατὰ τὸν αὐτὸν μὲ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν χρόνον. Σχέσεις μεταξὺ οἱουδήποτε Τηλεπικοινωνιακοῦ Φορέως, ἐνεργοῦντος ὡς Συμβαλλομένου, καὶ τοῦ ὁρίζοντος τοῦτον Μέλους, διέπονται ὑπὸ τοῦ ἰσχύοντος Ἐσωτερικοῦ Νόμου.

γ) Αἱ Τηλεπικοινωνιακαὶ Διευθύνσεις καὶ Φορεῖς, ὑποκείμεναι τῷ ἰσχύοντι Ἐσωτερικῷ Νόμῳ, δύνανται νὰ προβαίνουν εἰς διαπραγματεύσεις καὶ νὰ συνάπτουν ἀπ' εὐθείας, ἐνδεικνυομένας συμφωνίας κινήσεως, ἐν συσχετισμῷ πρὸς τὴν ὑπ' αὐτῶν χρῆσιν τηλεπικοινωνιακῶν διοδεύσεων, παρεχομένων αὐτοῖς συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῇ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας, ὡς ἐπίσης τὰς προσφερομένας πρὸς τὸ Κοινὸν αὐτῶν ὑπηρεσίας, διευκολύνσεως, καταμερισμὸν προσόδων καὶ σχετικὰς ἐπιχειρηματικὰς συμφωνίας.

Ἄρθρον III.

(Πεδίον δραστηριότητος INTELSAT)

α) Συνεχίζων καὶ προωθῶν ἐπὶ ὁριστικῆς βάσεως, δραστηριότητας ἀφορώσας εἰς τὸν Διαστημικὸν τομέα τοῦ Παγκοσμίου Ἐμπορικοῦ Συστήματος Δορυφορικῶν Τηλεπικοινωνιῶν, τοῦ ἀναφερομένου ἐν παραγράφῳ α) τοῦ ἄρθρου II τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὁ INTELSAT ἔχει ὡς κύριον αὐτοῦ ἀντικειμενικὸν σκοπὸν τὴν ἐπὶ ἐμπορικῆς βάσεως διάθεσιν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ ἀναγκαιοῦντος διὰ τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας διὰ τὸ Κοινόν, ἀρίστης ποιότητος καὶ ἀξιοπιστίας προσιτὰς εἰς ἁπάσας τὰς περιοχὰς τῆς Γῆς ἄνευ διακρίσεων.

β) Αἱ ἀκόλουθοι ὑπηρεσίαι λογίζονται ἐπὶ τῆς αὐτῆς βάσεως ὡς διεθνεῖς τηλεπικοινωνιακαὶ ὑπηρεσίαι διὰ τὸ Κοινόν:

1. Ἐσωτερικαὶ Τηλεπικοινωνιακαὶ Ὑπηρεσίαι διὰ τὸ Κοινὸν μεταξὺ περιοχῶν, διαχωριζομένων ὑπὸ ἐδαφῶν μὴ εὑρισκομένων ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους, ἢ μεταξὺ περιοχῶν διαχωριζομένων ὑπὸ ἐκτεταμένων θαλασσῶν, καὶ

2. Ἐσωτερικαὶ Τηλεπικοινωνιακαὶ Ὑπηρεσίαι διὰ τὸ Κοινὸν μεταξὺ περιοχῶν μὴ ζευγνυομένων ὑπό τινος χερσαίου δικτύου εὐρείας ζώνης καὶ διαχωριζομένου ὑπὸ φυσικῶν ἐμποδίων τοιαύτης ἰδιαζούσης φύσεως ὥστε νὰ ἀποκλείουν τὴν βιώσιμον ἐγκατάστασιν χερσαίων δικτύων εὐρείας ζώνης μεταξὺ τοιούτων περιοχῶν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν συμβαλλομένων, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὴν ἁρμοδίως ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὑποβαλλομένην γνωμοδότησιν, δίδει ἐκ τῶν προτέρων τὴν ἀπαιτουμένην ἔγκρισιν.

γ) Ὁ διαστημικὸς τομεὺς τοῦ INTELSAT, ἱδρυθεὶς πρὸς ἀντιμετώπισιν τοῦ κυρίου ἀντικειμενικοῦ σκοποῦ, εἶναι ἐπίσης προσιτὸς δι' ἑτέρας ἐσωτερικὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας διὰ τὸ Κοινόν, ἄνευ διακρίσεων, ἀλλ' εἰς βαθμὸν μὴ παρακωλύοντα τὴν ἱκανότητα τοῦ INTELSAT πρὸς ἐπίτευξιν τοῦ κυρίου ἀντικειμενικοῦ σκοποῦ.

δ) Ὁ διαστημικὸς τομεὺς τοῦ INTELSAT, κατόπιν αἰτήσεως καὶ ὑπὸ καταλλήλους ὅρους καὶ συνθήκας, δύναται νὰ χρησιμοποιῆται ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐξυπηρετήσεως ἐξειδικευμένων τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν εἴτε διεθνῶν εἴτε ἐσωτερικῶν, πλὴν τῶν διὰ στρατιωτικοὺς σκοπούς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι :

1. ἐκ τούτου δὲν ἐπηρεάζεται δυσμενῶς ἡ παροχὴ τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν διὰ τὸ Κοινὸν καὶ

2. οἱ διακανονισμοὶ εἶναι, κατὰ τὰ λοιπά, ἀποδεκτοὶ ἀπὸ τεχνικῆς καὶ οἰκονομικῆς ἀπόψεως.

ε) Ὁ INTELSAT κατόπιν αἰτήσεως καὶ ὑπὸ καταλλήλους ὅρους καὶ συνθήκας δύναται νὰ διαθέτῃ δορυφόρους ἢ συναφῆ μέσα, ἀνεξάρτητα τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT διά :

1. ἐσωτερικὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας διὰ τὸ Κοινόν, εἰς περιοχὰς εὑρισκομένας ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν ἑνὸς ἢ πλειόνων Μελῶν,

2. διεθνεῖς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας διὰ τὸ Κοινὸν μεταξὺ δύο ἢ πλειόνων περιοχῶν, εὑρισκομένων ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν δύο ἢ πλειόνων Μελῶν,

3. ἐξειδικευμένας τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας, πλὴν τῶν διὰ στρατιωτικοὺς σκοπούς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι δὲν ἐπηρεάζεται, καθ' οἱονδήποτε τρόπον δυσμενῶς ἡ ἀποτελεσματικὴ καὶ οἰκονομικὴ λειτουργία τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT.

στ) Ἡ χρῆσις τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT δι' ἐξειδικευμένας τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας, συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, καὶ ἡ συμφώνως τῇ παραγράφῳ ε) τοῦ παρόντος ἄρθρου, διάθεσις δορυφόρων ἢ συναφῶν μέσων, ἀνεξαρτήτων τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, ρυθμίζονται διὰ συμβάσεων συναπτομένων μεταξὺ τοῦ INTELSAT καὶ τῶν ἐνδιαφερομένων. Ἡ συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, χρῆσις τῶν εὐκολιῶν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, δι' ἐξειδικευμένας τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας καὶ ἡ συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ ε' 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, διάθεσις δορυφόρων ἢ συναφῶν μέσων ἀνεξαρτήτων τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT δι' ἐξειδικευμένας τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας, ὑπόκεινται, κατὰ τὸ στάδιον προγραμματισμοῦ, εἰς προηγουμένην ἐξουσιοδότησιν τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ γ) 4 τοῦ ἄρθρου VII τῆς παρούσης Συμφωνίας. Ἐκεῖ ἔνθα ἡ χρῆσις τῶν εὐκολιῶν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT δι' ἐξειδικευμένας τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας, συνεπάγεται προσθέτους δαπάνας, ἀπορρεούσας ἐξ αἰτουμένων τροποποιήσεων τῶν ὑφισταμένων ἢ προγραμματιζομένων εὐκολιῶν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT ἢ ἐκεῖ ἔνθα αἰτεῖται διάθεσις δορυφόρων ἢ συναφῶν μέσων, ἀνεξαρτήτως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, δι' ἐξειδικευμένας τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας ὡς ἐν ὑποπαραγράφῳ ε) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλέπεται, ἀπαιτεῖται συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ γ) 4 τοῦ ἄρθρου VII τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐξουσιοδότησις τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, εὐθὺς ὡς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον εὑρεθῇ εἰς θέσιν λεπτομεροῦς γνωμοδοτήσεως πρὸς τὴν Συνέλευσιν τῶν Κυβερνήσεων εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἐκτιμωμένην ἐκ τῆς προτάσεως δαπάνην τὸ ἐξ αὐτῆς ἀναμενόμενον ὄφελος, τὰ ἐξ αὐτῆς ἀπορρέοντα τεχνικὰ καὶ λοιπὰ προβλήματα, καὶ τὰ πιθανὰ ἀποτελέσματα ἐπὶ τῶν ὑφισταμένων ἢ προβλεπομένων ὑπηρεσιῶν τοῦ INTELSAT. Ἡ εἰρημένη ἐξουσιοδότησις ἐξασφαλίζεται πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς διαδικασίας προμηθείας τοῦ εἰρημένου μέσου ἢ μέσων. Πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῶν ρηθεισῶν ἐξουσιοδοτήσεων ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων, συνεννοεῖται ἢ διαβεβαιοῖ ὅτι προηγήθη συνεννόησις τοῦ INTELSAT μετὰ τῶν εὐθέως ἐνδιαφερομένων διὰ τὴν παροχὴν τῶν ἐν θέματι ἐξειδικευμένων τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν, ἐξειδικευμένων Ὀργάνων τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον IV.

(Νομικὴ Προσωπικότης)

α) Ὁ INTELSAT κέκτηται νομικὴν προσωπικότητα. Ἀπολαμβάνει πλήρη τὴν ἀναγκαιοῦσαν αὐτῷ δικαιοδοσίαν πρὸς ἄσκησιν τῶν ἁρμοδιοτήτων αὐτοῦ καὶ πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν ἀντικειμενικῶν αὐτοῦ σκοπῶν, περιλαμβανομένης καὶ τῆς δικαιοδοσίας ὅπως :

1. Συνάπτῃ συμφωνίας μετὰ Κρατῶν Ὀργανισμῶν, ἢ Διεθνῶν
2. συμβάλληται,
3. Κτᾷ καὶ διαθέτῃ περιουσίαν, καὶ
4. Ἀποτελῇ μέλος νομικῶν ἐνεργειῶν.

β) Ἕκαστον μέλος, ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ αὐτοῦ, προβαίνει εἰς τὰς ἀναγκαιούσας ἐνεργείας ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ἰσχυροποιήσῃ, ἐν τῷ πνεύματι τοῦ ἰδίου αὐτοῦ Δικαίου, τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον V.

(Οἰκονομικαὶ Ἀρχαὶ)

α) Ὁ INTELSAT εἶναι ὁ ἰδιοκτήτης τοῦ διαστημικοῦ τομέως INTELSAT καὶ παντὸς ἑτέρου κτωμένου ὑπὸ τοῦ INTELSAT δικαιώματος, δι' οἰκονομικὸν ὄφελος ἑκάστου ἐν τῷ INTELSAT συμβαλλομένου, ἰσοῦται πρὸς τὸ ποσὸν τὸ προκῦπτον ἐκ τῆς χρησιμοποιήσεως τῆς μετοχῆς ἐπενδύσεως αὐτοῦ πρὸς ἐκτίμησιν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 7 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

β) Ἕκαστος Συμβαλλόμενος κέκτηται μετοχὴν ἐπενδύσεως ἀντιστοιχοῦσαν πρὸς τὸ ποσοστὸν αὐτοῦ ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν ἔναντι ὁλοκλήρου τῆς ἐν τῷ διαστημικῷ τομεῖ τοῦ INTELSAT χρήσεως ὑφ' ἁπάντων τῶν συμβαλλομένων, ὡς ὁρίζεται συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας. Ἐν τούτοις, οὐδεὶς Συμβαλλόμενος, ἔστω καὶ ἐὰν ἡ χρῆσις αὐτοῦ ἐν τῷ διαστημικῷ τομεῖ τοῦ INTELSAT εἶναι μηδενική, κέκτηται μετοχὴν ἐπενδύσεως ὑπολειπομένην τῆς, ὁριζομένης ἐν τῇ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας, ἐλαχίστης τοιαύτης.

γ) Ἕκαστος Συμβαλλόμενος συνεισφέρει εἰς τὰς εἰς κεφάλαιον ἀνάγκας τοῦ INTELSAT καὶ λαμβάνει ἐπανεισροὴν κεφαλαίου καὶ ἀποζημίωσιν ἐκ τῆς ἐκμεταλλεύσεως τούτου, συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

δ) Ἅπαντες οἱ χρῆσται τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT καταβάλλουν τὰ ὁριζόμενα συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας τέλη χρήσεως. Αἱ διαβαθμίσεις τῶν τελῶν χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως, δι' ἕκαστον εἶδος χρήσεως, εἶναι αἱ αὐταὶ δι' ἅπαντας τοὺς αἰτουμένους χωρητικότητα ἐκ τοῦ διαστημικοῦ τομέως διὰ τὸ εἶδος τοῦτο χρήσεως.

ε) Οἱ ἐν παραγράφῳ ε) τοῦ ἄρθρου III τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀνεξάρτητοι δορυφόροι καὶ συναφῆ ἀναφερόμενα μέσα, δύνανται νὰ χρηματοδοτῶνται καὶ νὰ μεταπίπτουν εἰς τὴν κυριότητα τοῦ INTELSAT, ὡς τμήματος τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, ἐπὶ τῇ ὁμοφώνῳ ἐγκρίσει ἁπάντων τῶν Συμβαλλομένων. Μὴ χορηγουμένης τοιαύτης ἐγκρίσεως, καθίστανται ἀνεξάρτητοι τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, χρηματοδοτοῦνται δὲ καὶ μεταπίπτουν εἰς τὴν κυριότητα τῶν αἰτουμένων τούτους. Ἐν τῇ τελευταίᾳ περιπτώσει, οἱ ὑπὸ τοῦ INTELSAT τιθέμενοι οἰκονομικοὶ ὅροι καὶ συνθῆκαι καλύπτουν πλήρως τάς, εὐθέως ἐκ τοῦ σχεδιασμοῦ ἀναπτύξεως κατασκευῆς καὶ διαθέσεως τοιούτων δορυφόρων καὶ συναφῶν μέσων, συνεπαγομένας δαπάνας, ὡς ἐπίσης ἱκανόν τι τμῆμα τῶν γενικῶν καὶ διοικητικῶν δαπανῶν τοῦ INTELSAT.

Ἄρθρον VI.

(Δομὴ τοῦ INTELSAT)

α) Ὁ INTELSAT ἔχει τὰ ἀκόλουθα ὄργανα :

1. τὴν Συνέλευσιν τῶν Κυβερνήσεων.

2. τὴν Γενικὴν Σύνοδον τῶν Συμβαλλομένων.

3. τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

4. τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον, ὑπεύθυνον ἔναντι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

β) Πλὴν τῆς περιπτώσεως καὶ εἰς ἔκτασιν εἰς ἣν ἡ παροῦσα Συμφωνία ἢ ἡ Συμφωνία Λειτουργίας συγκεκριμένως καθορίζει, ἄλλως οὐδὲν ὄργανον ἀποφασίζει, ἢ ἄλλως πως ἐνεργεῖ κατὰ τρόπον τροποποιοῦντα, ἀκυροῦντα, καθυστεροῦντα ἢ καθ' οἱονδήποτε ἕτερον τρόπον, παρεμποδίζοντα τὴν ἄσκησιν ἐξουσίας τινὸς ἢ τὴν ἐκπλήρωσιν ὑποχρεώτεως ἢ ἁρμοδιότητός τινος, κατανεμηθείσης ἑτέρῳ τινὶ ὀργάνῳ, ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ Συμφωνίας Λειτουργίας.

γ) Ὑποκείμενα τῇ παραγράφῳ β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων καὶ τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, λαμβάνουν ἑκάστη ὑπ' ὄψιν καὶ ἀποδίδουν τὴν ὀφειλομένην καὶ ἁρμόζουσαν σημασίαν εἰς οἱανδήποτε ἀπόφασιν, σύστασιν ἢ ἄποψιν, λαμβανομένην ἢ διατυπουμένην ὑφ' ἑτέρου τινὸς τῶν ὀργάνων τούτων, ἐνεργοῦντος ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν κατανεμηθεισῶν αὐτῷ, ὑποχρεώσεων καὶ ἁρμοδιοτήτων, ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

Ἄρθρον VII.

(Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων)

α) Ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων συντίθεται ἐξ ἁπάντων τῶν Μελῶν καὶ συνιστᾷ τὸ κύριον ὄργανον τοῦ INTELSAT.

β) Ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων ἐξετάζει τὰς ἀπόψεις ἐκείνας τοῦ INTELSAT, αἵτινες εἶναι κατὰ κύριον λόγον τοῦ ἐνδιαφέροντος τῶν Μελῶν, ὡς κυριάρχων Κρατῶν. Κέκτηται ἐξουσίαν ἐξετάσεως τῆς γενικῆς πολιτικῆς καὶ τῶν μακροχρονίων ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τοῦ INTELSAT, συμμορφουμένης, ὡς ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ προβλέπεται, μὲ τὰς ἀρχάς, τοὺς σκοποὺς καὶ τὸ πεδίον δραστηριότητος τοῦ INTELSAT. Συμφώνως ταῖς παραγράφοις β) καὶ γ) τοῦ ἄρθρου VI τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων ἀποδίδει τὴν ὀφειλομένην καὶ ἁρμόζουσαν σημασίαν εἰς ἀποφάσεις συστάσεις καὶ ἀπόψεις διατυπουμένας αὐτῇ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων ἢ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

γ) Ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων κέκτηται τὰς ἀκολούθους ἁρμοδιότητας καὶ ἐξουσίας :

1. Ἐν τῇ ἀσκήσει τῆς ἐξουσίας αὐτῆς, τὴν ἐξέτασιν τῆς γενικῆς πολιτικῆς καὶ τῶν μακροχρονίων ἀντικειμενικῶν σκοπῶν, ἐπὶ τῷ τέλει μορφώσεως ἀπόψεων ἢ ἐκδόσεως συστάσεων, καθ' ὃ κρίνει σκόπιμον, πρὸς τὰ λοιπὰ ὄργανα τοῦ INTELSAT.

2. Τῆς ἀποφάσεως λήψεως ἐνδεδειγμένων μέτρων προλήψεως συγκρούσεως τῶν δραστηριοτήτων τοῦ INTELSAT μεθ' οἱασδήποτε ἑτέρας γενικῆς τε καὶ πολυπλόκου συμβάσεως ἐναρμονιζομένης ταύτης πρὸς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ ὑπερψηφιζομένης ὑπὸ τῶν δύο, τοὐλάχιστον, τρίτων τῶν Μελῶν.

3. Τῆς ἐξετάσεως καὶ λήψεως ἀποφάσεων ἐπὶ τῶν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ XVII τῆς παρούσης Συμφωνίας, προτάσεων τροποποιήσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ τῆς προτάσεως, διατυπώσεως ἀπόψεων καὶ ἐκδόσεως συστάσεων ἐπὶ τροποποιήσεων τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

4. Τῆς, διὰ γενικῶν κανόνων ἢ διὰ συγκεκριμένων ἀποφάσεων, ἐξουσιοδοτήσεως χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT καὶ διαθέσεως δορυφόρων καὶ συναφῶν μέσων, ἀνεξαρτήτων τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, δι' ἐξειδικευμένας τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας, ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ ἐν παραγράφῳ δ) καὶ ὑποπαραγράφῳ ε) 3 τοῦ ἄρθρου III τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀναφερομένου πεδίου δραστηριότητος.

5. Τῆς ἐπαναθεωρήσεως τῶν, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 5 τοῦ ἄρθρου VIII τῆς παρούσης Συμφωνίας, θεσπιζομένων γενικῶν κανόνων, ἐπὶ τῷ τέλει ἐφαρμογῆς τῆς, ἄνευ διακρίσεων ἀρχῆς.

6. Τῆς ἐξετάσεως καὶ διατυπώσεως ἀπόψεων ἐπὶ τῶν ὑποβαλλομένων αὐτῇ, ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων καὶ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀναφορῶν, ἀφορωσῶν εἰς τὴν ὑλοποίησιν τῆς γενικῆς πολιτικῆς, τῶν δραστηριοτήτων καὶ μακροχρονίων προγραμμάτων τοῦ INTELSAT.

7. Τῆς διατυπώσεως, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ XIV τῆς παρούσης Συμφωνίας, τῶν συμπερασμάτων αὐτῆς ὑπὸ μορφὴν συστάσεων, ἀφορωσῶν εἰς τὴν πρόθεσιν ἱδρύσεως, κτήσεως ἢ χρήσεως ὑπηρεσιῶν διαστημικοῦ τομέως, ἀνεξαρτήτων τῶν ὑπηρεσιῶν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT.

8. Τῆς λήψεως ἀποφάσεων, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 1. τοῦ ἄρθρου XVI τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀφορωσῶν εἰς ἀποχώρησιν μέλους τινος ἐκ τοῦ INTELSAT.

9. Τῆς λήψεως ἀποφάσεων ἐπὶ θεμάτων ἀφορώντων εἰς τὴν ἐπίσημον σχέσιν μεταξὺ INTELSAT καὶ Κρατῶν, Μελῶν τε ἢ μὴ ἢ διεθνῶν ὀργανισμῶν.

10. Τῆς ἐξετάσεως τῶν ὑποβαλλομένων αὐτῇ ὑπὸ τῶν Μελῶν διαμαρτυριῶν.

11. Τῆς ἐπιλογῆς τῶν, ἐν ἄρθρῳ 3 τοῦ Παραρτήματος Γ' τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀναφερομένων νομικῶν ἐμπειρογνωμόνων.

12. Τῆς ἀναλήψεως πρωτοβουλίας ἐπὶ τοῦ διορισμοῦ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, συμφώνως τοῖς ἄρθροις XI καὶ XII τῆς παρούσης Συμφωνίας.

13. Τῆς υἱοθετήσεως, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ XII τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὀργανωτικῆς δομῆς τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, καὶ

14. Τῆς ἀσκήσεως οἱασδήποτε ἑτέρας ἐξουσίας ἐμπιπτούσης ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς παρούσης Συμφωνίας.

δ) Ἡ πρώτη τακτικὴ σύνοδος τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων θέλει συγκληθῇ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἡ παροῦσα Συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ. Τακτικαὶ σύνοδοι προγραμματίζονται πρὸς σύγκλησιν ἐφ' ἑξῆς, ἀνὰ διετίαν. Ἐν τούτοις, ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων, δύναται ν' ἀποφασίζῃ ἄλλως, ἀπὸ συνόδου εἰς σύνοδον.

ε) 1. Ἐκτὸς τῶν, ἐν παραγράφῳ δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένων τακτικῶν συνόδων, ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων δύναται νὰ συνέρχεται εἰς ἐκτάκτους συνόδους, αἵτινες δύνανται νὰ συγκαλοῦνται εἴτε τῇ αἰτήσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐνεργοῦντος Συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῶν ἄρθρων XIV καὶ XVI τῆς παρούσης συμφωνίας, εἴτε τῇ αἰτήσει ἑνὸς ἢ πλειόνων Μελῶν, τῆς αἰτήσεως ὑποστηριζομένης ὑπὸ ἑνός, τοὐλάχιστον, τρίτου τῶν Μελῶν, περιλαμβανομένου τοῦ αἰτοῦντος ἢ τῶν αἰτούντων Μελῶν.

2. Αἱ αἰτήσεις δι' ἐκτάκτους συνόδους καθορίζουν τὸν σκοπὸν τῆς συνόδου καὶ ἀπευθύνονται ἐγγράφως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἢ τὸν Γενικὸν Διευθυντήν, ὅστις ρυθμίζει τὴν σύγκλησιν τῆς συνόδου, τὸ ταχύτερον δυνατόν, συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας διαδικασίας τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων περὶ συγκλήσεως τοιούτων συνόδων.

στ) Ἀπαρτία οἱασδήποτε συνεδριάσεως τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων συνίσταται ἐξ ἀντιπροσώπων τῆς πλειονότητος τῶν Μελῶν. Ἕκαστον Μέλος κέκτηται μίαν ψῆφον. Ἀποφάσεις ἐπὶ θεμάτων οὐσίας λαμβάνονται διὰ καταφατικῆς ψήφου ριπτομένης ὑπὸ τῶν δύο, τοὐλάχιστον, τρίτων τῶν Μελῶν, ὧν οἱ ἀντιπρόσωποι παρίστανται καὶ ψηφίζουν. Ἀποφάσεις ἐπὶ θεμάτων διαδικασίας λαμβάνονται διὰ καταφατικῆς ψήφου ριπτομένης ὑφ' ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν, ὧν οἱ ἀντιπρόσωποι παρίστανται καὶ ψηφίζουν. Ἀντιγνωμίαι ὡς πρὸς ἐὰν συγκεκριμένον τι θέμα εἶναι διαδικασίας ἢ οὐσίας διευθετοῦνται διὰ ψήφου ριπτομένης ὑφ' ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν, ὧν οἱ ἀντιπρόσωποι παρίστανται καὶ ψηφίζουν.

ζ) Ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων υἱοθετεῖ ἰδίους αὐτῆς κανόνας διαδικασίας, οἵτινες περιλαμβάνουν διατάξεις ἐκλογῆς Προεδρίου καὶ λοιπῶν στελεχῶν.

η) Ἕκαστον μέλος καλύπτει τάς, ἐν ταῖς συνόδοις τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, ἰδίας αὐτοῦ δαπάνας ἀντιπροσωπεύσεως. Αἱ δαπάναι τῶν συνόδων τῆς συνελεύσεως τῶν

Κυβερνήσεων λογίζονται διοικητικὸν ἔξοδον τοῦ INTELSAT ἐπὶ τῷ τέλει τοῦ ἄρθρου 8 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

Ἄρθρον VIII.

(Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων)

α) Ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων συντίθεται ἐξ ἁπάντων τῶν συμβαλλομένων. Συμφώνως ταῖς παραγράφοις β) καὶ γ) τοῦ ἄρθρου VI τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων ἀποδίδει τὴν ὀφειλομένην καὶ ἁρμόζουσαν σημασίαν εἰς τὰς ἀποφάσεις, συστάσεις καὶ ἀπόψεις ἀπευθυνομένας αὐτῇ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων ἢ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

β) Ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων κέκτηται τὰς ἀκολούθους ἁρμοδιότητας καὶ ἐξουσίας :

1. τῆς ἐξετάσεως καὶ τῆς πρὸς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον διατυπώσεως τῶν ἀπόψεων αὐτῆς, ἐπὶ τῆς ὑποβαλλομένης αὐτῇ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐτησίας ἐκθέσεως πεπραγμένων καὶ ἐτησίου οἰκονομικοῦ ἀπολογισμοῦ,

2. τῆς διατυπώσεως ἀπόψεων καὶ ἐκδόσεως συστάσεων, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ XVII τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐπὶ προτάσεων τροποποιήσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῆς ἐξετάσεως καὶ λήψεως ἀποφάσεων, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 22 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν οἱανδήποτε ληφθεῖσαν ἐκ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων ἢ ἐκ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, σύμφωνον τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ γνώμην ἢ σύστασιν ἐπὶ προταθεισῶν τροποποιήσεων τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας,

3. τῆς ἐξετάσεως καὶ διατυπώσεως ἀπόψεων, ἀφορωσῶν εἰς τὰς ὑποβαλλομένας αὐτῇ, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐκθέσεις ἐπὶ μελλοντικῶν προγραμμάτων συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐκτιμωμένων οἰκονομικῶν ἐπιπτώσεων τῶν προγραμμάτων τούτων,

4. τῆς ἐξετάσεως καὶ λήψεως ἀποφάσεων ἐπὶ οἱωνδήποτε ἐκδιδομένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου συστάσεων, ἀφορωσῶν εἰς τὴν αὔξησιν τοῦ ἐν τῷ ἄρθρῳ 5 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας προβλεπομένου ἀνωτάτου ὁρίου,

5. τῆς, καθ' ὑπόδειξιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου πρὸς καθοδήγησιν αὐτοῦ, θεσπίσεως γενικῶν κανόνων ἀφορώντων :

Α) εἰς τὴν ἔγκρισιν προσχωρήσεως ἐπιγείων σταθμῶν εἰς τὸν διαστημικὸν τομέα τοῦ INTELSAT,

Β) εἰς τὴν κατανομὴν τῆς χωρητικότητος τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT καὶ

Γ) εἰς τὸν καθορισμὸν καὶ προσαρμογὴν τῶν διαβαθμίσεων τῶν τελῶν χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT ἐπὶ τῆς ἄνευ διακρίσεως βάσεως,

6. τῆς λήψεως ἀποφάσεων, ἀφορωσῶν εἰς ἀποχώρησιν Συμβαλλομένου τινὸς ἐκ τοῦ INTELSAT, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ XVI τῆς παρούσης Συμφωνίας,

7. τῆς ἐξετάσεως καὶ διατυπώσεως ἀπόψεων ἐπὶ τῶν διαμαρτυριῶν, εὐθέως ἢ μέσῳ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὑποβαλλομένων αὐτῇ ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων ἢ ὑπὸ τῶν μὴ Συμβαλλομένων χρηστῶν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT,

8. τῆς προπαρασκευῆς καὶ ὑποβολῆς πρὸς τὴν Συνέλευσιν τῶν Κυβερνήσεων καὶ τὰ μέλη, ἐκθέσεων ἀφορωσῶν εἰς τὴν ὑλοποίησιν τῆς γενικῆς πολιτικῆς καὶ τῶν μακροχρονίων ἀντικειμενικῶν σκοπῶν τοῦ INTELSAT,

9. τῆς λήψεως ἀποφάσεων ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἐν ὑποπαραγράφῳ β)2 τοῦ ἄρθρου III τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀναφερομένην ἔγκρισιν,

10. τῆς ἐξετάσεως καὶ διατυπώσεως ἀπόψεων ἐπὶ τῆς ὑποβαλλομένης τῇ Συνελεύσει τῶν Κυβερνήσεων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου Ἐκθέσεως ἀφορώσης εἰς τὸν Διακανονισμὸν Ὁριστικῆς Διαχειρίσεως, συμφώνως τῇ παραγράφῳ ζ τοῦ ἄρθρου XII τῆς παρούσης Συμφωνίας,

11. τῆς προσχωρήσεως εἰς ἐτήσιον καθορισμὸν ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς ἀντιπροσωπεύσεως ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ IX τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ

12. τῆς ἀσκήσεως οἱασδήποτε ἑτέρας ἐξουσίας ἐμπιπτούσης ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων, συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

γ) Ἡ πρώτη τακτικὴ σύνοδος τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν συμβαλλομένων θέλει συγκληθῇ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῇ αἰτήσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐντὸς ἐννέα μηνῶν ἀπὸ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ. Ἐφ' ἑξῆς τακτικὴ σύνοδος συγκαλεῖται καθ' ἕκαστον ἡμερολογιακὸν ἔτος.

δ) 1. Ἐκτὸς τῶν ἐν παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένων τακτικῶν συνόδων, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν συμβαλλομένων δύναται νὰ συνέρχεται εἰς ἐκτάκτους συνόδους, αἵτινες δύνανται νὰ συγκαλοῦνται, εἴτε τῇ αἰτήσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἴτε τῇ αἰτήσει ἑνὸς ἢ πλειόνων Συμβαλλομένων, τῆς αἰτήσεως ὑποστηριζομένης ὑπὸ τοῦ ἑνὸς τρίτου τοὐλάχιστον, τῶν Συμβαλλομένων περιλαμβανομένου τοῦ αἰτοῦντος ἢ τῶν αἰτούντων Συμβαλλομένων.

2. Αἱ αἰτήσεις δι' ἐκτάκτους συνόδους καθορίζουν τὸν δι' ὃν ἀπαιτεῖται ἡ σύγκλησις σκοπὸν καὶ ἀπευθύνονται ἐγγράφως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἢ τὸν Γενικὸν Διευθυντήν, ὅστις ρυθμίζει τὴν σύγκλησιν τῆς συνόδου τὸ ταχύτερον δυνατόν, συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας διαδικασίας τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων περὶ συγκλήσεως τοιούτων Συνόδων. Ἡ Ἡμερησία Διάταξις ἐκτάκτου τινὸς συνόδου περιορίζεται αὐστηρῶς εἰς τὸν ἢ τούς, δι' οὓς συγκαλεῖται ἡ σύνοδος, σκοπούς.

ε) Ἀπαρτία οἱασδήποτε συνόδου τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων συνίσταται ἐξ ἀντιπροσώπων τῆς πλειονότητος τῶν Συμβαλλομένων. Ἕκαστος Συμβαλλόμενος κέκτηται μίαν ψῆφον. Ἀποφάσεις ἐπὶ θεμάτων οὐσίας, λαμβάνονται διὰ καταφατικῆς ψήφου ριπτομένης ὑπὸ τῶν δύο, τοὐλάχιστον, τρίτων τῶν Συμβαλλομένων, ὧν οἱ ἀντιπρόσωποι παρίστανται καὶ ψηφίζουν. Ἀποφάσεις ἐπὶ θεμάτων διαδικασίας, λαμβάνονται διὰ καταφατικῆς ψήφου ριπτομένης ὑφ' ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν Συμβαλλομένων, ὧν οἱ ἀντιπρόσωποι παρίστανται καὶ ψηφίζουν. Ἀντιγνωμίαι ὡς πρὸς ἐὰν συγκεκριμένον τι θέμα εἶναι διαδικασίας ἢ οὐσίας, διευθετοῦνται διὰ ψήφου ριπτομένης ὑφ' ἁπλῆς πλειοψηφίας τῶν Συμβαλλομένων, ὧν οἱ ἀντιπρόσωποι παρίστανται καὶ ψηφίζουν.

στ) Ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων υἱοθετεῖ ἰδίους αὐτῆς κανόνας διαδικασίας, οἵτινες περιλαμβάνουν διατάξεις ἐκλογῆς Προεδρίου καὶ λοιπῶν στελεχῶν.

ζ) Ἕκαστος Συμβαλλόμενος καλύπτει τάς, ἐν ταῖς συνόδοις τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων, ἰδίας αὐτοῦ δαπάνας ἀντιπροσωπεύσεως. Αἱ δαπάναι τῶν συνόδων τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων λογίζονται διοικητικὸν ἔξοδον τοῦ INTELSAT ἐπὶ τῷ σκοπῷ τοῦ ἄρθρου 8 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

Ἄρθρον IX.

(Διοικητικὸν Συμβούλιον - Σύνθεσις καὶ Ψηφοφορία)

α) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποτελεῖται ἐξ :

1. ἑνὸς Διοικητοῦ ἀντιπροσωπεύοντος ἕκαστον Συμβαλλόμενον οὗ ἡ μετοχὴ ἐπενδύσεως δὲν ὑπολείπεται τῆς ἐλαχίστης μετοχῆς ἐπενδύσεως ὡς ὁρίζεται αὕτη συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ παρόντος ἄρθρου,

2. ἑνὸς Διοικητοῦ ἀντιπροσωπεύοντος ἑκάστην ὁμάδα ἐξ οἱωνδήποτε δύο ἢ πλειόνων Συμβαλλομένων, μὴ ἀντιπροσωπευομένων συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 1 τῆς παρούσης παραγράφου, ὧν ἡ συνολικὴ μετοχὴ ἐπενδύσεως δὲν ὑπολείπεται τῆς ἐλαχίστης μετοχῆς ἐπενδύσεως ὡς ὁρίζεται αὕτη, συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ οἵτινες συνεφώνησαν εἰς τὴν ἀπὸ κοινοῦ ἀντιπροσώπευσιν,

3. ἑνὸς Διοικητοῦ ἀντιπροσωπεύοντος οἱανδήποτε ὁμάδα ἐκ πέντε τοὐλάχιστον Συμβαλλομένων, μὴ ἀντιπροσωπευομένων, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 1 ἢ 2 τῆς παρούσης παραγράφου, ἐξ οἱασδήποτε περιοχῆς ἐκ τῶν ὁριζομένων εἰς τὰ πρακτικὰ τῆς ἐν ἔτει 1965 συγκληθείσης ἐν Μοντρὲ Διασκέψεως Πληρεξουσίων τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, ἀνεξαρτήτως τῆς, ὑπὸ τῶν συγκροτούντων τὴν ὁμάδα Συμβαλλομένων, κατεχομένης συνολικῆς μετοχῆς ἐπενδύσεως. Ἐν τούτοις, ὁ ἀριθμὸς τῶν Διοικητῶν τῆς παρούσης κατηγορίας δὲν ὑπερβαίνει τοὺς δύο δι' οἱανδήποτε ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως ὁριζομένην περιοχὴν ἢ τοὺς πέντε δι' ἁπάσας τὰς ρηθείσας περιοχάς.

β) 1. Διαρκούσης τῆς περιόδου μεταξύ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ καὶ τῆς πρώτης συνόδου τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων, ἡ ἐλαχίστη μετοχὴ ἐπενδύσεως ἥτις καθιστᾷ ἀντιπροσωπεύσιμον Συμβαλλόμενόν τινα ἢ ὁμάδα Συμβαλλομένων, ἰσοῦται πρὸς τὴν μετοχὴν ἐπενδύσεως τοῦ κατέχοντος τὴν δεκάτην τρίτην θέσιν Συμβαλλομένου, εἰς τὸν Πίνακα τῶν κατὰ φθίνουσαν τάξιν μεγέθους ἀρχικῶν μετοχῶν ἐπενδύσεως ἁπάντων τῶν Συμβαλλομένων.

2. Μεταγενεστέρως τῆς ἐν ὑποπαραγράφῳ 1 τῆς παρούσης παραγράφου ἀναφερθείσης περιόδου, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τῶν Συμβαλλομένων, καθορίζει ἐτησίως τὴν ἐλαχίστην μετοχὴν ἐπενδύσεως τὴν καθιστῶσαν ἀντιπροσωπεύσιμον, ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ Συμβαλλόμενόν τινα ἢ ὁμάδα Συμβαλλομένων. Ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων καθοδηγεῖται ὑπὸ τῆς ἐπιθυμίας διατηρήσεως τοῦ ἀριθμοῦ τῶν Διοικητῶν κατὰ προσέγγισιν εἴκοσι, μὴ συναριθμουμένων ὁσωνδήποτε ἐκλεγομένων συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ α) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Ἐπὶ τῷ τέλει, ἐπιτεύξεως τοῦ, ἐν ὑποπαραγράφῳ 2 τῆς παρούσης παραγράφου, ἀναφερομένου καθορισμοῦ, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων καθορίζει ἐλαχίστην μετοχὴν ἐπενδύσεως συμφώνως ταῖς κατωτέρω διατάξεσι.

Α) Ἐὰν τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, κατὰ τὸν χρόνον τοῦ καθορισμοῦ, ἀποτελεῖται ἐξ εἴκοσι, εἴκοσι ἑνὸς ἢ εἴκοσι δύο Διοικητῶν, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων καθορίζει, ἐλαχίστην μετοχὴν ἐπενδύσεως, ἴσην πρὸς τὴν μετοχὴν ἐπενδύσεως τοῦ Συμβαλλομένου, ὅστις, ἐν τῷ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὸν χρόνον τοῦ καθορισμοῦ Πίνακι, κατέχει τὴν ἰδίαν θέσιν ἣν κατεῖχεν ἐν τῷ ἐν ἰσχύϊ Πίνακι, ὁ κατὰ τὸν χρόνον τοῦ προηγηθέντος καθορισμοῦ ἐπιλεγείς, κατὰ τὴν περίπτωσιν ἐκείνην, Συμβαλλόμενος.

Β) Ἐὰν τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, κατὰ τὸν χρόνον τοῦ καθορισμοῦ, ἀποτελεῖται ἐκ πλειόνων τῶν εἴκοσι δύο Διοικητῶν, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων καθορίζει ἐλαχίστην μετοχὴν ἐπενδύσεως ἴσην πρὸς τὴν μετοχὴν ἐπενδύσεως τοῦ Συμβαλλομένου, ὅστις, ἐν τῷ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὸν χρόνον τοῦ καθορισμοῦ Πίνακι, κατέχει ἀνωτέραν θέσιν αὐτῆς ἣν κατεῖχεν ἐν τῷ ἐν ἰσχύϊ Πίνακι ὁ κατὰ τὸν χρόνον τοῦ προηγηθέντος καθορισμοῦ ἐπιλεγεὶς κατὰ τὴν περίπτωσιν ἐκείνην Συμβαλλόμενος.

Γ) Ἐὰν τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, κατὰ τὸν χρόνον τοῦ καθορισμοῦ, ἀποτελεῖται ἐξ ὀλιγωτέρων τῶν εἴκοσι Διοικητῶν, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων καθορίζει ἐλαχίστην μετοχὴν ἐπενδύσεως, ἴσην πρὸς τὴν μετοχὴν ἐπενδύσεως τοῦ Συμβαλλομένου, ὅστις ἐν τῷ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὸν χρόνον τοῦ καθορισμοῦ Πίνακι κατέχει κατωτέραν θέσιν αὐτῆς ἣν κατεῖχεν ἐν τῷ ἐν ἰσχύϊ Πίνακι, ὁ κατὰ τὸν χρόνον τοῦ προηγηθέντος καθορισμοῦ ἐπιλεγεὶς κατὰ τὴν περίπτωσιν ἐκείνην Συμβαλλόμενος.

4. Ἐάν, δι' ἐφαρμογῆς τῆς τεθείσης ἐν ὑποπαραγράφῳ 3)Β τῆς παρούσης παραγράφου μεθόδου κατατάξεως προκύπτῃ μικρότερος τῶν εἴκοσι ἀριθμὸς Διοικητῶν, ἢ ἐὰν δι' ἐφαρμογῆς τῆς τεθείσης ἐν ὑποπαραγράφῳ 3) Γ τῆς παρούσης παραγράφου μεθόδου κατατάξεως προκύπτῃ μεγαλύτερος τῶν εἴκοσι δύο ἀριθμὸς Διοικητῶν, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων καθορίζει ἐλαχίστην μετοχὴν ἐπενδύσεως ἐξασφαλίζουσαν ἀριθμὸν εἴκοσι Διοικητῶν.

5. Ἐπὶ τῷ τέλει τῶν διατάξεων τῶν ὑποπαγράφων 3) καὶ 4) τῆς παρούσης παραγράφου, δὲν συναριθμῶνται οἱ, συμφώνως τῇ ὑποπαγράφῳ α) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐκλεγόμενοι Διοικηταί.

6. Ἐπὶ τῷ τέλει τῶν διατάξεων τῆς παρούσης παραγράφου αἱ καθοριζόμεναι μετοχαὶ ἐπενδύσεως, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ γ) 2 τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ἰσχύουν ἐκ τῆς πρώτης ἡμέρας τῆς ἀκολουθούσης τὸν ρηθέντα καθορισμόν, τακτικῆς συνόδου.

γ) Ὁσάκις Συμβαλλόμενός τις, ἢ Ὁμὰς Συμβαλλομένων πληροῖ τὰς προϋποθέσεις ἀντιπροσωπεύσεως, συμφώνως ταῖς ὑποπαραγράφοις α)1, 2 ἢ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐξουσιοδοτεῖται πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ. Διὰ τὴν περίπτωσιν οἱασδήποτε ὁμάδος Συμβαλλομένων, ἐκ τῶν ἀναφερομένων ἐν ὑποπαραγράφῳ α) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ εἰρημένη ἐξουσιοδότησις τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἐπὶ τῇ ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, παραλαβῇ ἐγγράφου αἰτήσεως, τῆς ρηθείσης ὁμάδος, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν, ἐν τούτοις, ὅτι ὁ ἀριθμὸς τῶν ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ ἀντιπροσωπευομένων ἐν λόγῳ ὁμάδων, δὲν ἔχει ἀνέλθη εἰς τοὺς προκαθοριζομένους ἐν ὑποπαραγράφῳ α) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐφαρμοστέους περιορισμοὺς κατὰ τὸν χρόνον τῆς παραλαβῆς τοιαύτης ἐγγράφου αἰτήσεως. Ἐὰν κατὰ τὸν χρόνον παραλαβῆς ἐγγράφου τινὸς ἐκ τῶν ρηθεισῶν αἰτήσεων, ἡ ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ ἀντιπροσώπευσις ἀνέρχεται εἰς τοὺς ἐν ὑποπαραγράφῳ α) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου προκαθοριζομένους περιορισμούς, ἡ ὁμὰς τῶν Συμβαλλομένων δύναται ἐπὶ τῷ τέλει τοῦ, συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) παρόντος ἄρθρου καθορισμοῦ, νὰ ὑποβάλῃ τὴν ρηθεῖσαν αἴτησιν εἰς τὴν ἐπομένην τακτικὴν σύνοδον τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων.

δ) Κατ' αἴτησιν τῆς ἐν ὑποπαραγράφῳ α) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὁμάδος, ἢ ὁμάδων Συμβαλλομένων, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων καθορίζει ἐτησίως, ποία ἐκ τῶν ἀνωτέρω ὁμάδων ἀντιπροσωπευθήσεται ἢ ἐξακολουθεῖ ἀντιπροσωπευομένη ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ. Ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ, ἐὰν ὁ ἀριθμὸς τῶν ὑπ' ὄψιν ὁμάδων ὑπερβαίνῃ τὰς δύο δι' οἱανδήποτε ἐκ τῶν, ὑπὸ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ὁριζομένων περιοχῶν ἢ τὰς πέντε δι' ἁπάσας τὰς ἐν λόγῳ περιοχάς, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων ἐπιλέγει πρῶτον τὴν ὁμάδα μὲ τὴν μεγαλυτέραν συνολικὴν μετοχὴν ἐπενδύσεως ἐξ ἑκάστης τῶν εἰρημένων περιοχῶν, ὑφ' ἧς ὑπεβλήθη ἔγγραφος αἴτησις, συμφώνως τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἐὰν ὁ οὕτω πως ἐπιλεγόμενος ἀριθμὸς ὁμάδων εἶναι μικρότερος τῶν πέντε, αἱ λοιπαὶ ἀντιπροσωπευθησόμεναι ὁμάδες ἐπιλέγονται κατὰ φθίνουσαν τάξιν τῆς συνολικῆς μετοχῆς ἐπενδύσεως ἑκάστης ὁμάδος, ἄνευ ὑπερβάσεως τῶν ἐν ὑποπαραγράφῳ α) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου προκαθοριζομένων ἐφαρμοστέων περιορισμῶν.

ε) Ἐπὶ τῷ τέλει διασφαλίσεως συνεχείας ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ ἕκαστος Συμβαλλόμενος ἢ ὁμὰς Συμβαλλομένων ἀντιπροσωπευομένη συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ α) 1, 2 ἢ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐξακολουθεῖ ἀντιπροσωπευομένη, εἴτε κατ' ἰδίαν εἴτε ἔν τινι ὁμάδι, μέχρι τοῦ κατὰ τὰς παραγράφους β) ἢ δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου καθορισμοῦ, ἀνεξαρτήτως τῶν δυναμένων νὰ ἐπέλθουν, ἐν τῇ μετοχῇ αὐτῆς ἢ αὐτῶν, μεταβολῶν, ὡς ἀποτέλεσμα ἀναπροσαρμογῆς τινὸς τῶν μετοχῶν ἐπενδύσεως. Ἐν τούτοις, ἡ ἀντιπροσώπευσις ὑπὸ τὴν ἰδιότητα μέλους συγκροτηθείσης, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ α) 2 ἢ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὁμάδος παύει, ἐὰν ἡ ἀποχώρησις ἐκ τῆς ὁμάδος ἑνὸς ἢ πλειόνων Συμβαλλομένων καθιστᾷ ταύτην μὴ ἐκλόγιμον πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ, συμφώνως τῷ παρόντι ἄρθρῳ.

στ) Κατὰ τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου ζ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἕκαστος Διοικητὴς κέκτηται μετοχὴν ψήφου ἴσην πρὸς τὸ τμῆμα τῆς μετοχῆς ἐπενδύσεως τὸ προκῦπτον ἐκ τῆς χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, ὑπὸ τοῦ ὑπ' αὐτοῦ ἀντιπροσωπευομένου Συμβαλλομένου ἢ ὁμάδος Συμβαλλομένων, δι' ὑπηρεσίας τῶν κάτωθι κατηγοριῶν :

1. διεθνεῖς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας διὰ τὸ Κοινόν,

2. ἐσωτερικὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας διὰ τὸ Κοινόν, μεταξὺ περιοχῶν διαχωριζομένων ὑπὸ ἐδαφῶν, μὴ εὑρισκομένων ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους ἢ μεταξὺ περιοχῶν διαχωριζομένων ὑπὸ ἐκτεταμένων θαλασσῶν καὶ

3. ἐσωτερικὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας διὰ τὸ Κοινόν, μεταξὺ περιοχῶν, μὴ ζευγνυομένων ὑπό τινος χερσαίου δικτύου εὐρείας ζώνης καὶ διαχωριζομένων ὑπὸ φυσικῶν ἐμποδίων τοιαύτης ἰδιαζούσης φύσεως, ὥστε νὰ ἀποκλείουν τὴν βιώσιμον ἐγκατάστασιν χερσαίων δικτύων εὐρείας ζώνης μεταξὺ τοιούτων περιοχῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων, δίδει ἐκ τῶν προτέρων τὴν ἀπαιτουμένην ἔγκρισιν, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 2 τοῦ ἄρθρου III τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ζ) Ἐπὶ τῷ τέλει τῆς παραγράφου στ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐφαρμόζονται αἱ ἀκόλουθοι διατάξεις :

1. διὰ τὴν περίπτωσιν συμβαλλομένου τινὸς ἐκ τῶν ἀποδεχομένων μειωμένην μετοχὴν ἐπενδύσεως, συμφώνως τῇ πα-

ραγράφῳ δ) τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ἡ μείωσις ἐφαρμόζεται ἀναλογικῶς δι' ἁπάσας τὰς κατηγορίας χρήσεως αὐτοῦ.

2. Διὰ τὴν περίπτωσιν συμβαλλομένου τινὸς ἐκ τῶν ἀποδεχομένων ηὐξημένην μετοχὴν ἐπενδύσεως, συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ἡ αὔξησις ἐφαρμόζεται ἀναλογικῶς δι' ἁπάσας τὰς κατηγορίας χρήσεως αὐτοῦ.

3. Διὰ τὴν περίπτωσιν συμβαλλομένου κατέχοντος μετοχὴν 0,05 ἐπὶ τοῖς ἑκατόν, συμφώνως τῇ παραγράφῳ η) τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ συνιστῶντος μέλος ὁμάδος τινὸς ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ ἀντιπροσωπεύσεως συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῶν ὑποπαραγράφων α) 2 ἢ α) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ μετοχὴ ἐπενδύσεως λογίζεται προκύπτουσα ἐκ τῶν ἐν παραγράφῳ στ) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένων κατηγοριῶν χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT.

4. Οὐδεὶς Διοικητὴς δικαιοῦται ρίψεως ψήφου μεγαλυτέρας τῶν τεσσαράκοντα τοῖς ἑκατὸν τῆς συνολικῆς συμμετοχῆς ψήφου, ἁπάντων τῶν ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ ἀντιπροσωπευομένων Συμβαλλομένων ἢ ὁμάδων Συμβαλλομένων. Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ἡ συμμετοχὴ ψήφου Διοικητοῦ τινος, ὑπερβαίνει τὰ τεσσαράκοντα τοῖς ἑκατὸν τῆς συνολικῆς συμμετοχῆς ψήφου, τὸ ὑπόλοιπον κατανέμεται ἐξ ἴσου εἰς τοὺς λοιποὺς ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ Διοικητάς.

η) Ἐπὶ τῷ τέλει συνθέσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ ὑπολογισμοῦ τῆς συμμετοχῆς ψήφου τῶν Διοικητῶν αἱ μετοχαὶ ἐπενδύσεως, αἱ ὁριζόμεναι συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ γ) 2 τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ἰσχύουν ἐκ τῆς πρώτης ἡμέρας τῆς, ἀκολουθούσης τὸν ρηθέντα καθορισμόν, τακτικῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων.

θ) Ἀπαρτία οἱασδήποτε συνεδριάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου συνίσταται, εἴτε ἐκ πλειονότητος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, κατεχούσης τὰ δύο τρίτα τοὐλάχιστον τῆς συνολικῆς συμμετοχῆς ψήφου ἁπάντων τῶν ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ ἀντιπροσωπευομένων Συμβαλλομένων ἢ ὁμάδων Συμβαλλομένων, εἴτε ἐκ τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν συνιστώντων τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον Διοικητῶν, πλὴν τριῶν, ἀνεξαρτήτως τοῦ ὕψους τῆς ὑπ' αὐτῶν ἀντιπροσωπευομένης συμμετοχῆς ψήφου.

ι) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπιδιώκει ὁμόφωνον λῆψιν ἀποφάσεων. Ἐν τούτοις, ἐν ἀδυναμίᾳ ἐπιτεύξεως ὁμοφώνου συμφωνίας ἀποφασίζει :

1. ἐφ' ἁπάντων τῶν θεμάτων οὐσίας, εἴτε διὰ καταφατικῆς ψήφου ριπτομένης ὑπὸ τεσσάρων τοὐλάχιστον Διοικητῶν, κατεχόντων τὰ δύο τρίτα τοὐλάχιστον, τῆς συνολικῆς συμμετοχῆς ψήφου ἁπάντων τῶν ἐν τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ ἀντιπροσωπευομένων Συμβαλλομένων ἢ ὁμάδων Συμβαλλομένων, λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν καὶ τῆς ἐν ὑποπαραγράφῳ ζ) 4) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένης κατανομῆς τοῦ ὑπολοίπου εἴτε διὰ καταφατικῆς ψήφου ριπτομένης ὑπὸ τοῦ συνολικοῦ τοὐλάχιστον, ἀριθμοῦ τῶν συνιστώντων τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον Διοικητῶν, πλὴν τριῶν, ἀνεξαρτήτως τοῦ ὕψους τῆς ὑπ' αὐτῶν ἀντιπροσωπευομένης συμμετοχῆς ψήφου.

2. ἐφ' ἁπάντων τῶν θεμάτων διαδικασίας διὰ καταφατικῆς ψήφου ἀντιπροσωπευούσης ἁπλῆν πλειοψηφίαν τῶν παρισταμένων καὶ ψηφιζόντων Διοικητῶν, ἑκάστου κατέχοντος ψῆφον.

ια) Ἀντιγνωμίαι ὡς πρὸς ἐὰν συγκεκριμένον τι θέμα εἶναι διαδικασίας ἢ οὐσίας, ρυθμίζονται δι' ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ἡ ἀπόφασις τοῦ Προέδρου δύναται νὰ ἀνατραπῇ ὑπὸ πλειοψηφίας δύο τρίτων τῶν παρισταμένων καὶ ψηφιζόντων Διοικητῶν, ἑκάστου κατέχοντος μίαν ψῆφον.

ιβ) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, ἐφ' ὅσαν κρίνῃ σκόπιμον, συνιστᾷ συμβουλευτικὰς ἐπιτροπάς, ἵνα συνδράμουν τοῦτο εἰς τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὑποχρεώσεων αὐτοῦ.

ιγ) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, υἱοθετεῖ ἰδίους αὐτοῦ κανόνας διαδικασίας, οἵτινες περιλαμβάνουν μεθόδους ἐπιλογῆς Προεδρίου καί, καθ' ὃ ἀπαιτεῖται, λοιπῶν στελεχῶν. Κατὰ παρέμβασιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου ι) τοῦ παρόντος ἄρθρου, οἱ ρηθέντες κανόνες δύνανται νὰ καθορίζουν οἱανδήποτε μέθοδον ψηφοφορίας ἐκλογῆς στελεχῶν ἣν τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον κρίνει καταλληλοτέραν.

ιδ) Ἡ πρώτη συνεδρίασις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου θέλει συγκληθῆ, συμφώνως τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ Παραρτήματος τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον συνέρχεται τὸ συχνότερον ἀναγκαῖον, ἀλλὰ κατ' ἐλάχιστον τετράκις ἐτησίως.

Ἄρθρον X.

(Διοικητικὸν Συμβούλιον : Ἁρμοδιότητες)

α) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον εὐθύνεται διὰ τὸν σχεδιασμόν, ἀνάπτυξιν, κατασκευήν, ἐγκατάστασιν, λειτουργίαν καὶ συντήρησιν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT καὶ διὰ τὴν ἐκτέλεσιν οἱασδήποτε ἑτέρας ἀναλαμβανομένης ὑπὸ τοῦ INTELSAT δραστηριότητος, συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ, τῇ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας καὶ τῶν λαμβανομένων ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ ἀποφάσεων, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ VII τῆς παρούσης Συμφωνίας. Πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν ρηθεισῶν ὑποχρεώσεων, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐξουσιοδοτεῖται καὶ ἀσκεῖ τὰς ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ αὐτοῦ ἐμπιπτούσας, συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ἁρμοδιότητας, ἐν αἷς :

1) ἡ υἱοθέτησις πολιτικῆς, σχεδίων καὶ προγραμμάτων ἀφορώντων εἰς τὸν σχεδιασμόν, ἀνάπτυξιν, κατασκευήν, ἐγκατάστασιν, λειτουργίαν καὶ συντήρησιν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT καί, καθ' ὃ σκόπιμον, ἐν συνδυασμῷ μεθ' οἱασδήποτε ἑτέρας δραστηριότητος, ἣν ὁ INTELSAT εἶναι ἐξουσιοδοτημένος ν' ἀναλαμβάνῃ,

2) ἡ υἱοθέτησις, συμβιβαστὴς τῷ ἄρθρῳ XII τῆς παρούσης Συμφωνίας, διαδικασίας, κανονισμῶν, ὅρων καὶ συνθηκῶν προμηθειῶν ὡς καὶ ἔγκρισιν συμβάσεων προμηθειῶν,

3) ἡ υἱοθέτησις οἰκονομικῆς πολιτικῆς καὶ ἐτησίων οἰκονομικῶν ἐκθέσεων, ὡς καὶ ἡ ἔγκρισις προϋπολογισμῶν,

4) ἡ υἱοθέτησις, συμβιβαστὴς τῷ Ἄρθρῳ 17 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, πολιτικῆς καὶ διαδικασίας κτήσεως, προστασίας καὶ διαθέσεως δικαιωμάτων εὑρισιτεχνιῶν καὶ τιχνικῶν πληροφοριῶν,

5) ἡ διαμόρφωσις τῶν, πρὸς τὴν Γενικὴν Σύνοδον τῶν Συμβαλλομένων, ὑποβαλλομένων συστάσεων, ἀφορωσῶν εἰς τὴν θέσπισιν τῶν ἐν ὑποπαραγράφῳ β) 5 τοῦ Ἄρθρου VIII ἀναφερομένων γενικῶν κανόνων,

6) ἡ υἱοθέτησις κριτηρίων καὶ διαδικασίας, δι' ἔγκρισιν προσχωρήσεως ἐπιγείων σταθμῶν εἰς τὸν διαστημικὸν τομέα τοῦ INTELSAT, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐνδεχομένους ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων θεσπιζομένους συναφεῖς γενικοὺς κανόνας, ἡ ἐπικύρωσις καὶ ὁ ἔλεγχος τῶν χαρακτηριστικῶν λειτουργίας τῶν προσχωρούντων ἐπιγείων σταθμῶν καὶ ὁ συντονισμὸς τῆς, εἰς τὸν διαστημικὸν τομέα τοῦ INTELSAT προσχωρήσεως ἐπιγείων σταθμῶν, καὶ τῆς ὑπ' αὐτῶν χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τούτου,

7) ἡ υἱοθέτησις ὅρων καὶ συνθηκῶν διεπουσῶν τὴν κατανομὴν τῆς χωρητικότητος τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐνδεχομένους ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων θεσπιζομένους συναφεῖς γενικοὺς κανόνας,

8) ὁ περιοδικὸς καθορισμὸς τῶν διαβαθμίσεων τῶν τελῶν χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐνδεχομένους ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων θεσπιζομένους συναφεῖς γενικοὺς κανόνας,

9) ἡ συμφώνως ταῖς διατάξεσι τοῦ ἄρθρου 5 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, λῆψις ἐνδεδειγμένης πρωτοβουλίας ἀφορώσης εἰς τὴν ἐν τῷ ρηθέντι ἄρθρῳ προβλεπομένην αὔξησιν ἀνωτάτου ὁρίου,

10) ἡ κατεύθυνσις τῶν διαπραγματεύσεων μετὰ τοῦ Μέλους ἐν τοῖς ἐδάφοις τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ Ἕδρα τοῦ INTELSAT καὶ ἡ προσφυγὴ εἰς τὴν Συνέλευσιν τῶν Κυβερνήσεων πρὸς λῆψιν ἀποφάσεως ἐπὶ τῆς, Συμφωνίας Ἕδρας, τῆς διεπούσης τὰς ἐν παραγράφῳ γ) τοῦ Ἄρθρου XV τῆς παρούσης Συμφωνίας, προνόμια, ἐξαιρέσεις καὶ ἀπαλλαγάς,

11) ἡ ἔγκρισις τῆς προσχωρήσεως εἰς τὸν διαστημικὸν τομέα τοῦ INTELSAT μὴ τυποποιημένων ἐπιγείων σταθμῶν, συμφώνως πρὸς τοὺς ἐνδεχομένους ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων θεσπιζομένους συναφεῖς γενικοὺς κανόνας,

12) ἡ θέσπισις ὅρων καὶ συνθηκῶν συμβιβαστῶν ταῖς διατάξεσι τῆς παραγράφου δ) τοῦ ἄρθρου V τῆς παρούσης Συμφωνίας, περὶ προσχωρήσεως εἰς τὸν διαστημικὸν τομέα τοῦ INTELSAT Τηλεπικοινωνιακῶν Φορέων μὴ εὑρισκομένων ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν Μέλους τινός, συμφώνως πρὸς τοὺς θεσπιζομένους ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων κανόνας συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 5 τοῦ ἄρθρου VIII τῆς παρούσης Συμφωνίας,

13) ἡ λῆψις ἀποφάσεως ἐπὶ τῆς ὑπογραφῆς συμφωνιῶν εἰς τὰς ἀναλήψεις πέραν ὁρίου καταθέσεων καὶ συνάψεις δανείων, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 10 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας,

14) ἡ ὑποβολὴ τῇ Γενικῇ Συνόδῳ τῶν Συμβαλλομένων ἐτησίας ἐκθέσεως ἐπὶ τῶν δραστηριοτήτων τοῦ INTELSAT καὶ τῶν ἐτησίων οἰκονομικῶν ἐκθέσεων,

15) ἡ ὑποβολή, τῇ Γενικῇ Συνόδῳ τῶν Συμβαλλομένων, ἐκθέσεων ἐπὶ τῶν μελλοντικῶν προγραμμάτων, περιλαμβανομένων τῶν ἐκτιμωμένων οἰκονομικῶν ἐπιπτώσεων τῶν ρηθέντων προγραμμάτων,

16) ἡ ὑποβολή, τῇ Γενικῇ Συνόδῳ τῶν Συμβαλλομένων, ἐκθέσεων καὶ συστάσεων ἐφ' οἱουδήποτε θέματος, χρήζοντος, κατὰ τὴν κρίσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐξετάσεως ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων,

17) ἡ παροχὴ τῶν, ὑπὸ Μέλους ἢ Συμβαλλομένου τινός, αἰτουμένων πληροφοριῶν, ἀναγκαιουσῶν τῷ Μέλει ἢ Συμβαλλομένῳ τούτῳ, πρὸς ἐκπλήρωσιν τῶν, κατὰ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἢ Συμφωνίαν Λειτουργίας, ὑποχρεώσεων,

18) ὁ διορισμὸς καὶ ἡ ἀπόλυσις τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ XII τῆς παρούσης Συμφωνίας, καὶ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, συμφώνως τοῖς ἄρθροις VII, XI καὶ XII τῆς παρούσης Συμφωνίας,

19) ὁ καθορισμὸς τοῦ ἀνωτάτου στελέχους, ἐκ τῶν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, ὡς Ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ δ) 1 τοῦ ἄρθρου XII καὶ ὁ καθορισμὸς τοῦ ἀνωτάτου στελέχους ἐκ τῶν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, ὡς Ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ δ) 1 τοῦ ἄρθρου XI τῆς παρούσης Συμφωνίας,

20) ὁ καθορισμὸς τοῦ ἀριθμοῦ, τῆς δομῆς, τῶν ὅρων καὶ τῶν συνθηκῶν ἐπανδρώσεως ἁπασῶν τῶν ἐν τῷ Ἐκτελεστικῷ Ὀργάνῳ θέσεων, κατόπιν συστάσεως τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἢ Γενικοῦ Διευθυντοῦ,

21) ἡ ἔγκρισις τοῦ διορισμοῦ τῶν ἀπ' εὐθείας ὑπευθύνων ἔναντι τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἢ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, ἀνωτάτων στελεχῶν,

22) ἡ σύναψις συμβάσεων, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ γ) 2 τοῦ ἄρθρου XI τῆς παρούσης Συμφωνίας,

23) ἡ θέσπισις γενικῶν ἐσωτερικῶν κανόνων, ὡς καὶ ἡ λῆψις ἀποφάσεων εἰς ἑκάστην περίπτωσιν ἀφορωσῶν εἰς τὴν ἐνημέρωσιν τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ τῶν χρησιμοποιουμένων συχνοτήτων ἐν τῷ διαστημικῷ τομεῖ τοῦ INTELSAT, συμφώνως πρὸς τοὺς κανόνας διαδικασίας αὐτῆς,

24) ἡ ὑποβολὴ τῇ Γενικῇ Συνόδῳ τῶν Συμβαλλομένων, τῆς ἐν τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 2 τοῦ ἄρθρου III τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀναφερομένης γνωματεύσεως,

25) ἡ διατύπωσις, ὑπὸ μορφὴν συστάσεων, τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ ἄρθρου XIV τῆς παρούσης Συμφωνίας συμπερασμάτων καὶ ἡ ὑποβολὴ τῇ Συνελεύσει τῶν Κυβερνήσεων τῆς ἐν τῇ παραγράφῳ δ) ἢ 3 τοῦ ἄρθρου XIV τῆς παρούσης Συμφωνίας γνωματεύσεως, ἀφορώσης εἰς τὴν προτιθεμένην ἵδρυσιν, κτῆσιν ἢ χρῆσιν εὐκολιῶν διαστημικοῦ τομέως, ἀνεξαρτήτων τῶν εὐκολιῶν, τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT,

26) ἡ ἀνάληψις πρωτοβουλίας σχετιζομένης πρὸς τὴν ἀποχώρησιν Συμβαλλομένου τινὸς ἐκ τοῦ INTELSAT, Συμφώνως τοῖς ἄρθροις XVI τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ 21 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, καὶ

27) ἡ διατύπωσις ἀπόψεων καὶ συστάσεων ἐπὶ προτεινομένων τροποποιήσεων τῆς παρούσης Συμφωνίας, συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ ἄρθρου XVII τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἡ πρότασις τροποποιήσεως τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, συμφώνως τῇ παραγράφῳ α) τοῦ ἄρθρου 22 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ ἡ διατύπωσις ἀπόψεων καὶ συστάσεων ἐπὶ προτεινομένων τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ ἄρθρου 22 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

β) Συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῶν παραγράφων β) καὶ γ) τοῦ ἄρθρου VI τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον :

1) Ἀποδίδει τὴν ὀφειλομένην καὶ ἁρμόζουσαν σημασίαν εἰς τάς, ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων ἢ ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων διατυπουμένας ἀποφάσεις, συστάσεις καὶ ἀπόψεις,

2) παρέχει, διὰ τῶν ὑπ' αὐτοῦ ὑποβαλλομένων τῇ Συνελεύσει τῶν Κυβερνήσεων ἢ τῇ Γενικῇ Συνόδῳ τῶν Συμβαλλομένων ἐκθέσεων, πληροφορίας ἐπὶ τῶν λαμβανομένων, ὡς πρὸς τὰς ρηθείσας ἀποφάσεις, συστάσεις καὶ ἀπόψεις ἀποφάσεων ἢ ἐνεργειῶν καὶ δικαιολογεῖ τὰς ρηθείσας ἀποφάσεις καὶ ἐνεργείας.

Ἄρθρον XI.

(Γενικὸς Διευθυντὴς)

α) Τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου ἡγεῖται Γενικὸς Διευθυντὴς ὅστις θέλει ὑλοποιήσει τὴν ὀργανωτικὴν δομὴν τούτου οὐχὶ βραδύτερον ἑξαετίας, ἀπὸ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ.

β) 1. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς εἶναι τὸ κύριον ἐκτελεστικὸν ὄργανον καὶ ὁ νομικὸς ἀντιπρόσωπος τοῦ INTELSAT, εἶναι δὲ εὐθέως ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, διὰ τὴν ἐκτέλεσιν ἅπαξ τῶν λειτουργιῶν διαχειρίσεως.

2. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς δρᾶ κατὰ τὴν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διαγραφομένην πολιτικὴ καὶ κατευθυντήριον γραμμήν.

3. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς διορίζεται δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὑποκειμένης εἰς ἐπικύρωσιν ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἀπομακρύνεται ἐκ τοῦ ἀξιώματός του, ἠτιολογημένως, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συβουλίου ἐν τῇ ἁρμοδιότητί του.

4. Ἡ κυριαρχοῦσα σκέψις, κατὰ τὸν διορισμὸν τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ καὶ κατὰ τὴν ἐπιλογὴν τοῦ λοιποῦ προσωπικοῦ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου εἶναι ἡ ἀναγκαιότης διασφαλίσεως ἀρίστων προτύπων ἀκεραιότητος, ἱκανότητος καὶ ἀποδοτικότητος. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς καὶ τὸ προσωπικὸν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, ἀπέχουν οἱασδήποτε πράξεως ἀσυμβιβάστου πρὸς τὰς ἔναντι τοῦ INTELSAT ὑποχρεώσεις αὐτῶν.

γ) 1. Οἱ Διακανονισμοὶ Ὁριστικῆς Διαχειρίσεως εἶναι συνεπεῖς πρὸς τοὺς βασικοὺς στόχους καὶ σκοποὺς τοῦ INTELSAT, πρὸς τὸν διεθνῆ αὐτοῦ χαρακτῆρα καὶ πρὸς τὰς ὑποχρεώσεις αὐτοῦ διὰ τὴν παροχήν, ἐπὶ ἐμπορικῆς βάσεως, τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν ἀρίστης ποιότητος καὶ ἀξιοπιστίας.

2. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς συμβάλλεται, διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT, μεθ' ἑνὸς ἢ πλειόνων ἁρμοδίων Φορέων, διὰ τὴν ἐκτέλεσιν ὑπηρεσιῶν τεχνικῶν καὶ ἐκμεταλλεύσεως εἰς τὸν μέγιστον ἐπιτεύξιμον βαθμὸν καὶ μετὰ τῆς προσηκούσης κοστολογικῆς διερευνήσεως, συμβιβαστῶν πρὸς τοὺς κανόνας ἱκανότητος ἀποτελεσματικότητος καὶ ἀποδοτικότητος. Οἱ ρηθέντες Φορεῖς δύνανται νὰ εἶναι διαφόρων ἐθνικοτήτων ἢ διεθνὴς τις ὀργάνωσις ἀνήκουσα εἰς τὸν INTELSAT καὶ ἐλεγχομένη ὑπ' αὐτοῦ. Τοιαῦται συμβάσεις συνάπτονται, ἐκτελοῦνται καὶ ἐποπτεύονται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

δ) 1. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ὁρίζει τὸ ἀνώτατον ἐκεῖνον στέλεχος, ἐκ τῶν μελῶν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, ὅπερ ὑπηρετεῖ ὡς Ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Διευθυντὴς ἐν ἀπουσίᾳ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ ἢ ἐν ἀδυναμίᾳ ἐκτελέσεως τῶν καθηκόντων αὐτοῦ ἢ ἐν περιπτώσει χηρείας τῆς θέσεως τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ. Ὁ Ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Διευθυν-

τῆς κέκτηται ἁρμοδιότητος ἀσκήσεως ἁπασῶν τῶν ἐξουσιῶν συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῇ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας. Ἐν περιπτώσει χηρείας, ὁ Ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Διευθυντὴς ἐνεργεῖ ἐν τῇ ρηθείσῃ ἁρμοδιότητι μέχρις ἀναλήψεως ὑπηρεσίας ὑπὸ τοῦ, κατὰ τὸ ταχύτερον δυνατόν, διοριζομένου καὶ ἀναγνωριζομένου, Γενικοῦ Διευθυντοῦ, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

2. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς δύναται νὰ ἐκχωρῇ ἁρμοδιότητας πρὸς τινα τῶν στελεχῶν, τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, ἐφ' ὅσον παρίσταται ἀνάγκη πρὸς ἀντιμετώπισιν ἀνακυπτουσῶν ἀναγκῶν.

Ἄρθρον XII.

(Διαχείρισις κατὰ τὴν μεταβατικὴν περίοδον καὶ Γενικὸς Γραμματεύς).

α) Ἅμα τῇ θέσει τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον κατὰ προτεραιότητα :

1. Διορίζει τὸν Γενικὸν Γραμματέα καὶ καθορίζει τὸ ἀναγκαιοῦν αὐτῷ προσωπικόν.

2. Συνάπτει τὴν σύμβασιν περὶ ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως, συμφώνως τῇ παραγράφῳ ε) τοῦ παρόντος ἄρθρου, καὶ

3. Ποιεῖ ἔναρξιν τῆς ἀφορώσης εἰς τὸν Διακανονισμὸν Ὁριστικῆς Διαχειρίσεως μελέτης, συμφώνως τῇ παραγράφῳ στ) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

β) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εἶναι νομικὸς ἀντιπρόσωπος τοῦ INTELSAT μέχρι τῆς, ὑπὸ τοῦ πρώτου Γενικοῦ Διευθυντοῦ ἀναλήψεως Ὑπηρεσίας, Συμφώνως πρὸς τὴν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διαγραφομένην πολιτικὴν καὶ κατευθυντήριον γραμμήν, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εὐθύνεται διὰ τὴν λειτουργίαν ἁπασῶν τῶν ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἐν τῷ παραρτήματι Α τῆς παρούσης Συμφωνίας προδιαγραφομένων, πλὴν τῶν παρεχομένων, συμφώνως τοῖς ὅροις τῆς κατὰ τὴν παράγραφον ε) τοῦ παρόντος ἄρθρου συναφθείσης Συμβάσεως περὶ Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τηρεῖ τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον πλήρως καὶ ἐπικαίρως ἐνήμερον ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως ὑπὸ τοῦ ἀναδόχου, κατὰ τὴν περὶ Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως σύμβασιν. Ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, εἰς ἣν δύναται ἔκτασιν, παρίσταται ἢ ἀντιπροσωπεύεται καὶ παρακολουθεῖ, μὴ συμμετέχων, τὰς διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT, διεξαγομένας διαπραγματεύσεις ὑπὸ τοῦ ἀναδόχου Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως, ἐπὶ κυρίων συμβάσεων. Ἐπὶ τῷ τέλει τῆς ὑποβοηθήσεως τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἐγκρίνῃ τὸν διορισμὸν περιορισμένου ἀριθμοῦ, ἐξειδικευμένου τεχνικοῦ προσωπικοῦ παρὰ τῷ Ἐκτελεστικῷ Ὀργάνῳ. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς οὔτε παρεμβάλλει ἑαυτὸν μεταξὺ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ ἀναδόχου Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως, οὔτε ἀσκεῖ ἐποπτικὸν ἐπὶ τοῦ ἀναδόχου ρόλον.

γ) Ἡ κυριαρχοῦσα σκέψις, κατὰ τὸν διορισμὸν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ κατὰ τὴν ἐπιλογὴν τοῦ λοιποῦ προσωπικοῦ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου εἶναι ἡ ἀναγκαιότης διασφαλίσεως ἀρίστων προτύπων ἀκεραιότητος, ἱκανότητος καὶ ἀποδοτικότητος. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ τὸ προσωπικὸν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, ἀπέχουν οἱασδήποτε πράξεως ἀσυμβιβάστου πρὸς τὰς ἔναντι τοῦ INTELSAT ὑποχρεώσεις αὐτῶν. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπομακρύνεται ἐκ τοῦ ἀξιώματός του, δι' ἠτιολογημένης ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ἡ θέσις τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καταργεῖται ἅμα τῇ, ὑπὸ τοῦ πρώτου Γενικοῦ Διευθυντοῦ, ἀναλήψει ὑπηρεσίας.

δ) 1. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ὁρίζει τὸ ἀνώτατον ἐκεῖνον στέλεχος, ἐκ τῶν μελῶν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, ὅπερ ὑπηρετεῖ ὡς Ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεύς, ἐν ἀπουσίᾳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, ἢ ἐν ἀδυναμίᾳ ἐκτελέσεως τῶν καθηκόντων αὐτοῦ ἢ ἐν περιπτώσει χηρείας τῆς θέσεως τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως. Ὁ Ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς κέκτηται ἁρμοδιότητος ἀσκήσεως ἁπασῶν τῶν ἐξουσιῶν, συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ καὶ τῇ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας. Ἐν περιπτώσει χηρείας, ὁ Ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεύς, ἐνεργεῖ ἐν τῇ ρηθείσῃ ἁρμοδιότητι μέχρι τῆς ἀναλήψεως ὑπηρεσίας ἀπὸ τοῦ, κατὰ τὸ ταχύτερον δυνατόν, διοριζομένου, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου Γενικοῦ Γραμματέως.

2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς δύναται νὰ ἐκχωρῇ ἁρμοδιότητας πρὸς τινα ἐκ τῶν στελεχῶν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου ἐφ' ὅσον παρίσταται ἀνάγκη πρὸς ἀντιμετώπισιν ἀνακυπτουσῶν ἀναγκῶν.

ε) Ἡ ἀναφερομένη σύμβασις ἐν τῇ ὑποπαραγράφῳ α) 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου συνάπτεται μεταξὺ τοῦ INTELSAT καὶ τῆς COMSAT ἀποκαλουμένης ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ «Ἀναδόχου Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως» καὶ ἀφορᾷ εἰς τὴν ἐκτέλεσιν, ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως τεχνικῶν καὶ ἐκμεταλλεύσεως, τῶν προδιαγραφομένων ἐν παραρτήματι Β τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ συμφώνως πρὸς τὰς ἐν αὐτῷ τεθείσας κατευθυντηρίους γραμμάς, διὰ περίοδον ἐκπνέουσαν μεθ' ἑξαετίαν ἀπὸ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ. Ἡ σύμβασις περιέχει διατάξεις ἀφορώσας εἰς τὸν ἀνάδοχον τῶν Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως, καθ' ἃς οὗτος :

1. ἐνεργεῖ κατὰ τὴν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου χαραχθεῖσαν σχετικὴν πολιτικὴν καὶ κατευθυντήριον γραμμήν,

2. εἶναι ἀπ' εὐθείας ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, μέχρι τῆς ἀναλήψεως ὑπηρεσίας, ὑπὸ τοῦ πρώτου Γενικοῦ Διευθυντοῦ ἐφ' ἑξῆς δέ, διὰ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ,

3. παρέχει τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ, ἁπάσας τὰς ἀναγκαιούσας αὐτῷ πληροφορίας, τόσον πρὸς ἐνημέρωσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τοῦ ἐκτελουμένου ἔργου, ὑπὸ τοῦ ἀναδόχου κατὰ τὴν περὶ Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως σύμβασιν, ὅσον καὶ ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως οὗτος παρίσταται, ἀντιπροσωπεύεται καὶ παρακολουθῇ, μὴ συμμετέχων, τὰς διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT διεξαγομένας διαπραγματεύσεις ὑπὸ τοῦ ἀναδόχου Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως, ἐπὶ κυρίων συμβάσεων.

Ὁ Ἀνάδοχος Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως διαπραγματεύεται, συνάπτει, τροποποιεῖ καὶ ἐφαρμόζει συμβάσεις, διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT, ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν, κατὰ τὴν περὶ Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως - σύμβασιν, εὐθυνῶν καὶ τῆς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐνδεχομένως διαφόρου ἐξουσιοδοτήσεως. Ὁ ἀνάδοχος Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως ὑπογράφει συμβάσεις, διὰ λογαριασμὸν καὶ ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἁρμοδιοτήτων τοῦ INTELSAT, συμφώνως τῇ, κατὰ τὴν περὶ Ὑπηρεσιακῆς Διαχειρίσεως σύμβασιν, ἐξουσιοδοτήσει ἢ τῇ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐνδεχομένως διαφόρῳ ἐξουσιοδοτήσει. Ἅπασαι αἱ λοιπαὶ συμβάσεις ὑπογράφονται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

στ) Ἡ ἐν ὑποπαραγράφῳ α) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένη μελέτη θέλει ἀρχίσῃ εὐθὺς ὡς καταστῇ ἐφικτὸν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ. Αὕτη θέλει ἐκπονηθῇ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ προώρισται νὰ παράσχῃ τὰς ἀναγκαιούσας πληροφορίας, διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν τῶν πλέον ἀποδοτικῶν, ἀποτελεσματικῶν καὶ συμφώνως ταῖς διατάξεσι τοῦ ἄρθρου XI τῆς παρούσης Συμφωνίας, Διακανονισμῶν Ὁριστικῆς Διαχειρίσεως. Μεταξὺ τῶν λοιπῶν θεμάτων, ἡ μελέτη θέλει ἀποδώσει τὴν ὀφειλομένην προσοχὴν εἰς :

1. τὰς ἐν ὑποπαραγράφῳ γ) 1 τοῦ ἄρθρου XI τεθείσας ἀρχὰς καὶ εἰς τὴν ἐν ὑποπαραγράφῳ γ) 2 τοῦ ἄρθρου XI τῆς παρούσης Συμφωνίας, προδιαγραφομένην πολιτικήν,

2. τὴν κτηθεῖσαν ἐμπειρίαν διαρκούσης τῆς περιόδου τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας καὶ ἐκ τῶν, ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ, ἀναφερομένων μεταβατικῶν Διακανονισμῶν Διαχειρίσεως,

3. τὴν ἀνὰ τὸν κόσμον υἱοθετουμένην, ὑπὸ Τηλεπικοινωνιακῶν Φορέων, ὀργάνωσιν καὶ διαδικασίαν καὶ ἰδιαιτέρως εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἑνότητα πολιτικῆς τε καὶ διαχειρίσεως, ὡς καὶ τὴν ἀποδοτικότητα διαχειρίσεως,

4. τάς, ἐν ὑποπαραγράφῳ 3) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένας πληροφορίας, ἀφορώσας εἰς τὰς πολυεθνεῖς ἐπιχειρήσεις, τὰς ἀποβλεπούσας εἰς τὴν ὑλοποίησιν προηγμένης τεχνολογίας, καί,

5. τὰς συνταχθησομένας ἐπὶ θεμάτων διαχειρίσεως ἐκθέσεις, ὑπὸ οὐχὶ ὀλιγωτέρων τῶν τριῶν ἐπισήμων συμβούλων, ἐπιλεγομένων ἐκ διαφόρων γεωγραφικῶν περιοχῶν.

ζ) Οὐχὶ βραδύτερον τετραετίας ἀπὸ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον θέλει ὑποβάλη τῇ Συνελεύσει τῶν Κυβερνήσεων συνοπτικὴν ἔκθεσιν, περιλαμβάνουσαν τὰ ἀποτελέσματα τῆς, ἐν ὑποπαραγράφῳ α) 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἀναφερομένης μελέτης καὶ τὰς ἀφορώσας εἰς τὴν ὀργανωτικὴν δομὴν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου συστάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ἀντίγραφα τῆς ρηθείσης ἐκθέσεως θέλουν ἐπίσης διαβιβασθῆ, εὐθὺς ὡς καταστοῦν διαθέσιμα τῇ Γενικῇ Συνόδῳ τῶν Συμβαλλομένων καὶ πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ Συμβαλλομένους.

η) Οὐχὶ βραδύτερον πενταετίας ἀπὸ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ, ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων ἔχουσα μελετήσει τὴν ἐν παραγράφῳ (ζ) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένην ἔκθεσιν καὶ πᾶσαν ἐπ' αὐτῆς διατυπωθεῖσαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων ἄποψιν, θέλει υἱοθετήσῃ, συμβιβαστὴν ταῖς διατάξεσι τοῦ ἄρθρου XI τῆς παρούσης Συμφωνίας ὀργανωτικὴν δομὴν τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου.

θ) Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς θέλει ἀναλάβη ὑπηρεσίαν ἐν ἔτος πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἐν ὑποπαραγράφῳ α) 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένης συμβάσεως περὶ Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως ἢ τὴν 31ην Δεκεμβρίου τοῦ ἔτους 1976, οἱονδήποτε ἐκ τῶν δύο θέλει συμβῇ ἐνωρίτερον. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον θέλει διορίσει τὸν Γενικὸν Διευθυντήν, ἡ δὲ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων, ἐν χρόνῳ ἐπιτρέποντα τήν, συμφώνως τῇ παρούσῃ παραγράφῳ ἀνάληψιν ὑπηρεσίας ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, θέλει ἐνεργήσει ἐπὶ τῆς ἐπικυρώσεως τοῦ διορισμοῦ. Ἀπὸ τῆς ἀναλήψεως ὑπηρεσίας, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς εὐθύνεται δι' ἅπασας τὰς ὑπηρεσίας διαχειρίσεως, περιλαμβανομένης καὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν μέχρι τοῦ χρόνου ἐκείνου ἀσκουμένων ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἁρμοδιοτήτων, ὡς καὶ διὰ τὴν ἐποπτείαν τοῦ ἔργου τοῦ ἀναδόχου Ὑπηρεσιῶν Διαχειρίσεως.

ι) Ὁ Γενικὸς Διευθυντής, ἐνεργῶν κατὰ τὴν σχετικὴν πολιτικὴν καὶ κατευθυντήριον γραμμὴν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου λαμβάνει ἅπαντα τὰ ἐνδεδειγμένα μέτρα πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς πλήρους ὑλοποιήσεως τῶν Διακανονισμῶν Ὁριστικῆς Διαχειρίσεως οὐχὶ βραδύτερον ἑξαετίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ.

Ἄρθρον XIII.

(Προμήθειαι)

α) Ὑποκείμεναι τῷ παρόντι ἄρθρῳ, αἱ προμήθειαι τῶν ἀναγκαιούντων τῷ INTELSAT ἀγαθῶν καὶ ἡ παροχὴ ὑπηρεσιῶν πραγματοποιοῦνται διὰ κατακυρώσεως συμβάσεως, βασιζομένης ἐπὶ ἀπαντήσεων εἰς προκηρυσσομένους διεθνεῖς διαγωνισμοὺς ὑποβολῆς προσφορῶν, εἰς μειοδότας προσφέροντας ἄριστον συνδυασμὸν ποιότητος, τιμῆς καὶ εὐνοϊκωτάτου χρόνου παραδόσεως. Αἱ εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον ἀφορῶσαι ὑπηρεσίαι, εἶναι αἱ ὑπὸ Νομικῶν Προσώπων παρεχόμεναι τοιαῦται.

β) Ἐν περιπτώσει ὑπάρξεως πλειόνων τῆς μιᾶς προσφορῶν τοῦ ρηθέντος συνδυασμοῦ, ἡ σύμβασις κατακυροῦται κατὰ τρόπον ὑποκινοῦντα, ἐν τῷ συμφέροντι τοῦ INTELSAT, παγκόσμιον ἀνταγωνισμόν.

γ) Ἡ ὑποχρέωσις τῆς προκηρύξεως διεθνοῦς διαγωνισμοῦ ὑποβολῆς προσφορῶν, δύναται νὰ παραβλεφθῇ διὰ τάς, ἐν ἄρθρῳ 16 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ἀναφερομένας συγκεκριμένας περιπτώσεις.

Ἄρθρον XIV.

(Δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις τῶν Μελῶν)

α) Τὰ Μέλη καὶ οἱ Συμβαλλόμενοι ἀσκοῦν καὶ ἀντιμετωπίζουν τὰ κατὰ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις αὐτῶν, κατὰ τρόπον ἀπολύτως συνεπῆ καὶ πρὸς προαγωγὴν τῶν ἐν Προοιμίῳ διακηρυσσομένων Ἀρχῶν καὶ λοιπῶν ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ δατάξεων.

β) Ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ ἅπαντες οἱ Συμβαλλόμενοι, δικαιοῦνται παρακολουθήσεως καὶ συμμετοχῆς ἁπασῶν τῶν διασκέψεων καὶ συνόδων ἐν αἷς, συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, κέκτηνται ἐξουσιοδοτήσεις ἀντιπροσωπεύσεως, ὡς ἐπίσης οἱασδήποτε ἑτέρας ἀναγγελλομένης ὑπὸ ἢ συγκαλουμένης ἐν τῇ ἕδρᾳ, τοῦ INTELSAT συνόδου, συμφώνως ταῖς ὑπὸ τοῦ INTELSAT υἱοθετηθείσαις ἐπὶ τῶν ρηθεισῶν συνόδων διαδικασίας, ἀνεξαρτήτως τοῦ τόπου ἐν ᾧ αὗται λαμβάνουν χώραν. Τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον ἐξασφαλίζει τήν, ἐν διακανονισμῷ μετὰ τοῦ φιλοξενοῦντος Μέλους ἢ Συμβαλλομένου, ὕπαρξιν, δι' ἑκάστην τῶν ρηθεισῶν διασκέψεων ἢ συνόδων, διατάξεως εἰσόδου εἰς τὴν φιλοξενοῦσαν χώραν, καὶ παραμονῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ρηθείσης Διασκέψεως ἢ Συνόδου, τῶν ἀντιπροσώπων ἁπάντων τῶν δικαιουμένων παρακολουθήσεως Μελῶν τε καὶ Συμβαλλομένων.

γ) Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν Μέλος τι, ἢ Συμβαλλόμενός τις ἢ πρόσωπόν τι ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ Μέλους τινός, προτίθεται νὰ ἐγκαταστήσῃ, ἀποκτήσῃ ἢ χρησιμοποιήσῃ εὐκολίας διαστημικοῦ τομέως πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν, δι' ἐσωτερικὰς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας διὰ τὸ Κοινόν, ἀναγκῶν αὐτοῦ, τὸ ρηθὲν Μέλος ἢ Συμβαλλόμενος, πρὸ τῆς ἐγκαταστάσεως, ἀποκτήσεως ἢ χρησιμοποιήσεως τῶν ρηθεισῶν εὐκολιῶν, συμβουλεύεται τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, τὸ ὁποῖον, ὑπὸ μορφὴν συστάσεων, διατυπώνει τὰ συμπεράσματα αὐτοῦ, ἀφορῶντα εἰς τὸ τεχνικῶς συμβιβαστὸν τῶν ρηθεισῶν εὐκολιῶν καὶ εἰς τὴν λειτουργίαν αὐτῶν ὡς πρὸς τὴν ὑπὸ τοῦ ὑφισταμένου ἢ προγραμματιζομένου διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, χρῆσιν τοῦ φάσματος ραδιοσυχνοτήτων καὶ τοῦ τροχιακοῦ διαστήματος.

δ) Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν Μέλος τί, ἢ Συμβαλλόμενός τις ἢ πρόσωπόν τι ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ Μέλους τινός, προτίθεται κατ' ἰδίαν ἢ ἀπὸ κοινοῦ, νὰ ἱδρύσῃ, ἀποκτήσῃ ἢ χρησιμοποιήσῃ εὐκολίας διαστημικοῦ τομέως, ἀνεξαρτήτους τῶν εὐκολιῶν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν ἀναγκῶν αὐτοῦ εἰς διεθνεῖς τηλεπικοινωνιακὰς ὑπηρεσίας διὰ τὸ Κοινόν, τὸ ρηθὲν μέλος ἢ Συμβαλλόμενος, πρὸ τῆς ἱδρύσεως, ἀποκτήσεως ἢ χρησιμοποιήσεως τῶν ἀνωτέρω εὐκολιῶν, διαθέτει τῇ Συνελεύσει τῶν Κυβερνήσεων ἅπαντα τὰ συναφῆ στοιχεῖα καὶ μερίμνῃ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, συμβουλεύεται αὐτόν, πρὸς ἐξασφάλισιν τοῦ τεχνικῶς συμβιβαστοῦ τῶν ρηθεισῶν εὐκολιῶν, τῆς λειτουργίας αὐτῶν ὡς πρὸς τήν, ὑπὸ τοῦ ὑφισταμένου ἢ προγραμματιζομένου διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, χρῆσιν τοῦ φάσματος ραδιοσυχνοτήτων καὶ τοῦ τροχιακοῦ διαστήματος, καὶ πρὸς ἀποφυγὴν συγκεκριμένης οἰκονομικῆς βλάβης τοῦ παγκοσμίου συστήματος INTELSAT, Ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων, ἐν τῇ ρηθείσῃ συνεργασίᾳ, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὴν γνωμάτευσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, διατυπώνει, ὑπὸ μορφὴν συστάσεων, τὰ ἀφορῶντα εἰς τὴν προδιαγραφομένην ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ ἐξέτασιν συμπεράσματα καὶ ἔτι περαιτέρω, ἐξασφαλίζει ὅτι, ἡ παροχὴ ἢ ἡ χρῆσις τῶν ὡς εἴρηται εὐκολιῶν, δὲν θίγει τήν, μέσῳ τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, ἀποκατάστασιν ἀμέσων τηλεπικοινωνιακῶν ζεύξεων μεταξὺ ἁπάντων τῶν μελῶν.

ε) Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν Μέλος τι, ἢ Συμβαλλόμενός τις ἢ πρόσωπόν τι, ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ Μέλους τινός, προτίθεται νὰ ἐγκαταστήσῃ, ἀποκτήσῃ ἢ χρησιμοποιήσῃ εὐκολίας διαστημικοῦ τομέως, ἀνεξαρτήτων τῶν εὐκολιῶν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν, εἰς ἐξειδικευμένας, ἐσωτερικὰς ἢ διεθνεῖς Τηλεπικοινωνιακὰς Ὑπηρεσίας, ἀναγκῶν αὐτοῦ, τὸ ρηθὲν Μέλος ἢ Συμβαλλόμενος, πρὸ τῆς ἐγκαταστάσεως, ἀποκτήσεως ἢ χρησιμοποιήσεως ἀνωτέρω εὐκολιῶν, διαθέτει τῇ Συνελεύσει τῶν Κυβερνήσεων, μερίμνῃ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἅπαντα τὰ συναφῆ στοιχεῖα. Ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων, λαμβάνουσα ὑπ' ὄψιν τὴν γνωμάτευσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, διατυπώνει, ὑπὸ μορφὴν

συστάσεων, τὰ συμπεράσματα αὐτῆς ἀφορῶντα εἰς τὸ τεχνικῶς συμβιβαστὸν τῶν ρηθεισῶν εὐκολιῶν καὶ εἰς τὴν λειτουργίαν αὐτῶν ὡς πρὸς τήν, ὑπὸ τοῦ ὑφισταμένου ἢ προγραμματιζομένου διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, χρῆσιν τοῦ φάσματος ραδιοσυχνοτήτων καὶ τοῦ τροχιακοῦ διαστήματος.

στ) Αἱ ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἀναφερόμεναι συστάσεις τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων καὶ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐκδίδονται ἐντὸς ἑξαμήνου ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς, ἐν ταῖς προηγουμέναις παραγράφοις, διαγραφομένης διαδικασίας. Ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ, δύναται νὰ συγκαλῆται ἔκτακτος σύνοδος τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων.

ζ) Ἡ παροῦσα Συμφωνία δὲν ἐφαρμόζεται εἰς περιπτώσεις ἐγκαταστάσεως, ἀποκτήσεως ἢ χρήσεως εὐκολιῶν διαστημικοῦ τομέως, ἀνεξαρτήτων τῶν εὐκολιῶν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, ἐπὶ τῷ ἀποκλειστικῷ σκοπῷ ἐθνικῆς ἀσφαλείας.

Ἄρθρον XV.

(Ἕδρα INTELSAT, Προνόμια, Ἐξαιρέσεις, Ἀπαλλαγαί).

α) Ὡς ἕδρα τοῦ INTELSAT ὁρίζεται ἡ WASHINGTON.

β) Ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ διαγραφομένου ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας πεδίου δραστηριότητος τοῦ INTELSAT, ὁ INTELSAT, καὶ ἡ περιουσία αὐτοῦ ἐξαιροῦνται, εἰς πᾶν Κράτος-Μέλος τῆς παρούσης Συμφωνίας, πάσης φορολογίας ἐθνικοῦ εἰσοδήματος καὶ ἀμέσου τοιαύτης ἐπὶ ἐθνικῆς περιουσίας, ὡς καὶ τελωνειακῶν δασμῶν ἐπὶ τῶν, πρὸς ἐκτόξευσιν καὶ ἐν τῷ παγκοσμίῳ συστήματι χρῆσιν, δορυφόρων ἐπικοινωνιῶν, συστατικῶν μερῶν καὶ τμημάτων τῶν ρηθέντων δορυφόρων. Ἕκαστον Μέλος, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὴν εἰδικὴν φύσιν τοῦ INTELSAT, ἀναλαμβάνει, συμφώνως τῷ ἰσχύοντι Ἐσωτερικῷ Νόμῳ νὰ χρησιμοποιήσῃ οἱανδήποτε μέσον πρὸς καθιέρωσιν τῶν ὡς εἴρηται περαιτέρω ἐξαιρέσεων τοῦ INTELSAT καὶ τῆς περιουσίας αὐτοῦ, ἐκ τῆς φορολογίας εἰσοδήματος καὶ τῆς ἀμέσου τοιαύτης ἐπὶ περιουσίας, ὡς καὶ τῶν, εὐκταίων, τελωνειακῶν δασμῶν.

γ) Ἕκαστον Μέλος, πλὴν τοῦ Μέλους ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τοῦ INTELSAT, ἐκχωρεῖ, συμφώνως τῷ ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ ἀναφερομένῳ Πρωτοκόλλῳ, ὡς καὶ τὸ Μέλος ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τοῦ INTELSAT, ἐκχωρεῖ συμφώνως τῇ ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ ἀναφερομένῃ Συμφωνίᾳ Ἕδρας, τὰ ἀναγκαῖα προνόμια, ἐξαιρέσεις καὶ ἀπαλλαγάς, πρὸς τὰ στελέχη καὶ πρὸς τὰς λοιπὰς ἐν τῷ Πρωτοκόλλῳ καὶ Συμφωνίᾳ Ἕδρας προδιαγραφομένας κατηγορίας προσωπικοῦ, πρὸς τοὺς ἀντιπροσώπους τῶν Μελῶν, πρὸς τοὺς Συμβαλλομένους καὶ ἀντιπροσώπους τῶν Συμβαλλομένων καὶ πρὸς τὰ συμμετέχοντα εἰς ὑποθέσεις διαιτησίας πρόσωπα. Συγκεκριμένως, ἕκαστον Μέλος ἐκχωρεῖ, πρὸς τ' ἀνωτέρω ἄτομα, ἀπαλλαγὴν ἐκ νομικῶν εὐθυνῶν ἀφορωσῶν εἰς πράξεις τελουμένας ἢ λόγους λεγομένους ἢ γραφομένους ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν καθηκόντων αὐτῶν ἁρμοδιοτήτων, εἰς ἣν ἔκτασιν καὶ περίπτωσιν καθορίζεται ὑπὸ τοῦ ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ Πρωτοκόλλου καὶ τῆς Συμφωνίας Ἕδρας. Τὸ Μέλος ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ Ἕδρα τοῦ INTELSAT θέλει συνάψῃ τὸ ταχύτερον δυνατὸν Συμφωνίαν Ἕδρας μετὰ τοῦ INTELSAT καλύπτουσαν προνόμια, ἐξαιρέσεις καὶ ἀπαλλαγάς. Ἡ Συμφωνία περιλαμβάνει διάταξιν, δι' ἧς, ἅπαντες οἱ Συμβαλλόμενοι, ἐνεργοῦντες ὑπὸ τὴν ἰδιότητα ταύτην, ἐξαιροῦνται τῆς ἐθνικῆς φορολογίας ἐπὶ τοῦ κτωμένου ὑπὸ τοῦ INTELSAT εἰσοδήματος, ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ ὡς εἴρηται Μέλους, πλὴν τοῦ Συμβαλλομένου, τοῦ ὁριζομένου ὑπὸ τοῦ Μέλους, ἐν τῷ ἐδάφει τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ ἕδρα τοῦ INTELSAT. Τὰ λοιπὰ Μέλη θέλουν συνάψῃ, ὁμοίως, τὸ ταχύτερον δυνατόν, Πρωτόκολλον, καλύπτον προνόμια, ἐξαιρέσεις καὶ ἀπαλλαγάς. Τὸ Πρωτόκολλον καὶ ἡ Συμφωνία Ἕδρας εἶναι ἀνεξάρτητα τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἑκάστου προκαθορίζοντος τὰς συνθήκας τῆς ἐκπνοῆς του.

Ἄρθρον XVI.

(Ἀποχώρησις)

α) 1. Οἱονδήποτε Μέλος ἢ Συμβαλλόμενός τις δικαιοῦται ἐθελουσίας ἀποχωρήσεως ἐκ τοῦ INTELSAT. Τὸ ἀποφασίζον νὰ ἀποχωρήσῃ Μέλος, ἀνακοινοῖ τοῦτο ἐγγράφως πρὸς τὸν θεματοφύλακα. Ἡ ἀπόφασις ἀποχωρήσεως Συμβαλλομένου τινός, ἀνακοινοῦται ἐγγράφως πρὸς τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον ὑπὸ τοῦ Μέλους, τοῦ ὁρίζοντος τὸν Συμβαλλόμενον τοῦτον, ἡ ρηθεῖσα δὲ ἀνακοίνωσις συνεπάγεται τὴν ὑπὸ τοῦ Μέλους ἀποδοχὴν τῆς ρηθείσης ἀνακοινώσεως περὶ ἀποφάσεως ἀναχωρήσεως.

2. Ἡ ἐθελουσία ἀποχώρησις θεωρεῖται ἰσχύουσα, ἡ δὲ παροῦσα Συμφωνία καὶ Συμφωνία Λειτουργίας παύουν ἰσχύουσαι διὰ λογαριασμὸν Μέλους τινὸς ἢ Συμβαλλομένου, μετὰ τρίμηνον ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως τῆς ἀναφερομένης ἐν τῇ ὑποπαραγράφῳ 1 τῆς παρούσης παραγράφου, ἢ ἐφ' ὅσον ἐν τῇ ἀνακοινώσει δηλοῦται, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τοῦ ἀκολουθοῦντος τὴν ἐκπνοὴν τῆς ρηθείσης τριμηνίας ἑπομένου καθορισμοῦ τῶν μετοχῶν ἐπενδύσεως, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ γ) 2 τοῦ ἄρθρου 6 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

β) 1. Ἐὰν Μέλος τι παρουσιάζεται μὴ συμμορφούμενον πρὸς οἱανδήποτε τῶν κατὰ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἀπορρεουσῶν ὑποχρεώσεών του, ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων, λαμβάνουσα γνῶσιν τοῦ γεγονότος τούτου, ἢ ἐνεργοῦσα ἐξ ἰδίας πρωτοβουλίας, ἐξετάζουσα οἱονδήποτε διάβημα τοῦ ρηθέντος Μέλους, δύναται νὰ ἀποφασίζῃ ὅπως τὸ ρηθὲν Μέλος θεωρηθῇ ἀποχωρήσαν ἐκ τοῦ INTELSAT, ἐφ' ὅσον διαπιστώσῃ ὅτι ἡ παράλειψις συμμορφώσεως συνέβη τῷ ὄντι. Ἡ παροῦσα Συμφωνία παύει ἰσχύουσα διὰ τὸ ὑπ' ὄψιν Μέλος, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τοιαύτης ἀποφάσεως. Ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ, δύναται νὰ συγκαλῆται ἔκτακτος σύνοδος τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων.

2. Ἐὰν Συμβαλλόμενός τις, ἐν τῇ ἰδιότητί του ὡς Συμβαλλομένου, παρουσιάζεται μὴ συμμορφούμενος πρὸς οἱανδήποτε τῶν κατὰ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἢ τὴν Συμφωνίαν Λειτουργίας ὑποχρεώσεών του, ἑτέρων τῶν ἐν παραγράφῳ α) τοῦ ἄρθρου 4 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας ὑποχρεώσεων, ἡ δὲ παράλειψις συμμορφώσεως δὲν ἀποκατασταθῇ ἐντὸς τριμήνου ἀπὸ τῆς, ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου γραπτῆς πρὸς τὸν Συμβαλλόμενον ἀνακοινώσεως, περὶ τῆς ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐνημερωθέντος περὶ τῆς παραλείψεως συμμορφώσεως, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, ἐξετάζον οἱονδήποτε διάβημα τοῦ Συμβαλλομένου ἢ τοῦ ὁρίζοντος τοῦτον Μέλους, ἀναστέλλει, τὰ δικαιώματα τοῦ Συμβαλλομένου, συνιστᾷ δὲ εἰς τὴν Γενικὴν Σύνοδον τῶν Συμβαλλομένων ὅπως ὁ ρηθεὶς Συμβαλλόμενος θεωρηθῇ ἀποχωρήσας ἐκ τοῦ INTELSAT. Ἐὰν ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων, ἐξετάζουσα οἱανδήποτε διάβημα τοῦ Συμβαλλομένου ἢ τοῦ ὁρίζοντος τοῦτον Μέλους, ἐγκρίνῃ τὴν σύστασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἡ ἀποχώρησις τοῦ Συμβαλλομένου τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ρηθείσης ἐγκρίσεως, ἡ παροῦσα δὲ Συμφωνία καὶ ἡ Συμφωνία Λειτουργίας παύουν ἰσχύουσαι διὰ τὸν ρηθέντα Συμβαλλόμενον ἀπὸ τῆς αὐτῆς ἡμερομηνίας.

γ) Τά, κατὰ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ Συμφωνίαν Λειτουργίας, δικαιώματα Συμβαλλομένου τινός, ἀναστέλλονται αὐτομάτως, ἐὰν Συμβαλλόμενός τις παραλείψῃ τὴν ἐξόφλησιν οἱουδήποτε ὀφειλομένου, συμφώνως τῇ παραγράφῳ α) τοῦ ἄρθρου 4 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ποσοῦ, ἐντὸς τριμήνου ἀφ' ὅτου ἡ καταβολὴ καθίσταται ἀπαιτητή. Ἐάν, ἐντὸς τριμήνου ἀπὸ τῆς ἀναστολῆς, ὁ ρηθεὶς Συμβαλλόμενος δὲν ἐξοφλῇ οἱοδήποτε ὀφειλόμενον ποσόν, ἢ ἐὰν τὸ ὁρίζον τοῦτον Μέλος δὲν προβῇ εἰς ἀντικατάστασιν, συμφώνως τῇ παραγράφῳ στ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, ἐξετάζον οἱοδήποτε διάβημα τοῦ Συμβαλλομένου ἢ τοῦ ὁρίζοντος τοῦτον Μέλους, συνιστᾷ εἰς τὴν Γενικὴν Σύνοδον τῶν Συμβαλλομένων ὅπως ὁ ρηθεὶς Συμβαλλόμενος θεωρηθῇ ἀποχωρήσας ἐκ τοῦ INTEL-

SAT. Ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων, ἐξετάζουσα οἱονδήποτε διάβημα τοῦ Συμβαλλομένου, ἀποφασίζει ὅπως ὁ Συμβαλλόμενος θεωρηθῇ ἀποχωρήσας ἐκ τοῦ INTELSAT ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας δὲ τῆς ρηθείσης ἀποφάσεως, παύουν ἰσχύουσαι διὰ τὸν Συμβαλλόμενον ἡ παροῦσα Συμφωνία καὶ ἡ Συμφωνία Λειτουργίας.

δ) Ἀποχώρησις Μέλους. Ὑπὸ τὴν ἰδιότητά του ταύτην, συνεπάγεται, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, τὴν ταυτόχρονον ἀποχώρησιν καὶ τοῦ ὁριζομένου ὑπ' αὐτοῦ Συμβαλλομένου ἢ καὶ τοῦ ἰδίου τούτου τοῦ Μέλους, ἐν τῇ ἰδιότητί του ὡς Συμβαλλομένου, ἡ δὲ παροῦσα Συμφωνία καὶ Συμφωνία Λειτουργίας παύουν ἰσχύουσαι διὰ τὸν Συμβαλλόμενον τὴν αὐτὴν ἡμερομηνίαν ἐξ ἧς ἡ παροῦσα Συμφωνία παύει ἰσχύουσα διὰ τὸ ὁρίζον τοῦτον Μέλος.

ε) Εἰς οἱανδήποτε περίπτωσιν ἀποχωρήσεως Συμβαλλομένου τινὸς ἐκ τοῦ INTELSAT, τὸ ὁρίζον τὸν ρηθέντα Συμβαλλόμενον Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν χωρητικότητα τοῦ Συμβαλλομένου ἣν ὁρίζει, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ρηθείσης ἀποχωρήσεως, νέον τινὰ Συμβαλλόμενον ἢ ἀποχωρεῖ ἐκ τοῦ INTELSAT.

στ) Ἐὰν δι' οἱονδήποτε λόγον Μέλος τι, ἐπιθυμῇ τὴν ἀντικαταστασίν του ὑπὸ Συμβαλλομένου, ὁριζομένου ὑπὸ τοῦ ἰδίου, ἐνημερώνει ἐγγράφως τὸν θεματοφύλακα, ἡ παροῦσα δὲ Συμφωνία, ὡς καὶ ἡ Συμφωνία Λειτουργίας τίθενται ἐν ἰσχύϊ διὰ τὸν νέον Συμβαλλόμενον καὶ συνεπῶς παύουν ἰσχύουσαι διὰ τὸν προηγουμένως ὁρισθέντα Συμβαλλόμενον ἀπὸ τῆς ἀναλήψεως ὑπὸ τοῦ νέου Συμβαλλομένου, ἁπασῶν τῶν ἐκκρεμουσῶν ὑποχρεώσεων τοῦ προηγουμένως ὁρισθέντος Συμβαλλομένου καὶ ἀπὸ τῆς ὑπ' αὐτοῦ ὑπογραφῆς τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

ζ) Ἀπὸ τῆς παραλαβῆς ὑπὸ τοῦ θεματοφύλακος ἢ ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, τῆς ἀνακοινώσεως ἀποφάσεως καὶ ἀποχωρήσεως, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ α) 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ ἐκδίδον τὴν ἀνακοίνωσιν Μέλος, μετὰ τοῦ ὑπ' αὐτοῦ ὁριζομένου Συμβαλλομένου ἢ ὁ Συμβαλλόμενος διὰ λογαριασμὸν τοῦ ὁποίου ἐξεδόθη ἡ ἀνακοίνωσις, στερεῖται ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, οἱουδήποτε δικαιώματος ἀντιπροσωπεύσεως καὶ ψηφοφορίας, ἐν οἱῳδήποτε ὀργάνῳ τοῦ INTELSAT, ἅμα δὲ τῇ λήψει τῆς ρηθείσης ἀνακοινώσεως, παύει ὑπέχων ὑποχρεώσεις καὶ εὐθύνας, πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν ὁ Συμβαλλόμενος εὐθύνεται διὰ τὴν καταβολὴν τῆς συμμετοχῆς αὐτοῦ εἰς τὴν ἀναγκαιοῦσαν εἰσφορὰν κεφαλαίου, πρὸς ἀντιμετώπισιν, τόσον τῶν συγκεκριμένως ἀνειλημμένων συμβατικῶν ὑποχρεώσεων, πρὸ τῆς ρηθείσης παραλαβῆς τῆς ἀνακοινώσεως, ὅσον καὶ τῶν προκυπτουσῶν εὐθυνῶν ἐκ πράξεων ἢ παραλείψεων πρὸ τῆς ρηθείσης παραλαβῆς, ἐκτὸς ἂν τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) τοῦ ἄρθρου 21 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας ἀποφασίζῃ ἄλλως.

η) Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἀναστολῆς τῶν δικαιωμάτων Συμβαλλομένου τινός, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 2 ἢ τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὁ Συμβαλλόμενος ἐξακολουθεῖ ὑπέχων ἁπάσας τὰς κατὰ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ Συμφωνίαν Λειτουργίας ὑποχρεώσεις καὶ εὐθύνας Συμβαλλομένου.

θ) Ἐὰν συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 2 ἢ παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων ἀποφασίσῃ τὴν ἀπόρριψιν τῆς συστάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὅπως Συμβαλλόμενός τις θεωρηθῇ ἀποχωρήσας ἐκ τοῦ INTELSAT, αἴρεται ἡ ἀναστολὴ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ρηθείσης ἀποφάσεως, ὁ δὲ Συμβαλλόμενος ἀνακτᾷ ἐφ' ἑξῆς ἅπαντα τὰ κατὰ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν καὶ Συμφωνίαν Λειτουργίας δικαιώματα, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι, διὰ Συμβαλλόμενόν τινα εὑρισκόμενον ἐν ἀναστολῇ, συμφώνως τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ ἀναστολὴ δὲν αἴρεται, μέχρι τῆς ἐξοφλήσεως τῶν ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου ὀφειλομένων ποσῶν, συμφώνως τῇ παραγράφῳ α) τοῦ ἄρθρου 4 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

ι) Ἐὰν ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων ἐγκρίνῃ συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 2 ἢ παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὴν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου σύστασιν, ὅπως Συμβαλλόμενός τις θεωρηθῇ ἀποχωρήσας ἐκ τοῦ INTELSAT, ἅμα τῇ ρηθείσῃ ἐγκρίσει, παύει οὗτος ὑπέχων ὑποχρεώσεις καὶ εὐθύνας, πλὴν τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν, ὁ Συμβαλλόμενος εὐθύνεται διὰ τὴν καταβολὴν τῆς συμμετοχῆς αὐτοῦ εἰς τὴν ἀναγκαιοῦσαν εἰσφορὰν κεφαλαίου πρὸς ἀντιμετώπισιν τόσον τῶν συγκεκριμένως ἀνειλημμένων συμβατικῶν ὑποχρεώσεων πρὸ τῆς ρηθείσης ἐγκρίσεως, ὅσον καὶ τῶν προκυπτουσῶν εὐθυνῶν, ἐκ πράξεων ἢ παραλείψεων πρὸ τῆς ρηθείσης ἐγκρίσεως, ἐκτὸς ἐὰν τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) τοῦ ἄρθρου 21 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ἀποφασίσῃ ἄλλως.

ια) Ἐάν, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων ἀποφασίσῃ ὅπως, Μέλος τι θεωρηθῇ ἀποχωρήσαν ἐκ τοῦ INTELSAT, τὸ Μέλος, ἐν τῇ ἰδιότητί του ὡς Συμβαλλομένου, ἢ ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, ὁ ὑπ' αὐτοῦ ὁριζόμενος Συμβαλλόμενος, ἅμα τῇ ρηθείσῃ ἀποφάσει, παύει ὑπέχων ὑποχρεώσεις καὶ εὐθύνας, πλὴν τῆς περιπτώσεως, καθ' ἣν τὸ Μέλος ἐν τῇ ἰδιότητί του ὡς Συμβαλλομένου ἢ ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως ὁ ὑπ' αὐτοῦ ὁριζόμενος Συμβαλλόμενος εὐθύνεται διὰ τὴν καταβολὴν τῆς συμμετοχῆς αὐτοῦ εἰς τὴν ἀναγκαιοῦσαν εἰσφορὰν κεφαλαίου, πρὸς ἀντιμετώπισιν, τόσον τῶν συγκεκριμένως ἀνειλημμένων συμβατικῶν ὑποχρεώσεων πρὸ τῆς ρηθείσης ἀποφάσεως, ὅσον καὶ τῶν προκυπτουσῶν εὐθυνῶν ἐκ πράξεων ἢ παραλείψεων, πρὸ τῆς ρηθείσης ἀποφάσεως, ἐκτὸς ἐὰν τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) τοῦ ἄρθρου 21 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ἀποφασίσῃ ἄλλως.

ιβ) Διακανονισμοὶ μεταξὺ τοῦ INTELSAT καὶ τοῦ Συμβαλλομένου, δι' ὃν ἡ παροῦσα Συμφωνία καὶ Συμφωνία Λειτουργίας ἔπαυσαν ἰσχύουσαι πλὴν τῆς περιπτώσεως ἀντικαταστάσεως, συμφώνως τῇ παραγράφῳ στ) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐπιτυγχάνονται συμφώνως τοῖς ἐν τῷ ἄρθρῳ 21 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας διαλαμβανομένοις.

ιγ) 1. Ἡ ἀνακοίνωσις τῆς ἀποφάσεως περὶ ἀποχωρήσεως Μέλους τινὸς συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ α) 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, διαβιβάζεται, ὑπὸ τοῦ θεματοφύλακος πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ πρὸς τὸ ἐκτελεστικὸν Ὄργανον, τὸ δὲ τελευταῖον διαβιβάζει τὴν ρηθεῖσαν ἀνακοίνωσιν πρὸς πάντας τοὺς Συμβαλλομένους.

2. Ἐάν, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων, ἀποφασίζῃ ὅπως Μέλος τι θεωρηθῇ ἀποχωρῆσαν ἐκ τοῦ INTELSAT, τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον ἐνημερώνει ἅπαντας τοὺς Συμβαλλομένους καὶ τὸν θεματοφύλακα, ὁ δὲ τελευταῖος διαβιβάζει τὴν ρηθεῖσαν ἀνακοίνωσιν πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη.

3. Ἡ ἀνακοίνωσις τῆς ἀποφάσεως περὶ ἀποχωρήσεως Συμβαλλομένου τινός, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ α) 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἢ τῆς ἀποχωρήσεως Συμβαλλομένου τινός, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 2 ἢ παραγράφῳ γ) ἢ δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, διαβιβάζεται ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου πρὸς ἅπαντας τοὺς Συμβαλλομένους καὶ πρὸς τὸν θεματοφύλακα, ὁ δὲ τελευταῖος διαβιβάζει τὴν ρηθεῖσαν ἀνακοίνωσιν πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη.

4. Ἡ ἀναστολὴ Συμβαλλομένου τινός, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 2 ἢ παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος Ἄρθρου, ἀνακοινοῦται ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου πρὸς ἅπαντας τοὺς Συμβαλλομένους καὶ πρὸς τὸν θεματοφύλακα, ὁ δὲ τελευταῖος διαβιβάζει τὴν ρηθεῖσαν ἀνακοίνωσιν πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη.

5. Ἡ ἀντικατάστασις Συμβαλλομένου τινός, συμφώνως τῇ παραγράφῳ στ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἀνακοινοῦται ὑπὸ τοῦ θεματοφύλακος πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ πρὸς τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον, τὸ δὲ τελευταῖον διαβιβάζει τὴν ἀνακοίνωσιν πρὸς ἅπαντας τοὺς Συμβαλλομένους.

ιδ) Οὐδὲν Μέλος ἢ ὁ ὑπ' αὐτοῦ ὁριζόμενος Συμβαλλόμενος ὑποχρεοῦται νὰ ἀποχωρήσῃ ἐκ τοῦ INTELSAT τῆς τοιαύτης ἀποχωρήσεως οὔσης ἀμέσου ἀποτελέσματος οἱασδήποτε μεταβολῆς τῶν σχέσεων τοῦ ρηθέντος Μέλους μετὰ τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Ἄρθρον XVII.

(Τροποποιήσεις)

α) Πᾶν Μέλος δύναται νὰ προτείνῃ τροποποιήσεις τῆς παρούσης Συμφωνίας. Αἱ προτεινόμεναι τροποποιήσεις, ὑποβάλλονται τῷ Ἐκτελεστικῷ Ὀργάνῳ, ὅπερ διανέμει ταύτας, ταχέως πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ τοὺς Συμβαλλομένους.

β) Ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων, ἐξετάζει ἑκάστην προτεινομένην τροποποίησιν, κατὰ τήν, ἀκολουθοῦσαν τὴν ὑπό, τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου διανομὴν ταύτης, πρώτην τακτικὴν σύνοδον ἢ κατ' ἔκτακτον, συμφώνως ταῖς διατάξεσι τοῦ ἄρθρου VII τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐνωρίτερον συγκαλουμένην σύνοδον, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ προτεινομένη τροποποίησις διενεμήθη ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, τοὐλάχιστον ἐνενήκοντα ἡμέρας πρὸ τῆς ἐναρκτηρίου ἡμερομηνίας τῆς Συνόδου. Ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων ἐξετάζει οἱανδήποτε λαμβανομένην ἐκ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων ἢ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἄποψιν ἢ σύστασιν ἀφορῶσαν εἰς προτεινομένην τινὰ τροποίησιν.

γ) Ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων ἀποφασίζει ἐφ' ἑκάστης προτεινομένης τροποποιήσεως, συμφώνως πρὸς τὰς ἀφορώσας εἰς ἀπαρτίαν καὶ εἰς ψηφοφορίαν διατάξεις τοῦ ἄρθρου VII τῆς παρούσης Συμφωνίας. Αὕτη δύναται νὰ τροποποιῇ οἱανδήποτε προτεινομένην τροποποίησιν, διανεμουμένην συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, δύναται δὲ ἐπίσης νὰ ἀποφασίζῃ ἐφ' οἱασδήποτε τροποποιήσεως, οὐχὶ οὕτω διανεμουμένης ἀλλ' εὐθέως ἀπορρεούσης ἐκ προτεινομένης ἢ τροποποιουμένης τροποποιήσεως.

δ) Τροποποίησις ἐγκρινομένη ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων τίθεται ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως τῇ παραγράφῳ ε) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἅμα τῇ ὑπὸ τοῦ θεματοφύλακος παραλαβῇ ἐγγράφου ἐγκρίσεως, ἀποδοχῆς, ἢ ἐπικυρώσεως τῆς τροποποιήσεως εἴτε ὑπό :

1. τῶν δύο τρίτων τῶν Κυβερνήσεων τῶν συνιστωσῶν Μέλη τοῦ INTELSAT κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἀποδοχῆς τῆς τροποποιήσεως ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι, εἰς τὰ ἀνωτέρω δύο τρίτα περιλαμβάνονται Μέλη ἢ ὑπ' αὐτῶν ὁριζόμενοι Συμβαλλόμενοι κατέχοντες τὸν χρόνον ἐκεῖνον, τὰ δύο τοὐλάχιστον τρίτα τοῦ συνόλου τῶν μετοχῶν ἐπενδύσεως, εἴτε,

2. ὑπὸ ἀριθμοῦ τινος Κυβερνήσεων ἴσου ἢ ὑπερβαίνοντος τὸ ὀγδοήκοντα πέντε ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν τοῦ συνόλου τῶν Κυβερνήσεων τῶν συνιστωσῶν Μέλη τοῦ INTELSAT κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἀποδοχῆς τῆς τροποποιήσεως, ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, ἀνεξαρτήτως τοῦ ὕψους τῶν κατεχομένων μετοχῶν ἐπενδύσεως, ὑπὸ τῶν ρηθέντων Μελῶν, ἢ τῶν ὑπ' αὐτῶν ὁριζομένων Συμβαλλομένων.

ε) Ὁ θεματοφύλαξ εἰδοποιεῖ ἅπαντα τὰ Μέλη ἅμα τῇ λήψει τῆς ἀπαιτουμένης ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ ἐπικυρώσεως διὰ τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τροποποιήσεως τινός, συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐνενήκοντα ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἐκδόσεως τῆς ρηθείσης εἰδοποιήσεως, ἡ τροποποίησις τίθεται ἐν ἰσχύϊ δι' ἅπαντα τὰ Μέλη περιλαμβανομένων καὶ ἐκείνων ἅτινα δὲν ἔχουν εἰσέτι ἀποδεχθῇ, ἐγκρίνει ἢ ἐπικυρώσει ταύτην καὶ δὲν ἔχουν ἀποχωρήσει ἐκ τοῦ INTELSAT.

στ) Κατὰ παρέκβασιν τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων δ) καὶ ε) τοῦ παρόντος ἄρθρου, τροποποίησίς τις δὲν τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἐνωρίτερον τῶν ὀκτὼ μηνῶν, ἢ βραδύτερον τῶν δέκα ὀκτὼ μηνῶν, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀποδοχῆς αὐτῆς ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων.

Ἄρθρον XVIII.

(Διευθέτησις Ἀντιγνωμιῶν)

α) Ἅπασαι αἱ μεταξὺ τῶν Μελῶν ὡς πρὸς ἑαυτὰ ἢ μεταξὺ τοῦ INTELSAT καὶ ἑνὸς ἢ πλειόνων Μελῶν, ἀνακύπτουσαι Νομικαὶ ἀντιγνωμίαι ἀφορῶσαι εἰς τὰ κατὰ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις ἢ εἰς τὰς ἀναλαμβανομένας ὑπὸ τῶν Μελῶν ὑποχρεώσεις, συμφώνως τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ ἄρθρου 14 ἢ παραγράφῳ γ) τοῦ Ἄρθρου 15 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ὑποβάλλονται συμφώνως ταῖς διατάξεσι τοῦ Παραρτήματος Γ τῆς παρούσης Συμφωνίας, πρὸς διαιτησίαν ἐφ' ὅσον, ἐντὸς εὐλόγου χρόνου, δὲν διευθετοῦνται ἄλλως. Οἱαδήποτε ἀνακύπτουσα ἀντιγνωμία μεταξὺ ἑνὸς ἢ πλειόνων Μελῶν καὶ ἑνὸς ἢ πλειόνων Συμβαλλομένων ἀφορῶσα εἰς τὰ κατὰ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν ἢ Συμφωνίαν Λειτουργίας δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις, δύναται, συμφώνως ταῖς διατάξεσι τοῦ Παραρτήματος Γ' τῆς παρούσης Συμφωνίας νὰ ὑποβάλληται πρὸς διαιτησίαν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ἐνεχόμενον Μέλος ἢ Μέλη, ὁ Συμβαλλόμενος ἢ Συμβαλλόμενοι, συμφωνοῦν περὶ τῆς ρηθείσης διαιτησίας.

β) Ἅπασαι αἱ μεταξὺ Μέλους τινὸς καὶ Κυβερνήσεως ἥτις ἔπαυσε νὰ συνιστᾷ Μέλος ἢ μεταξὺ τοῦ INTELSAT καὶ Κυβερνήσεως ἥτις ἔπαυσε νὰ συνιστᾷ Μέλος, ἀνακύπτουσαι νομικαὶ ἀντιγνωμίαι, ἀφορῶσαι εἰς τά, κατὰ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν, δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις ἢ εἰς τὰς ἀναλαμβανομένας ὑπὸ τῶν Μελῶν ὑποχρεώσεις, συμφώνως τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ ἄρθρου 14 ἢ παραγράφῳ γ) τοῦ ἄρθρου 15 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ὑποβάλλονται πρὸς διαιτησίαν ἐφ' ὅσον ἐντὸς εὐλόγου χρόνου, δὲν διευθετοῦνται ἄλλως. Ἡ ρηθεῖσα διαιτησία εἶναι σύμφωνος ταῖς διατάξεσι τοῦ Παραρτήματος Γ' τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι συμφωνεῖ ἡ Κυβέρνησις ἥτις ἔπαυσε νὰ συνιστᾷ Μέλος. Εἰς ἣν περίπτωσιν Κυβερνησίς τις ἔπαυσε νὰ συνιστᾷ Μέλος ἢ Κυβερνησίς τις ἢ Τηλεπικοινωνιακός τις Φορεὺς ἔπαυσε νὰ συνιστᾷ Συμβαλλόμενον, μὲ τὴν ὑποβολὴν νομικῆς τινος, ἐν ᾗ ἐνέχεται, ἀντιγνωμίας, συμφώνως τῇ παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ διαιτησία συνεχίζεται καὶ περατοῦται.

γ) Ἅπασαι αἱ ἀνακύπτουσαι ἀντιγνωμίαι, ὡς ἀποτέλεσμα συμφωνιῶν μεταξὺ τοῦ INTELSAT καὶ Μέλους τινός, ὑπόκεινται εἰς τὰς διατάξεις διευθετήσεως νομικῶν ἀντιγνωμιῶν τὰς περιλαμβανομένας, εἰς τὰς ρηθείσας Συμφωνίας. Ἐλλείψει τοιούτων διατάξεων, αἱ ρηθεῖσαι ἀντιγνωμίαι, ἐφ' ὅσον ἐντὸς εὐλόγου χρόνου δὲν διευθετοῦνται ἄλλως, δύνανται νὰ ὑποβάλλωνται πρὸς διαιτησίαν συμφώνως ταῖς διατάξεσι τοῦ Παραρτήματος Γ' τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐφ' ὅσον οἱ ἐνεχόμενοι συμφωνοῦν οὕτω.

Ἄρθρον XIX.

(Περὶ ὑπογραφῆς τῆς παρούσης)

α) Ἡ παροῦσα Συμφωνία ἀνοίγεται πρὸς ὑπογραφὴν εἰς WASHINGTON ἀπὸ 20 Αὐγούστου 1971 μέχρι τῆς θέσεως αὐτῆς ἐν ἰσχύϊ ἢ μέχρι τῆς ἐκπνοῆς ἐννέα μηνῶν, οἱοδήποτε ἐκ τῶν δύο θέλει συμβῇ ἐνωρίτερον :

1. ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως παντὸς Κράτους - Μέλους τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας,

2. ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως παντὸς ἑτέρου Κράτους - Μέλους τῆς Διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

β) Οἱαδήποτε ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Κυβέρνησις, δύναται νὰ πράττῃ τοῦτο ἄνευ ἐξαρτήσεως τῆς ὑπογραφῆς αὐτῆς ἐξ ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ μετά, συνοδευούσης τὴν ὑπογραφήν, δηλώσεως περὶ τῆς ἐξαρτήσεως αὐτῆς ἐξ ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως.

γ) Οἱαδήποτε ἐκ τῶν ἀναφερθεισῶν ἐν παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου Κυβερνήσεως, δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τοῦ πρὸς ὑπογραφὴν χρόνου.

δ) Οὐδεμία ἐπιφύλαξις εἶναι δυνατὴ ἔναντι τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον XX.

(Θέσις ἐν ἰσχύϊ)

α) Ἡ παροῦσα Συμφωνία θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἑξήκοντα ἡμέρας ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς της, μὴ ἐξαρτωμένη ἐξ ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ ἀπὸ τῆς ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως, ὑπὸ ἢ πρὸς αὐτὴν προσχωρήσεως, τῶν δύο τρίτων τῶν Κυβερνήσεων συνιστωσῶν Μέλη τῆς

Προσωρινῆς Συμφωνίας κατὰ τόν, ἐν ᾧ ἡ παροῦσα Συμφωνία ἀνοίγεται πρὸς ὑπογραφήν, χρόνον ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι :

1. Τὰ ἀνωτέρω δύο τρίτα περιλαμβάνουν Μέλη τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας κατέχοντα τὸν χρόνον ἐκεῖνον ἢ ὧν οἱ Συμβαλλόμενοι τῇ Προσωρινῇ Συμφωνίᾳ κατεῖχον τὸν χρόνον ἐκεῖνον, τὰ δύο, τοὐλάχιστον, τρίτα τῶν κατὰ τὴν Προσωρινὴν Συμφωνίαν ποσοστώσεων (quota).

2. Τὰ ἀνωτέρω Μέλη ἢ οἱ ὑπ' αὐτῶν ὁριζόμενοι Τηλεπικοινωνιακοὶ Φορεῖς ὑπέγραψαν τὴν Συμφωνίαν Λειτουργίας.

Ἐπὶ τῇ ἐνάρξει τῆς ρηθείσης ἑξηκονθημέρου περιόδου, τίθενται ἐν ἰσχύϊ, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 2 τοῦ Παραρτήματος τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ἐπὶ τῷ τέλει τῶν ἐν τῇ ρηθείσῃ παραγράφῳ ὁριζομένων. Κατὰ παρέκβασιν τῶν προαναφερθεισῶν διατάξεων, ἡ παροῦσα Συμφωνία δὲν τίθεται ἐν ἰσχύϊ, ἐνωρίτερον τῶν ὀκτὼ μηνῶν ἢ ἀργότερον τῶν δέκα ὀκτὼ μηνῶν, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἠνοίχθη πρὸς ὑπογραφήν.

β) Δι' ἣν Κυβέρνησιν κατατίθεται ἀποδεικτικόν τι ἔγγραφον περὶ ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως, ἅμα τῇ θέσει τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως τῇ παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ παροῦσα Συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως.

γ) Ἐπὶ τῇ θέσει τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως τῇ παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, αὕτη δύναται νὰ ἐφαρμοσθῇ προσωρινῶς δι' οἱοδήποτε Κράτος τοῦ ὁποίου ἡ Κυβέρνησις ὑπέγραψε ταύτην μετ' ἐξαρτήσεως περὶ ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἐφ' ὅσον ἡ ρηθεῖσα Κυβέρνησις αἰτεῖται τοῦτο κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς ἢ καθ' οἱονδήποτε μεταγενέστερον, πρὸ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ. Ἡ προσωρινὴ ἐφαρμογὴ περατοῦται :

1. Ἐπὶ τῆς, ὑπὸ τῆς ρηθείσης Κυβερνήσεως, καταθέσει ἀποδεικτικοῦ τινος ἐγγράφου περὶ ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας.

2. Ἐπὶ τῇ ἐκπνοῇ διετίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἡ παροῦσα Συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ, ἄνευ ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ὑπὸ τῆς ρηθείσης Κυβερνήσεως ἢ

3. Ἐπὶ τῇ ἀνακοινώσει ἀποφάσεως περὶ μὴ ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὑπὸ τῆς ρηθείσης Κυβερνήσεως πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς ἐν ὑποπαραγράφῳ 2 τῆς παρούσης παραγράφου ἀναφερομένης περιόδου.

Ἐὰν ἡ προσωρινὴ ἐφαρμογὴ περατοῦται συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 2 ἢ 3 τῆς παρούσης παραγράφου, τὰ δικαιώματα καὶ αἱ ὑποχρεώσεις τοῦ Μέλους ἢ τοῦ ὑπ' αὐτοῦ ὁριζομένου Συμβαλλομένου, διέπονται ὑπὸ τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων ζ) καὶ ια) τοῦ ἄρθρου XVI τῆς παρούσης Συμφωνίας.

δ) Κατὰ παρέκβασιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ παροῦσα Συμφωνία οὔτε τίθεται ἐν ἰσχύϊ δι' ἓν Κράτος, οὔτε ἐφαρμόζεται προσωρινῶς δι' οἱοδήποτε Κράτος, μέχρι τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ ρηθέντος Κράτους ἢ ὑπὸ τοῦ ὑπ' αὐτοῦ ὁριζομένου Τηλεπικοινωνιακοῦ Φορέως, συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ.

ε) Ἡ παροῦσα Συμφωνία τιθεμένη ἐν ἰσχύϊ, ἀντικαθιστᾷ καὶ λύει τὴν Προσωρινὴν Συμφωνίαν.

Ἄρθρον XXI.

(Διάφοροι Διατάξεις)

α) Αἱ ἐπίσημοι γλῶσσαι τοῦ INTELSAT καὶ αἱ διεξαγωγῆς ἐργασιῶν τοιαῦται εἶναι ἡ Ἀγγλική, Γαλλικὴ καὶ Ἱσπανική.

β) Οἱ ἐσωτερικοὶ κανονισμοὶ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου προβλέπουν τὴν ταχεῖαν διανομὴν ἀντιγράφων οἱουδήποτε στοιχείου (document) τοῦ INTELSAT πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ Συμβαλλομένους συμφώνως πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις αὐτῶν.

γ) Συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς Ἀποφάσεως 1721 (XVI) τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον διαβιβάζει, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐνημερώσεως, τὴν ἐτησίαν ἔκθεσιν πεπραγμένων τοῦ INTELSAT πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ τὰ ἐνδιαφερόμενα Εἰδικὰ Ὄργανα.

Ἄρθρον XXII.

(Θεματοφύλαξ)

α) Ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς συνιστᾷ τὸν θεματοφύλακα τῆς παρούσης Συμφωνίας, παρ' αὐτῷ δὲ κατατίθενται αἱ δηλώσεις, ἀποδεικτικὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως, αἰτήσεις περὶ προσωρινῆς ἐφαρμογῆς, ἀνακοινώσεις ἐπικυρώσεως ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως τροποποιήσεων ἢ ἀποφάσεις ἀποχωρήσεως ἐκ τοῦ INTELSAT ἢ περατώσεως προσωρινῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας, συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ Ἄρθρου XIX ταύτης.

β) Ἡ παροῦσα Συμφωνία, ἧς τὸ Ἀγγλικόν, Γαλλικὸν καὶ Ἱσπανικὸν κείμενον εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, ἀρχειοθετεῖται εἰς τὰ Ἀρχεῖα τοῦ θεματοφύλακος. Ὁ θεματοφύλαξ διαβιβάζει ἐπικυρωμένα ἀντίγραφα τοῦ κειμένου τῆς παρούσης Συμφωνίας πρὸς ἁπάσας τὰς Κυβερνήσεις αἵτινες ὑπέγραψαν ταύτην ἢ κατέθεσαν ἀποδεικτικά τινα ἔγγραφα τῆς εἰς αὐτὴν προσχωρήσεως καὶ πρὸς τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν τῶν ὑπογραφῶν, τῶν συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ ἄρθρου XIX τῆς παρούσης Συμφωνίας γενομένων δηλώσεων, τῆς καταθέσεως ἀποδεικτικῶν τινῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως, τῶν αἰτήσεων περὶ προσωρινῆς ἐφαρμογῆς, τῆς ἐνάρξεως τῆς, ἐν παραγράφῳ α) τοῦ ἄρθρου XX τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀναφερομένης ἑξηκονθημέρου περιόδου, τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ, τῶν ἀνακοινώσεων ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως τροποποιήσεων, τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῶν τροποποιήσεων τῶν ἀποφάσεων ἀποχωρήσεως ἐκ τοῦ INTELSAT, τῶν ἀποχωρήσεων καὶ τῆς περατώσεως προσωρινῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἡ ἀνακοίνωσις τῆς ἐνάρξεως τῆς ἑξηκονθημένου περιόδου ἐκδίδεται ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τῆς περιόδου ταύτης.

γ) Ἐπὶ τῇ θέσει τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ, ὁ θεματοφύλαξ πρωτοκολλεῖ ταύτην ἐν τῇ Γραμματείᾳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 102 τοῦ καταστατικοῦ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Εἰς πίστωσιν τούτων οἱ ἀντίστοιχοι Πληρεξούσιοι συγκεντρωθέντες ἐν WASHINGTON ἀφοῦ παρουσίασαν τὰ Πληρεξούσια ἔγγραφά των νομοτύπως συντεταγμένα, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν τὴν 20ὴν Αὐγούστου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ ἑβδομηκοστοῦ πρώτου ἔτους.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Α'.

ΑΡΜΟΔΙΟΤΗΤΕΣ ΤΟΥ ΓΕΝΙΚΟΥ ΓΡΑΜΜΑΤΕΩΣ

Κατὰ τὰ ἐν τῇ παραγράφῳ β) τοῦ ἄρθρου XII τῆς παρούσης Συμφωνίας ἀναφερομένας ἁρμοδιότητας τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, οὗτος :

1. τηρεῖ τὰς προβλέψεις κινήσεως τοῦ INTELSAT ἐπὶ τῇ βάσει τῶν παρεχομένων αὐτῷ δεδομένων καὶ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, συγκαλεῖ περιοδικὰς συνόδους ἀνὰ περιοχὰς πρὸς ἐκτίμησιν τῶν ἀναγκῶν κινήσεως,

2. ἐγκρίνει αἰτήσεις προσχωρήσεως εἰς τὸν διαστημικὸν τομέα τοῦ INTELSAT τῶν τυποποιημένων ἐπιγείων σταθμῶν, ὑποβάλλει ἐκθέσεις εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπὶ τῶν αἰτήσεων προσχωρήσεως τῶν μὴ τυποποιημένων ἐπιγείων σταθμῶν καὶ τηρεῖ στοιχεῖα τῶν ἡμερομηνιῶν ἐνάρξεως λειτουργίας τῶν ὑφισταμένων καὶ προβλεπομένων ἐπιγείων σταθμῶν,

3. τηρεῖ στοιχεῖα ἐπὶ τῇ βάσει ἐκθέσεων ὑποβαλλομένων ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων, ἑτέρων ἰδιοκτητῶν ἐπιγείων σταθμῶν καὶ τοῦ ἀναδόχου ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως ἐπὶ τῶν τεχνικῶν καὶ λειτουργικῶν δυνατοτήτων καὶ περιορισμῶν ἁπάντων τῶν ὑφισταμένων καὶ προβλεπομένων ἐπιγείων σταθμῶν,

4. τηρεῖ γραφεῖον καταγραφῆς τῆς ἐκχωρήσεως συχνοτήτων εἰς τοὺς χρήστας καὶ λαμβάνει ἅπαντα τὰ μέτρα

διὰ τὴν ἀνακοίνωσιν χρησιμοποιήσεως τῶν συχνοτήτων εἰς τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν,

5. ἐπεξεργάζεται τοὺς προϋπολογισμοὺς κεφαλαίων καὶ λειτουργίας καὶ ἐκτιμᾶ τὰς ἀναγκαιούσας προσόδους, ἐπὶ τῇ βάσει παραδοχῶν προγραμματισμοῦ, ἐγκριθεισῶν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου,

6. ὑποβάλλει συστάσεις πρὸς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον περὶ τῶν τελῶν χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT,

7. ὑποβάλλει πρὸς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον συστάσεις περὶ ἀκολουθητέας λογιστικῆς πολιτικῆς,

8. τηρεῖ λογιστικὰ βιβλία καὶ διαθέτει ταῦτα πρὸς λογιστικὸν ἔλεγχον, ὡς ἀπαιτεῖται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ ἐπεξεργάζεται μηνιαίας καὶ ἐτησίας οἰκονομικὰς Ἐκθέσεις,

9. ὑπολογίζει τὰς μετοχὰς ἐπενδύσεως τῶν Συμβαλλομένων, καθορίζει τοὺς λογαριασμοὺς τῶν Συμβαλλομένων ὅσον ἀφορᾷ τὰς εἰσφορὰς κεφαλαίου ὡς καὶ τοὺς τοιούτους τῶν ἀποδεκτῶν κατανομῆς χωρητικότητος διὰ τὰ τέλη χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, εἰσπράττει πληρωμὰς εἰς μετρητὰ διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT καὶ διανέμει τὰς προσόδους καὶ καταβάλλει ἕτερα μετρητὰ εἰς τοὺς Συμβαλλομένους διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT,

10. ἐνημερώνει τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον περὶ τῶν ἐν ὑπερημερίᾳ εὑρισκομένων δι' εἰσφορᾶς κεφαλαίου, Συμβαλλομένων καὶ περὶ τῶν, ἐν ὑπερημερίᾳ εὑρισκομένων, ἀποδεκτῶν κατανομῆς χωρητικότητος διὰ πληρωμὰς τελῶν χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT,

11. ἐγκρίνει καὶ ἐξοφλεῖ τιμολόγια ὑποβαλλόμενα εἰς τὸν INTELSAT ἀφορῶντα εἰς ἐγκριθείσας ἀγορὰς καὶ εἰς συμβάσεις γενομένας ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου καὶ ἐξοφλεῖ τὸν ἀνάδοχον ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως διὰ δαπάνας πραγματοποιηθείσας εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὰς ἀγορὰς καὶ συμβάσεις διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT καὶ ἐγκριθείσας ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου,

12. καθορίζει τὰ προγράμματα εἰδικῶν ἐπιδομάτων τοῦ προσωπικοῦ τοῦ INTELSAT καὶ καταβάλλει τὰς ἀποδοχὰς καὶ τὰ ἐγκριθέντα ἔξοδα τοῦ προσωπικοῦ τοῦ INTELSAT,

13. ἐπενδύει ἢ καταθέτει τὸ διαθέσιμον ρευστὸν καὶ ἀναλαμβάνει τὰ ἀναγκαιοῦντα ποσὰ ἐκ τῶν ἐπενδύσεων ἢ καταθέσεων αὐτῶν πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν ὑποχρεώσεων τοῦ INTELSAT,

14. τηρεῖ τοὺς λογαριασμοὺς περιουσίας καὶ ἀποσβέσεως τοῦ INTELSAT καὶ ρυθμίζει μετὰ τοῦ ἀναδόχου ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως καὶ τῶν ἐνδιαφερομένων Συμβαλλομένων τὰ τῶν ἀναγκαιουσῶν ἀπογραφῶν τῆς περιουσίας τοῦ INTELSAT,

15. συνιστᾶ ὅρους καὶ συνθήκας τῶν συμφωνιῶν κατανομῆς χωρητικότητος πρὸς χρῆσιν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT,

16. συνιστᾶ προγράμματα ἀσφαλίσεως διὰ τὴν προστασίαν τῆς περιουσίας τοῦ INTELSAT καὶ καθ' ὃ ἐξουσιοδοτεῖται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ρυθμίζει τὰ τῆς ἀναγκαίας καλύψεως ταύτης,

17. ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς παραγράφου δ) τοῦ ἄρθρου XIV τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀναλύει καὶ ὑποβάλλει ἔκθεσιν εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπὶ τῶν ἐκτιμωμένων οἰκονομικῶν ἀποτελεσμάτων ἐπὶ τοῦ INTELSAT ἐξ οἱωνδήποτε προτεινομένων μέσων διαστημικοῦ τομέως ἀνεξαρτήτων τῶν μέσων διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT,

18. ἐπεξεργάζεται τὰς προσωρινὰς ἡμερησίας διατάξεις τῶν συνόδων τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων, τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν τούτων καὶ τῶν ἐν σχεδίῳ συνοπτικῶν πρακτικῶν τῶν ρηθεισῶν συνόδων καὶ ἐνισχύει τοὺς προέδρους τῶν συβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν κατὰ τὴν ἐπεξεργασίαν τῶν ἡμερησίων αὐτῶν διατάξεων, τῶν πρακτικῶν καὶ τῶν πρὸς τὴν Συνέλευσιν τῶν Κυβερνήσεων, τὴν Γενικὴν Σύνοδον τῶν Συμβαλλομένων καὶ τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, ἐκθέσεων,

19. ὀργανώνει τὴν μεταφραστικὴν ὑπηρεσίαν διὰ τὴν μετάφρασιν, ἀναπαραγωγὴν καὶ διανομὴν τῶν στοιχείων ὡς καὶ ἐφ' ὅσον παρίσταται ἀνάγκη, τὴν ἐπεξεργασίαν τῶν λεχθέντων εἰς τὰς Συνόδους στοιχείων,

20. παρέχει τὸ ἱστορικὸν τῶν λαμβανομένων, ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων καὶ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀποφάσεων καὶ ἐπεξεργάζεται ἐκθέσεις καὶ ἀλληλογραφίαν ἀφορῶσαν εἰς τὰς λαμβανομένας ὑπ' αὐτῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν Συνόδων ἀποφάσεις,

21. συμπαρίσταται εἰς τὴν ὀρθὴν ἑρμηνείαν τῶν κανόνων διαδικασίας τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων καὶ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν ὅρων παραπομπῆς τῶν συμβουλευτικῶν αὐτῶν ἐπιτροπῶν,

22. ρυθμίζει τὰς συνόδους τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων, τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν Συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν,

23. συνιστᾶ μεθόδους διαδικασίας καὶ κανονισμοὺς συμβάσεων καὶ ἀγορῶν διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT,

24. ἐνημερώνει τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπὶ τῆς καθιερώσεως τῶν ὑποχρεώσεων τῶν ἀναδόχων περιλαμβανομένου καὶ τοῦ ἀναδόχου ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως,

25. συντάσει καὶ τηρεῖ παγκόσμιον πίνακα προμηθειῶν δι' ἁπάσας τὰς προμηθείας τοῦ INTELSAT,

26. διαπραγματεύεται, συνάπτει καὶ ἐποπτεύει τὰς ἀπαραιτήτους συμβάσεις, ὥστε νὰ εἶναι εἰς θέσιν ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς νὰ ἀσκῇ τὰς ἐκχωρηθείσας αὐτῷ ἁρμοδιότητας, εἰς ἃς περιλαμβάνονται καὶ αἱ συμβάσεις πρὸς παροχὴν ὑπηρεσιῶν ἐκ μέρους ἑτέρων Φορέων διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν ρηθεισῶν ἁρμοδιοτήτων,

27. παρέχει ἢ ρυθμίζει τὰ τῆς παροχῆς νομικῶν συμβουλῶν πρὸς τὸ INTELSAT, ὡς ἀπαιτεῖται ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἁρμοδιοτήτων του ὡς Γενικοῦ Γραμματέως,

28. συνιστᾶ τὰς καταλλήλους ὑπηρεσίας ἐνημερώσεως τοῦ Κοινοῦ, καὶ

29. ρυθμίζει καὶ συγκαλεῖ διασκέψεις διὰ διαπραγματεύσεις συντάξεως Πρωτοκόλλου καλύπτοντος τὰ ἀναφερόμενα ἐν τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ ἄρθρου XV τῆς παρούσης Συμφωνίας προνόμια, ἐξαιρέσεις καὶ ἀπαλλαγάς.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Β'

ΑΡΜΟΔΙΟΤΗΤΕΣ ΤΟΥ ΑΝΑΔΟΧΟΥ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ ΔΙΑΧΕΙΡΙΣΕΩΣ ΚΑΙ ΚΑΤΕΥΘΥΝΤΗΡΙΟΙ ΓΡΑΜΜΑΙ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ ΔΙΑΧΕΙΡΙΣΕΩΣ

1. Συμφώνως τῷ ἄρθρῳ XII τῆς παρούσης Συμφωνίας, ὁ ἀνάδοχος ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως ἀσκεῖ τὰς κάτωθι ἁρμοδιότητας :

α) προτείνει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον προγράμματα ἐρεύνης καὶ ἀναπτύξεως ἔχοντα ἄμεσον σχέσιν πρὸς τοὺς σκοποὺς τοῦ INTELSAT,

β) καθ' ὃ ἐξουσιοδοτεῖται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου :

1. διεξάγει, εἴτε εὐθέως εἴτε διὰ συμβάσεως μεθ' ἑτέρων Φορέων ἢ προσώπων, μελέτας ἐρευνῶν καὶ ἀναπτύξεως,

2. διεξάγει μελέτας συστημάτων εἰς τοὺς τομεῖς τῆς τεχνικῆς, τῶν οἰκονομικῶν καὶ τῆς βελτιστοποιήσεως κόστους,

3. ἐκτελεῖ ἐλέγχους προσομοιώσεως συστημάτων καὶ ἐκτιμήσεις καὶ

4. μελετᾶ καὶ προβλέπει πιθανὰς ἀνάγκας νέων ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιακῶν δορυφόρων,

γ) ἐνημερώνει τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπὶ τῶν ἀναγκῶν προμηθείας μέσων διαστημικοῦ τομέως διὰ τὸν τομέα τοῦ INTELSAT,

δ) συντάσσει καὶ διανέμει, κατ' ἐξουσιοδότησιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, αἰτήσεις προτάσεων, εἰς ἃς περιλαμβάνονται αἱ προδιαγραφαὶ διὰ τὴν προμήθειαν διαστημικοῦ τομέως,

ε) ἐκτιμᾷ ἁπάσας τὰς ὑποβαλλομένας προτάσεις, εἰς

ἀπάντησιν τῶν αἰτήσεων προτάσεων καὶ εἰσηγεῖται εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπὶ τούτων,

στ) εἰς ἐφαρμογὴν τῶν κανονισμῶν προμηθείας καὶ συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου :

1. διαπραγματεύεται, συνάπτει, τροποποιεῖ καὶ ἐποπτεύει ἁπάσας τὰς συμβάσεις διαστημικῶν τομέων διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT,

2. λαμβάνει μέτρα διὰ τὰς ὑπηρεσίας ἐκτοξεύσεως καὶ τὰς ἀναγκαίας δι' αὐτὰς δραστηριότη τας ὑποστηρίξεως καὶ συνεργάζεται εἰς τὰς ἐκτοξεύσεις,

3. ρυθμίζει τὴν κάλυψιν ἀσφαλίσεως πρὸς προστασίαν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT ὡς καὶ τοῦ προοριζομένου δι' ἐκτόξευσιν ἢ ὑπηρεσιῶν ἐκτοξεύσεως ἐξοπλισμοῦ,

4. παρέχει ἢ ρυθμίζει τὰ τῆς παροχῆς ὑπηρεσιῶν ἀνιχνεύσεως, τηλεμετρίας, τηλεκατευθύνσεως καὶ ἐλέγχου τῶν τηλεπικοινωνιακῶν δορυφόρων, περιλαμβανομένου καὶ τοῦ συντονισμοῦ τῶν προσπαθειῶν τῶν Συμβαλλομένων καὶ ἑτέρων ἰδιοκτητῶν ἐπιγείων σταθμῶν συμμετεχόντων εἰς τὴν παροχὴν τῶν ρηθεισῶν ὑπηρεσιῶν, πρὸς ἐκτέλεσιν τροχιοθετήσεως, ἐλιγμῶν καὶ δοκιμῶν δορυφόρων, καὶ

5. παρέχει ἢ ρυθμίζει τὰ τῆς παροχῆς ὑπηρεσιῶν παρακολουθήσεως χαρακτηριστικῶν λειτουργίας δορυφόρων, χρόνων διακοπῆς, ὠφελίμων χρόνων, τῆς δορυφορικῆς ἰσχύος καὶ τῶν χρησιμοποιουμένων ὑπὸ τῶν ἐπιγείων σταθμῶν συχνοτήτων, περιλαμβανομένου καὶ τοῦ συντονισμοῦ τῶν προσπαθειῶν τῶν Συμβαλλομένων καὶ ἑτέρων ἰδιοκτητῶν ἐπιγείων σταθμῶν συμμετεχόντων εἰς τὴν παροχὴν τῶν ρηθεισῶν ὑπηρεσιῶν,

ζ) προτείνει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον συχνότητας πρὸς χρῆσιν ὑπὸ τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT καὶ προγράμματα καθορισμοῦ θέσεως τῶν τηλεπικοινωνιακῶν δορυφόρων,

η) διευθύνει τὸ Κέντρον Χειρισμῶν τοῦ INTELSAT καὶ τὸ Τεχνικὸν Κέντρον Ἐλέγχου Διαστημοπλοίων,

θ) προτείνει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον χαρακτηριστικὰ λειτουργίας τυποποιημένων ἐπιγείων σταθμῶν, ἀνακοινώσιμα ἢ μή,

ι) ἐκτιμᾷ τὰς ὑποβληθείσας ὑπὸ τῶν μὴ τυποποιημένων ἐπιγείων σταθμῶν αἰτήσεις προσχωρήσεως εἰς τὸν διαστημικὸν τομέα τοῦ INTELSAT,

ια) κατανέμει μονάδας χωρητικότητος διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, ὡς καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου,

ιβ) ἐπεξεργάζεται καὶ συντονίζει προγράμματα λειτουργιῶν συστημάτων (περιλαμβανομένων μελετῶν διαμορφώσεως δικτύου καὶ προγραμμάτων ἀσφαλίσεως ἔναντι ἀπροβλέπτων κινδύνων) μεθόδων, ὁδηγιῶν, ἐφαρμογῶν καὶ προτύπων, πρὸς υἱοθέτησιν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου,

ιγ) ἐπεξεργάζεται, συντονίζει καὶ κατανέμει προγράμματα συχνοτήτων δι' ἐκχώρησιν εἰς τοὺς προσχωρήσαντας εἰς τὸν διαστημικὸν τομέα τοῦ INTELSAT ἐπιγείους σταθμούς,

ιδ) ἐπεξεργάζεται καὶ διανέμει ἐκθέσεις ἐπὶ τῆς καταστάσεως τῶν συστημάτων ἵνα περιλάβῃ τὴν πραγματικὴν καὶ τὴν προγραμματιζομένην χρῆσιν αὐτῶν,

ιε) παρέχει πληροφορίας εἰς τοὺς Συμβαλλομένους καὶ εἰς ἑτέρους χρήστας ἐπὶ τῶν νέων τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν καὶ μεθόδων.

ιστ) ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς παραγράφου δ) τοῦ ἄρθρου XIV τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἀναλύει καὶ ὑποβάλλει ἔκθεσιν εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπὶ τῶν ἐκτιμωμένων τεχνικῶν καὶ λειτουργικῶν ἀποτελεσμάτων ἐπὶ τοῦ INTELSAT ἐξ οἱωνδήποτε προτεινομένων μέσων τοῦ διαστημικοῦ τομέως, ἀνεξαρτήτων τῶν μέσων τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, περιλαμβανομένων καὶ τῶν συνεπειῶν ἐπὶ τῶν προγραμμάτων συχνοτήτων καὶ τοῦ καθορισμοῦ θέσεως τῶν δορυφόρων τοῦ INTELSAT,

ιζ) παρέχει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὰς ἀναγκαίας διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὑποχρεώσεών του πρὸς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, πληροφορίας, συμφώνως τῇ παραγράφῳ 24 τοῦ Παραρτήματος Α τῆς παρούσης Συμφωνίας,

ιη) ἐκδίδει συστάσεις ἀφορώσας εἰς τὴν ἀπόκτησιν, ἀποκάλυψιν, διανομὴν καὶ προστασίαν τῶν δικαιωμάτων εὑρεσιτεχνίας καὶ τῶν τεχνικῶν πληροφοριῶν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 17 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας,

ιθ) κατόπιν ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ρυθμίζει τὰ τῆς διαθέσεως τῶν δικαιωμάτων εὑρεσιτεχνίας καὶ τεχνικῶν πληροφοριῶν τοῦ INTELSAT εἰς τοὺς συμβαλλομένους καὶ εἰς ἑτέρους, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 17 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ συνάπτει συμφωνίας παραχωρήσεως ἀδειῶν διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT καὶ

κ) λαμβάνει ἅπαντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, λειτουργικά, τεχνικά, οἰκονομικά, προμηθειῶν καὶ διοικητικά, ὡς καὶ ἅπαντα τὰ συναφῆ μέτρα πρὸς ἄσκησιν τῶν ἀνωτέρω ἀναφερομένων ἁρμοδιοτήτων.

2. Ἡ σύμβασις ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως περιλαμβάνει καταλλήλους ὅρους πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν σχετικῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου XII τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ πρὸς πρόβλεψιν :

α) καλύψεως ὑπὸ τοῦ INTELSAT εἰς δολλάρια ΗΠΑ ἁπασῶν τῶν ἀμέσως ἢ ἐμμέσως πιστοποιηθεισῶν καὶ ἐξακριβωθεισῶν δαπανῶν, δεόντως ἐξοφληθεισῶν ὑπὸ τοῦ ἀναδόχου ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως, συμφώνως πρὸς τὴν σύμβασιν,

β) καταβολῆς εἰς τὸν ἀνάδοχον ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως μιᾶς καθωρισμένης ἐτησίας ἐπὶ πλέον ἀμοιβῆς εἰς δολλάρια ΗΠΑ, ἥτις ὁρίζεται κατόπιν διαπραγματεύσεων μεταξὺ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ ἀναδόχου,

γ) περιοδικῆς ἐπαναθεωρήσεως τῆς δαπάνης τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν ὑποπαράγραφον α) τῆς παρούσης παραγράφου, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐν συνεννοήσει μετὰ τοῦ ἀναδόχου τῶν ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως,

δ) συμμορφώσεως πρὸς τὰς γενικὰς ἀρχὰς καὶ μεθόδους τοῦ INTELSAT ἐπὶ τῆς διεξαγωγῆς τῶν προμηθειῶν, συμφώνως πρὸς τὰς σχετικὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, κατὰ τὰς διακηρύξεις καὶ τὰς διαπραγματεύσεις τῶν συμβάσεων διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT,

ε) διατάξεων συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 17 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ὡς πρὸς τὰς εὑρεσιτεχνίας καὶ τὰς τεχνικὰς πληροφορίας,

στ) τεχνικοῦ προσωπικοῦ ἐπιλεγομένου ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, κατόπιν συμφωνίας μετὰ τοῦ ἀναδόχου ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως, ἐξ ἀτόμων ὑποδειχθέντων ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων πρὸς συμμετοχὴν τούτου εἰς τὴν ἐκτίμησιν τῶν προγραμμάτων καὶ τῶν προδιαγραφῶν ἐξοπλισμοῦ τοῦ διαστημικοῦ τομέως,

ζ) τῆς ρυθμίσεως συμφώνως πρὸς τοὺς Κανόνας Συμβιβασμοῦ καὶ Διαιτησίας τοῦ Διεθνοῦς Ἐμπορικοῦ Ἐπιμελητηρίου, τῶν διενέξεων ἢ διαφωνιῶν μεταξὺ τοῦ INTELSAT καὶ τοῦ ἀναδόχου τῶν ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως αἵτινες εἶναι δυνατὸν νὰ προκύψουν ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς σύμβάσεως τῶν ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως,

η) τῆς παροχῆς πρὸς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ὑπὸ τοῦ ἀναδόχου τῶν ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως τῶν δυναμένων νὰ αἰτηθοῦν πληροφοριῶν ὑπὸ Διοικητοῦ τινος, ἵνα ἐπιτρέψουν αὐτῷ ὑπὸ τὴν ἰδιότητά του ὡς Διοικητοῦ, τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ὑποχρεώσεών του.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Γ'

ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑΣ ΣΥΝΑΦΕΙΣ ΠΡΟΣ ΤΗΝ ΡΥΘΜΙΣΙΝ ΤΩΝ ΔΙΕΝΕΞΕΩΝ ΤΩΝ ΑΝΑΦΕΡΟΜΕΝΩΝ ΕΙΣ ΤΟ ΑΡΘΡΟΝ XVIII ΤΗΣ ΠΑΡΟΥΣΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΚΑΙ ΕΙΣ ΤΟ ΑΡΘΡΟΝ 20 ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΛΕΙΤΟΥΡΓΙΑΣ

Ἄρθρον 1.

Οἱ μόνοι διάδικοι κατὰ τὴν νομολογίαν διαιτησίας τὴν θεσπισθεῖσαν συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν Παράρτημα εἶναι οἱ ἀναφερόμενοι εἰς τὸ ἄρθρον XVIII τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ εἰς τὸ ἄρθρον 20 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ εἰς τὸ Παράρτημα αὐτῆς.

Ἄρθρον 2.

Διαιτητικὸν Δικαστήριον ἐκ τριῶν Μελῶν, δεόντως συγκροτηθὲν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Παραρτήματος τούτου, εἶναι ἁρμόδιον νὰ ἐκδίδῃ ἀποφάσεις ἐφ' οἱωνδήποτε διενέξεων ἐμπιπτουσῶν εἰς τὴν ἁρμοδιότητα αὐτοῦ, εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου XVIII τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τοῦ ἄρθρου 20 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς.

Ἄρθρον 3.

α) Οὐχὶ ἀργότερον τῶν ἑξήκοντα ἡμερῶν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς πρώτης καὶ ἑκάστης ἑπομένης τακτικῆς συνόδου τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, ἕκαστον Μέλος δύναται νὰ ὑποβάλῃ εἰς τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον τὰ ὀνόματα οὐχὶ περισσοτέρων τῶν δύο νομικῶν ἐμπειρογνωμόνων, οἵτινες διατίθενται διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ τοῦ τέλους τῆς ρηθείσης συνόδου ἕως τὸ τέλος τῆς ἑπομένης τακτικῆς συνόδου τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων διὰ νὰ προεδρεύουν ἢ καθέξουν ἕδραν δικαστηρίων συγκροτουμένων συμφώνως τῷ παρόντι Παραρτήματι.

Ἐκ τῶν ἀνωτέρω προτεινομένων τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον συντάσσει κατάλογον ἁπάντων τῶν οὕτω ὑποδειχθέντων ἀτόμων καὶ ἐπισυνάπτει εἰς τὸν κατάλογον τοῦτον πᾶν βιογραφικὸν στοιχεῖον ὑποβληθὲν ὑπὸ τοῦ ὑποδειχθέντος Μέλους καὶ διανέμει τὸν ρηθέντα κατάλογον πρὸς ἅπαντα τὰ μέλη οὐχὶ ἀργότερον τῶν τριάκοντα ἡμερῶν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἐν λόγῳ συνόδου. Ἐὰν δι' οἱονδήποτε λόγον εἷς ὑποδειχθεὶς κριθῇ μὴ ἐκλόγιμος εἰς τὸ Σῶμα τῶν τακτικῶν μελῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἑξήκοντα ἡμερῶν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς συνόδου τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, τὸ ὑποδεικνῦον Μέλος δύναται, οὐχὶ ἀργότερον τῶν δεκατεσσάρων ἡμερῶν πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς συνόδου τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων νὰ ἀντικαταστήσῃ τοῦτο δι' ἑτέρου νομικοῦ ἐμπειρογνώμονος.

β) Ἐκ τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν παράγραφον α) τοῦ παρόντος ἄρθρου καταλόγου, ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων ἐπιλέγει ἔνδεκα ἄτομα τὰ ὁποῖα καθίστανται μέλη ἑνὸς Σώματος Ἐμπειρογνωμόνων ἐκ τοῦ ὁποίου ἐπιλέγονται οἱ πρόεδροι τῶν δικαστηρίων καὶ ἐπιλέγει ἀναπληρωτὰς ἕνα δι' ἕκαστον ρηθὲν μέλος. Τὰ μέλη καὶ οἱ ἀναπληρωταὶ ἀναλαμβάνουν ὑπηρεσίαν διὰ τὴν καθορισθεῖσαν εἰς τὴν παράγραφον α) τοῦ παρόντος ἄρθρου περίοδον. Ἐὰν μέλος τί ἀδυνατεῖ νὰ ἀναλάβῃ ὑπηρεσίαν εἰς τὸ Σῶμα Τακτικῶν Μελῶν, ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἀναπληρωτοῦ αὐτοῦ.

γ) Ἐπὶ τῷ σκοπῷ διορισμοῦ προέδρου, τὸ Σῶμα τακτικῶν Μελῶν συγκαλεῖται ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου εἰς συνεδρίασιν τὸ ταχύτερον δυνατὸν μετὰ τὴν ἐκλογὴν τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν. Ἀπαρτία συνεδριάσεως τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν ἐπιτυγχάνεται ἐπὶ παρουσίας ἐννέα μελῶν ἐναντι ἕνδεκα. Τὸ Σῶμα Τακτικῶν Μελῶν ὁρίζει ἓν τῶν μελῶν του ὡς πρόεδρον αὐτοῦ κατόπιν ἀποφάσεως ληφθείσης διὰ καταφατικῆς ψήφου τῶν ἓξ τοὐλάχιστον μελῶν, ριφθείσης εἰς μίαν ἢ ἐφ' ὅσον εἶναι ἀπαραίτητον, εἰς πλείονας τῆς μιᾶς μυστικὰς ψηφοφορίας. Ὁ οὕτω πως διορισθεὶς πρόεδρος παραμένει ἐν ἐνεργείᾳ διὰ τὸ ὑπόλοιπον διάστημα δι' ὃ θὰ κατεῖχε τὴν θέσιν ὡς μέλος τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν. Αἱ δαπάναι συνόδου τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν λογίζονται ὡς διοικητικαὶ δαπάναι τοῦ INTELSAT ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐφαρμογῆς τοῦ ἄρθρου 8 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

δ) Ἐὰν ἓν μέλος τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν, ὅσον καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς αὐτοῦ, ἀδυνατοῦν νὰ ἀναλάβουν ὑπηρεσίαν, ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων πληροῖ τὴν οὕτω δημιουργηθεῖσαν κενὴν θέσιν ἐκ τῶν ἐγγεγραμμένων εἰς τὸν κατάλογον τὸν ἀναφερόμενον εἰς τὴν παράγραφον α) τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἐάν, ἐν τούτοις, ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων δὲν συνέλθῃ ἐντὸς ἐνενήκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς δημιουργίας τῶν κενῶν θέσεων, αὗται πληροῦνται δι' ἐκλογῆς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἑκάστου Διοικητοῦ διαθέτοντος μίαν ψῆφον ἐκ τῶν ἐγγεγραμμένων εἰς τὸν κατάλογον τὸν ἀναφερόμενον εἰς τὴν παράγραφον α) τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἄτομόν τι, ἐκλεγὲν πρὸς ἀντικατάστασιν μέλους ἢ ἀναπληρωτοῦ ὅστις δὲν ἠδυνήθη νὰ περατώσῃ τὴν ἀποστολήν του, κατέχει τὴν θέσιν τοῦ τελευταίου τούτου διὰ τὸ ὑπόλοιπον τοῦ χρόνου ὑπηρεσίας του. Αἱ κεναὶ θέσεις εἰς τὸ ἀξίωμα τοῦ προέδρου τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν, πληροῦνται ὑπὸ τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν διὰ διορισμοῦ ἑνὸς τῶν μελῶν του συμφώνως πρὸς τὴν ἐν τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένην διαδικασίαν.

ε) Κατὰ τὴν ἐκλογὴν τῶν μελῶν τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν καὶ τῶν ἀναπληρωτῶν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον β) ἢ δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων ἢ τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπιδιώκει τὴν ἐξασφάλισιν τῆς συνθέσεως τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν κατὰ τρόπον ἀντικατοπτρίζοντα ἱκανοποιητικὴν γεωγραφικὴν ἀντιπροσώπευσιν, ὡς ἐπίσης καὶ τὰ κυριώτερα νομικὰ συστήματα, ὡς ταῦτα ἀντιπροσωπεύονται μεταξὺ τῶν Μελῶν.

στ) Οἱονδήποτε μέλος ἢ ἀναπληρωτὴς τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν ὑπηρετῶν εἰς Διοικητικὸν Δικαστήριον κατὰ τὸν χρόνον λήξεως τῆς ὑπηρεσίας του, συνεχίζει ὑπηρετῶν μέχρι τοῦ τέλους οἱασδήποτε διαιτητικῆς ἐνεργείας ἐκκρεμούσης ἐνώπιον τοῦ ρηθέντος δικαστηρίου.

ζ) Ἐὰν προκύψῃ, κατὰ τὴν διάρκειαν μεταξὺ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ καὶ τῆς συστάσεως τοῦ πρώτου Σώματος Τακτικῶν Μελῶν καὶ τῶν Ἀναπληρωτῶν, εἰς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, νομικὴ διένεξις μεταξὺ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 1 τοῦ παρόντος Παραρτήματος διαδίκων, τότε τὸ Σῶμα Τακτικῶν Μελῶν καθ' ὃ συνεκροτήθη, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον β) τοῦ ἄρθρου 3 τῆς Συμπληρωματικῆς Συμφωνίας Διαιτησίας τῆς 4ης Ἰουνίου 1965, εἶναι τὸ ἁρμόδιον διὰ τὴν ρύθμισιν τῆς διενέξεως ταύτης. Τὸ τοιοῦτον Σῶμα Τακτικῶν Μελῶν ἐνεργεῖ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Παραρτήματος τούτου ἐπὶ τῷ σκοπῷ τοῦ ἄρθρου XVIII τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τοῦ ἄρθρου 20 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ τοῦ Παραρτήματος ταύτης.

Ἄρθρον 4.

α) Οἱοσδήποτε ἐνάγων ἐπιθυμῶν νὰ φέρῃ ἐνώπιον τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου νομικὰς διενέξεις, παρέχει εἰς ἕκαστον ἐναγόμενον καὶ εἰς τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον στοιχεῖα περιλαμβάνοντα :

1. ἔκθεσιν περιγράφουσαν λεπτομερῶς τὴν τεθεῖσαν ἐνώπιον τοῦ Διαιτητικοῦ Δικαστηρίου διένεξιν, τοὺς λόγους διὰ τοὺς ὁποίους ἕκαστος ἐναγόμενος ἀπαιτεῖται νὰ συμμετέχῃ εἰς τὸ Διαιτητικὸν Δικαστήριον καὶ τὴν αἰτουμένην ἐπανόρθωσιν,

2. ἔκθεσιν ἀναλύουσαν τοὺς λόγους διὰ τοὺς ὁποίους τὸ ἀντικείμενον τῆς διενέξεως εἶναι τῆς ἁρμοδιότητος δικαστηρίου συγκροτηθησομένου συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν Παράρτημα καὶ τοὺς λόγους διὰ τοὺς ὁποίους ἡ αἰτουμένη ἐπανόρθωσις δύναται νὰ χορηγηθῇ ὑπὸ τοῦ ρηθέντος δικαστηρίου ἐφ' ὅσον τοῦτο ἀποφανθῇ ὑπὲρ τοῦ ἐνάγοντος,

3. ἔκθεσιν ἐπεξηγοῦσαν τοὺς λόγους διὰ τοὺς ὁποίους ὁ ἐνάγων δὲν ἠδυνήθη νὰ ἐπιτύχῃ ρύθμισιν τῆς διενέξεως ἐντὸς λογικοῦ χρονικοῦ διαστήματος διὰ διαπραγματεύσεων ἢ ἑτέρων μέσων πλὴν τῆς διαιτησίας,

4. μαρτυρίαν συμφωνίας, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν οἱασδήποτε διένεξις διὰ τὴν ὁποίαν, εἰς ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου XVIII τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τοῦ ἄρθρου 20 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, ἡ ρηθεῖσα συμφωνία τῶν διαδίκων εἶναι αἰτία διαιτησίας, συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν Παράρτημα, καὶ

5. Τὸ ὄνομα τοῦ ἀτόμου ὑποδειχθέντος ὑπὸ τοῦ ἐνάγοντος τὸ ὁποῖον ἀναλαμβάνει ὑπηρεσίαν ὡς μέλος τοῦ δικαστηρίου.

β) Τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον διανέμει πάραυτα εἰς ἕκαστον Μέλος καὶ Συμβαλλόμενον καὶ εἰς τὸν Πρόεδρον τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν, ἀντίγραφα τῶν ὑποβαλλομένων στοιχείων, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον α) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 5.

α) Ἐντὸς ἑξήκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον α) τοῦ ἄρθρου

4 τοῦ παρόντος Παραρτήματος στοιχείων ὑφ' ἁπάντων τῶν ἐναγομένων, ἡ πλευρὰ τῶν ἐναγομένων ὁρίζει ἄτομον τὸ ὁποῖον ἀναλαμβάνει ὑπηρεσίαν ὡς μέλος τοῦ Δικαστηρίου. Ἐντὸς τῆς περιόδου ταύτης, οἱ ἐναγόμενοι δύνανται, ἀπὸ κοινοῦ ἢ μεμονωμένως, νὰ παράσχουν εἰς ἕκαστον διάδικον καὶ εἰς τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον στοιχεῖα εἰς τὰ ὁποῖα ἐκθέτουν τὰς ἀπαντήσεις των εἰς τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον α) τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ παρόντος Παραρτήματος στοιχεῖα περιλαμβάνοντα οἱασδήποτε ἀνταπαντήσεις των αἱ ὁποῖαι προκύπτουν ἐκ τοῦ ἀντικειμένου τῆς διενέξεως. Τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον θέτει πάραυτα ὑπ' ὄψιν τοῦ Προέδρου τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν ἀντίγραφον τῶν ἐν λόγῳ στοιχείων.

β) Εἰς περίπτωσιν ἀποτυχίας τοιούτου διορισμοῦ ἐκ τῆς πλευρᾶς τῶν ἐναγομένων ἐντὸς τῆς ἐπιτρεπομένης περιόδου, ὁ Πρόεδρος τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν διορίζει ἕνα ἐμπειρογνώμονα μεταξὺ αὐτῶν τῶν ὁποίων τὰ ὀνόματα ὑπεβλήθησαν εἰς τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον α) τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ παρόντος Παραρτήματος.

γ) Ἐντὸς τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τοῦ διορισμοῦ τῶν δύο μελῶν τοῦ δικαστηρίου, συμφωνοῦν ταῦτα διὰ τὴν ἐκλογὴν τρίτου ἀτόμου ἐπιλεγομένου ἐκ τοῦ συγκροτηθέντος συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 3 τοῦ παρόντος Παραρτήματος Σώματος Τακτικῶν Μελῶν, τὸ ὁποῖον ἀναλαμβάνει ὑπηρεσίαν ὡς πρόεδρος τοῦ δικαστηρίου. Εἰς περίπτωσιν μὴ ἐπιτεύξεως συμφωνίας ἐντὸς τῆς ρηθείσης χρονικῆς περιόδου, οἱοδήποτε ἐκ τῶν δύο ὁρισθέντων μελῶν δύναται νὰ ἐνημερώσῃ τὸν πρόεδρον τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν, ὁ ὁποῖος, ἐντὸς δέκα ἡμερῶν, ὁρίζει ἓν μέλος τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν πλὴν τοῦ ἑαυτοῦ του διὰ τὴν ἀνάληψιν τῆς θέσεως τοῦ προέδρου τοῦ δικαστηρίου.

δ) Τὸ Δικαστήριον συγκροτεῖται εὐθὺς ὡς ἐκλεγεῖ ὁ πρόεδρος.

Ἄρθρον 6.

α) Ἐὰν κενωθῇ θέσις τοῦ δικαστηρίου διὰ λόγους τοὺς ὁποίους ὁ πρόεδρος ἢ τὰ λοιπὰ μέλη κρίνουν ὡς ἀνεξαρτήτους τῆς θελήσεως τῶν διαδίκων ἢ συμβιβαστοὺς πρὸς τὴν ἐνδεδειγμένην πορείαν τοῦ τυπικοῦ τῆς διαιτησίας, ἡ κενὴ θέσις πληροῦται συμφώνως πρὸς τὰς κάτωθι διατάξεις :

1. ἐὰν ἡ θέσις κενωθῇ συνεπείᾳ ἀποχωρήσεως μέλους ὁρισθέντος ἀπό τινος πλευρᾶς τῶν διαδίκων, τότε ἡ πλευρὰ αὕτη ἐκλέγει ἀντικαταστάτην ἐντὸς δέκα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς κενώσεως τῆς θέσεως,

2. ἐὰν ἡ θέσις κενωθῇ συνεπείᾳ ἀποχωρήσεως τοῦ προέδρου τοῦ δικαστηρίου ἢ ἑτέρου μέλους τοῦ δικαστηρίου ὁρισθέντος ὑπὸ τοῦ Προέδρου, ὁ ἀντικαταστάτης ἐκλέγεται ἐκ τοῦ Σώματος Τακτικῶν Μελῶν κατὰ τὸν περιγραφόμενον τρόπον εἰς τὴν παράγραφον γ) ἢ β) ἀντιστοίχως τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ παρόντος Παραρτήματος,

β) ἐὰν κενωθῇ θέσις τοῦ δικαστηρίου διὰ λόγους ἄλλους πλὴν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παράγραφον α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἢ ἐὰν ἡ κενωθεῖσα θέσις, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον ἐκείνην δὲν εἶναι συμπεπληρωμένη, τὰ λοιπὰ μέλη τοῦ δικαστηρίου δύνανται, παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ παρόντος Παραρτήματος, νὰ συνεχίσουν τὰς ἐνεργείας, κατόπιν αἰτήσεως τῆς μιᾶς πλευρᾶς, καὶ νὰ ἐκδώσουν τὴν τελικὴν ἀπόφασιν τοῦ δικαστηρίου.

Ἄρθρον 7.

α) Τὸ δικαστήριον ὁρίζει τὴν ἡμερομηνίαν καὶ τὸν τόπον τῶν συνεδριάσεων αὐτοῦ.

β) Ἡ ἀκροαματικὴ διαδικασία τηρεῖται μυστικὴ καὶ ἅπαν τὸ παρουσιαζόμενον εἰς τὸ δικαστήριον ὑλικὸν εἶναι ἐμπιστευτικόν, πλὴν ὅμως ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παρίστανται καὶ νὰ λαμβάνουν γνῶσιν τοῦ παρουσιαζομένου ὑλικοῦ ὁ INTELSAT καὶ τὰ Μέλη τῶν ὁποίων οἱ ὁρισθέντες Συμβαλλόμενοι, ὡς καὶ οἱ Συμβαλλόμενοι τῶν ὁποίων τὰ ὁρίσαντα τούτους Μέλη εἶναι διάδικοι εἰς τὴν διαδικασίαν. Ὅταν ὁ INTELSAT εἶναι διάδικος εἰς τὴν διαδικασίαν, ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ ἅπαντες οἱ Συμβαλλόμενοι ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ παρίστανται καὶ νὰ λαμβάνουν γνῶσιν τοῦ παρουσιαζομένου ὑλικοῦ.

γ) Εἰς περίπτωσιν διενέξεως ἐπὶ τῆς ἁρμοδιότητος τοῦ δικαστηρίου, τὸ δικαστήριον ἀσχολεῖται πρῶτον μὲ τὸ θέμα τοῦτο καὶ ἐκδίδει τὴν ἀπόφασίν του τὸ συντομώτερον δυνατόν.

δ) Ἡ διαδικασία διεξάγεται γραπτῶς καὶ ἑκάστη πλευρὰ ἔχει τὸ δικαίωμα ἐκ τῶν πραγμάτων καὶ ἐκ τοῦ νόμου νὰ ὑποβάλῃ ἔγγραφον κατάθεσιν πρὸς ἐνίσχυσιν τῶν ἰσχυρισμῶν της. Δύνανται, ἐν τούτοις, νὰ ἐκτεθοῦν προφορικῶς ἐπιχειρήματα καὶ καταθέσεις μαρτύρων ἐφ' ὅσον τὸ δικαστήριον θεωρήσῃ τοῦτο σκόπιμον.

ε) Ἡ ἐκδίκασις ἄρχεται ἀπὸ τῆς ὑπὸ τοῦ ἐνάγοντος παρουσιάσεως τοῦ ὑπομνήματος περιλαμβάνοντος τὰ ἐπιχειρήματα αὐτοῦ, τὰ συναφῆ γεγονότα ἐνισχυόμενα δι' ἀποδεικτικῶν στοιχείων καὶ τὰς ἐπικαλουμένας Νομικὰς Ἀρχάς. Τὸ ὑπόμνημα τοῦ ἐνάγοντος ἀκολουθεῖ ἀπαντητικὸν ὑπόμνημα τοῦ ἐναγομένου. Ὁ ἐνάγων δύναται νὰ ἀπαντήσῃ εἰς τὸ ἀπαντητικὸν ὑπόμνημα τοῦ ἐναγομένου. Ἐπιπρόσθετοι ἀγορεύσεις δὲν ἀναλαμβάνονται, εἰ μὴ μόνον ἐφ' ὅσον τὸ δικαστήριον κρίνει ταύτας ἀπαραιτήτους.

στ) Τὸ δικαστήριον δύναται νὰ ἀκούσῃ καὶ νὰ ὁρίσῃ ἀνταπαντήσεις προκυπτούσας ἀμέσως ἐκ τοῦ ἀντικειμένου τῆς διενέξεως, ἐφ' ὅσον αἱ ἀνταπαντήσεις εἶναι τῆς ἁρμοδιότητος αὐτοῦ ὡς ὁρίζεται εἰς τὸ ἄρθρον XVIII τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ εἰς τὸ Ἄρθρον 20 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς.

ζ) Ἐὰν οἱ διάδικοι ἔλθουν εἰς συμφωνίαν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐκδικάσεως, ἡ συμφωνία καταχωρεῖται ὑπὸ μορφὴν ἀποφάσεως τοῦ δικαστηρίου ληφθείσης τῇ συγκαταθέσει τῶν διαδίκων.

η) Τὸ Δικαστήριον δύναται, εἰς οἱανδήποτε στιγμὴν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐκδικάσεως, νὰ διακόψῃ τὴν ἐκδίκασιν τῆς ὑποθέσεως ἐφ' ὅσον κρίνῃ ὅτι ἡ διένεξις εἶναι ἐκτὸς τῆς ἁρμοδιότητος αὐτοῦ, ὡς ὁρίζεται εἰς τὸ ἄρθρον XVIII τῆς Συμφωνίας ἢ εἰς τὸ ἄρθρον 20 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ τοῦ Παραρτήματος αὐτῆς.

θ) Αἱ ἀποφάσεις τοῦ δικαστηρίου εἶναι ἀπόρρητοι.

ι) Αἱ ἀποφάσεις τοῦ δικαστηρίου διατυποῦνται ἐγγράφως καὶ βασίζονται εἰς ἔγγραφον γνωμοδότησιν. Αἱ νομολογίαι καὶ αἱ ἀποφάσεις αὐτοῦ πρέπει νὰ ὑποστηρίζωνται ὑπὸ δύο τοὐλάχιστον μελῶν. Μέλος διαφωνοῦν ὡς πρὸς τὴν ἀπόφασιν, δύναται νὰ παρουσιάσῃ κεχωρισμένως τὴν ἄποψίν του, ἐγγράφως.

ια) Τὸ δικαστήριον ἀνακοινώνει τὴν ἀπόφασιν αὐτοῦ εἰς τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον, τὸ ὁποῖον διανέμει ταύτην πρὸς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ τοὺς Συμβαλλομένους.

ιβ) Τὸ δικαστήριον δύναται νὰ υἱοθετήσῃ ἐπιπροσθέτους κανόνας διαδικασίας, οἱ ὁποῖοι εἶναι ἀπαραίτητοι διὰ τὴν ἐκδίκασιν τῶν ὑποθέσεων, συμβιβαστοὺς πρὸς ἐκείνους οἱ ὁποῖοι ἐθεσπίσθησαν εἰς τὸ παρὸν Παράρτημα.

Ἄρθρον 8.

Ἐὰν μία πλευρὰ ἀδυνατῇ νὰ ὑποστηρίξῃ τὴν προσφυγὴν αὐτῆς, ἡ ἑτέρα πλευρὰ δύναται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὸ δικαστήριον διὰ τὴν ἔκδοσιν ἀποφάσεως ὑπὲρ αὐτῆς. Τὸ Δικαστήριον, πρὸ τῆς ἐκδόσεως τῆς ἀποφάσεως, διασφαλίζεται ὅτι ἡ ἀναφερομένη ὑπόθεσις ἐμπίπτει εἰς τὴν ἁρμοδιότητά του καὶ ὅτι ἐρείδεται αὕτη ἐπὶ τῶν γεγονότων καὶ ἐπὶ τοῦ Δικαίου.

Ἄρθρον 9.

α) Οἱονδήποτε Μέλος, τοῦ ὁποίου ὁ ὁρισθεὶς Συμβαλλόμενος εἶναι διάδικος εἰς ὑπόθεσιν, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἐπεμβαίνῃ καὶ νὰ καθίσταται πρόσθετος διάδικος εἰς τὴν ὑπόθεσιν ταύτην. Ἡ ἐπέμβασις γίνεται δι' ἐγγράφου ἀνακοινώσεως πρὸς τὸ δικαστήριον καὶ τοὺς λοιποὺς διαδίκους.

β) Οἱονδήποτε ἕτερον Μέλος, οἱοσδήποτε Συμβαλλόμενος ἢ ὁ INTELSAT δύνανται, ἐφ' ὅσον θεωρήσουν ὅτι ἔχουν οὐσιαστικὸν συμφέρον ἐκ τῆς λαμβανομένης ἀποφάσεως τῆς ὑποθέσεως, νὰ ὑποβάλουν εἰς τὸ δικαστήριον

αἴτησιν παροχῆς ἀδείας ἐπεμβάσεως καὶ νὰ καταστοῦν πρόσθετοι διάδικοι τῆς ὑποθέσεως. Ἐὰν τὸ δικαστήριον κρίνῃ ὅτι ὁ ἐνάγων ἔχει οὐσιαστικὸν συμφέρον ἐκ τῆς λαμβανομένης ἀποφάσεως τῆς ὑποθέσεως, χορηγεῖ τὴν ἄδειαν.

Ἄρθρον 10.

Τὸ δικαστήριον δύναται, εἴτε τῇ αἰτήσει τοῦ διαδίκου, εἴτε ἐξ ἰδίας αὐτοῦ πρωτοβουλίας, νὰ ὀνομάσῃ τοὺς ἐμπειρογνώμονας τῶν ὁποίων ἡ παρουσία κρίνεται ἀπαραίτητος.

Ἄρθρον 11.

Ἕκαστον Μέλος, ἕκαστος Συμβαλλόμενος καὶ ὁ INTELSAT παρέχουν πάσας τὰς ὁριζομένας ὑπὸ τοῦ δικαστηρίου πληροφορίας, τὰς ἀπαιτηθησομένας διὰ τὸν χειρισμὸν καὶ τὸν καθορισμὸν τῆς διενέξεως, εἴτε τῇ αἰτήσει διαδίκου τινὸς εἴτε ἐξ ἰδίας αὐτοῦ πρωτοβουλίας.

Ἄρθρον 12.

Τὸ δικαστήριον δύναται, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ὑπ' αὐτοῦ ἐξετάσεως τῆς ὑποθέσεως, ἐκκρεμούσης τῆς τελικῆς ἀποφάσεως, νὰ ὑποδείξῃ οἱαδήποτε προσωρινὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θεωρεῖ ὅτι προστατεύουν τὰ σχετικὰ δικαιώματα τῶν διαδίκων.

Ἄρθρον 13.

α) Ἡ ἀπόφασις τοῦ δικαστηρίου βασίζεται ἐπί :

1. Τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, καὶ

2. Τῶν γενικῶς ἀποδεκτῶν Νομικῶν Ἀρχῶν.

β) Ἡ ἀπόφασις τοῦ δικαστηρίου, περιλαμβανομένης οἱασδήποτε ἀποφάσεως ληφθείσης διὰ συμφωνίας τῶν διαδίκων, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον ζ) τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ παρόντος Παραρτήματος, εἶναι δεσμευτικὴ δι' ἅπαντας τοὺς διαδίκους καὶ ἐκτελεῖται ὑπ' αὐτῶν καλῇ τῇ πίστει. Εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ INTELSAT εἶναι διάδικος καὶ τὸ δικαστήριον κρίνει ὅτι ἡ ἀπόφασις ἡ λαμβανομένη ὑφ' ἑνὸς τῶν ὀργάνων αὐτοῦ εἶναι ἄκυρος καὶ μὴ λαβοῦσα χώραν ὡς μὴ προβλεπομένη οὐδὲ εἰς τὴν Συμφωνίαν οὐδὲ εἰς τὴν Συμφωνίαν Λειτουργίας ἢ ἐπειδὴ δὲν εἶναι σύμφωνος πρὸς τὰς Συμφωνίας αὐτάς, τότε ἡ ἀπόφασις τοῦ δικαστηρίου εἶναι δεσμευτικὴ δι' ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ τοὺς Συμβαλλομένους.

γ) Τὸ δικαστήριον, εἰς περίπτωσιν διενέξεως ὡς πρὸς τὴν ἔννοιαν ἢ τὴν ἔκτασιν ἁρμοδιοτήτων τῆς ἀποφάσεως αὐτοῦ, ἑρμηνεύει ταύτην τῇ αἰτήσει οἱουδήποτε διαδίκου.

Ἄρθρον 14.

Τὰ ἔξοδα τοῦ δικαστηρίου, περιλαμβανομένων τῶν ἀμοιβῶν τῶν μελῶν τοῦ δικαστηρίου, θὰ ἐπιβαρύνουν ἐξ ἴσου ἑκάστην πλευρὰν ἐκτὸς ἐὰν ἄλλως ὁρίζῃ τὸ δικαστήριον λόγῳ εἰδικῶν συνθηκῶν τῆς ὑποθέσεως. Ὅσάκις μία πλευρὰ ἀποτελεῖται ἐκ πλειόνων τοῦ ἑνὸς διαδίκων, τὸ μερίδιον τῆς πλευρᾶς ταύτης θέλει κατανεμηθῇ ὑπὸ τοῦ δικαστηρίου μεταξὺ τῶν διαδίκων τῆς πλευρᾶς ταύτης. Ὅσάκις ὁ INTELSAT εἶναι διάδικος, τὰ σχετικὰ πρὸς τὴν διαιτησίαν ἔξοδα αὐτοῦ θεωροῦνται ὡς διοικητικὸν ἔξοδον τοῦ INTELSAT πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦ ἄρθρου 8 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ Δ'

Μεταβατικαὶ Διατάξεις

1. Συνέχισις τῶν Δραστηριοτήτων τοῦ INTELSAT :

Οἱαδήποτε ἀπόφασις τῆς προσωρινῆς Ἐπιτροπῆς Δορυφορικῶν Ἐπικοινωνιῶν ληφθεῖσα συμφώνως πρὸς τὴν Προσωρινὴν Συμφωνίαν ἢ τὴν Εἰδικὴν Συμφωνίαν καὶ ἡ ὁποία ἐφαρμόζεται ἀπὸ τῆς λήξεως τῶν Συμφωνιῶν αὐτῶν, παραμένει ἐν πλήρει ἰσχύϊ καὶ ἐφαρμογῇ, ἐκτὸς ἐὰν καὶ μέχρις ὅτου, τροποποιηθῇ ἢ καταργηθῇ ὑπό, ἢ εἰς ἐκτέλεσιν τῶν ὅρων τῆς παρούσης Συμφωνίας ἢ τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας.

2. Διαχείρισις :

Διαρκούσης τῆς ἀμέσου ἀκολουθούσης, ἅμα τῇ θέσει ἐν ἰσχύϊ τῆς παρούσης Συμφωνίας, χρονικῆς περιόδου, ἡ COMSAT συνεχίζει ἀσκοῦσα τὰ καθήκοντα αὐτῆς ὡς Διαχειριστὴς διὰ τὸν σχεδιασμόν, τὴν ἀνάπτυξιν, τὴν κατασκευήν, τὴν ἐγκατάστασιν, τὴν λειτουργίαν καὶ τὴν συντήρησιν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT συμφώνως πρὸς τοὺς ἰδίους ὅρους καὶ συνθήκας ἐργασίας αἱ ὁποῖαι ἦσαν ἐφαρμόσιμοι εἰς τὸν ρόλον αὐτῆς ὡς διαχειριστοῦ συμφώνως πρὸς τὴν Προσωρινὴν Συμφωνίαν καὶ τὴν Εἰδικὴν Συμφωνίαν. Κατὰ τὴν ἄσκησιν τῶν ἁρμοδιοτήτων της, δεσμεύεται ὑφ' ἁπασῶν τῶν σχετικῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμφωνίας καὶ τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ ἰδιαιτέρως ὑπόκειται εἰς τὴν γενικὴν πολιτικὴν καὶ συγκεκριμένας ἀποφάσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἕως ὅτου :

1. τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ὁρίσῃ ὅτι τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον εἶναι ἕτοιμον νὰ ἀναλάβῃ εὐθύνην πρὸς ἄσκησιν ἁπασῶν ἢ ὡρισμένων ἁρμοδιοτήτων τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον XII τῆς παρούσης Συμφωνίας, κατὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν ἡ COMSAT ἀπαλλάσσεται τῶν εὐθυνῶν αὐτῆς διὰ τὴν ἄσκησιν ἑκάστης ρηθείσης ἁρμοδιότητος καθ' ὃν ἀναλαμβάνεται αὕτη ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου.

2. Ἡ ἀναφερομένη εἰς τὴν παράγραφον α) 2 τοῦ ἄρθρου XII τῆς παρούσης Συμφωνίας σύμβασις ὑπηρεσιῶν διαχειρίσεως, ἐφαρμόζεται κατὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν αἱ διατάξεις τῆς παρούσης παραγράφου παύουν ἐφαρμοζόμεναι ὡς πρὸς τὰς ἁρμοδιότητας αὐτὰς ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς συμβάσεως ταύτης.

3. Περιοχικὴ ἀντιπροσώπευσις.

Κατὰ τὸ διάστημα μεταξὺ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ καὶ τῆς ἡμερομηνίας ἀναλήψεως ὑπηρεσίας ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, ἡ συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον γ) τοῦ ἄρθρου IX τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐξουσιοδότησις οἱασδήποτε ὁμάδος Συμβαλλομένων ἐπιζητούσης ἀντιπροσώπευσιν εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, συμφώνως πρὸς τὴν ὑποπαράγραφον α) 3 τοῦ ἄρθρου IX τῆς παρούσης Συμφωνίας, ἐφαρμόζεται ἅμα τῇ λήψει ἐγγράφου αἰτήσεως ἐκ τῆς ρηθείσης ὁμάδος ὑπὸ τῆς COMSAT

4. Προνόμια καὶ ἀπαλλαγαί :

Τὰ Μέλη τῆς παρούσης Συμφωνίας τὰ ὁποῖα ἦσαν Μέλη τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας ἐκχωροῦν πρὸς τὰ διάδοχα ἀντίστοιχα πρόσωπα καὶ ὄργανα τὰ προνόμια ἐκεῖνα, τὰς ἐξαιρέσεις καὶ τὰς ἀπαλλαγὰς πρὸς τὸν INTELSAT πρὸς τοὺς συμβαλλομένους τῆς Εἰδικῆς Συμφωνίας καὶ πρὸς τὴν Προσωρινὴν Ἐπιτροπὴν Δορυφορικῶν Ἐπικοινωνιῶν καὶ τοὺς ἀντιπροσώπους αὐτῶν, τὰς ὁποίας εἶχον ἐκχωρήσει τὰ ρηθέντα Μέλη ἀμέσως πρὸ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ μέχρι τοῦ χρόνου καθ' ὅν, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, ἡ Συμφωνία Ἕδρας καὶ τὸ Πρωτόκολλον τίθενται ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον XV τῆς παρούσης Συμφωνίας.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Οἱ Συμβαλλόμενοι τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας :

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν ὅτι τὰ Κράτη-Μέλη τῆς Συμφωνίας τῆς ἀφορώσης εἰς τὸν Διεθνῆ Ὀργανισμὸν Τηλεπικοινωνιῶν διὰ Δορυφόρων «INTELSAT» ἀνέλαβον ἐν αὐτῇ ὅπως ὑπογράψωσι ἢ ὁρίσωσι Τηλεπικοινωνιακὸν Φορέα ἵνα ὑπογράψῃ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Λειτουργίας.

Συμφωνοῦν ὡς κάτωθι :

Ἄρθρον 1.

(Ὁρισμοί)

α) Ἐπὶ τῷ σκοπῷ χρησιμοποιήσεως ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας :

1. «Συμφωνία» νοεῖται ἡ Συμφωνία ἡ ἀφορῶσα εἰς τὸν Διεθνῆ Ὀργανισμὸν Τηλεπικοινωνιῶν διὰ Δορυφόρων «INTELSAT».

2. Ἡ Ἀπόσβεσις περιλαμβάνει τὴν ἀναξίωσιν.

3. «Ἐνεργητικὸν» νοεῖται οἱανδήποτε ἀντικείμενον πάσης φύσεως, ἐφ' οὗ ἀσκεῖται δικαίωμα κυριότητος, ὡς καὶ τὰ ἐκ τῶν συμβάσεων ἀπορρέοντα δικαιώματα.

β) Οἱ ὁρισμοὶ ἐν τῷ ἄρθρῳ 1 τῆς Συμφωνίας ἰσχύουν ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας.

Ἄρθρον 2.

(Δικαιώματα καὶ Ὑποχρεώσεις τῶν Συμβαλλομένων)

Ἕκαστος Συμβαλλόμενος κέκτηται τὰ προβλεπόμενα διὰ τοὺς Συμβαλλομένους, τῇ Συμφωνίᾳ καὶ τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας, δικαιώματα καὶ ἀναλαμβάνει τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν ἀνατιθεμένων αὐτῷ ὑπὸ τῶν ὡς εἴρηται Συμφωνιῶν ὑποχρεώσεων.

Ἄρθρον 3.

(Μεταβίβασις Δικαιωμάτων καὶ Ὑποχρεώσεων)

α) Ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς τῆς Συμφωνίας καὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας, τίθενται ἐν ἰσχύϊ καὶ ὑπόκεινται εἰς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 19 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας :

1. Ἅπαντα τὰ ἐκ συμβάσεων, ἐκ κυριότητος καὶ λοιπὰ δικαιώματα, περιλαμβανομένων τῶν ἐν τῷ διαστημικῷ τομεῖ καὶ ἔναντι τούτου δικαιωμάτων, κατεχόμενα εἰς ἀδιαιρέτους μετοχὰς κατὰ τὴν ρηθεῖσαν ἡμερομηνίαν ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ, συμφώνως τῇ προσωρινῇ Συμφωνίᾳ καὶ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ περιέχονται εἰς τὴν κυριότητα τοῦ INTELSAT.

2. Ἅπασαι αἱ ἀπὸ κοινοῦ ἀναληφθεῖσαι ἢ ἀνακύψασαι ὑποχρεώσεις καὶ εὐθῦναι ὑπὸ ἢ διὰ λογαριασμὸν τῶν Συμβαλλομένων τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ πρὸς ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας καὶ τῆς Εἰδικῆς Συμφωνίας, ἐκκρεμοῦσαι κατὰ τὴν ρηθεῖσαν ἡμερομηνίαν, ἢ δημιουργηθεῖσαι ἐκ πράξεων ἢ παραλείψεων πρὸ αὐτῆς, καθίστανται ὑποχρεώσεις καὶ εὐθῦναι τοῦ INTELSAT. Ἡ παροῦσα ὑποπαράγραφος ἐν τούτοις, δὲν ἰσχύει δι' ὑποχρεώσεις καὶ εὐθύνας δημιουργουμένας ἐκ πράξεων ἢ ἀποφάσεων λαμβανομένων μετὰ τὴν διάθεσιν τῆς Συμφωνίας, πρὸς ὑπογραφήν, αἵτινες μετὰ τὴν θέσιν τῆς Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ, δὲν θὰ ἠδύνατο νὰ ληφθῶσιν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἄνευ προηγουμένης ἐξουσιοδοτήσεως ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, συμφώνως τῇ παραγράφῳ στ) τοῦ ἄρθρου ΙΙΙ τῆς Συμφωνίας.

β) Ὁ διαστημικὸς τομεὺς τοῦ INTELSAT καὶ πᾶν ἕτερον δικαίωμα κατεχόμενον ὑπ' αὐτοῦ, περιέρχεται εἰς τὴν κυριότητα τοῦ INTELSAT.

γ) Τὸ οἰκονομικὸν ἐν τῷ INTELSAT ὄφελος ἑκάστου Συμβαλλομένου, ἰσοῦται πρὸς τὸ προκῦπτον ποσὸν ἐκ τῆς χρησιμοποιήσεως τῆς μετοχῆς ἐπενδύσεως αὐτοῦ πρὸς ἐκτίμησιν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 7 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας.

Ἄρθρον 4.

(Οἰκονομικαὶ Εἰσφοραὶ)

α) Ἕκαστος Συμβαλλόμενος εἰσφέρει εἰς τὰς ἀνάγκας κεφαλαίου τοῦ INTELSAT, ὡς ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τῆς Συμφωνίας καὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας, ἐν ἀναλογίᾳ πρὸς τὴν ἐν τῷ ἄρθρῳ 6 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ὁριζομένην μετοχὴν ἐπενδύσεως αὐτοῦ, καὶ λαμβάνει ἀπόδοσιν κεφαλαίου καὶ ἀποζημίωσιν ἐκ τῆς ἐκμεταλλεύσεως τούτου συμφώνως τοῖς διατάξεσι τοῦ ἄρθρου 8 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας.

β) Αἱ ἀνάγκαι κεφαλαίου περιλαμβάνουν ἁπάσας τὰς ἀμέσους καὶ ἐμμέσους δαπάνας διὰ τὸν σχεδιασμόν, τὴν ἀνάπτυξιν, κατασκευὴν καὶ ἐγκατάστασιν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT καὶ διὰ περιουσίαν τοῦ INTELSAT ἑτέρας φύσεως ὡς καὶ τὰς εἰσφορὰς τῶν Συμβαλλομένων, συμφώνως τῇ παραγράφῳ στ) τοῦ ἄρθρου 8 καὶ τῇ παραγράφῳ β) τοῦ ἄρθρου 18 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καθορίζει τὰς οἰκονομικὰς ἀνάγκας τοῦ INTELSAT αἵτινες καλύπτονται ὑπὸ τῶν εἰσφορῶν κεφαλαίου τῶν Συμβαλλομένων.

γ) Ἕκαστος Συμβαλλόμενος, ὡς χρήστης τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, ὡς καὶ πάντες οἱ λοιποὶ χρῆσται, καταβάλλουν τὰ ὁριζόμενα, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας, ἐνδεδειγμένα τέλη χρήσεως.

δ) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καθορίζει τὸ πρόγραμμα τῶν ἀναγκαιουσῶν πληρωμῶν, συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ. Εἰς οἱονδήποτε ἀνεξόφλητον πέραν τῆς ὁρισθείσης πρὸς πληρωμὴν ἡμερομηνίας ποσόν, προστίθεται τόκος εἰς ὕψος καθοριζόμενον ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 5.

(Ἀνώτατον ὅριον Κεφαλαίου)

α) Τὸ ποσὸν τῶν καθαρῶν ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων εἰσφορῶν κεφαλαίου καὶ τῶν ἐκκρεμουσῶν ἐκ συμβάσεων κεφαλαιακῶν ὑποχρεώσεων τοῦ INTELSAT ὑπόκεινται εἰς ἀνώτατον ὅριον. Τὸ ρηθὲν ποσὸν συνίσταται : ἐκ τοῦ καταβαλλομένου ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ ἀθροίσματος εἰσφορῶν, κεφαλαίου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 3 καὶ 4 τῆς Εἰδικῆς Συμφωνίας καὶ ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 4 τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, μεῖον τὸ ἄθροισμα τῆς ἀποδόσεως κεφαλαίου αὐτῶν, συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας, σὺν τὸ ἐκκρεμοῦν ποσὸν τῶν ἐκ συμβάσεων τοῦ INTELSAT κεφαλαιακῶν ὑποχρεώσεων.

β) Τὸ ἐν τῇ παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερόμενον ἀνώτατον ὅριον, ὁρίζεται εἰς 500 ἑκατομμύρια δολλάρια Η.Π.Α. ἢ εἰς τὸ ἐγκρινόμενον ποσόν, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους γ) καὶ δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

γ) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ συνιστᾷ πρὸς τὴν Γενικὴν Σύνοδον τῶν Συμβαλλομένων, αὔξησιν τοῦ ἀναφερομένου ἐν παραγράφῳ β) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐν ἰσχύϊ ἀνωτάτου ὁρίου. Ἡ ρηθεῖσα σύστασις ἐξετάζεται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων, τὸ αὐξηθὲν δὲ ἀνώτατον ὅριον τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἅμα τῇ ἐγκρίσει τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων.

δ) Ἐν τούτοις, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται, νὰ αὐξήσῃ τὸ ἀνώτατον ὅριον εἰς ποσοστὸν δέκα ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν ἄνω τοῦ ὁρίου τῶν 500 ἑκατομμυρίων δολλαρίων Η.Π.Α. ἢ εἰς τοιαῦτα ὑψηλότερα ὅρια τὰ ὁποῖα, δύνανται νὰ ἐγκρίνωνται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων συμφώνως τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 6.

(Μετοχαὶ Ἐπενδύσεως)

α) Ἕκαστος Συμβαλλόμενος, ἐκτὸς ἐὰν ἄλλως προβλέπεται ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ, κέκτηται μετοχὴν ἐπενδύσεως ἴσην πρὸς τὸ ποσοστὸν ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν τοῦ συνόλου τῆς χρήσεως αὐτοῦ ἔναντι τῆς χρήσεως ὑφ' ἁπάντων τῶν συμβαλλομένων τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT.

β) Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς παραγράφου α) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἡ ὑπὸ συμβαλλομένου τινὸς χρῆσις τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT ὑπολογίζεται διὰ διαιρέσεως τῶν ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου καταβλητέων τῷ INTELSAT τελῶν χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως, διὰ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἡμερῶν δι' ἃς ταῦτα ἦσαν καταβλητέα κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἑξαμηνιαίας περιόδου πρὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύϊ, καθορισμοῦ τινος μετοχῶν ἐπενδύσεως, συμφώνως πρὸς τὰς ὑποπαραγράφους γ) 1, γ) 2 ἢ γ) 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἐάν, ἐν τούτοις, ὁ ἀριθμὸς τῶν ἡμερῶν δι' ἃς ἦσαν καταβλητέα ὑπό τινος Συμβαλλομένου τέλη χρήσεως, διαρκούσης τῆς ρηθείσης ἑξαμηνιαίας περιόδου, ἦτο μικρότερος τῶν ἐνενήκοντα ἡμερῶν, τοιαῦτα τέλη δὲν λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν κατὰ τὸν καθορισμὸν τῶν μετοχῶν ἐπενδύσεως.

γ) Αἱ μετοχαὶ ἐπενδύσεως ὁρίζονται ὡς ἰσχύουσαι ἀπό :

1. Τῆς ἡμερομηνίας θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ,

2. τῆς πρώτης τοῦ μηνὸς Μαρτίου ἑκάστου ἔτους. Ἐν τούτοις, ἐὰν ἡ παροῦσα Συμφωνία Λειτουργίας τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἰς διάστημα μικρότερον τῶν ἓξ μηνῶν πρὸ τῆς πρώ-

της τοῦ ἑπομένου Μαρτίου, τότε δὲν θὰ πραγματοποιηθῇ καθορισμὸς συμφώνως τῇ παρούσῃ ὑποπαραγράφῳ ἵνα τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ρηθείσης ἡμερομηνίας,

3. τῆς ἡμερομηνίας θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ διὰ νέον τινὰ Συμβαλλόμενον,

4. τῆς ἡμερομηνίας ἰσχύος τῆς ἀποχωρήσεως Συμβαλλομένου τινὸς ἐκ τοῦ INTELSAT, καὶ

5. τῆς ἡμερομηνίας ὑποβολῆς αἰτήσεως ὑπό τινος Συμβαλλομένου δι' ὅν, τὸ πρῶτον, κατέστησαν καταβλητέα ὑπ' αὐτοῦ τέλη χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, ἐκ χρήσεως μέσῳ ἰδίου ἐπιγείου σταθμοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ ὑποβολὴ τῆς αἰτήσεως πραγματοποιεῖται μετὰ πάροδον ἐνενήκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς τὰ τέλη χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως κατέστησαν καταβλητέα.

δ) 1. Πᾶς Συμβαλλόμενος δύναται νὰ αἰτήσῃ ὅπως κατανεμηθῇ αὐτῷ μειωμένη μετοχὴ ἐπενδύσεως ἐὰν καθορισμός τις, πραγματοποιούμενος συμφώνως τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἔχει ὡς ἀποτέλεσμα ὥστε ἡ μετοχὴ ἐπενδύσεως αὐτοῦ νὰ ὑπερβῇ ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως ἢ τὴν κατεχομένην ὑπ' αὐτοῦ ἀμέσως πρὸ τοῦ καθορισμοῦ ποσόστωσιν (QUOTA) ἢ τὴν μετοχὴν ἐπενδύσεως, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι, ἡ τοιαύτη μετοχὴ ἐπενδύσεως, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, δὲν εἶναι μικροτέρα τῆς κατεχομένης ὑπ' αὐτοῦ ποσοστώσεως (QUOTA) συμφώνως τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ ἢ τῆς κατεχομένης ὑπ' αὐτοῦ μετοχῆς ἐπενδύσεως ἀμέσως πρὸ τοῦ καθορισμοῦ. Αἱ τοιαῦται αἰτήσεις κατατίθενται παρὰ τῷ INTELSAT, δηλοῦν δὲ τὴν ἐπιθυμητὴν μειωμένην μετοχὴν ἐπενδύσεως. Ὁ INTELSAT προβαίνει εἰς ἔγκαιρον κοινοποίησιν τῶν τοιούτων αἰτήσεων πρὸς πάντας τοὺς Συμβαλλομένους, αἱ ρηθεῖσαι δὲ αἰτήσεις ἱκανοποιοῦνται μέχρι τοῦ βαθμοῦ ἀποδοχῆς ηὐξημένων μετοχῶν ἐπενδύσεως ὑπὸ ἑτέρων Συμβαλλομένων.

2. Πᾶς Συμβαλλόμενος δύναται νὰ γνωστοποιῇ εἰς τὸν INTELSAT ὅτι προτίθεται νὰ ἀποδεχθῇ αὔξησίν τινα τῆς μετοχῆς ἐπενδύσεως αὐτοῦ, διευκρινίζων καὶ μέχρι ποίου ὁρίου, ἐὰν ὑφίσταται, ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἱκανοποιήσεως τῶν ὑποβαλλομένων αἰτήσεων μειωμένων μετοχῶν ἐπενδύσεως, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 1) τῆς παρούσης παραγράφου. Ὑποκείμενον εἰς τοὺς ρηθέντας περιορισμοὺς τὸ ὁλικὸν ποσὸν τῆς αἰτουμένης μειώσεως τῶν μετοχῶν ἐπενδύσεως, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 1) τῆς παρούσης παραγράφου, κατανέμεται μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων οἵτινες ἀποδέχονται, συμφώνως τῇ παρούσῃ ὑποπαραγράφῳ, ηὐξημένας μετοχὰς ἐπενδύσεως, ἐν ἀναλογίᾳ πρὸς τὰς μετοχὰς ἐπενδύσεως, τὰς κατεχομένας ὑπ' αὐτῶν ἀμέσως πρὸ τῆς ἐφαρμοζομένης ἀναπροσαρμογῆς.

3. Ἐὰν αἱ μειώσεις αἱ αἰτούμεναι συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 1 τῆς παρούσης παραγράφου δὲν δύνανται νὰ τακτοποιῶνται ἐξ ὁλοκλήρου μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων τῶν ἀποδεχομένων ηὐξημένας μετοχὰς ἐπενδύσεως, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 2 τῆς παρούσης παραγράφου, τὸ ὁλικὸν ποσὸν τῶν ἀποδεχομένων αὐξήσεων κατανέμεται, μεταξὺ ἑκάστου Συμβαλλομένου ἐκ τῶν ἀποδεχομένων συμφώνως τῇ παρούσῃ παραγράφῳ ηὐξημένας μετοχὰς ἐπενδύσεως καὶ μέχρι τοῦ δηλωθέντος ὑφ' ἑκάστου ὁρίου, ὑπὸ μορφὴν μειώσεων ἐκ τῶν αἰτουμένων μειωμένας μετοχὰς ἐπενδύσεως Συμβαλλομένων, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 1 τῆς παρούσης παραγράφου καὶ ἐν ἀναλογίᾳ πρὸς τὰς ὑπ' αὐτῶν αἰτουμένας μειώσεις, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 1 τῆς παρούσης παραγράφου.

4. Πᾶς Συμβαλλόμενος αἰτούμενος μειωμένην ἢ ἀποδεχόμενος ηὐξημένην μετοχὴν ἐπενδύσεως συμφώνως τῇ παρούσῃ παραγράφῳ, θεωρεῖται ἀποδεχθεὶς τὴν μείωσιν ἢ τὴν αὔξησιν τῆς μετοχῆς ἐπενδύσεως αὐτοῦ, ὡς ὁρίζεται ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ, μέχρι τοῦ ἑπομένου καθορισμοῦ μετοχῶν ἐπενδύσεως, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ γ) 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

5. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον θεσπίζει τὴν ἐνδεδειγμένην διαδικασίαν τὴν ἀφορῶσαν εἰς τὴν κοινοποίησιν τῶν αἰτήσεων περὶ μειωμένων μετοχῶν ἐπενδύσεως ὑποβαλλομένων ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 1 τῆς παρούσης παραγράφου, καὶ εἰς τὴν ἐνημέρωσιν αὐτοῦ ὑπὸ Συμβαλλομένων προτιθεμένων νὰ ἀποδεχθοῦν αὔξησιν τῆς μετοχῆς ἐπενδύσεως, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 2 τῆς παρούσης παραγράφου.

ε) Ἐπὶ τῷ σκοπῷ συγκεντρώσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τοῦ ὑπολογισμοῦ τῆς συμμετοχῆς ψήφου τῶν μελῶν αὐτοῦ, αἱ καθοριζόμεναι συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ γ) 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου μετοχαὶ ἐπενδύσεως, τίθενται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τῆς ἀκολουθούσης τὸν ὡς εἴρηται καθορισμὸν τακτικῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων.

στ) Ἐν περιπτώσει καθορισμοῦ μετοχῆς τινος ἐπενδύσεως, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ γ) 3 ἢ γ) 5 ἢ παραγράφῳ η) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ εἰς ἔκτασιν ὑπαγορευομένη ἐκ τῆς ἀποχωρήσεως Συμβαλλομένου τινος, αἱ μετοχαὶ ἐπενδύσεως ἁπάντων τῶν Συμβαλλομένων ἀναπροσαρμόζονται ἀπὸ κοινοῦ, ἐν ἀναλογίᾳ πρὸς τὰς κατεχομένας ὑπ' αὐτῶν πρὸ τῆς ρηθείσης ἀναπροσαρμογῆς ἀντιστοίχως μετοχάς. Ἐπὶ τῇ ἀποχωρήσει Συμβαλλομένου τινὸς δὲν ὑπόκεινται εἰς αὔξησιν αἱ μετοχαὶ ἐπενδύσεως τοῦ 0,05 ἐπὶ τοῖς ἑκατόν, καθοριζόμεναι, συμφώνως ταῖς διατάξεσι τῆς παραγράφου η) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

ζ) Ἡ ἀνακοίνωσις τῶν ἀποτελεσμάτων ἑκάστου καθορισμοῦ μετοχῶν ἐπενδύσεως, ὡς καὶ ἡ ἡμερομηνία θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ καθορισμοῦ τούτου, γνωστοποιεῖται ἐγκαίρως ὑπὸ τοῦ INTELSAT πρὸς πάντας τοὺς Συμβαλλομένους.

η) Κατὰ παρέκβασιν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου, οὐδεὶς Συμβαλλόμενος κέκτηται μετοχὴν ἐπενδύσεως ὑπολοιπομένην τοῦ 0,05 ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν τοῦ συνόλου τῶν μετοχῶν ἐπενδύσεως.

Ἄρθρον 7.

(Οἰκονομικαὶ ἀναπροσαρμογαὶ μεταξὺ Συμβαλλομένων)

α) Ἅμα τῇ θέσει τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ καὶ καθ' ἕκαστον καθορισμὸν μετοχῶν ἐπενδύσεως ἐφ' ἑξῆς, πραγματοποιοῦνται οἰκονομικαὶ ἀναπροσαρμογαὶ μεταξὺ Συμβαλλομένων μερίμνῃ τοῦ INTELSAT, βάσει ἐκτιμήσεως πραγματοποιουμένης, συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ παρόντος ἄρθρου. Τὰ καθοριζόμενα ποσά, δι' ἕκαστον Συμβαλλόμενον ἐκ τοιούτων οἰκονομικῶν ἀναπροσαρμογῶν προκύπτουν διὰ χρησιμοποιήσεως ἐν τῇ ἐκτιμήσει ταύτῃ :

1. Ἅμα τῇ θέσει τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ, τῆς ἐνδεχομένης διαφορᾶς, μεταξὺ τῆς κατεχομένης ὑφ' ἑκάστου Συμβαλλομένου τελικῆς ποσοστώσεως (QUOTA), συμφώνως τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ, καὶ τῆς ἀρχικῆς μετοχῆς ἐπενδύσεως αὐτοῦ καθοριζομένης, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 6 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας.

2. Καθ' ἕκαστον μεταγενέστερον καθορισμὸν μετοχῶν ἐπενδύσεως, τῆς ἐνδεχομένης διαφορᾶς, μεταξὺ τῆς νέας μετοχῆς ἐπενδύσεως ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων καὶ τῆς μετοχῆς ἐπενδύσεως αὐτοῦ πρὸ τοῦ ρηθέντος καθορισμοῦ.

β) Ἡ ἀναφερομένη ἐν παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐκτίμησις, πραγματοποιεῖται ὡς ἀκολούθως :

1. Ἐκ τοῦ ἀρχικοῦ κόστους ὅλων τῶν ἐνεργητικῶν στοιχείων ὡς ταῦτα εὑρίσκονται καταχωρημένα εἰς τοὺς λογαριασμοὺς τοῦ INTELSAT καὶ τῆς ἡμερομηνίας ἀναπροσαρμογῆς, συμπεριλαμβανομένου οἱουδήποτε κεφαλαιοποιηθέντος κέρδους ἢ κεφαλαιοποιηθείσης δαπάνης, ἀφαιρεῖται τὸ ἄθροισμα :

Α) Τῆς συσσωρευομένης ἀποσβέσεως ὡς εὑρίσκεται καταχωρημένη εἰς τοὺς λογαριασμοὺς τοῦ INTELSAT ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀναπροσαρμογῆς καὶ

Β) Τῶν δανείων καὶ λοιπῶν λογαριασμῶνκ αταβλητέων ὑπὸ τοῦ INTELSAT ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀναπροσαρμογῆς.

2. Τὰ ἐξαγόμενα ἀποτελέσματα, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ 1) τῆς παρούσης παραγράφου, ἀναπροσαρμόζονται :

Α) Διὰ προσθέσεως ἢ ἀφαιρέσεως κατὰ περίπτωσιν καὶ ἐπὶ τῷ σκοπῷ οἰκονομικῶν ἀναπροσαρμογῶν ἅμα τῇ θέσει τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ, ποσοῦ ἀντι-

προσωπεύοντος πᾶν ἔλλειμμα ἢ πλεόνασμα ἀντιστοίχως, τῆς ὑπὸ τοῦ INTELSAT καταβολῆς ἀποζημιώσεως δι' ἐκμετάλλευσιν κεφαλαίου, ἀναφερομένης εἰς τὸ συνολικὸν ὀφειλόμενον ποσόν, συμφώνως τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ καὶ εἰς ποσοστὸν ἢ ποσοστὰ ἀποζημιώσεως δι' ἐκμετάλλευσιν κεφαλαίου, ἰσχύοντα κατὰ τὰς περιόδους δι' ἃς τὸ ποσοστὸν ἢ ποσοστὰ ταῦτα ἦσαν ἐφαρμοστέα, ὡς καθορίζεται ὑπὸ τῆς προσωρινῆς Ἐπιτροπῆς Ἐπικοινωνιῶν διὰ Δορυφόρων, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 9 τῆς Εἰδικῆς Συμφωνίας.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐκτιμήσεως τοῦ ἀντιπροσωπεύοντος, οἱονδήποτε ἔλλειμμα ἢ πλεόνασμα πληρωμῆς ποσοῦ, ἡ ὀφειλομένη ἀποζημίωσις ὑπολογίζεται ἐπὶ μηνιαίας βάσεως καὶ ἀναφέρεται εἰς τὸ καθαρὸν ποσὸν τῶν ἀναφερθέντων ἐν τῇ ὑποπαραγράφῳ 1 τῆς παρούσης παραγράφου ἐνεργητικῶν στοιχείων.

Β) Διὰ προσθέσεως ἢ ἀφαιρέσεως κατὰ περίπτωσιν, ἐπὶ τῷ σκοπῷ οἰκονομικῶν ἀναπροσαρμογῶν, δι' ἑκάστην μεταγενεστέραν οἰκονομικὴν ἀναπροσαρμογήν, ἑνὸς ἑτέρου ποσοῦ ἀντιπροσωπεύοντος πᾶν ἔλλειμμα ἢ πλεόνασμα ἀντιστοίχως, τῆς ὑπὸ τοῦ INTELSAT, καταβολῆς ἀποζημιώσεως δι' ἐκμετάλλευσιν κεφαλαίου ἀπὸ τοῦ χρόνου θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ καὶ μέχρι τῆς θέσεως ἐν ἐφαρμογῇ τῆς ἐκτιμήσεως, ἀναφερομένης εἰς τὸ συνολικὸν ὀφειλόμενον ποσόν, συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας καὶ εἰς ποσοστὸν ἢ ποσοστὰ ἀποζημιώσεως δι' ἐκμετάλλευσιν κεφαλαίου, ἰσχύοντα κατὰ τὰς περιόδους δι' ἃς τὸ ποσοστὸν ἢ τὰ ποσοστὰ ταῦτα ἦσαν ἐφαρμοστέα ὡς καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 8 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐκτιμήσεως τοῦ ἀντιπροσωπεύοντος οἱονδήποτε ἔλλειμμα ἢ πλεόνασμα πληρωμῆς ποσοῦ, ἡ ὀφειλομένη ἀποζημίωσις ὑπολογίζεται ἐπὶ μηνιαίας βάσεως καὶ ἀναφέρεται εἰς τὸ καθαρὸν ποσὸν τῶν ἀναφερθέντων ἐν τῇ ὑποπαραγράφῳ 1 τῆς παρούσης παραγράφου ἐνεργητικῶν στοιχείων.

γ) Καταβολαὶ ὀφειλόμεναι ὑπὸ καὶ πρὸς τοὺς Συμβαλλομένους συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου, διακανονίζονται μέχρις ἡμερομηνίας ταχθείσης ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Εἰς οἱονδήποτε ποσὸν ὀφειλόμενον μετὰ τὴν ρηθεῖσαν ἡμερομηνίαν προστίθεται τόκος εἰς ποσοστὸν καθοριζόμενον ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καταβολῶν ὀφειλομένων συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ α) 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὅτε ὁ τόκος προστίθεται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ. Τὸ ἀναφερόμενον ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ ἐπιτοκίου ὁρίζεται πρὸς τὸ καθοριζόμενον ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐπιτόκιον, συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) τοῦ ἄρθρου 4 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας.

Ἄρθρον 8.
(Τέλη Χρήσεως καὶ Πρόσοδοι)

α) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ὁρίζει τὰς μονάδας μετρήσεως τῆς χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT ἐν σχέσει πρὸς τὰς διαφόρους μορφὰς χρήσεως καὶ προβαίνει εἰς τὸν καθορισμὸν τελῶν χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT βάσει τῶν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ VIII τῆς Συμφωνίας ὁριζομένων γενικῶν κανόνων. Τ' ἀνωτέρω τέλη προορίζονται πρὸς κάλυψιν τῶν δαπανῶν λειτουργίας, συντηρήσεως καὶ διοικήσεως τοῦ INTELSAT, πρὸς ἀντιμετώπισιν ἀναγκῶν εἰς κεφάλαια κινήσεως κρινομένων ἐνδεχομένως ἀναγκαίων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, πρὸς ἀπόσβεσιν τῆς πραγματοποιουμένης ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων ἐν τῷ INTELSAT ἐπενδύσεως καὶ πρὸς ἀποζημίωσιν δι' ἐκμετάλλευσιν τοῦ κεφαλαίου τῶν Συμβαλλομένων.

β) Εἰς περίπτωσιν χρήσεως χωρητικότητός τινος διατεθειμένης διὰ τὰς ἀνάγκας ἐξυπηρετήσεως ἐξειδικευμένων τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν, συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) τοῦ ἄρθρου ΙΙΙ τῆς Συμφωνίας, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καθορίζει τὸ καταβαλλόμενον διὰ τὰς ὑπηρεσίας ταύτας, τέλος χρήσεως. Κατὰ ταῦτα τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον συμμορφοῦται πρὸς τοὺς ὅρους τῆς Συμφωνίας καὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ δὴ τῆς παραγράφου α) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ συνυπολογίζει τὰς ἀμέσως προκυπτούσας ἐκ τῆς παροχῆς τῶν Ἐξειδικευμένων Τηλεπικοινωνιακῶν Ὑπηρεσιῶν δαπάνας, ὡς καὶ ἱκανὸν τι μέρος τῶν γενικῶν καὶ διοικητικῶν δαπανῶν τοῦ INTELSAT. Ἐν περιπτώσει ἀνεξαρτήτων δορυφόρων ἢ συναφῶν μέσων χρηματοδοτουμένων ὑπὸ τοῦ INTELSAT, συμφώνως τῇ παραγράφῳ ε) τοῦ ἄρθρου V τῆς Συμφωνίας, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καθορίζει τὰ καταβαλλόμενα διὰ τὰς Ὑπηρεσίας ταύτας τέλη χρήσεως. Κατὰ ταῦτα τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον συμμορφοῦται πρὸς τοὺς ὅρους τῆς Συμφωνίας καὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ δὴ τῆς παραγράφου α) τοῦ παρόντος ἄρθρου πρὸς πλήρη κάλυψιν τῶν εὐθέως προκυπτουσῶν δαπανῶν ἐκ τοῦ σχεδιασμοῦ, ἀναπτύξεως, κατασκευῆς καὶ παροχῆς τῶν ρηθέντων δορυφόρων καὶ συναφῶν μέσων ὡς καὶ ἱκανόν τι μέρος τῶν γενικῶν καὶ διοικητικῶν δαπανῶν τοῦ INTELSAT.

γ) Κατὰ τὸν καθορισμὸν τοῦ ποσοστοῦ ἀποζημιώσεως δι' ἐκμετάλλευσιν τοῦ κεφαλαίου τῶν συμβαλλομένων, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον προβλέπει περιθώριον ἀναφερόμενον εἰς ἐπιχειρηματικοὺς κινδύνους ἐπενδύσεως, παρὰ τῷ INTELSAT καὶ λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὴν πρόβλεψιν ταύτην, ὁρίζει ὕψος προσεγγίζον κατὰ τὸ δυνατὸν τὸ κόστος τοῦ χρήματος τῆς διεθνοῦς ἀγορᾶς.

δ) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον υἱοθετεῖ ἐπιβολὴν κυρώσεως εἰς περιπτώσεις καθ' ἃς εὑρίσκονται ἐν ὑπερημερίᾳ ἐπὶ τρίμηνον ἢ ἀργότερον καταβολαὶ τελῶν χρήσεως.

ε) Αἱ ὑπὸ τοῦ INTELSAT κτώμεναι πρόσοδοι διατίθενται, ἐφ' ὅσον ἐπαρκοῦν, κατὰ τὴν ἀκόλουθον σειρὰν προτεραιότητος :

1. πρὸς κάλυψιν δαπανῶν λειτουργίας, συντηρήσεως καὶ διοικητικῶν δαπανῶν,

2. πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν ὡς ἄνω κρινομένων ὡς ἀναγκαίων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κεφαλαίων κινήσεως,

3. πρὸς ἐξόφλησιν τοῖς συμβαλλομένοις καὶ ἐν ἀναλογίᾳ πρὸς τὰς ἀντιστοίχους αὐτῶν μετοχὰς ἐπενδύσεως, ποσῶν, ἀντιπροσωπευόντων ἀπόδοσιν κεφαλαίου καὶ εἰς ὕψος καθοριζόμενον συμφώνως πρὸς τὰς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου περὶ ἀποζημιώσεως διατάξεις καὶ καταχωρούμενον εἰς τοὺς λογαριασμοὺς INTELSAT,

4. πρὸς καταβολὴν τῷ ἀποχωρήσαντι ἐκ τοῦ INTELSAT Συμβαλλομένῳ τινὶ τῶν ὀφειλομένων αὐτῷ συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 21 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ποσῶν, καὶ

5. πρὸς καταβολὴν τοῖς Συμβαλλομένοις τοῦ ἐναπομένοντος ὑπολοίπου ἔναντι τῆς χρήσεως κεφαλαίου, ἐν ἀναλογίᾳ πρὸς τὰς ἀντιστοίχους αὐτῶν μετοχὰς ἐπενδύσεως.

στ) Εἰς ἣν περίπτωσιν, αἱ προκύπτουσαι διὰ τὸν INTELSAT πρόσοδοι δὲν ἐπαρκοῦν πρὸς κάλυψιν τῶν δαπανῶν λειτουργίας, συντηρήσεως καὶ τῶν διοικητικῶν αὐτοῦ δαπανῶν, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίζῃ τὴν κάλυψιν τοῦ ἐλλείμματος διὰ χρησιμοποιήσεως τῶν κεφαλαίων κινήσεως τοῦ INTELSAT, διὰ συνάψεων συμφωνιῶν δι' ἀναλήψεις πέραν τοῦ ὁρίου καταθέσεων, διὰ συνάψεως δανείων ἢ αἰτήσεως πρὸς τοὺς Συμβαλλομένους ὅπως προβῶσιν εἰς εἰσφορὰς κεφαλαίου, ἐν ἀναλογίᾳ πρὸς τὰς ἀντιστοίχους αὐτῶν μετοχὰς ἐπενδύσεως, ἢ δι' οἱουδήποτε, συνδυασμοῦ τῶν ρηθέντων μέτρων.

Ἄρθρον 9.
(Μεταβίβασις Κεφαλαίων)

α) Ὁ διακανονισμὸς τῶν μεταξὺ Συμβαλλομένων καὶ INTELSAT λογαριασμῶν εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὰς συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 4, 7 καὶ 8 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας οἰκονομικὰς συναλλαγάς, πραγματοποιεῖται οὕτως ὥστε νὰ περιορίζῃ τόσον τὰς μεταξὺ Συμβαλλομένων καὶ INTELSAT μεταβιβάσεις κεφαλαίων ὅσον καὶ τὸ ὕψος τῶν ὑπὸ τοῦ INTELSAT κτωμένων ποσῶν ὑπεράνω καὶ πέραν οἱωνδήποτε κεφαλαίων κινήσεως κρινομένων ὡς ἀναγκαίων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

β) Ἅπασαι αἱ συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας καταβολαὶ μεταξὺ Συμβαλλομένων καὶ INTELSAT διε-

νεργοῦνται εἰς δολλάρια ΗΠΑ ἢ εἰς νόμισμα ἐλευθέρως μετατρέψιμον εἰς δολλάρια ΗΠΑ.

Ἄρθρον 10.

(Ἀναλήψεις πέραν τοῦ ὁρίου καταθέσεων καὶ Δάνεια)

α) Ἐπὶ τῷ σκοπῷ καλύψεως τῶν οἰκονομικῶν ἐλλειμμάτων ἐν ἀναμονῇ λήψεως ἐπαρκῶν διὰ τὸν INTELSAT προσόδων ἢ ὑπὸ τῶν Συμβαλλομένων, συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας εἰσφορῶν κεφαλαίου, ὁ INTELSAT δύναται νὰ προβαίνῃ τῇ ἐγκρίσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἰς τὴν σύναψιν συμφωνίας δι' ἀναλήψεως πέραν τοῦ ὁρίου καταθέσεων.

β) Εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις καὶ ἐπὶ σκοπῷ χρηματοδοτήσεως οἱασδήποτε ἀναλαμβανομένης ὑπὸ τοῦ INTELSAT δραστηριότητος, ἢ καλύψεως οἱασδήποτε ἀναλαμβανομένης ὑπὸ τοῦ INTELSAT εὐθύνης, συμφώνως τῇ παραγράφῳ α, β, ἢ γ τοῦ ἄρθρου ΙΙΙ τῆς Συμφωνίας ἢ τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας, ὁ INTELSAT δύναται νὰ συνάπτῃ δάνεια, βάσει ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Τὰ ἐκ τοιούτων δανείων εὑρισκόμενα ἐν ἐκκρεμότητι ποσὰ θεωροῦνται ὡς ἐκ συμβάσεων προκύπτουσαι ὑποχρεώσεις κεφαλαίου κατὰ τὸ Ἄρθρον 5 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐκθέτει πλήρως συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ α 14 τοῦ ἄρθρου Χ τῆς Συμφωνίας, εἰς τὴν Γενικὴν Σύνοδον τῶν Συμβαλλομένων τοὺς λόγους δι' οὓς ἀποφασίζει τὴν σύναψιν δανείων καὶ τοὺς ὅρους καὶ τὰς συνθήκας συνάψεως τούτων.

Ἄρθρον 11.

(Μὴ κοστολογίσιμοι δαπάναι)

Τὰ κατωτέρω δὲν συνιστοῦν μέρος τῶν ἐξόδων τοῦ INTELSAT :

1. οἱ φόροι εἰσοδήματος ἀπορρέοντος ἐκ τοῦ INTELSAT ἐπὶ τοῦ εἰσοδήματος οἱουδήποτε τῶν Συμβαλλομένων,

2. αἱ δαπάναι σχεδιασμοῦ καὶ ἀναπτύξεως ἐκτοξευτῶν καὶ μέσων ἐκτοξεύσεως, ἀποκλειομένων τῶν δαπανῶν τῶν καταβαλλομένων διὰ τὴν προσαρμογὴν ἐκτοξευτῶν καὶ μέσων ἐκτοξεύσεως τῶν συναφῶν πρὸς τὸν σχεδιασμόν, τὴν ἀνάπτυξιν, κατασκευὴν καὶ ἐγκατάστασιν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, καὶ

3. τὰ ἔξοδα τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Μελῶν ἢ Συμβαλλομένων τὰ πραγματοποιούμενα διὰ τὴν παρακολούθησιν τῶν συνόδων τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων, τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων, τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ οἱασδήποτε ἄλλης συνόδου τοῦ INTELSAT.

Ἄρθρον 12.

(Ἔλεγχος)

Οἱ λογαριασμοὶ τοῦ INTELSAT ἐλέγχονται ἐτησίως ὑπὸ ἀνεξαρτήτων ἐλεγκτῶν διοριζομένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Πᾶς Συμβαλλόμενος κέκτηται τὸ δικαίωμα ἐλέγχου τῶν λογαριασμῶν τοῦ INTELSAT.

Ἄρθρον 13.

(Διεθνὴς Ἕνωσις Τηλεπικοινωνιῶν)

Ὁ INTELSAT, πέραν τῆς τηρήσεως τῶν σχετικῶν κανονισμῶν τῆς διεθνοῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν, λαμβάνει σοβαρῶς ὑπ' ὄψιν τὰς σχετικὰς συστάσεις καὶ μεθόδους τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Τηλεγραφικῆς καὶ Τηλεφωνικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς Διεθνοῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Ραδιοεπικοινωνιῶν καὶ τοῦ Διεθνοῦς Συμβουλίου Καταγραφῆς Συχνοτήτων, κατὰ τὸν σχεδιασμόν, τὴν ἀνάπτυξιν, κατασκευὴν καὶ ἐγκατάστασιν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT καὶ κατὰ τὴν ἀκολουθουμένην τακτικὴν συντονισμοῦ τῆς λειτουργίας τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT καὶ τῶν ἐπιγείων σταθμῶν.

Ἄρθρον 14.

(Ἔγκρισις Ἐπιγείου Σταθμοῦ)

α) Πᾶσα αἴτησις δι' ἔγκρισιν χρήσεως τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT ὑπὸ ἐπιγείου σταθμοῦ, ὑποβάλλεται πρὸς τὸν INTELSAT ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου ὅστις ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἐντὸς τῆς περιοχῆς τοῦ ὁποίου εἶναι ἐγκατεστημένος ἢ μέλλει νὰ ἐγκατασταθῇ ὁ ἐπίγειος σταθμός, ἢ, εἰς περιπτώσεις καθ' ἃς οἱ ἐπίγειοι σταθμοὶ εὑρίσκονται ἐντὸς περιοχῶν μὴ ὑπαγομένων εἰς τὴν δικαιοδοσίαν Μέλους τινός, ὑπὸ δεόντως ἐξουσιοδοτημένου πρὸς τοῦτο Τηλεπικοινωνιακοῦ Φορέως.

β) Παράλειψις ἐκ μέρους τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων ὅπως θεσπίσῃ γενικοὺς κανόνας, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 5 τοῦ ἄρθρου VIII τῆς Συμφωνίας, ἢ ἐκ μέρους τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὅπως θεσπίσῃ κριτήρια καὶ διαδικασίαν ἐγκρίσεως ἐπιγείων σταθμῶν, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ α) 6 τοῦ ἄρθρου Χ τῆς Συμφωνίας, δὲν στερεῖ τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ δικαιώματος νὰ ἐξετάζῃ ἢ ἐνεργῇ ἐπὶ αἰτήσεώς τινος δι' ἔγκρισιν ἐπιγείου σταθμοῦ, ὅπως ποιήσῃ χρῆσιν τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT.

γ) Ἕκαστος ἀναφερόμενος ἐν τῇ παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου Συμβαλλόμενος ἢ Τηλεπικοινωνιακὸς Φορεύς, εἶναι ὑπεύθυνος ἔναντι τοῦ INTELSAT ὡς πρὸς τὴν συμμόρφωσιν τῶν ἐπιγείων σταθμῶν, δι' οὓς ἔχει οὗτος ὑποβάλλει αἴτησιν, πρὸς τοὺς κανόνας καὶ τὰ πρότυπα ἅτινα καθορίζονται ἐν τῇ ὑπὸ τοῦ INTELSAT ἐκδιδομένῃ ἐγγράφῳ ἐγκρίσει, ἐκτὸς ἐάν, εἰς τὴν περίπτωσιν ὑποβάλλοντος αἴτησιν Συμβαλλομένου τινὸς τὸ ἐξουσιοδοτοῦν Μέλος ἀναλαμβάνῃ τοιαύτην εὐθύνην δι' ἅπαντας ἢ τινὰς ἐκ τῶν ἐπιγείων σταθμῶν μὴ κατεχομένους ἢ ἐκμεταλλευομένους ὑπὸ τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου.

Ἄρθρον 15.

(Κατανομὴ τῆς χωρητικότητος τοῦ Διαστημικοῦ Τομέως)

α) Πᾶσα αἴτησις διὰ κατανομὴν χωρητικότητος τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT, ὑποβάλλεται τῷ INTELSAT ὑπὸ Συμβαλλομένου τινὸς ἢ, εἰς τὴν περίπτωσιν περιοχῆς μὴ οὔσης ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ Μέλους τινός, ὑπὸ δεόντως ἐξουσιοδοτηθέντος Τηλεπικοινωνιακοῦ Φορέως.

β) Κατὰ τοὺς συμφώνως τῷ ἄρθρῳ Χ τῆς Συμφωνίας καθιερωθέντας ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὅρους καὶ συνθήκας, ἡ κατανομὴ τῆς χωρητικότητος τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT διενεργεῖται πρὸς Συμβαλλόμενον ἢ, εἰς τὴν περίπτωσιν περιοχῆς μὴ οὔσης ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ Μέλους τινός, πρὸς τὸν δεόντως ἐξουσιοδοτημένον Τηλεπικοινωνιακὸν Φορέα ὅστις ὑποβάλλει πρὸς τοῦτο αἴτησιν.

β) Πᾶς Συμβαλλόμενος ἢ Τηλεπικοινωνιακὸς Φορεύς, πρὸς ὃν κατανέμεται χωρητικότης συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὀφείλει νὰ συμμορφοῦται πρὸς ἅπαντας τοὺς ὁριζομένους ὑπὸ τοῦ INTELSAT ὅρους καὶ συνθήκας τῆς ρηθείσης κατανομῆς, ἐκτὸς ἐάν, εἰς τὴν περίπτωσιν ὑποβολῆς αἰτήσεως Συμβαλλομένου ἀναλάβῃ τὸ ἐξουσιοδοτοῦν τοῦτον Μέλος τὴν ἐν λόγῳ εὐθύνην δι' ἐκχωρήσεως πραγματοποιουμένας πρὸς ἅπαντας ἢ τινὰς ἐκ τῶν ἐπιγείων σταθμῶν μὴ ὄντων τῆς κυριότητος ἢ ἐκμεταλλεύσεως τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου.

Ἄρθρον 16.

(Προμήθεια)

α) Ἅπασαι αἱ σχετικαὶ συμβάσεις, αἱ σχετιζόμεναι μὲ τὴν προμήθειαν ἀπαιτουμένων ὑπὸ τοῦ INTELSAT ἀγαθῶν καὶ τὴν παροχὴν ὑπηρεσιῶν κατακυροῦνται, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ ΧΙΙΙ τῆς Συμφωνίας, τῷ ἄρθρῳ 17 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας καὶ κατὰ τὴν καθιερωθεῖ-

σαν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμφωνίας καὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας, διαδικασίαν, τοὺς κανονισμούς, τοὺς ὅρους καὶ τὰς συνθήκας. Αἱ ὑπηρεσίαι πρὸς ἃς ἀναφέρεται τὸ παρὸν ἄρθρον εἶναι αἱ παρεχόμεναι ὑπὸ Νομικῶν Προσώπων.

β) Ἡ ἔγκρισις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀπαιτεῖται πρό :

1. τῆς ἐκδόσεως αἰτήσεως προσφορῶν ἢ διακηρύξεων πρὸς ὑποβολὴν προσφορῶν διὰ συμβάσεις αἵτινες προβλέπεται ὅτι θὰ ὑπερβοῦν εἰς ἀξίαν τὸ ποσὸν τῶν 500.000 δολλαρίων Η.Π.Α.,

2. τῆς κατακυρώσεως οἱασδήποτε συμβάσεως ἀξίας ὑπερβαινούσης τὸ ποσὸν τῶν 500.000 δολλαρίων Η.Π.Α.

γ) Εἰς οἱανδήποτε τῶν κάτωθι περιπτώσεων, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίζῃ τὰ τῆς προμηθείας ἀγαθῶν καὶ τὰ τῆς παροχῆς ὑπηρεσιῶν διαφοροτρόπως τῆς υἱοθετηθείσης ἀρχῆς τῆς ἀπαντήσεως εἰς ἀνοικτοὺς διεθνεῖς διαγωνισμοὺς ὑποβολῆς προσφορῶν :

1. ἐκεῖ ἔνθα ἡ ἐκτιμωμένη ἀξία τῆς συμβάσεως δὲν ὑπερβαίνει τὰ 50.000 δολλάρια Η.Π.Α. ἢ οἱονδήποτε μεῖζον ποσὸν καθοριζόμενον ἐνδεχομένως ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων ὑπὸ τὸ φῶς τῶν προτάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου,

2. ἐκεῖ ἔνθα ἀπαιτεῖται ἐπειγόντως προμήθεια πρὸς ἀντιμετώπισιν ἐκτάκτου ἀνάγκης συνεπαγομένης τὴν βιωσιμότητα τοῦ διαστημικοῦ τομέως τοῦ INTELSAT,

3. ἐκεῖ ἔνθα πρόκειται περὶ κατ' ἐξοχὴν διοικητικῆς φύσεως ἀνάγκης ἱκανοποιουμένης πλήρως δι' ἐντοπίου προμηθείας, καὶ

4. ἐκεῖ ἔνθα ὑφίσταται ἀποκλειστικότης προμηθείας ἀνταποκρινομένη εἰς προδιαγραφήν τινα ἥτις εἶναι ἀπαραίτητος πρὸς ἱκανοποίησιν τῶν ἀναγκῶν τοῦ INTELSAT ἢ ἐκεῖ ἔνθα αἱ πηγαὶ προμηθείας εἶναι τοσοῦτον αὐστηρῶς περιωρισμέναι εἰς ἀριθμόν, ὥστε δὲν θὰ ἦτο οὔτε ἐφικτὸν οὔτε καὶ πρὸς τὸ συμφέρον τοῦ INTELSAT νὰ ὑποστῇ τὴν δαπάνην καὶ νὰ καταναλώσῃ τὸν ἀπαιτούμενον διὰ ἀνοικτὸν διεθνῆ διαγωνισμὸν χρόνον, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ὅπου ὑπάρχουν πλείονες τῆς μιᾶς πηγαί, θὰ κέκτηνται ἅπασαι τὸ δικαίωμα ὑποβολῆς προσφορᾶς ἐπὶ τῆς αὐτῆς βάσεως.

δ) Ἡ ἀναφερομένη ἐν τῇ παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου διαδικασία, οἱ κανονισμοί, οἱ ὅροι καὶ αἱ συνθῆκαι δέον ὅπως ἐξασφαλίζουν τὴν πλήρη καὶ ἔγκαιρον ἐνημέρωσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Τῇ αἰτήσει οἱουδήποτε Διοικητοῦ, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται, δι' ἁπάσας τὰς συμβάσεις, νὰ λαμβάνῃ οἱανδήποτε ἀπαραίτητον πληροφορίαν ἐπιτρέπουσαν εἰς αὐτὸν τὴν ἄσκησιν τῶν ἁρμοδιοτήτων του.

Ἄρθρον 17.

(Εὑρεσιτεχνίαι καὶ Τεχνικαὶ Πληροφορίαι)

α) Δι' οἱονδήποτε ἐκτελούμενον ὑπὸ ἢ διὰ λογαριασμὸν τοῦ INTELSAT ἔργον, οὗτος κέκτηται τὰ δικαιώματα εὑρεσιτεχνιῶν καὶ τεχνικῶν πληροφοριῶν καὶ μόνον τὰ δικαιώματα ἐκεῖνα ἅτινα ἅπτονται τῶν κοινῶν συμφερόντων τοῦ INTELSAT καὶ τῶν Συμβαλλομένων ἐν τῇ ἰδιότητί των ὡς τοιούτων. Εἰς περίπτωσιν ἔργου ἐκτελουμένου βάσει συμβάσεως, τυχὸν κτώμενα δικαιώματα, κτῶνται κατὰ τρόπον οὐχὶ ἀποκλειστικόν.

β) Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς παραγράφου α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὁ INTELSAT, λαμβάνων ὑπ' ὄψιν τὰς ἀρχὰς καὶ τὸν ἀντικειμενικὸν σκοπὸν αὐτοῦ, τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τῶν Μελῶν καὶ Συμβαλλομένων τῇ Συμφωνίᾳ καὶ τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας καὶ τὰς ἐν γένει ἀποδεκτὰς βιομηχανικὰς μεθόδους, ἐπιφυλάσσει, ἑαυτῷ τὸ δικαίωμα, δι' οἱονδήποτε ἐκτελούμενον ὑπὸ ἢ διὰ λογαριασμὸν αὐτοῦ ἔργον, συνεπαγόμενον σημαντικὸν βαθμὸν μελέτης, ἐρεύνης ἢ ἀναπτύξεως, ὡς κάτωθι :

α) τὸ δικαίωμα τῆς ἄνευ ἀμοιβῆς ἀποκαλύψεως αὐτῷ πασῶν τῶν προκυπτουσῶν ὑπὸ ἐκτελουμένου ὑπ' αὐτοῦ ἢ διὰ λογαριασμὸν αὐτοῦ ἔργου εὑρεσιτεχνιῶν ὡς καὶ τεχνικῶν πληροφοριῶν.

2. τὸ δικαίωμα ὅπως ἀποκαλύπτῃ καὶ ὁρίζει ἕτερον ἵνα ἀποκαλύπτῃ πρὸς τοὺς συμβαλλομένους καὶ ἅπαντα τὰ λοιπὰ πρόσωπα τὰ ἐμπίπτοντα ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ μέλους τινὸς καὶ ὅπως χρησιμοποιῇ καὶ ἐξουσιοδοτῇ ἢ ὁρίζει ἕτερον ἵνα ἐξουσιοδοτῇ τοὺς Συμβαλλομένους καὶ τοὺς ρηθέντας λοιποὺς ὅπως ἐκμεταλλεύωνται τὰς ὡς ἄνω εὑρεσιτεχνίας καὶ τεχνικὰς πληροφορίας :

Α) ἄνευ ἀμοιβῆς, ὡς πρὸς τὸν διαστημικὸν τομέα τοῦ INTELSAT καὶ οἱονδήποτε ἐπίγειον σταθμὸν λειτουργοῦντα ἐν συνεργασίᾳ μετ' αὐτοῦ, καὶ

Β) δι' οἱονδήποτε ἕτερον σκοπόν, ὑπὸ εὐνοϊκοὺς καὶ λογικοὺς ὅρους καὶ συνθήκας καθοριζομένας μεταξὺ συμβαλλομένων καὶ λοιπῶν ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ μέλους τινὸς εὑρισκομένους καὶ τοῦ ἰδιοκτήτου ἢ τοῦ δημιουργοῦ τῶν ὡς εἴρηται εὑρεσιτεχνιῶν καὶ τεχνικῶν πληροφοριῶν ἢ οἱουδήποτε ἑτέρου δεόντως ἐξουσιοδοτημένου φορέως ἢ ἀτόμου κατέχοντος ἐν αὐτοῖς συμφέρον κυριότητος.

γ) Ἐν περιπτώσει ἔργου ἐκτελουμένου βάσει συμβάσεως ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παραγράφου β) τοῦ παρόντος ἄρθρου βασίζεται ἐπὶ τῆς διατηρήσεως ὑπὸ τῶν ἀναδόχων τῆς κυριότητος τῶν ἐξ αὐτῆς ἀπορρεόντων δικαιωμάτων εὑρεσιτεχνιῶν καὶ τεχνικῶν πληροφοριῶν.

δ) Ὁ INTELSAT ἐπιφυλάσσει ὡσαύτως ἑαυτῷ τὸ δικαίωμα ὅπως ἀποκαλύπτῃ ἢ ὁρίζει ἕτερον ἵνα ἀποκαλύπτῃ, ὑπὸ εὐνοϊκοὺς καὶ λογικοὺς ὅρους καὶ συνθήκας, εἰς συμβαλλομένους καὶ εἰς λοιποὺς ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ οἱουδήποτε μέλους εὑρισκομένους καὶ ὅπως ἐξουσιοδοτῇ ἢ ὁρίζει ἕτερον ἵνα ἐξουσιοδοτῇ Συμβαλλομένους καὶ τοὺς λοιποὺς ρηθέντας ὅπως χρησιμοποιοῦσι τὰς κατ' ἄμεσον τρόπον χρησιμοποιουμένας ἐν τῇ ἐκτελέσει ἔργου ἐπιτελουμένου διὰ λογαριασμὸν αὐτοῦ καὶ μὴ συμπεριλαμβανομένας ἐν τούτοις ἐν τῇ παραγράφῳ β) τοῦ παρόντος ἄρθρου εὑρεσιτεχνίας ὡς καὶ τεχνικὰς πληροφορίας ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ἄτομον ἐκτελέσαν τοιοῦτον ἔργον κέκτηται τὸ δικαίωμα ὅπως μεταβιβάζῃ τοῦτο καὶ ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ἡ τοιαύτη ἀποκάλυψις καὶ χρῆσις κρίνονται ἀπαραίτητοι διὰ τὴν ἀπολεσματικὴν ἄσκησιν τῶν κτωμένων δικαιωμάτων, συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

ε) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἐγκρίνῃ, εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις, ὅπου δικαιολογοῦνται αὗται, παρέκκλισιν ἐκ τῆς μνημονευομένης ἐν τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 2 καὶ παραγράφῳ δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου υἱοθετουμένης τακτικῆς ἐὰν κατὰ τὴν πορείαν τῶν διαπραγματεύσεων ἀποδειχθῇ ἐνώπιον τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὅτι ἡ μὴ πραγματοποίησις μιᾶς τοιαύτης παρεκκλίσεως ἀποβαίνει ἐπιζήμιος πρὸς τὰ συμφέροντα τοῦ INTELSAT καὶ ἐν τῇ περιπτώσει τῆς ὑποπαραγράφου β) 2, ὅτι ἡ ἐμμονὴ εἰς τὴν ρηθεῖσαν τακτικὴν θὰ ἦτο ἀσυμβίβαστος πρὸς τὰς προηγουμένας ἐκ συμβάσεων ὑποχρεώσεις ἀναληφθείσας καλῇ τῇ πίστει ὑπὸ μελλοντικοῦ τινος ἀναδόχου μετὰ τρίτου.

στ) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται ὡσαύτως νὰ ἐγκρίνῃ, εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις, ὅπου δικαιολογοῦνται αὗται, παρέκκλισιν ἐκ τῆς μνημονευομένης ἐν τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου υἱοθετουμένης τακτικῆς, ἐφ' ὅσον πληρωθῶσιν οἱ κάτωθι ὅροι :

1. ἀποδειχθῇ ἐνώπιον τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὅτι ἡ μὴ παρέκκλισις ἀποβαίνει ἐπιζήμιος εἰς τὰ συμφέροντα τοῦ INTELSAT.

2. ληφθῇ ἀπόφασις ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου περὶ τοῦ ὅτι ὁ INTELSAT δέον ὅπως κέκτηται τὴν δυνατότητα νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν προάσπισιν τῶν προνομίων εὑρεσιτεχνίας ἐντὸς οἱασδήποτε χώρας καὶ

3. εἰς περιπτώσεις, καὶ ἐφ' ὅσον ὁ ἀνάδοχος ἀδυνατεῖ ἢ εἶναι ἀπρόθυμος νὰ ἐξασφαλίσῃ ἐγκαίρως τὴν ὡς εἴρηται προάσπισιν.

ζ) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον λαμβάνει ὑπ' ὄψιν τὰ συμφέροντα τοῦ INTELSAT καὶ ἁπάντων τῶν Συμβαλλομένων καὶ τὰ ἐκτιμώμενα οἰκονομικὰ ὀφέλη τοῦ INTELSAT προκύπτουν ἐκ τινος παρεκκλίσεως, ἐν τῇ ἀποφάσει αὐτοῦ περὶ τοῦ ἐὰν καὶ ὑπὸ ποίαν μορφὴν ἐγκρίνεται οἱαδήποτε παρέκκλισις, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους ε) καὶ στ) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

η) Ἀναφορικῶς πρὸς εὑρεσιτεχνίας καὶ τεχνικὰς πληροφορίας ἐξ ὧν ἠντλήθησαν δικαιώματα, κατὰ τὴν Προσωρινὴν Συμφωνίαν καὶ τὴν Εἰδικὴν Συμφωνίαν, ἢ ἀντλοῦνται κατὰ τὴν Συμφωνίαν καὶ τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Λειτουργίας διαφοροτρόπως τῆς παραγράφου β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὁ INTELSAT, ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν δικαιωμάτων του, προβαίνει, βάσει αἰτήσεων, εἰς τὰς κάτωθι ἐνεργείας :

1. Ἀποκαλύπτει ἢ ὁρίζει ἕτερον ἵνα ἀποκαλύπτῃ τὰς ὡς εἴρηται εὑρεσιτεχνίας καὶ τὰς τεχνικὰς πληροφορίας πρὸς οἱονδήποτε Συμβαλλόμενον, δικαιούμενον ἀποζημιώσεως ἐξ οἱασδήποτε πραγματοποιουμένης ὑπὸ τοῦ INTELSAT ἀποκαλύψεως ἀναφορικῶς πρὸς τὴν ἄσκησιν τοιούτου δικαιώματος,

2. Παρέχει εἰς πάντα Συμβαλλόμενον τὸ δικαίωμα ὅπως ἀποκαλύπτῃ ἢ ὁρίζει ἕτερον ἵνα ἀποκαλύπτῃ πρὸς ἑτέρους ἐντὸς τῆς δικαιοδοσίας Μέλους τινὸς καὶ ὅπως χρησιμοποιῇ καὶ ἐξουσιοδοτεῖ ἢ ὁρίζει ἕτερον ἵνα ἐξουσιοδοτῇ διὰ τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ρηθεισῶν εὑρεσιτεχνιῶν καὶ τῶν τεχνικῶν πληροφοριῶν :

Α) ἄνευ ἀμοιβῆς, ὡς πρὸς τὸν διαστημικὸν τομέα τοῦ INTELSAT ἢ διὰ πάντα ἐπίγειον σταθμὸν ὅστις λειτουργεῖ ἐν συνεργασίᾳ μετ' αὐτοῦ καὶ

Β) Δι' οἱονδήποτε ἕτερον σκοπόν, καὶ ὑπὸ εὐνοϊκοὺς καὶ λογικοὺς ὅρους καὶ συνθήκας καθοριζομένους μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων καὶ ἑτέρων ἐντὸς τῆς δικαιοδοσίας Μέλους τινὸς καὶ τοῦ INTELSAT ἢ τοῦ ἰδιοκτήτου ἢ δημιουργοῦ τῶν ὡς εἴρηται εὑρεσιτεχνιῶν καὶ τεχνικῶν πληροφοριῶν ἢ ἑτέρου τινὸς δεόντως ἐξουσιοδοτημένου φορέως ἢ ἀτόμου κατέχοντος ἐν αὐτοῖς δικαίωμα κυριότητος καὶ δικαιομένου ἀποζημιώσεως ἐξ οἱασδήποτε πραγματοποιουμένης ὑπὸ ἢ αἰτουμένης παρὰ τοῦ INTELSAT ἀμοιβῆς συναφοῦς πρὸς τὴν ἄσκησιν τῶν ρηθέντων διαιωμάτων.

θ) Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν ὁ INTELSAT κέκτηται τὸ δικαίωμα ἀποκαλύψεως αὐτῷ εὑρεσιτεχνιῶν καὶ τεχνικῶν πληροφοριῶν, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, κρατεῖ ἐνήμερον ἕκαστον Συμβαλλόμενον, τῇ αἰτήσει του, ἐπὶ τοῦ διαθεσίμου καὶ τῆς γενικῆς φύσεως τῶν ρηθεισῶν εὑρεσιτεχνιῶν καὶ τεχνικῶν πληροφοριῶν. Ἐφ' ὅσον ὁ INTELSAT κέκτηται τὰ δικαιώματα θέσεως τῶν εὑρεσιτεχνιῶν καὶ τεχνικῶν πληροφοριῶν εἰς τὴν διάθεσιν τῶν Συμβαλλομένων καὶ ἑτέρων εὑρισκομένων, ἐν τῇ δικαιοδοσίᾳ Μελῶν τινων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου, θέσει τὰ ρηθέντα δικαιώματα εἰς τὴν διάθεσιν οἱουδήποτε Συμβαλλομένου ἢ ὁρίζοντος τοῦτον.

ι) Ἡ ἀποκάλυψις καὶ χρῆσις, ὡς καὶ οἱ ὅροι καὶ αἱ συνθῆκαι ἀποκαλύψεως καὶ χρήσεως ἁπασῶν τῶν εὑρεσιτεχνιῶν καὶ ἁπάντων τῶν τεχνικῶν πληροφοριῶν ἐφ' ὧν ὁ INTELSAT κέκτηται δικαιώματα, πραγματοποιοῦνται ἄνευ διακρίσεως δι' ἅπαντας τοὺς Συμβαλλομένους καὶ τοὺς ὁρίζοντας τούτους.

Ἄρθρον 18.

(Ὑπευθυνότης)

α) Οὔτε ὁ INTELSAT οὔτε Συμβαλλόμενός τις, ἐν τῇ ἰδιότητί του ταύτῃ οὔτε διευθυντής τις, στέλεχος ἢ ὑπάλληλος ἀνήκων αὐτοῖς, οὔτε ἀντιπρόσωπός τις οἱουδήποτε ὀργάνου τοῦ INTELSAT, ἐνεργοῦντες ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν ἁρμοδιοτήτων αὐτῶν καὶ ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς ἐξουσιοδοτήσεως αὐτῶν, εἶναι ὑπεύθυνοι, οὐδ' ἐγείρεται ἀπαίτησις καθ' οἱουδήποτε ἐξ αὐτῶν, κατὰ Συμβαλλομένου ἢ κατὰ τοῦ INTELSAT δι' ἀπώλειαν ἢ ζημίαν ἕνεκα μὴ διαθεσιμότητος, καθυστερήσεως ἢ ἀτελείας τῶν παρεχομένων ἢ παρεξομένων τηλεπικοινωνιακῶν ὑπηρεσιῶν, συμφώνως τῇ Συμφωνίᾳ ἢ τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας.

β) Ἐὰν ὁ INTELSAT ἢ Συμβαλλόμενός της, ἐν τῇ ἰδιότητί του ταύτῃ, ὑποχρεωθῇ, ἕνεκα ἀνεκκλήτου ἀποφάσεως ἐκδοθείσης ὑπὸ ἁρμοδίου δικαστηρίου, ἢ συνεπείᾳ συμφωνίας ἐπιτευχθείσης ἢ γενομένης ἀποδεκτῆς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἰς τὴν καταβολὴν οἱασδήποτε ἀπαιτήσεως, καλυπτομένου καὶ τοῦ συναφοῦς κόστους καὶ δαπάνης, ἀπορρεούσης ἐξ ἐνεργείας διευθυνομένης ὑπὸ τοῦ INTELSAT ἢ ἐξουσιοδοτηθείσης ὑπ' αὐτοῦ, συμφώνως τῇ Συμφωνίᾳ καὶ τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας, ἐν περιπτώσει μὴ ἱκανοποιήσεως τῆς ἀπαιτήσεως δι' ἀποζημιώσεως, δι' ἀσφαλείας ἢ δι' ἑτέρων οἰκονομικῶν λύσεων, οἱ Συμβαλλόμενοι καταβάλλουν τῷ INTELSAT τὸ ἀκάλυπτον ποσὸν ἐπὶ τῆς ρηθείσης ἀπαιτήσεως ἐν ἀναλογίᾳ πρὸς τὰς ἀντιστοίχους αὐτῶν μετοχὰς ἐπενδύσεως ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐξ ἧς ἡ ρηθεῖσα ἀπαίτησις κατέστη πληρωτέα τῷ INTELSAT, πέραν τοῦ οἱουδήποτε υἱοθετηθέντος ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 5 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἢ συμφώνως αὐτῷ ἀνωτάτου ὁρίου.

γ) Ἐὰν ἀνακύψῃ συγκεκριμένη ἀπαίτησις κατὰ Συμβαλλομένου τινός, ὁ Συμβαλλόμενος οὗτος, ἐκπληρῶν τὸ περὶ πληρωμῆς τῆς ἀπαιτήσεως ὑπὸ τοῦ INTELSAT ὅρον, συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐνημερώνει ἄνευ ἀναβολῆς τὸν INTELSAT περὶ αὐτῆς καὶ δίδει αὐτῷ τὴν εὐκαιρίαν ὅπως οὗτος παράσχῃ συμβουλὰς καὶ ἐκδώσῃ προτάσεις ἢ ἐπιμεληθῇ τῆς προστασίας ἢ ἑτέρας τινὸς ἐκκρεμότητος τῆς ἀπαιτήσεως καί, εἰς ἔκτασιν εἰς ἣν ἐπιτρέπει ὁ περὶ δικαιοδοσίας νόμος, τοῦ ὁποίου ἠγέρθη ἡ ρηθεῖσα ἀπαίτησις, ὅπως μετάσχῃ τῆς διαδικασίας εἴτε μετὰ τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου εἴτε ἐν ὑποκαταστάσει τούτου.

Ἄρθρον 19.

(Ἐξαγορὰ)

α) Κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων IX καὶ XV τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καθορίζει, συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, εὐθὺς ὡς τοῦτο εἶναι ἐφικτὸν καὶ οὐχὶ πέραν τῶν τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς θέσεως τῆς πάρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ, τὴν οἰκονομικὴν κατάστασιν ἐν τῷ INTELSAT ἑκάστου Συμβαλλομένου τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ δι' ὅν, ἐν τῇ ἰδιότητί του ὡς Κράτος, ἢ διὰ τὸ Κράτος δι' ὃ ἡ Συμφωνία, ἅμα τῇ θέσει αὐτῆς ἐν ἰσχύϊ, οὔτε ἴσχυε, οὔτε ἔτυχεν προσωρινῆς ἐφαρμογῆς. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον γνωστοποιεῖ ἐγγράφως πρὸς ἕκαστον ὡς εἴρηται Συμβαλλόμενον τὴν οἰκονομικὴν αὐτοῦ κατάστασιν καὶ τὸ σχετικὸν ἐπιτόκιον. Τὸ ἐπιτόκιον τοῦτο προσεγγίζει πρὸς τὸ κόστος χρήματος τῶν διεθνῶν ἀγορῶν.

β) Συμβαλλόμενός τις δύναται νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἐκτίμησιν τῆς οἰκονομικῆς αὐτοῦ κατάστάσεως καὶ τὸ ἀνακοινούμενον αὐτῷ ἐπιτόκιον, συμφώνως τῇ παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἢ συμφώνως πρὸς τὸ ἄλλως πως συμφωνούμενον ἐπιτόκιον μεταξὺ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ Συμβαλλομένου. Ὁ INTELSAT καταβάλλει τῷ ρηθέντι Συμβαλλομένῳ τὸ ὡς ἄνω ἀποδεχόμενον ποσὸν μετὰ τοῦ ὑπολογιζομένου

ἐπ' αὐτοῦ τόκου, ἀπὸ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας καταβολῆς αὐτοῦ, εἰς δολλάρια ΗΠΑ ἢ εἰς ἕτερον νόμισμα ἐλευθέρως μετατρέψιμον εἰς δολλάρια ΗΠΑ καὶ ἐντὸς ἐνενήκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ρηθείσης ἀποδοχῆς, ἢ ἐντὸς ἀπὸ κοινοῦ συμφωνουμένης μεγαλυτέρας χρονικῆς περιόδου.

γ) Ἐὰν ὑφίσταται μεταξὺ τοῦ INTELSAT καὶ συμβαλλομένου τινὸς ἀντιγνωμία περὶ τοῦ ποσοῦ ἢ τοῦ ἐπιτοκίου, μὴ δυναμένη νὰ ρυθμισθῇ διὰ διαπραγματεύσεων ἐντὸς ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἔλαβε χώραν ἡ συμφώνως τῇ παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακοίνωσις, τὸ ποσὸν τοῦτο καὶ τὸ ἐπιτόκιον συνιστοῦν ἐκκρεμῆ ὑποχρέωσιν τοῦ INTELSAT ὅπως διευθετῇ τὸ ζήτημα τὰ δὲ ἀντίστοιχα κεφάλαια ἀποθεματοποιοῦνται εἰς διάθεσιν τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου. Ὁ INTELSAT παραπέμπει τὸ ζήτημα πρὸς διαιτησίαν, τῇ αἰτήσει τοῦ Συμβαλλομένου ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἐξευρεθῇ διαιτητικὸν δικαστήριον ἀμοιβαίως ἀποδεκτόν.

Ἅμα τῇ λήψει τῆς ἀποφάσεως τῆς διαιτησίας, ὁ INTELSAT καταβάλλει πρὸς τὸν Συμβαλλόμενον τὸ καθοριζόμενον ὑπὸ τοῦ δικαστηρίου ποσὸν εἰς δολλάρια ΗΠΑ ἢ εἰς ἕτερον νόμισμα ἐλευθέρως μετατρέψιμον εἰς δολλάρια ΗΠΑ.

δ) Ἐπὶ τῷ σκοπῷ τῆς παραγράφου α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ οἰκονομικὴ κατάστασις καθορίζεται ὡς ἀκολούθως :

1) Ἡ ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου κτωμένη, συμφώνως τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ, ποσόστωσις (QUOTA) πολλαπλασιάζεται ἐπὶ τὸ ἐκ τῆς συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ ἄρθρου 7 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐκτιμήσεως, προκῦπτον ποσὸν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς αὕτη τίθεται ἐν ἰσχύϊ καὶ

2) ἐκ τοῦ γινομένου, ἀφαιρεῖται πᾶν ὀφειλόμενον ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου τούτου, ποσὸν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἡ παροῦσα Συμφωνία Λειτουργίας.

ε) Οὐδεμία διάταξις τοῦ παρόντος ἄρθρου :

1) ἀπαλλάσσει Συμβαλλόμενον τινά, ἀναφερόμενον ἐν τῇ παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, τῆς συμμετοχῆς αὐτοῦ εἰς οἱασδήποτε ἀπὸ κοινοῦ ἀναλαμβανομένας ὑπὸ ἢ διὰ λογαριασμὸν τῶν Συμβαλλομένων τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ ὑποχρεώσεις, ἀπορρεούσας ἐκ πράξεων ἢ παραλείψεων ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας καὶ τῆς Εἰδικῆς Συμφωνίας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ, ἢ

2) στερεῖ τὸν ρηθέντα Συμβαλλόμενον οἱουδήποτε κτωμένου ὑπ' αὐτοῦ, ἐν τῇ ἰδιότητί του ταύτῃ δικαιώματος, ὅπερ ἄλλως θὰ ἐξηκολούθη ἰσχῦον μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς Εἰδικῆς Συμφωνίας καὶ δι' ὃ Συμβαλλόμενος δὲν ἔχει εἰσέτι ἀποζημιωθῇ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 20.

(Διευθέτησις ἀντιγνωμιῶν)

α) Ἅπασαι αἱ ἀνακύπτουσαι ἀντιγνωμίαι μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων ὡς πρὸς ἑαυτοὺς ἢ μεταξὺ τοῦ INTELSAT καὶ Συμβαλλομένου τινὸς ἢ Συμβαλλομένων τινῶν, περὶ τῶν δικαιωμάτων καὶ τῶν ὑποχρεώσεων τῆς Συμφωνίας καὶ τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας, μὴ δυνάμεναι νὰ διευθετηθῶσιν ἄλλως ἐντὸς εὐλόγου χρόνου, ὑποβάλλονται πρὸς διαιτησίαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Παραρτήματος Γ' τῆς Συμφωνίας.

β) Ἅπασαι αἱ ρηθεῖσαι ἀντιγνωμίαι μεταξὺ Συμβαλλομένου τινὸς καὶ Κράτους ἢ Τηλεπικοινωνιακοῦ Φορέως μὴ ἀποτελοῦντος πλέον Συμβαλλόμενον ἢ μεταξὺ τοῦ INTELSAT καὶ Κράτους τινὸς ἢ Τηλεπικοινωνιακοῦ Φορέως μὴ ἀποτελοῦντος πλέον Συμβαλλόμενον, αἵτινες ἀνακύπτουν καθ' ὃν χρόνον Κράτος τι ἢ Τηλεπικοινωνιακὸς Φορεὺς δὲν ἀποτελεῖ πλέον Συμβαλλόμενον ἐὰν δὲν διευθετοῦνται ἄλλως ἐντὸς εὐλόγου χρόνου, ὑποβάλλονται πρὸς διαιτησίαν, δύνανται δὲ νὰ ὑποβάλλωνται πρὸς διαιτησίαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Παραρτήματος Γ' τῆς Συμφωνίας, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τοῦτο εἶναι ἀποδεκτὸν ὑπὸ τῶν ἀντιδίκων οἱουδήποτε συγκεκριμένου θέματος. Ἐὰν Κράτος τι ἢ Τηλεπικοινωνιακὸς Φορεὺς παύῃ νὰ εἶναι Συμβαλλόμενος μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς διαδικασίας ἐν ᾗ οὗτος εἶναι ἀντίδικος, ἡ ρηθεῖσα διαιτησία συνεχίζεται καὶ περατοῦται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Παραρτήματος Γ' τῆς Συμφωνίας ἢ ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, συμφώνως πρὸς τὰς λοιπὰς συναφεῖς πρὸς τὴν ρύθμισιν τῆς διαιτησίας διατάξεις.

γ) Ἅπασαι αἱ νομικαὶ ἀντιγνωμίαι, αἵτινες ἀνακύπτουν ἀναφορικῶς πρὸς συμφωνίας ἢ συμβάσεις ἃς συνάπτει ἐνδεχομένως ὁ INTELSAT μετὰ Συμβαλλομένου τινός, ὑπόκεινται εἰς τὰς περὶ διευθετήσεως ἀντιγνωμιῶν διατάξεις αἵτινες περιέχονται εἰς τὰς ρηθείσας συμφωνίας ἢ συμβάσεις. Ἐλλείψει τοιούτων διατάξεων, αἱ ρηθεῖσαι ἀντιγνωμίαι, ἐὰν δὲν διευθετηθῶσιν ἄλλως ἐντὸς εὐλόγου χρόνου ὑποβάλλονται πρὸς διαιτησίαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Παραρτήματος Γ' τῆς Συμφωνίας.

δ) Ἐὰν ἐξακολουθοῦν αἱ ἐργασίαι οἱασδήποτε διαιτησίας ἅμα τῇ θέσει τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως τῇ ὑπὸ ἡμερομηνίαν 4 Ἰουλίου 1965 Συμπληρωματικῇ Συμφωνίᾳ ἐπὶ Διαιτησίας, αἱ διατάξεις τῆς Συμφωνίας ταύτης παραμένουν ἐν ἰσχύϊ διὰ τὴν ρηθεῖσαν διαιτησίαν μέχρι περατώσεως τῶν ἐργασιῶν αὐτῆς. Ἐὰν ἡ Προσωρινὴ Ἐπιτροπὴ Ἐπικοινωνιῶν διὰ Δορυφόρων ἀποτελεῖ μέλος οἱασδήποτε ὡς ἄνω διαιτησίας, ὁ INTELSAT προβαίνει εἰς τὴν ἀντικατάστασιν αὐτῆς ἀπὸ Μέλος.

Ἄρθρον 21.

(Ἀποχώρησις)

α) Ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἰσχύει ἡ ἀποχώρησις Συμβαλλομένου τινός, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ XVI τῆς Συμφωνίας, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον φέρει εἰς γνῶσιν τοῦ Συμβαλλομένου τούτου τὴν ὑπ' αὐτοῦ γενομένην ἐκτίμησιν τῆς οἰκονομικῆς αὐτοῦ καταστάσεως ἐν σχέσει πρὸς τὸν INTELSAT κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἴσχυσεν ἡ ἀποχώρησις αὐτοῦ, καὶ τοὺς προτεινομένους ὅρους διακανονισμοῦ, συμφώνως τῇ παραγράφῳ γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

β) Ἡ γνωστοποίησις, συμφώνως τῇ παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου, περιλαμβάνει ἔκθεσιν ἐπί :

1) τοῦ πληρωτέου ὑπὸ τοῦ INTELSAT τῷ Συμβαλλομένῳ ποσοῦ, ὑπολογιζομένου διὰ πολλαπλασιασμοῦ τῆς κατεχομένης ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου μετοχῆς ἐπενδύσεως κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἴσχυσεν ἡ ἀποχώρησις αὐτοῦ, ἐπὶ τὸ καθορισθὲν ποσὸν ἐκ τῆς γενομένης κατὰ τὴν ρηθεῖσαν ἡμερομηνία ἐκτιμήσεως, συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ ἄρθρου 7 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας,

2) οἱωνδήποτε καταβληθησομένων τῷ INTELSAT ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου ποσῶν, συμφώνως τῇ παραγράφῳ ζ), ι) ἢ ια) τοῦ ἄρθρου XVI τῆς Συμφωνίας, ἅτινα ἀντιπροσωπεύουν τὴν συμμετοχὴν αὐτοῦ εἰς τὰς εἰσφορὰς κεφαλαίου δι' ἀπορρεούσας ἐκ συμβάσεων ὑποχρεώσεις, συγκεγριμένως ἀνηλειμμένας πρὸ τῆς ἀναγγελίας τῆς ἀποφάσεως αὐτοῦ ὅπως ἀποχωρήσῃ, πρὸς τὴν ἁρμοδίαν ὑπηρεσίαν ἢ ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἴσχυσεν ἡ ἀπαχώρησις, ὡς καὶ τοῦ προτεινομένου προγράμματος πληρωμῶν πρὸς κάλυψιν τῶν ρηθεισῶν ἐκ συμβάσεων ὑποχρεώσεων καὶ

3) οἱωνδήποτε ὀφειλομένων τῷ INTELSAT ὑπὸ τοῦ Συμ-

βαλλομένου ποσῶν, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἡ ἀποχώρησις αὐτοῦ.

γ) Τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰς ὑποπαραγράφους β) 1 καὶ β) 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ποσὰ ἐπιστρέφονται τῷ Συμβαλλομένῳ ὑπὸ τοῦ INTELSAT διὰ περίοδον ἀντίστοιχον ἐκείνης δι' ἣν οἱ λοιποὶ Συμβαλλόμενοι ἐξοφληθήσονται διὰ τὰς εἰσφορὰς κεφαλαίων αὐτῶν, ἢ διὰ βραχυτέραν περίοδον κρινομένην, ἐνδεχομένως, ὡς ἐνδεδειγμένην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καθορίζει τὸ καταβαλλόμενον τῷ Συμβαλλομένῳ ἢ ὑπὸ τοῦ Συμβαλλομένου ἐπιτόκιον δι' οἱαδήποτε ποσὰ δυνάμενα νὰ εὑρεθῶσιν, ἐνίοτε, ἐν ἐκκρεμότητι πρὸς διακανονισμόν.

δ) Ἐν τῇ ἐκτιμήσει του, συμφώνως τῇ ὑποπαραγράφῳ β) 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίζῃ τὴν ὁλικὴν ἢ μερικὴν ἀπαλλαγὴν τοῦ Συμβαλλομένου ἐκ τῆς εὐθύνης αὐτοῦ ὡς πρὸς τὴν συμμετοχήν του εἰς τὰς εἰσφορὰς κεφαλαίου ἀπαιτουμένας πρὸς κάλυψιν τόσον τῶν συγκεκριμένως ἀνηλειμμένων ἐκ συμβάσεων ὑποχρεώσεων ὅσον καὶ τῶν ἀνακυπτουσῶν εὐθυνῶν ἐκ πράξεων ἢ παραλείψεων πρὸ τῆς γνωστοποιήσεως τῆς ἀποχωρήσεως ἢ ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἰσχύει ἡ ἀποχώρησις τοῦ Συμβαλλομένου, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ XVI τῆς Συμφωνίας.

ε) Ἐκτὸς ἐὰν ἄλλως ἀποφασίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, συμφώνως τῇ παραγράφῳ δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, οὐδεμία διάταξις αὐτοῦ προβλέπει :

1) τὴν ἀπαλλαγὴν τοῦ ἀναφερομένου ἐν τῇ παραγράφῳ α) τοῦ παρόντος ἄρθρου Συμβαλλομένου τῆς συμετοχῆς του εἰς οἱασδήποτε ὑποχρεώσεις τοῦ INTELSAT αἵτινες δὲν ἀπορρέουν ἐκ συμβάσεων ἀλλ' ὅμως προκύπτουν ἐκ πράξεων ἢ παραλείψεων ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῆς Συμφωνίας καὶ τῆς Συμφωνίας Λειτουργίας, πρὸ τῆς ἀνακοινώσεως αὐτῷ τῆς ἀποφάσεως αὐτοῦ ὅπως ἀποχωρήσῃ ἢ, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἰσχύει ἡ ἀποχώρησις αὐτοῦ, ἢ

2. τὴν στέρησιν τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου οἱωνδήποτε κτηθέντων ὑπ' αὐτοῦ, ἐν τῇ ἰδιότητί του ταύτῃ, δικαιωμάτων, ἅτινα διαφοροτρόπως θὰ παρέμενον ἰσχύοντα μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἀφ' ἧς ἰσχύει ἡ ἀποχώρησις αὐτοῦ, καὶ δι' ἃ ὁ Συμβαλλόμενος δὲν ἔχει εἰσέτι ἀποζημιωθῇ, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 22.

(Τροποποιήσεις)

α) Πᾶς Συμβαλλόμενος ἢ ἡ Συνέλευσις τῶν Κυβερνήσεων ἢ τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύνανται νὰ προτείνουν τροποποιήσεις ἐν τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας. Αἱ προτεινόμεναι τροποποιήσεις ὑποβάλλονται πρὸς τὸ Ἐκτελεστικὸν Ὄργανον, ὅπερ διανέμει ταύτας ἐγκαίρως πρὸς ἁπάσας τὰς Κυβερνήσεις καὶ τοὺς Συμβαλλομένους.

β) Ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων ἐξετάζει ἑκάστην προτεινομένην τροποποίησιν κατὰ τὴν πρώτην αὐτῆς τακτικὴν συνεδρίασιν ἀκολουθοῦσαν τὴν ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου γενομένην διανομὴν αὐτῆς, ἢ εἰς προγενεστέραν ἔκτακτον σύνοδον συγκαλουμένην συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου VIII τῆς Συμφωνίας, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι αἱ προτεινόμεναι τροποποιήσεις ἔχουν διανεμηθῇ ὑπὸ τοῦ Ἐκτελεστικοῦ Ὀργάνου τοὐλάχιστον ἐνενήκοντα ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς συνόδου. Ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων ἐξετάζει τυχὸν ἀπόψεις καὶ συστάσεις ἃς λαμβάνει ἐκ τῆς Συνελεύσεως τῶν Κυβερνήσεων ἢ ἐκ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου σχετικῶς πρὸς τὴν προτεινομένην τροποποίησιν.

γ) Ἡ Γενικὴ Σύνοδος τῶν Συμβαλλομένων λαμβάνει ἀποφάσεις ἐφ' ἑκάστης προτεινομένης τροποποιήσεως συμφώνως πρὸς τὰς περὶ ἀπαρτίας καὶ ψηφοφορίας ἐν τῷ ἄρθρῳ VIII τῆς Συμφωνίας διατάξεις. Αὕτη δύναται νὰ ἐπιφέρῃ μεταβολὰς εἰς οἱανδήποτε διανεμηθεῖσαν, συμφώνως τῇ παραγράφῳ β) τοῦ παρόντος ἄρθρου προτεινομένην τροποποίησιν, δύναται δέ, ὡσαύτως, νὰ λαμβάνῃ ἀποφάσεις ἐφ' οἱασδήποτε τροποποιήσεως μὴ συμπεριλαμβανομένης εἰς τὰς αἰτηθείσας τροποποιήσεις, ἀπορρεούσης ὅμως εὐθέως ἐκ τῆς προτεινομένης τροποποιήσεως ἢ τῆς τροποποιηθείσης τοιαύτης.

δ) Τροποποιήσεις ἐγκριθεῖσαι ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων τίθενται ἐν ἰσχύϊ, συμφώνως τῇ παραγράφῳ ε) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ μετὰ τὴν ἐνημέρωσιν τοῦ θεματοφύλακος περὶ τῆς ἐγκρίσεως τῆς τροποποιήσεως εἴτε :

1. Ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν Συμβαλλομένων οἵτινες ἦσαν Συμβαλλόμενοι κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἐνεκρίθη ἡ τροποποίησις ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὰ ὡς εἴρηται δύο τρίτα περιλαμβάνουν τοὺς Συμβαλλομένους οἵτινες κατεῖχον κατὰ τὸν ρηθέντα χρόνον τοὐλάχιστον τὰ δύο τρίτα τοῦ συνόλου τῶν μετοχῶν ἐπενδύσεως, εἴτε :

2. Ὑπὸ ἀριθμοῦ τινος Συμβαλλομένων ἴσου ἢ ὑπερβαίνοντος τὰ ὀγδοήκοντα πέντε ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν Συμβαλλομένων οἵτινες ἦσαν Συμβαλλόμενοι κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἐνεκρίθη ἡ τροποποίησις ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων, ἀνεξαρτήτως τοῦ ποσοῦ τῶν ὑπὸ τῶν ρηθέντων Συμβαλλομένων κατεχομένων κατὰ τὸν ὡς ἄνω χρόνον μετοχῶν ἐπενδύσεως.

Ἡ ἀνακοίνωσις περὶ τῆς ὑπὸ Συμβαλλομένου τινὸς ἀποδοχῆς τροποποιήσεως τινὸς διαβιβάζεται τῷ θεματοφύλακι ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου Μέλους, ἡ ρηθεῖσα δὲ ἀνακοίνωσις ἐκφράζει τὴν ὑπὸ τοῦ Μέλους ἀποδοχὴν τῆς συγκεκριμένης τροποποιήσεως.

ε) Ὁ θεματοφύλαξ ἀνακοινοῖ πρὸς πάντας τοὺς Συμβαλλομένους τὴν θέσιν τροποποιήσεως τινός ἐν ἰσχύϊ, εὐθὺς ὡς συγκεντρώσῃ τὰ ἀπαιτούμενα ὑπὸ τῆς παραγράφου δ) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἔγγραφα ἀποδοχῆς. Ἡ τροποποίησις τίθεται ἐν ἰσχύϊ διὰ πάντας τοὺς Συμβαλλομένους, συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκείνων οἵτινες δὲν ἔχουν εἰσέτι ἐγκρίνει ταύτην καὶ δὲν ἔχουν ἀποχωρήσει ἐκ τοῦ INTELSAT, ἐνενήκοντα ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐκδόσεως τῆς ρηθείσης ἀνακοινώσεως.

στ) Κατὰ παρέκβασιν τῶν διατάξεων τῶν παραγράφων δ) καὶ ε) τοῦ παρόντος ἄρθρου, τροποποίησίς τις δὲν τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἀργότερον τῶν δεκαοκτὼ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐγκρίσεως αὐτῆς ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνόδου τῶν Συμβαλλομένων.

Ἄρθρον 23.

(Θέσις ἐν ἰσχύϊ)

α) Ἡ ἰσχὺς τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας διὰ Συμβαλλόμενον αὐτῆς ἄρχεται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως τῆς Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ διὰ τὸ ἐνδιαφερόμενον Μέλος, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους α) καὶ δ) ἢ τὰς παραγράφους β) καὶ δ) τοῦ ἄρθρου XX τῆς Συμφωνίας.

β) Ἡ παροῦσα Συμφωνία Λειτουργίας ἐφαρμόζεται προσωρινῶς διὰ Συμβαλλόμενον τινὰ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς ἐφαρμόζεται προσωρινῶς ἡ Συμφωνία διὰ τὸ ἐνδιαφερόμενον Μέλος, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους γ) καὶ (δ) τοῦ ἄρθρου XX τῆς Συμφωνίας.

γ) Ἡ παροῦσα Συμφωνία Λειτουργίας παραμένει ἰσχύουσα δι' ὃν χρόνον ἰσχύει καὶ ἡ Συμφωνία.

Ἄρθρον 24.

(Θεματοφύλαξ)

α) Ἡ Κυβέρνησις τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς ὁρίζεται ὡς θεματοφύλαξ τῆς παρούσης Συμφωνίας

Λειτουργίας, ἧς τὸ Ἀγγλικόν, Γαλλικὸν καὶ Ἱσπανικὸν κείμενον εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά. Ἡ παροῦσα Συμφωνία Λειτουργίας ἀρχειοθετεῖται ἐν τοῖς Ἀρχείοις τοῦ θεματοφύλακος, ὡς καὶ αἱ ἀνακοινώσεις περὶ ἐγκρίσεως τροποποιήσεων, ἀντικαταστάσεως Συμβαλλομένου συμφώνως τῇ παραγράφῳ στ) τοῦ ἄρθρου XVI τῆς Συμφωνίας καὶ ἀποχωρήσεων ἐκ τοῦ INTELSAT.

β) Ὁ θεματοφύλαξ διαβιβάζει ἐπικεκυρωμένα ἀντίγραφα τῶν κειμένων τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας πρὸς ἁπάσας τὰς Κυβερνήσεις καὶ πρὸς πάντας τοὺς ὁριζομένους τηλεπικοινωνιακοὺς Φορεῖς οἵτινες ὑπέγραψαν ταύτην, καὶ πρὸς τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν καὶ γνωστοποιεῖ πρὸς τὰς ὡς εἴρηται Κυβερνήσεις, τοὺς ὁριζομένους Τηλεπικοινωνιακοὺς Φορεῖς καὶ πρὸς τὴν Διεθνῆ Ἕνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν, περὶ τῶν ὑπογραφῶν τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας, περὶ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἀναφερομένης ἐν τῇ παραγράφῳ α) τοῦ ἄρθρου XX τῆς Συμφωνίας ἑξηκονθημέρου χρονικῆς περιόδου, περὶ τῆς θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ, περὶ τῶν ἀνακοινώσεων ἐγκρίσεως τροποποιήσεων καὶ περὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν τροποποιήσεων εἰς τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν Λειτουργίας. Ἡ ἀνακοίνωσις περὶ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἑξηκονθημέρου χρονικῆς περιόδου ἐκδίδεται κατὰ τὴν πρώτην ἡμέραν τῆς περιόδου ταύτης.

γ) Ἅμα τῇ θέσει τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ, ὁ θεματοφύλαξ προβαίνει εἰς πρωτοκόλλησιν ταύτης παρὰ τῇ Γραμματείᾳ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 102 τοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Εἰς πίστωσιν τούτων οἱ ἀντίστοιχοι Πληρεξούσιοι συγκεντρωθέντες εἰς WASHINGTON ἀφοῦ παρουσίασαν τὰ πληρεξούσια ἔγγραφά των νομοτύπως συντεταγμένα ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συμφωνίαν τὴν 20ην Αὐγούστου τοῦ χιλιοστοῦ ἐννεακοσιοστοῦ ἑβδομηκοστοῦ πρώτου ἔτους.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Μεταβατικαὶ Διατάξεις

1. Ὑποχρεώσεις Συμβαλλομένων

Ἕκαστος Συμβαλλόμενος τῇ παρούσῃ Συμφωνίᾳ Λειτουργίας, ὅστις ἀπετέλει μέλος τῆς Προσωρινῆς Συμφωνίας ἢ τὸ ὁρίζον τοῦτο Μέλος ἀπετέλει μέλος αὐτῆς, καταβάλλει τῷ ρηθέντι Μέλει ἢ δικαιοῦται νὰ εἰσπράξῃ ἐξ αὐτοῦ, ἐν τῇ ἰδιότητί του ὡς Συμβαλλόμενον τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ ἢ ἐκ τοῦ ἐξουσιοδοτηθέντος Συμβαλλομένου τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ, τὸ συμφώνως τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ, ἀπὸ τῆς θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς Συμφωνίας, καθαρὸν ποσὸν οἱασδήποτε ὀφειλομένης καταβολῆς.

2. Συγκρότησις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου

α) Κατὰ τὴν ἐν παραγράφῳ α) τοῦ ἄρθρου XX τῆς Συμφωνίας ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἑξηκονθημέρου χρονικῆς περιόδου καὶ εἰς ἑβδομαδιαῖα διαστήματα ἐφ' ἑξῆς, ἡ COSMAT γνωστοποιεῖ πρὸς πάντας τοὺς Συμβαλλομένους τῇ Εἰδικῇ Συμφωνίᾳ καὶ τὰ Κράτη ἢ τοὺς Τηλεπικοινωνιακοὺς Φορεῖς οἵτινες ὡρίσθησαν ὑπὸ τῶν Κρατῶν δι' οὓς ἡ παροῦσα Συμφωνία Λειτουργίας τεθήσεται ἐν ἰσχύϊ ἢ ἐφαρμοσθήσεται προσωρινῶς, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως τῆς Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ, τὴν ἐκτιμωμένην ἀρχικὴν μετοχὴν ἐπενδύσεως ἑκάστου τοιούτου Κράτους ἢ Τηλεπικοινωνιακοῦ Φορέως, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας.

β) Ἡ COSMAT προβαίνει, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ρηθείσης ἑξηκονθημέρου χρονικῆς περιόδου, εἰς τὰς δεούσας διοικητικὰς προετοιμασίας διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς πρώτης συνεδριάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

γ) Ἐντὸς τριῶν ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως τῆς Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ, ἡ COSMAT, ἐνεργοῦσα συμφώνως τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ Παραρτήματος Δ' τῆς Συμφωνίας :

(1) Ἐνημερώνει πάντας τοὺς Συμβαλλομένους, δι' οὓς ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ ἢ ἐφηρμόσθη προσωρινῶς ἡ παροῦσα Συμφωνία Λειτουργίας περὶ τῶν καθορισθεισῶν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 6 τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἀρχικῶν μετοχῶν ἐπενδύσεως αὐτῶν, καὶ

(2) ἐνημερώνει πάντας τοὺς ρηθέντας Συμβαλλομένους περὶ τῶν γενομένων ἐνεργειῶν διὰ τὴν πρώτην συνεδρίασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἥτις θέλει συγκληθῇ οὐχὶ βραδύτερον τῶν τριάκοντα ἡμερῶν ἀπὸ τῆς θέσεως τῆς Συμφωνίας ἐν ἰσχύϊ.

3. Διευθέτησις ἀντιγνωμιῶν :

Πᾶσα νομικὴ ἀντιγνωμία δυναμένη νὰ προκύψῃ μεταξὺ τοῦ INTELSAT καὶ τῆς COSMAT σχετικῶς πρὸς τὴν ὑπὸ τῆς Κοινοπραξίας πρὸς τὸν INTESLAT παροχὴν ὑπηρεσιῶν, μεταξὺ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως τῆς παρούσης Συμφωνίας Λειτουργίας ἐν ἰσχύϊ καὶ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύϊ τῆς κατὰ τῇ ὑποπαραγράφῳ α) 2 τοῦ ἄρθρου XII τῆς Συμφωνίας συναφθείσης συμβάσεως, ὑποβάλλεται πρὸς διαιτησίαν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Παραρτήματος Γ' τῆς Συμφωνίας, ἐὰν δὲν διευθετηθῇ διαφοροτρόπως ἐντὸς εὐλόγου χρόνου.

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῇ Ἐφημερίδι τῆς Κυβερνήσεως, καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α.' ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	400
2. » » » Β'	»	350
3. » » » Γ'	»	300
4. » » » Δ'	»	500
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λ.π.	»	300
6. » » Παράρτημα	»	200
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λ.π.	»	750
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.500

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	17,50
3. » » » Γ'	»	15.—
4. » » » Δ'	»	25.—
5. » » » Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.	»	15.—
6. » » Παράρτημα	»	10.—
7. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	37,50
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—
9. » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	125.—

Β.' ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 ἕως 40 σελ. δραχ. 5, ἀπὸ 41 ἕως 80 σελ. δραχ. 10, ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως ἑκάστου φύλλου προσαυξάνεται κατὰ δραχ. 10 ἀνὰ 80 σελίδας.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α.' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, ὡς καὶ τῶν ἀνακοινώσεων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν.	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20/5/1939.	»	100
6. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν.	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν	»	300
9. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἀποφάσεων περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70	»	1000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	5.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67	Δραχ.	500
13. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67	»	500

Β.' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης

1. Τῶν καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν Ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

Γ' Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν–Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων

1. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν–Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν – Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων	»	500

ΙΙ. Εἰς τὸ Δ' Τεῦχος καὶ Παράρτημα

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5%.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἐναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ, μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου, ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὲν εἰς τὸ Ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ὅπερ ἀποδίδεται εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 192378/3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (RONEO 139) ἐγκυκλίων διαταγῶν τοῦ Γενικοῦ Λογιστηρίου τοῦ Κράτους. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.

Ο ΠΡΟΪΣΤΑΜΕΝΟΣ ΤΗΣ ΥΠΗΡΕΣΙΑΣ Ε. Τ.

Θ. ΚΩΣΤΟΜΗΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ